CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

Rapport 2014

Les entreprises françaises & l'Afrique

LE MOCI Le moniteur du commerce international
lemoci.com
Hors-série - Décembre 2013 - 25 euros

Le monde est complexe.
Vos décisions ne doivent pas l'être.

Défense

Permettre aux forces armées d'acquérir et de conserver la supériorité décisionnelle et opérationnelle

Aéronautique

Contribuer à rendre le transport aérien toujours plus sûr, plus fluide, plus plaisant et moins polluant

Transport terrestre

Aider les opérateurs à améliorer la capacité et l'efficacité de leurs réseaux et le service aux passagers

Sécurité

Protéger les citoyens, les données sensibles et les infrastructures grâce à des solutions intégrées et résilientes

Espace

Optimiser les solutions spatiales pour les télécommunications, l'observation de la Terre, la navigation et la science

Partout où des décisions critiques doivent être prises, Thales est présent. Sur les marchés que nous servons - aéronautique, espace, transport terrestre, défense et sécurité -, nous aidons les utilisateurs de nos solutions à prendre les décisions qui mènent à des actions et des résultats plus efficaces. Nous combinons pour cela nos savoir-faire, nos technologies et nos services pour maîtriser toutes les étapes de ce que nous appelons la Chaîne de décision critique. L'expertise de ses 65 000 collaborateurs, sa puissance technologique et sa présence opérationnelle dans 56 pays font ainsi de Thales un acteur clé de la sécurité des citoyens, des infrastructures et des Etats.

Pour en savoir plus, scannez le flash code ou rendez-vous sur **thalesgroup.com**

THALES

Together • Safer • Everywhere

LE MOCI

Directeur de la publication et Directeur général
Vincent Lalu

RÉDACTION
Rédacteur en chef
Christine Gilguy
Conseiller de la rédaction
Georges Rambaldi
Réalisation
Delphine Miot (maquette)
Ont collaboré à ce numéro :
Bénédicte Châtel, Anne Guillaume-Gentil (articles sur les perspectives et synthèses de conjoncture par pays)

Conception graphique et maquette
amarena / www.amarena.fr

Impression
Imprimerie de Champagne

Directrice du développement
Delphine Chêne
Directeur commercial
Philippe Chebance

Fabrication
Robin Loison

Commission paritaire.
Publication n° 0916 T 81051

ÉDITEUR Sedec SA
11, rue de Milan, 75009 Paris
Téléphone : 01 53 80 74 00
www.lemoci.com

CONSEIL FRANÇAIS DES INVESTISSEURS EN AFRIQUE

CIAN
Conseil français des investisseurs en Afrique

45, rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris
Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76
Fax : +33 (0)1 42 56 79 33
Email : relationcian@cian.asso.fr
Site : www.cian.asso.fr

Fondateur du rapport
Jean-Pierre Prouteau †

Comité de rédaction
Anthony Bouthelier
Alix Camus
Stephen Decam

Copyright : toute reproduction, même partielle, des textes et documents parus dans le présent numéro est soumise à l'autorisation préalable de la rédaction.

Le rêve africain ? 5
Anthony Bouthelier, Président délégué du CIAN

Les faits marquants de 2013 6

Les échanges franco-africains 8
Chiffres-clés et tendances marquantes

Une approche innovante de l'Afrique 12
Entretien avec Henri de Cazotte, Coordinateur de la mission gouvernementale française sur l'agenda du développement post-2015 12
Les ajustements novateurs des groupes français 16
2iE, au-delà de la formation, un accompagnateur de l'évolution du continent 18

Grande consommation 20
Comment l'émergence des classes moyennes change la donne pour CFAO 20
Face à la montée des déchets électroniques, la solution « clic vert » des Ateliers du Bocage 22
Quand l'Afrique défend ses indications géographiques 24

Services 28
Quand les chercheurs se penchent au chevet de l'emploi 28
Onomo International ou le pari d'une chaîne hôtelière « Made in Africa » 30
Santé : comment Pasteur soutient la recherche… africaine 32

Produits techniques 34
Cartes prépayées : la révolution africaine du mobile money 34
Télécommunications : l'innovation stimulée par l'utilisateur 36
Solutions numériques mobiles pour renforcer la démocratie 38

Analyse économique par zone et par pays 40
Les résultats 2013 de l'enquête CIAN 40
Afrique du Nord 48
Afrique de l'Ouest 64
Afrique centrale 102
Afrique australe, orientale et océan Indien 124

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014 DU CIAN
Les actions et les projets du CIAN

FIDAL

PREMIER CABINET D'AVOCATS D'AFFAIRES EN FRANCE

UNE PRISE EN COMPTE DES BESOINS SPÉCIFIQUES DE L'AFRIQUE

CONTACTS

Yves ROBERT : yrobert@fidalinternational.com
Philippe DEBRY : pdebry@fidalinternational.com
Séverine LAURATET : slauratet@fidalinternational.com
Vincent MAUREL : vmaurel@fidalinternational.com
Issaka ZAMPALIGRE : izampaligre@fidalinternational.com

www.fidal.fr

FIDAL
DIRECTION INTERNATIONALE
Espace 21 - 32, place Ronde
92035 Paris La Défense
Tél : 01 55 68 15 15 - Fax : 01 55 68 14 00

D.R.

Le rêve africain ?

Ce Rapport CIAN 2014 confirme la prospérité de nos entreprises mais indique aussi une insuffisance voire une dégradation de l'environnement des affaires qui bride l'envolée économique tant attendue.

Les 5 à 6 % de croissance tant célébrés par contraste avec l'atonie des économies des pays du Nord sont insuffisants pour sortir l'Afrique de l'ornière. La référence aux grands émergents – Chine, Inde, Brésil… – est inadéquate car ces pays sont dotés d'une unité politique et d'une seule monnaie. Cette unité, le continent la rêve mais n'oublions pas l'existence de 54 pays dans une immensité qui peut contenir tout ensemble, la Chine, l'Inde et l'Europe.

Si l'Afrique peut être notre nouvelle frontière et que des évolutions positives émergent ici ou là – naissance d'une classe moyenne, diminution des conflits armés… – rien ne serait pire que de se bercer d'illusions et de croire à l'automatisme d'un développement généré par des facteurs tels que l'évolution démographique ou l'urbanisation.

La mobilisation de tous les acteurs reste de rigueur, le secteur privé joue un rôle essentiel dans la création de richesses, et dans la construction d'un État de droit qui libérera les forces entrepreneuriales.

Les entreprises françaises, dans un environnement africain difficile, disposent de l'atout majeur qu'est l'expérience comme en témoignent leurs excellents résultats publiés dans ce Rapport. Cet avantage comparatif, il faut le jouer très vite et très fort dans une conjoncture qui reste encore porteuse.

À la réunion qui s'est tenue à Bercy, en marge du Sommet de l'Élysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique des 6 et 7 décembre 2013, la Ministre des finances du Nigeria, Madame Ngozi Okonjo-Iweala, a malicieusement conseillé de se pencher sur des exemples de réussites et elle a mentionné la Corée du Sud. Qui se souvient qu'il y a soixante ans, son PIB était de 50 USD par habitant, alors qu'il atteint plus de 20 000 USD aujourd'hui ?

Face à un déferlement de bonnes idées et une débauche conceptuelle bien française, cette attitude d'ouverture sur le monde et d'écoute était d'un pragmatisme qui ne peut qu'interpeller le secteur privé.

Dans un colloque récent, Lionel Zinsou, évoquant l'évolution du CIAN, relève que les entreprises investies en Afrique de nos jours ne sont plus celles de la colonisation. Ces sociétés sont désormais globales, leur champ d'action est mondial et fait d'elles des témoins voire des acteurs de développements réussis.

Dans le dialogue public-privé, d'autant plus évoqué que mal mis en œuvre, le talent du privé est surtout dans le témoignage des pratiques réussies à la lumière d'une culture du résultat.

Bref, le secteur privé sait ce « qui marche » ou « qui ne marche pas », non par intelligence supérieure, mais par expérience du terrain et la Ministre Ngozi Okonjo-Iweala a bien eu raison de recommander la démarche de modestie que requiert l'observation du monde.

Anthony Bouthelier, Président délégué

2013 / Les faits marquants

© Comugnero Silvana - Fotolia.com

Afrique du Sud.
Décès, le 5 décembre, de Nelson Mandela qui reçoit un hommage mondial. Plus de 100 chefs d'État et de gouvernement rendront hommage à « Madiba » dans le grand stade de Soweto.

Janvier

- **Mali.** Des Jihadistes prennent le Nord du pays. Suite à une demande du président par intérim Dioncounda Traoré à François Hollande et au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, une intervention militaire française est déclenchée le 11 janvier sous mandat de l'ONU. L'opération Serval, associée aux Forces de l'Union africaine, va stopper l'avancée des rebelles, permettre à l'armée malienne de reprendre pied dans le Nord et enclencher un redémarrage des institutions démocratiques.

Février

- **Guinée.** La marche pacifique organisée le 27 février par l'opposition guinéenne pour réclamer des élections législatives libres et transparentes se termine par des affrontements (130 blessés dont 68 policiers et gendarmes).
- **Tunisie.** Le parti islamiste Ennahda annonce renoncer aux ministères régaliens ouvrant la voie à la constitution d'un gouvernement d'union nationale.
- **Cameroun.** La famille française Tanguy Moulin-Fournir est enlevée le 19 février par le groupe islamiste Boko Haram. Elle sera libérée le 19 avril.

Mars

- **Soudan.** Les deux Soudan parviennent à un accord sur la question de l'acheminement du pétrole vers Port Soudan.
- **République centrafricaine.** La coalition rebelle de la Séléka prend le contrôle de Bangui. Le président élu François Bozizé fuit au Cameroun voisin. La France renforce son contingent militaire pour assurer la sécurité de ses ressortissants.
- **Chine/Afrique.** Le président chinois Xi Jinping effectue sa première visite officielle en Afrique (Tanzanie, Afrique du Sud, Congo Brazzaville). Pékin propose des prêts de 20 milliards USD sur 2013-2015.

Avril

- **France/Afrique.** Le livre blanc de la Défense remis à François Hollande met l'accent sur l'Afrique. Les troupes françaises en Afrique devraient être maintenues mais l'implication des alliés sollicitée.
- **Banque Africaine de développement (BAD).** Donald Kaberuka, président de la BAD dévoile la nouvelle stratégie décennale (2013-2022) qui met l'accent, notamment, sur les infrastructures, l'intégration économique et le secteur privé.

Mai

- **Afrique.** CFAO, premier groupe français de distribution en Afrique, s'associe avec Carrefour pour créer, d'ici 10 ans, 35 galeries marchandes dans 8 pays.

Juin

- **Égypte.** Les manifestants pro et anti Morsi s'affrontent violemment au Caire et à Alexandrie, le président égyptien refusant des élections anticipées. Sa destitution le 3 juillet par l'armée, marque la fin du contrôle du pouvoir par les Frères Musulmans et l'ouverture d'une nouvelle période de transition.

Juillet

- **États-Unis/Afrique.** En visite en Afrique du Sud, le président américain Barack Obama annonce son plan « Power Africa » de 7 milliards USD destiné à faciliter l'accès à l'électricité, avec pour partenaire central General Electric.
- **Zimbabwe.** Le président Rober Mugabe, 89 ans, est proclamé vainqueur de la présidentielle avec 61 % des voix et une majorité des deux tiers à l'Assemblée.

Août

- **Mali.** Ibrahima Boubacar Keita est élu président du Mali avec 77 % des suffrages face à Soumaila Cissé.

Septembre

- **Kenya.** Pendant 4 jours, des dizaines de personnes au centre commercial de Westgate, à Nairobi, sont prises en otages par un commando des Chabaab somaliens. Bilan : 67 morts et 175 blessés.

Octobre

- **Afrique.** La croissance du PIB africain atteindrait 4,9 % en 2013 (4,2 % en 2012) et devrait accélérer à 5,5 % en 2015. (*Africa Pulse*, Banque mondiale).
- **République centrafricaine.** Le Conseil de sécurité de l'ONU approuve l'envoi de troupes en RCA.
- **Madagascar.** Le premier tour du scrutin présidentiel se tient le 25 octobre, après 4 ans de crise. Le 2e tour devait avoir lieu le 20 décembre.
- **Mozambique.** La Renamo (opposition) revient sur l'accord de paix de 1992, conduisant des milliers de personnes à descendre dans la rue et manifester en faveur de la paix.

Novembre

- **Mali.** Le 2 novembre, les journalistes de RFI, Ghislaine Dupont et Claude Verlon, sont enlevés à Kidal et exécutés.
- **Cameroun.** Le père Georges Vandenbeusch est enlevé le 13 novembre au Cameroun.

Décembre

- **République Centrafricaine.** Le 5 décembre, le Conseil de sécurité de l'ONU donne son feu vert pour un mandat d'intervention d'un an à la Misca (portée à 3 600 hommes) et de six mois renouvelable aux forces françaises. François Hollande lance l'opération Sangaris (1 600 soldats).
- **France.** Le sommet Afrique-France pour la paix et la sécurité en Afrique se tient à Paris les 6 et 7 décembre, en présence d'une quarantaine de chefs d'Etats. L'Afrique doit assurer sa sécurité et doit être dotée d'une force de réaction rapide : 20 000 soldats africains pourraient être formés par la France. Paris veut par ailleurs doubler ses échanges avec l'Afrique d'ici cinq ans et lancer un nouveau modèle de partenariat économique avec le continent inspiré des principales conclusions du rapport de la mission Védrine, présentées le 4 décembre.

DAVID, STÉPHANIE, MICHEL ET VINCENT TRAVAILLENT CHEZ POK, UNE PME DE 78 PERSONNES QUI FABRIQUE DU MATÉRIEL DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES À NOGENT-SUR-SEINE. LEUR CAPACITÉ D'INNOVATION ET L'ACCOMPAGNEMENT PERFORMANT DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE À L'INTERNATIONAL PERMETTENT AU GROUPE D'EXPORTER SES PRODUITS DANS PLUS DE 70 PAYS.

1 ENTREPRISE SUR 3 QUI EXPORTE

EST ACCOMPAGNÉE PAR SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

DÉCOUVREZ NOTRE SITE **IMPORTEXPORT-SOLUTIONS.FR**

DEVELOPPONS ENSEMBLE

L'ESPRIT D'EQUIPE SOCIETE GENERALE

Société Générale, S.A. au capital de 998 320 373,75 € - Siège social : 29 bd Haussmann 75009 Paris - 552 120 222 RCS Paris. FRED & FARID

Chiffres clés et tendances marquantes

L'année 2013 aura sans conteste été marquée, en France, par la prise de conscience au plus haut niveau qu'il était temps de relancer les relations économiques africaines, en essayant d'innover dans les approches. Au regard des statistiques commerciales et des IDE, la France peut sans aucun doute améliorer une performance qui n'est pas à la hauteur des savoir-faire qu'elle peut offrir aux pays africains.

Diagnostic douloureux, mobilisation générale

En France l'heure est à la mobilisation générale : l'Hexagone a perdu sur ce continent des positions depuis une dizaine d'années, sa part de marché chutant ainsi de 10,1 % en 2000 à 4,7 % en 2011, a rappelé Pierre Moscovici, ministre français de l'Économie et des finances, lors du Forum économique Afrique-France du 4 décembre 2013, qui a précédé le Sommet Afrique-France des 6 et 7 décembre. « Peu de grands contrats majeurs (eau, énergie, ferroviaire) ont récemment été remportés par des entreprises françaises » constatait Nicole Bricq, ministre du Commerce extérieur, déplorant que la part de marché française se soit nettement érodée en 20 ans dans des pays comme le Cameroun (de 36 à 14 %) ou la Côte d'Ivoire (de 31 à 13 %) sans qu'elle ne décolle dans les pays anglophones tels que le Kenya (1,5 %) ou le Nigeria (3,6 %). La ministre aurait pu aussi citer l'exemple du Maroc, où la France a été reléguée au deuxième rang des fournisseurs en 2012 par l'Espagne, qui a fortement relancé ses exportations pour compenser la crise. D'où l'appel à « un nouveau modèle de partenariat économique entre l'Afrique et la France », titre de ce forum qui a fourni le cadre de la présentation du rapport Védrine sur « Un partenariat pour l'avenir ». Le président français François Hollande a fixé pour objectif de « doubler les échanges dans les deux sens ».

Des marchés d'importations dynamiques

Si les besoins d'investissements en infrastructures sont estimés à un minimum de 50 milliards d'euros pour les dix ans à venir par l'OCDE, les financements ne sont pas toujours au rendez-vous. Toutefois, au regard des tendances récentes des importations du continent africain, selon les statistiques disponibles dans la base GTA de GTIS*, les achats d'un certain nombre de pays restent extrêmement dynamiques. Quelques exemples de tendances 2012 et 2013 :

- **Afrique du sud :** les importations ont augmenté de 10 % en valeur en 2012 (79 Mds EUR), mais la tendance est au repli cette année (- 3,75 % sur les 9 premiers mois 2013) ;
- **Égypte :** si 2013 est au ralentissement (+ 0,83 % sur 8 mois), les importations ont bondi de 17,5 % en 2012 (52,5 Mds EUR) ;
- **Algérie :** les importations algériennes sont toujours à la hausse : + 12 % sur les 9 premiers mois de l'année, après + 15,5 % en 2012 (39,2 Mds EUR) ;
- **Maroc :** également à la hausse avec + 6,39 % en 2012 (33,3 Mds EUR) ;
- **Nigeria :** + 5,3 % de hausse des importations au premier semestre 2013 (15,7 Mds EUR), après une chute de 26,4 % en 2012 ;
- **Côte d'Ivoire :** la tendance 2013 est à + 21,5 % pour les neuf premiers mois de 2013 (6,5 Mds EUR), après la forte reprise (+ 57,7 %) de 2012 ;
- **Kenya :** la tendance des importations était à + 19,16 % en 2012 (12,4 Mds EUR) ;

LES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN DIRECTION DE L'AFRIQUE
LES 20 PREMIERS PAYS AFRICAINS CLIENTS EN 2012 (EN EURO)

	2011	2012	2012/2011 (%)
Algérie	5 766 549 580	6 360 392 052	10,30
Maroc	4 316 483 311	4 027 964 949	- 6,68
Tunisie	3 610 885 391	3 613 629 441	0,08
Afrique du Sud	2 300 210 697	1 882 391 783	- 18,16
Égypte	1 840 588 718	1 720 917 989	- 6,50
Nigeria	1 477 078 484	1 346 052 393	- 8,87
Côte-d'Ivoire	739 575 186	999 696 249	35,17
Sénégal	889 286 017	827 721 109	- 6,92
Gabon	782 589 824	769 438 394	- 1,68
Cameroun	633 824 653	672 146 173	6,05
Congo	490 644 324	588 983 587	20,04
Angola	585 072 494	543 920 820	- 7,03
Libye	227 400 964	539 999 639	137,47
Togo	249 729 601	366 623 726	46,81
Maurice	336 661 873	344 564 537	2,35
Ghana	308 665 555	330 358 263	7,03
Mali	311 062 054	301 567 797	- 3,05
Madagascar	278 845 485	298 230 467	6,95
Bénin	809 097 049	267 562 794	- 66,93
Burkina Faso	218 698 347	262 641 219	20,09
Total Afrique	**28 203 607 191**	**28 191 713 571**	**- 0,04**

Source : douanes françaises

Solutions de Recrutement, Management de Transition, Conseil Opérationnel en Afrique.

orc.fr - Crédit photos : Fotolia, Shutterstock

USG Professionals Africa est le cabinet de Conseil d'USG Professionals, entité hautes compétences du groupe USG People, spécialisé sur le continent africain.

Les équipes USG Professionals Africa sont avant tout des consultant(e)s experts du continent et des problématiques rencontrées chez nos clients. Ils sont de véritables spécialistes des domaines et des fonctions recherchées, et possèdent une expertise forte, reconnue et appréciée par nos clients.

USG Professionals Africa
14 rue Pergolèse, 75116 Paris
Tél : + 33(0)1 53 00 81 81
E-mail : africa@usgprofessionals.fr

www.usgprofessionals.fr/africa

usg professionals | africa

LES IMPORTATIONS FRANÇAISES EN PROVENANCE D'AFRIQUE
LES 20 PREMIERS PAYS AFRICAINS FOURNISSEURS EN 2012 (EN EURO)

	2011	2012	2012/2011 (%)
Libye	1 997 454 940	4 293 255 995	114,94
Algérie	4 393 127 022	3 918 737 097	- 10,80
Tunisie	4 026 626 321	3 763 215 200	- 6,54
Nigeria	4 345 927 003	3 720 147 339	- 14,40
Maroc	3 148 145 836	3 268 815 407	3,83
Guinée équatoriale	431 716 276	1 944 120 889	350,32
Égypte	1 342 694 623	1 317 670 234	- 1,86
Ghana	1 342 884 771	945 237 524	- 29,61
Angola	1 312 110 423	933 144 517	- 28,88
Congo	527 610 931	868 611 841	64,63
Afrique du Sud	959 104 847	839 770 394	- 12,44
Côte-d'Ivoire	549 294 592	545 645 782	- 0,66
Niger	287 606 994	428 851 165	49,11
Madagascar	316 671 113	335 791 224	6,04
Maurice	276 988 102	288 968 904	4,33
Cameroun	293 023 809	217 319 078	- 25,84
Gabon	116 513 940	172 176 034	47,77
Namibie	85 866 132	125 592 232	46,27
Mauritanie	193 891 172	110 890 703	- 42,81
Seychelles	72 752 145	97 826 097	34,46
Total Afrique	**26 807 030 413**	**28 766 994 994**	**7,31**

Source : douanes françaises

• **Ghana :** la progression des importations a été de 17,4 % en 2012 (10,4 Mds EUR) ;
• **Maurice :** les achats de l'Ile ont augmenté de 9,2 % en 2012 (4 Mds EUR).

Le top 10 des partenaires commerciaux de la France

Les données des douanes françaises montrent les très grosses variations des échanges de la France avec les pays africains d'un pays à l'autre, voire d'une année sur l'autre (tableaux ci-contre). Ce qui tend à confirmer l'existence d'un potentiel de croissance réel, avec une nécessité de renforcer les flux réguliers. La tendance sur les neuf premiers mois de l'année 2013 (janvier-décembre) confirme ainsi une forte concentration des échanges franco-africains (import-export) sur les pays d'Afrique du nord et les pays pétroliers et gaziers, de même qu'en Afrique de l'Ouest :

• Les trois premiers partenaires commerciaux de la France sur le continent sont au Maghreb avec par ordre décroissant : **Algérie** (par ailleurs 15e partenaire de la France au plan mondial), avec des échanges en progression de 11,8 % (7,7 Mds EUR) ; **Tunisie** (25e rang mondial), avec 5,6 Mds (+ 2,45 %) ; **Maroc** (26e mondial) avec 5,3 Mds (- 0,24 %), où la France s'est fait ravir son rang de premier fournisseur du royaume par l'Espagne en 2012.

• **Le Nigeria** reste un gros partenaire, en 4e position (mais seulement 33e partenaire de la France au plan mondial) avec 3,9 Mds EUR, en hausse de 5,27 %, juste devant **la Libye** dont les échanges tendent à stagner (+ 0,56 %, à 3,3 Mds EUR).

• La tendance est à la baisse des échanges avec les deux suivants, **l'Afrique du Sud**, 6e partenaire africain (et 50e mondial) avec 1,9 Mds EUR (- 5,6 %) et **l'Égypte** 7e, avec 1,9 Mds (- 13,4 %).

• **La Côte d'Ivoire** avec lesquels les échanges connaissent une forte reprise (+ 16,1 % sur neuf mois 2013, 1,2 Md EUR) est le 8e partenaire africain et 3e au sud du Sahara de l'Hexagone, devant **l'Angola**, avec lequel les échanges sont également en forte progression (+ 20,9 %, 1,1 Md EUR).

• **Le Ghana** arrive au 10e rang des partenaires africains, avec des échanges qui semblent s'essouffler (928 M EUR sur neuf mois, - 6,38 %).
Au-delà de ce top 10 les tendances sont très variables : alors que les échanges commerciaux sont en forte baisse sur les neuf premiers mois de 2013 avec plusieurs pays à l'instar de la **Guinée Équatoriale** (- 34,1 %), du **Congo** (- 15,6 %) ou encore du **Sénégal** (-15,6 %), ils progressent dans d'autres comme le **Gabon** (+ 19 %) ou le **Cameroun** (+ 1,8 %).

* Base Global Trade Atlas (GTA), de la société Global Trade International Services (GTIS), qui compile les statistiques douanières officielles.

LES FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS DE LA FRANCE EN AFRIQUE PAR PAYS (en million d'euros)

	2011	2012
Monde	**34 884**	**28 009**
Afrique	1 753	1 794
Autres pays d'Afrique	1 679	1 308
Pays de la Zone Franc	- 59	723
Pays du Maghreb	430	674
Afrique du Nord	74	486
Angola	651	709
Maroc	162	435
Congo	130	362
Algérie	241	211
Gabon	57	199
Egypte	95	183
Afrique du Sud	149	97
Cameroun	-140	65
Côte d'Ivoire	10	56
Tunisie	27	28
Kenya	27	14
Liberia	- 3	9
Mali	18	2
Sénégal	- 67	- 3
Tchad	- 3	- 3
Maurice	26	- 23
Nigeria	473	- 328
Libye	- 451	- 371

Source : Banque de France
NB : sans signe = augmentation des IDE ; signe (-) = diminution des IDE

TheNewYorkForum®
23-25 Mai 2014
Libreville, Gabon
AFRICA

Réservez vos dates

Pour la troisième édition du New York Forum AFRICA

23-25 MAI 2014

Libreville, Gabon

En 2013, 10 chefs d'État et 1500 décideurs de tous les secteurs se sont rassemblés lirs du NYFA pour tracer l'avenir du continent.

En 2014, Rejoignez-nous et transformons ensemble le futur de l'Afrique.

Pour demander une invitation,

WWW.NY-FORUM-AFRICA.COM

FONDÉ PAR RICHARD ATTIAS & ASSOCIATES

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SON EXCELLENCE LE PRESIDENT ALI BONGO ONDIMBA | EN COLLABORATION AVEC LE GOUVERNEMENT DU GABON

Entretien avec

Henri de Cazotte, Coordinateur de la mission gouvernementale française sur l'agenda du développement post-2015

« Le nouveau challenge serait que cette relation avec le secteur privé contribue à un renouvellement »

Suite à sa prise de fonctions fin mai 2013, la nouvelle directrice générale de l'Agence française de développement (AFD), Anne Paugam, a demandé à Henry de Cazotte, coordinateur de la mission gouvernementale française sur l'agenda du développement post-2015, de mener à bien le grand chantier de l'innovation à l'AFD voulu également par Pascal Canfin, ministre délégué chargé du Développement.

Le Moci. Quelle est votre analyse de la capacité du secteur privé français à innover pour faire face aux défis africains ?

Henri de Cazotte. Le continent africain est plongé dans une grande transformation avec son entrée dans la mondialisation. Parallèlement, les agences de développement dont l'AFD ont un nouvel agenda autour du développement durable : on lutte à la fois contre la pauvreté tout en veillant à la soutenabilité environnementale. Les enjeux (inclusion, solidarité, qualité de vie, changement climatique, urbanisation, etc.) sont tels que les gouvernements et leurs agences n'y suffiront pas. Le rôle du secteur privé est donc, aujourd'hui, non seulement crucial mais reconnu et l'AFD doit accompagner ce mouvement.

Par ailleurs, les bouleversements technologiques, des moyens de communication, de l'information, appellent à davantage d'innovations et ce d'autant plus que nombre de solutions viennent aujourd'hui autant du Sud que du Nord : le mobile banking, par exemple, est un produit kényan. Ainsi, les vieilles recettes ne sont pas nécessairement les meilleures. On s'interroge, face à cela, sur le nouveau grand partenariat entre les agences de développement et le secteur privé.

Le Moci. Mais ce partenariat avec le secteur privé n'est pas nouveau…

H. de C. Oui. D'ailleurs l'AFD a été pionnière dans ce domaine. On a créé Proparco, des instruments financiers portés par les banques de développement tournés vers le secteur privé. Bref, on a fait un métier de banquier. On a aussi construit de nombreux partenariats public-privé (PPP) pour financer les infrastructures et apporter des services essentiels. On a encouragé le financement des PME.

D.R.

Aujourd'hui, une nouvelle étape est devant nous : sommes-nous ensemble, secteur privé et AFD, capables de prendre des risques pour le « développement inclusif » et pour affronter les défis environnementaux en Afrique ? Certes, des expériences ont été faites avec un certain nombre d'entreprises françaises – Danone, Lafarge, Total, Rougier, etc. Il reste à en faire un vrai secteur d'intervention.

En réalité, nous n'avons pas encore les instruments incitatifs suffisants et devons travailler sur la structure des relations entre le secteur privé et les pouvoirs publics autour de ce qu'on appelle un « développement inclusif ». Comment intervenir au bénéfice d'une population plus large, située hors ou en marge du marché ? En association avec des entreprises voulant être présentes sur ce terrain et qui ont la capacité d'être efficaces, nous pourrions travailler à des initiatives innovantes, intelligentes, productrices de nouveautés adaptées à ces « nouveaux marchés ».

Malgré l'intérêt qu'elle portait à ce secteur, l'AFD a pris un peu de retard face aux initiatives américaines ou britanniques. Certes, l'AFD a été très créative ailleurs, en microfinance par exemple, en développant des outils financiers innovants via des fonds d'investissements eux-mêmes parties prenantes de projets d'investissements sociaux. C'est le cas aussi du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) qui a été très innovant dans le cadre de sa mission. Mais aujourd'hui, les entreprises s'engagent plus, et nous interrogent sur ce qu'elles peuvent faire de plus avec nous.

Le Moci. Quels sont vos secteurs de prédilection ?

H. de C. La ville durable et, dans ce cadre, la mobilité, l'efficacité énergétique pour réduire l'empreinte d'émission de GES, les infrastructures résilientes, la sécurité alimentaire. Comme nous sommes habilités à faire des interventions directes avec les villes, nous pouvons imaginer de nouveaux types de PPP qui se construisent autour de la ville durable.

Gras Savoye, premier courtier d'assurances en Afrique

Depuis la création de notre première filiale africaine au Gabon en 1974, nous sommes présents directement dans 31 pays et continuons notre expansion. Nos 950 collaborateurs locaux gèrent les risques toutes branches de 4 000 entreprises dont 600 groupes internationaux. Leader également en assurance Frais de Santé, nous comptons déjà plus de 700 000 assurés sur tout le continent. Nos clients en Afrique bénéficient de l'ensemble des ressources du Groupe Gras Savoye, N°1 français et présent directement dans 48 pays (Europe, Afrique, Moyen-Orient, Asie) et dans plus de 120 pays dans le monde avec son partenaire Willis, 3ème courtier mondial.

Nos deux directeurs régionaux pour l'Afrique subsaharienne partagent avec vous nos ambitions africaines

Thierry Labbé
Directeur Gras Savoye
Afrique francophone
+ 225 59 874 513
thierry.labbe@ci.grassavoye.com

Olivier Canuel
Directeur Gras Savoye
Afrique anglophone
+33 1 41 43 65 90
olivier.canuel@grassavoye.com

Pouvez-vous nous décrire votre parcours ?

Après 16 ans d'activité à Paris au sein de groupes internationaux de courtage, j'intègre le Groupe Gras Savoye à l'été 2002 pour devenir Directeur Général Adjoint puis Directeur Général de Gras Savoye Cameroun. Après 7 ans en Afrique Centrale, je prends la Direction de Gras Savoye Sénégal puis des filiales d'Afrique francophone subsaharienne en 2011, basé à Abidjan.

Gras Savoye a développé un fort savoir-faire dans la gestion des Frais de Santé en Afrique francophone. Pouvez-vous nous en décrire les grandes lignes ?

19 de nos filiales utilisent le même dispositif de gestion et de statistiques, ainsi qu'un Extranet commun afin de gérer leur activité Santé. Depuis 2006, le chiffre d'affaires de l'activité santé ne cesse de progresser (+15% /an en moyenne). L'environnement dans lequel nos filiales évoluent (systèmes de sécurité sociale défaillants ou ne prenant pas en charge le risque maladie) explique l'appétence pour les couvertures médicales privées. Gras Savoye propose des systèmes de prise en charge des soins en tiers payant, ce qui dans des pays à faible niveau de vie, permet aux assurés d'accéder véritablement (sans préfinancer) aux soins. Le tiers payant est appliqué dans 85% des sinistres (réglés directement aux prestataires de santé). Ce savoir-faire est étendu sur tout le continent grâce à notre réseau en Afrique du Nord et en Afrique anglophone.

Quelle est l'organisation de Gras Savoye dans cette zone et quel est votre rôle ?

Trois hubs régionaux en Afrique de l'Ouest : Dakar (Sénégal, Mauritanie, Guinée Conakry, Mali), Abidjan (Côte d'Ivoire, Burkina Faso), Cotonou (Bénin, Togo, Niger) et un quatrième hub en Afrique Centrale à Douala (Cameroun, Gabon, Tchad, RCA, Congo et RDC). Mon rôle est sur ces pays de suivre la mise en œuvre par les filiales de la stratégie opérationnelle et commerciale définie par le groupe, des relations entre les filiales et les clients panafricains, mais aussi avec les assureurs présents sur le Continent.

Pouvez-vous nous décrire votre parcours ?

Après un début de carrière en Amérique Latine dans le secteur bancaire et la création d'une entreprise de service en 2004, je suis envoyé en RDC pour ouvrir la Mission Economique de l'Ambassade de France, que je dirige jusqu'en 2009. Je prends ensuite la direction de Gras Savoye Côte d'Ivoire et rejoins le siège en septembre 2013 pour piloter la zone Afrique anglophone & Moyen-Orient.

Quelles sont les ambitions de Gras Savoye en Afrique anglophone et pourquoi cette installation dans les principaux pays ?

Compléter le dispositif francophone, afin d'être le seul courtier international ayant un réseau intégré présent sur l'ensemble du continent :

- Accompagner nos clients historiques sur les marchés en fort développement.
- Proposer une couverture continentale à nos grands clients panafricains et internationaux, ainsi qu'aux nouveaux acteurs des pays émergents investissant massivement en Afrique.
- Renforcer notre leadership en matière de gestion de programme de couverture Santé à l'échelle du continent Africain.

Après une première implantation réussie au Ghana en 2008, où nous sommes le deuxième courtier local, Gras Savoye est maintenant installé au Nigéria, au Kenya, en Ouganda, au Libéria, en Sierra Leone et bientôt en Tanzanie.

Quelle organisation comptez-vous mettre en place pour réaliser vos objectifs ?

Deux hubs en Afrique anglophone, respectivement à l'Est à Nairobi et à l'Ouest à Lagos. Avec l'appui des équipes de Gras Savoye International Paris, cette zone bénéficie pleinement des synergies du groupe, tant sur le plan technique que géographique.
C'est notamment le cas avec la multiplication des investissements provenant du Moyen-Orient, zone dont je suis également responsable.

Gras Savoye tous droits réservés. Décembre 2013

GRAS SAVOYE en Afrique : Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Egypte, RDC, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Ile Maurice, Kenya, La Réunion, Libéria, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République Centrafricaine, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, South Africa (Willis), Tanzanie (en cours), Tchad, Togo, Tunisie.

http://international.grassavoye.com

GRAS SAVOYE

Le Moci. Donc une ville française épaule les efforts d'une ville africaine avec le soutien de l'AFD ?
H. de C. Oui et potentiellement avec des partenariats privés. C'est la nouveauté que nous pourrions développer. L'AFD pourrait être à leurs côtés, dans les aspects les moins rentables : l'alimentation en eau des bidonvilles, l'intégration des quartiers les plus pauvres dans le cadre d'un projet transport… Pour les projets liés au monde rural, on va s'intéresser aux économies d'eau, à la gestion des bassins versants, au paiement pour les services environnementaux, à la gestion durable des forêts ou de la biodiversité, à l'accès à l'énergie et aux moyens de communication, là où il peut y avoir une participation du secteur privé. C'est donc un défi nouveau pour les secteurs public et privé.

Le Moci. On a l'impression que le secteur privé cale ses investissements sur des besoins nouveaux en Afrique, pour apporter des solutions, tandis que l'AFD part plutôt de thématiques fixées au niveau mondial et essaie de les appliquer à l'Afrique…
H. de C. C'est à la fois exact et faux. Nous sommes portés par la demande locale car nous sommes très présents sur le terrain. Mais il existe aussi de nouveaux engagements mondiaux auxquels la France adhère : équité, inclusion, développement durable, réduction de la pauvreté, et qui sont partagés par la communauté des Nations.

Le Moci. Quels sont, selon vous, les pôles de compétences en France offrant des solutions réellement innovantes pour l'Afrique ?
H. de C. Nos entreprises réévaluent leurs stratégies car la concurrence internationale vient de Chine, d'Inde, du Brésil et nos partenaires africains proposent aussi des solutions produites sur place. Nous devons nous adapter au marché de l'Afrique et non pas au seul marché émergent africain. Il faut travailler avec 100 % de l'Afrique et y promouvoir les innovations diffusables qui répondent aux besoins et aux capacités des populations. Des changements extrêmement rapides sont à faire. Certaines grandes entreprises le comprennent. On doit accélérer l'innovation, adapter nos produits, nos instruments, nos outils de financement, pour être pertinent dans un monde qui va très vite. Les gens sont maintenant informés de tout et on a l'impression que l'Afrique est en retard. Mais pas tellement que ça. Les élites africaines vivent entre New York, Paris, Shanghai, São Paulo, et elles voient que le monde bouge. Nous devons aussi adopter cette vitesse-là.

> « Il faut travailler avec 100 % de l'Afrique et y promouvoir les innovations »

Le Moci. À l'AFD, y a-t-il une nouvelle façon de travailler pour coller à ces réalités africaines si changeantes ?
H. de C. Depuis 10 ans, l'AFD a beaucoup renouvelé ses équipes. Les collaborateurs sont jeunes, très engagés, ayant souvent une connaissance de l'ensemble des pays émergents grâce à une forte mobilité. Notre regard est plus ouvert et donc plus propice à produire de l'innovation, de l'intelligence et aider à susciter des solutions.

Le Moci. Mais les techniques d'intervention sont-elles nouvelles ?
H. de C. L'industrie du financement du développement est un monde très concurrentiel où se trouvent maintenant de nombreux acteurs privés ; ils bousculent les institutions établies. Par ailleurs nos partenaires sont eux-mêmes producteurs de solutions et ont des exigences nouvelles. Il suffit de voir la puissance croissante des grandes banques de développement du Sud. La demande évolue vers plus de technologie, de savoir-faire, de création d'outils, de renforcement de capacités. Notre façon de travailler évolue dans ce panorama très diversifié des institutions de financement du développement même si nous continuons à avoir des pesanteurs et des méthodes de gestion parfois trop prudentes. Nous avons besoin de nous positionner réellement comme producteurs de solutions. L'innovation, c'est l'audace…
Le nouveau challenge serait que cette relation avec le secteur privé contribue à un renouvellement pour l'AFD. On peut résoudre des problèmes, produire de l'impact notamment en passant par les collectivités locales et sans court-circuiter l'État. Ce partenariat global auquel le Secrétaire général des Nations unies appelle avec les villes, les entreprises, la société civile organisée, constitue une inflexion forte pour l'AFD.
Appuyer les innovations peut donc être un instrument stratégique au niveau de l'AFD. Cela concerne tant les sujets technologiques que financiers, institutionnels et partenariaux, et ce dans tous les domaines et thématiques. Proposer un regard neuf, ne pas hésiter à remettre en question des certitudes et des pratiques, participer à des expérimentations collectives, être dans une dynamique ambitieuse qui valorise les apports de chacun, bref être une AFD innovante au service des défis africains : voilà l'ambition.

Propos recueillis par Bénédicte Châtel et Anne Guillaume-Gentil

Les innovateurs africains en avant-première

Une des clés du développement durable est l'innovation. Aussi le ministère des Affaires étrangères, sous l'impulsion du ministre délégué chargé du Développement, Pascal Canfin, et en partenariat avec l'AFD, a lancé « Forum Afrique – 100 innovations pour un développement durable » à l'occasion du Sommet de l'Élysée du 4 au 7 décembre 2013.

Objectif ? Soutenir et aider à la diffusion d'innovations pour le développement durable, portées par des innovateurs africains, dans des domaines tels que la santé, l'environnement, l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'éducation, l'égalité femmes-hommes, les nouvelles technologies ou encore l'appui aux entreprises. Une première…

Chaque jour, la SOMDIAA cultive son savoir-faire agro-alimentaire

SUCRE - FARINE - ALIMENTATION ANIMALE - ELEVAGE

En Afrique pour l'Afrique

Une présence durable sur un continent d'avenir

Expert en nouvelles techniques agricoles et agro-alimentaires en Afrique, le Groupe Somdiaa produit et vend des denrées agricoles et des produits alimentaires de base exclusivement sur les marchés africains.

Soucieuse de sa responsabilité sociétale, la SOMDIAA met en place des actions sociales et solidaires par le biais de ses fondations*.

www.somdiaa.com

39 rue Jean-Jacques Rousseau - bp 2122 - 75001 Paris
Tél : 01 40 39 55 00 - Fax : 01 40 39 55 01

(*) www.fondations-somdiaa.com

SOMDIAA

Les ajustements novateurs
des groupes français

Les grands groupes français, implantés depuis longtemps en Afrique, ont parfois semblé dépassés par l'évolution accélérée de certains marchés africains. Leur connaissance intime du continent leur permet aujourd'hui d'être réactifs et de développer des stratégies, produits et approches originaux, souvent en partenariat avec d'autres. De plus en plus, des Africains.

Total, Lafarge, Bolloré, Somdiaa… La connaissance intime et souvent historique de l'Afrique par ces grands groupes français leur permet aujourd'hui, alors que la concurrence fait rage sur le continent, de développer de nouvelles stratégies. Elles s'appuient davantage et mieux sur des ressources humaines africaines de plus en plus qualifiées. Total, qui, au contraire de ses rivaux, continue à miser sur le segment de la distribution, est un exemple. « Seule major à opérer sur l'étendue du continent africain, Total fait désormais face à une nouvelle concurrence, très agile, innovante, réactive et proposant également un service et des installations de qualité », explique Mamadou Ngom, directeur du Développement commercial de la direction Afrique/ Moyen-Orient de la branche Marketing & Services de Total. D'où la décision du groupe français de faire de ses stations-service une sorte de « one stop center ». Le client peut non seulement acheter son carburant, laver sa voiture, acheter un hamburger ou une pizza, retirer de l'argent à un distributeur de billets classique, mais il peut aussi faire de vraies opérations bancaires grâce à l'explosion du téléphone portable en Afrique. En juillet, Total a ainsi signé avec Orange un partenariat permettant de distribuer Orange Money dans les stations-service aussi reculées soient-elles sur le continent. « En Côte d'Ivoire, un gérant m'a expliqué que des passagers de la gare routière voisine de sa station-service transfèrent sur leur téléphone mobile les sommes qu'ils ne veulent pas transporter sur eux à cause des « coupeurs de route ». Arrivés à destination, ils se rendent tout simplement à la station-service Total la plus proche pour récupérer leur argent », explique Mamadou Ngom.

C'est la connaissance intime du continent, la volonté de « bien coller au marché et être plus proche de nos consommateurs » qui a aussi conduit le groupe agro-industriel français Somdiaa à lancer en 2009 la marque « Princesse Tatie » selon Lorraine Vilgrain, directrice du développement. Somdiaa a résolument joué la carte locale : avoir une « marque forte, dédiée à la promotion du sucre produit et commercialisée en Afrique ». « Nous voulions d'une part que la marque reflète l'idée de production locale et d'autre part qu'elle évoque un produit de base, d'un coût acceptable et destiné à tous les consommateurs », confiait-elle récemment à Jeune Afrique. La volonté de renforcer présence et proximité des groupes sur chacun de ces marchés africains, soulignant ainsi leurs spécificités, s'illustre aussi par la toute récente décision du cimentier Lafarge de créer « de vrais patrons pays », reléguant à l'histoire ancienne la gestion régionale de ses marchés africains qui prévalait jusqu'à présent.

Total

Total veut que dans ses stations-service le client puisse acheter à la fois son carburant, sa pizza, faire de vraies opérations bancaires grâce à son téléphone portable…

Cette connaissance intrinsèque du continent a permis à un autre grand opérateur français de se positionner depuis toujours, autrement. Ainsi, Bolloré Africa Logistics (BAL) développe depuis le tournant des années 2000 le concept de corridor. « Les gestionnaires de terminaux à conteneurs n'ont en général pas la terre. Leur stratégie s'arrête au port. Ils ne s'intéressent pas à ce qui se passe au-delà. Notre force – et c'est par ça qu'on reconnaît notre expertise, est de travailler sur le développement en profondeur de l'Afrique, au désenclavement », souligne Dalila Berritane, directrice de la Communication et du développement durable. « Nous gérons des corridors que nous connaissons par cœur et qui vont au fin fond de la brousse. » Au-delà des projets, les grands groupes français misent aujourd'hui, avant tout, sur les compétences africaines. « L'important pour demain, c'est de pouvoir disposer de jeunes Africains qui soient formés dans des grandes écoles africaines », souligne Benoît Coquelet, directeur général délégué de Somdiaa. Mais la difficulté est de les trouver. « Depuis 2 à 3 ans, nous le faisons savoir en empruntant tous les moyens modernes d'échange et d'information dont les Africains sont particulièrement friands : Internet, les sites web, les réseaux sociaux. » Le groupe développe aussi le concept d'apprentissage et s'appuie sur des écoles qui y ont recours comme par exemple l'Institut Supérieur Darwin (ISD) à Douala. BAL – dont plus de 80 % de ses cadres sont africains – joue aussi la carte de la formation avec des accords avec l'Ecole polytechnique de Yamoussoukro, l'Ecole supérieure de commerce de Dakar, sans oublier ses propres centres de formation pour des métiers techniques.

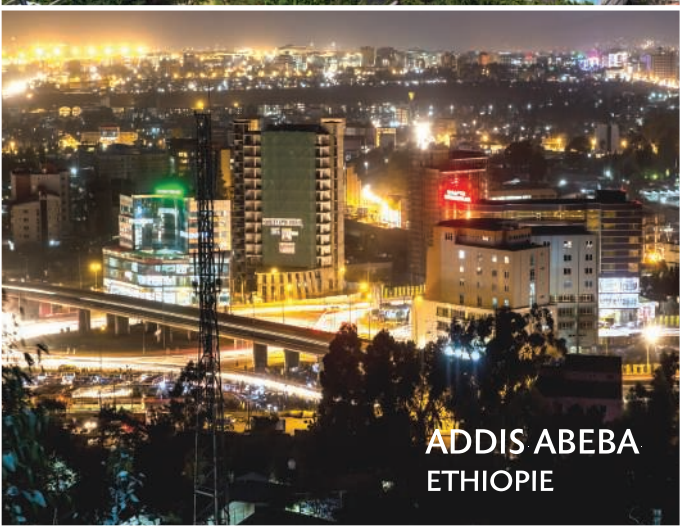
Ils misent avant tout sur les compétences africaines

www.ethiopianairlines.com

Ethiopian
የኢትዮጵያ
THE NEW SPIRIT OF AFRICA

A STAR ALLIANCE MEMBER

DE PARIS VERS ADDIS ABEBA ET PLUS DE 45 DESTINATIONS A TRAVERS L'AFRIQUE



2iE, au-delà de la formation,
un accompagnateur de l'évolution du continent

2iE ? Dans le monde de la formation, la réputation de l'Institut international d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement n'est plus à faire. Un concept à part qui accueille aujourd'hui quelque 2 000 étudiants sur son campus à Ouagadougou et 1 500 autres en e-learning.

« Aujourd'hui, en Afrique de l'Ouest, les taux de croissance économique vont de 5 à 10-15 % selon les pays. Dans ce contexte, les entreprises ont de plus en plus besoin de ressources humaines qualifiées, de niveau international », explique Sophie Rivière, conseillère et directrice du bureau 2iE Paris. « Nous ne nous contentons pas d'apporter à nos étudiants la connaissance. Nous allons plus loin et les incitons à réfléchir, avec leurs bases scientifique et technologique, sur la façon dont eux-mêmes peuvent devenir porteurs de solutions. »

Une méthode inédite déclinée par un établissement hors du commun, ne serait-ce que par son histoire. 2iE est né en 2006 de la fusion de deux établissements interétatiques d'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'École d'ingénieurs de l'équipement rural (EIER) créée en 1968 à Ouagadougou et l'École des techniciens de l'hydraulique et de l'équipement rural (Etsher) datant de 1970. Au bord de la faillite, l'EIER et l'Etsher fusionnent en 2001 pour créer le Groupe Eier-Etsher. Il deviendra 2iE en 2006.

La direction générale a d'abord été confiée au Français Paul Giniès, ingénieur de formation avec une longue carrière dans le développement et de nombreuses années passées en Afrique. Il s'attèle alors à proposer des mécanismes pour moderniser un modèle devenu obsolète. Il engage la construction à partir de 2007 de nouveaux bâtiments et lance une profonde réforme de l'institution.

Premier chantier, la gouvernance de l'Institut est entièrement revisitée. « Nous avons 4 collèges aujourd'hui : les États africains fondateurs plus quelques États qui nous ont rejoints récemment ; les partenaires techniques et financiers, dont la France ; les partenaires scientifiques et académiques ; les partenaires privés, notamment les entreprises », souligne Sophie Rivière.

D.R.

Aujourd'hui, 40 % des étudiants sont boursiers et les deux-tiers issus des classes moyennes.

Deuxième grand chantier, l'instauration de frais de scolarité. « Cela a été assez complexe à mettre en œuvre mais assez rapidement les familles ont bien compris que 2iE représentait vraiment une alternative à des études plus coûteuses en Europe ou ailleurs et un investissement parfaitement rentable. » Aujourd'hui, 40 % des étudiants sont boursiers et les deux-tiers issus des classes moyennes ; des possibilités de prêts étudiants ont été négociées par l'établissement auprès de Bank of Africa. Sur la trentaine de nationalités présentes, 25 sont africaines.

Troisième chantier – et non des moindres –, le cursus et le concept sont entièrement revisités, collant au plus près au monde de l'entreprise. Des cours de plus en plus nombreux sont dispensés en anglais, mais aussi en chinois et en arabe. D'autres innovations majeures sont adoptées, cette année encore. Ainsi, aux côtés des enseignements, on retrouve le Technopole, dispositif d'appui à l'entrepreneuriat. Il comprend un incubateur et une pépinière d'entreprises adossés aux deux centres communs de recherche de l'Institut, ce qui permet de valider des modèles scientifiques et de bénéficier de l'appui d'enseignants – chercheurs. « Jusque-là, ils étaient destinés aux diplômés du 2iE. Mais depuis cette année, tout porteur de projet innovant peut en faire partie. Cela fait suite au concours international que le 2iE a lancé en juin, le Green Start Up Challenge, avec pour objectif d'atteindre ceux désirant créer une entreprise innovante dans le secteur de la croissance verte en Afrique. »

La technicité de 2iE et son pragmatisme ont été illustrés cette année encore par l'inauguration du laboratoire Total Anac, « une première en Afrique sub-saharienne. » Le laboratoire est constitué, de façon originale, d'un conteneur mobile destiné à l'analyse qualitative de carburants et de lubrifiants fournis aux stations-service Total en Afrique. Un laboratoire accessible aux entreprises et organismes partenaires de 2iE mais aussi aux étudiants pour leurs travaux pratiques.

Autre innovation 2013, le dispositif de formation « Taxi brousse Low-cost ». « Tous ceux qui souhaitent obtenir une compétence spécifique peuvent s'inscrire à un certificat et composer eux-mêmes leur parcours de formation. Ces certificats sont courts, accessibles financièrement et l'apprenant choisit lui-même son cursus », précise Sophie Rivière.

« La vision des fondateurs était de faire du 2iE plus qu'un centre de formation, mais un institut qui accompagne l'élan d'un continent. », conclut la conseillère.

Des initiatives novatrices, du « Green Start Up » au « Taxi Brousse Low-Cost »

Bénin - Cameroun - Congo - Côte d'Ivoire - France - Gabon - Guinée Equatoriale
Madagascar - République Démocratique du Congo - São Tomé & Principe

Pouvoir compter sur un groupe financier international fiable, qui m' accompagne dans ma vie et dans la concrétisation de mes projets, est pour moi, un gage de confiance. Plus qu' une simple institution financière, BGFIBank est un réel partenaire pour l'avenir.

www.bgfi.com

BGFI Bank
Votre partenaire pour l'avenir

Comment l'émergence des classes moyennes change la donne pour CFAO

L'urbanisation, l'émergence des classes moyennes, la croissance, autant de facteurs qui ont conduit CFAO, pilier depuis toujours de la distribution en Afrique, à se lancer dans la création de galeries marchandes version « one-stop shopping ».

Depuis 125 ans, CFAO, n° 1 de la distribution en Afrique, œuvre sur le continent. Carrefour, quant à lui, n° 2 mondial de la distribution alimentaire, vient de souffler ses 50 bougies. Il ne fallait pas moins que l'alliance de ces deux groupes français pour saisir au mieux le « virage » actuel du marché de la consommation en Afrique et se lancer dans le renforcement d'une vraie distribution moderne en Afrique. Une distribution moderne dont le taux de pénétration n'est que de 5 % en moyenne sur le continent.

« La croissance africaine est une réalité. Elle se traduit par l'émergence d'une classe moyenne qui permet aujourd'hui de considérer plusieurs grands pays comme très attractifs », souligne Xavier Desjobert nommé récemment directeur général de CFAO Retail.

« Lorsqu'on parle de distribution, notamment alimentaire, le marché traditionnel en Afrique représente la quasi-totalité des ventes. Toute la population se rend sur ces marchés traditionnels, hormis les 1 à 2 % de l'upper class, dont les expatriés, qui ont toujours acheté autrement. L'émergence des classes moyennes change la donne ! », note Xavier Desjobert qui fut, avant d'arriver chez CFAO, l'ancien patron des 3 Suisses puis de Lapeyre en passant par la direction à l'international de Casino. « Et cette classe moyenne, ce sont des gens qui gagnent aujourd'hui 150 euros de revenus par mois. Cela leur permet de consommer autrement ».

Cette classe moyenne représente entre 12 et 20 % des pays africains et « commence à entrer dans une autre logique, à vouloir manger différemment, à s'intéresser à la sécurité alimentaire, à avoir des moyens de locomotion, etc. C'est elle que nous visons ».

Pour profiter de cet essor rapide, CFAO, en averti des marchés africains, a choisi de s'allier avec Carrefour « pour aller vite » et capitaliser sur son savoir-faire. Tout un concept, propre aux marchés africains, a dû être pensé et réalisé, les supermarchés ou hypermarchés alimentaires étant la locomotive des galeries marchandes que CFAO compte installer, en partenariat avec d'autres grandes enseignes.

Tout d'abord au niveau de l'offre dans ces supermarchés : le pouvoir d'achat des populations visées augmente vite mais demeure faible comparativement à d'autres grandes régions émergentes ; les habitudes alimentaires nationales et, plus largement, de consommation font qu'on ne vendra pas la même chose à Douala qu'à Abidjan.

En revanche, les standards sont « très proches de ce qu'on pratique dans les pays matures. Cette classe moyenne va de temps en temps en Europe. Elle peut avoir de la famille en France, au Royaume Uni ou aux États-Unis. Par la télévision, Internet, le mobile, les populations africaines ont en outre une perception assez précise de l'offre présente sur les grands marchés développés. C'est ce que nous voulons leur offrir à travers le concept de « one stop shopping » : des standards en termes de services, de sécurité alimentaire, de propreté, de chalandises, d'assortiments, de merchandising, qui soient à la hauteur des standards internationaux. »

Autres particularités de l'Afrique : les problématiques liées à la sécurité – qui sont toutes autres qu'en Europe et même en Asie – et l'étroitesse des zones de chalandises. « Dans les grandes villes africaines, la circulation est souvent extrêmement difficile donc vos zones de chalandises sont relativement étroites. Nous en avons tenu compte dans la définition de notre projet avec des dimensionnements de magasins adaptés ». À « taille humaine, plus compact, plus humain que dans l'immensité d'un Vélizy avec ses 300 000 m² », ces centres commerciaux compteront 20 à 50 magasins avec nécessairement des points de restauration. « Dans les spécificités de l'Afrique par rapport au reste du monde, je note cette envie de convivialité. Clairement, ces lieux – nécessairement climatisés, sécurisés et modernes – doivent être des lieux de consommation mais aussi de plaisir, de rencontres et d'échanges », explique le responsable de CFAO.

Sur la partie alimentaire, les deux groupes entendent « clairement » travailler à la constitution de chaînes agroalimentaires locales. « Aujourd'hui, nous pouvons sourcer localement entre 15 et 20 % des produits ».

Huit sites ont été choisis comme premiers lieux d'implantation – Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Nigeria, RD Congo, Sénégal – avec une première ouverture prévue en 2015 en Côte d'Ivoire. Des pays que, historiquement, CFAO connaît très bien. « Il y a une vraie logique qui veut que notre savoir-faire, l'ADN de notre groupe, c'est notre connaissance du monde africain. Et c'était à partager avec un groupe comme Carrefour. Nous avons une complémentarité totale », conclue Xavier Desjobert.

> CFAO a choisi de s'allier avec Carrefour « pour aller vite » et capitaliser sur son savoir-faire

Sur Accorhotels.com :
Pas de doute.
Que des garanties.

- Bénéficiez des meilleurs prix et des meilleures offres
- Obtenez toujours la dernière chambre disponible
- Ne payez pas de supplément pour un intermédiaire
- Faites votre choix parmi nos 3500 hôtels à travers le monde

Available on the App Store

ACCORHOTELS.COM

Pour être sûr de ce que vous réservez quand vous réservez

SOFITEL LUXURY HOTELS · pullman · GALLERY · GRAND MERCURE · NOVOTEL · Suite NOVOTEL · Mercure

adagio · ibis · ibis STYLES · ibis budget · hotelF1 · Thalassa SEA & SPA · ORBIS HOTELS

Face à la montée des déchets électroniques, la solution « clic vert » des Ateliers du Bocage

La véritable révolution informatique en Afrique donne lieu à un réel problème de déchets électroniques. Les Ateliers du Bocage, membre de la communauté d'Emmaüs, ont monté une opération efficace et originale.

Il fallait y penser ! Chacun a en tête ces milliers de sacs plastiques accrochés aux arbres qui polluent les paysages africains et tuent le bétail. Ce qu'on a moins à l'esprit, mais qui est d'autant plus polluant et ce de façon croissante, sont les déchets électroniques. Chacun applaudit aux sauts de génération dans la téléphonie et l'électronique, propulsant la croissance économique africaine, dynamisant les classes moyennes et faisant entrer l'Afrique de plain-pied dans la mondialisation.

Mais une fois hors service, que faire du portable, de l'ordinateur ? Pire encore, que faire des milliers, voire des millions de portables d'occasion envoyés par cargos entiers en Afrique pour être théoriquement réutilisés mais qui ne sont pas en état de marche ? Hormis l'Afrique du sud, le continent ne dispose pas d'usines de recyclage. Une question qui préoccupe nombre d'acteurs, notamment du secteur privé car cela écorche leur image, mais aussi des pouvoirs publics : la Commission économique pour l'Afrique a pondu nombre de rapports, un sujet en tête de Rio +20.

Face à cela, l'ingéniosité d'Emmaüs s'est manifestée très tôt. Au début des années 2000, le mouvement fondé en France par l'Abbé Pierre en 1949 a créé en son sein une branche Économie Solidaire et a intégré le concept d'entreprise d'insertion. L'association Les Ateliers du Bocage en a été une des toutes premières.

« Nous avons commencé à travailler avec l'Afrique il y a longtemps et lorsque nous avons voulu mettre en œuvre des projets solidaires, nous avons repris contact avec le Burkina Faso où nous avions déjà participé à l'installation de dispensaires, de puits, etc. », explique son fondateur et directeur Bernard Arru. « Une de nos activités principales étant de recycler du matériel informatique, nous leur avons proposé d'en fournir aux étudiants. »

Toutefois, pas question pour l'organisation solidaire d'être assimilée à « tous ceux qui envoient des cargos entiers soi-disant de matériels d'occasion alors que ce sont des mélanges de déchets et de matériel d'occasion ! » Ainsi, dès le démarrage du projet, non seulement Les Ateliers du Bocage se sont engagés à n'envoyer que du matériel en état de fonctionnement mais également à rapatrier les déchets une fois les ordinateurs hors d'usage, non seulement ceux envoyés initialement par Les Ateliers mais tous ceux dont les ambassades, les entreprises en Afrique veulent se débarrasser. « Nous avons donc intégré dans les Deux-Sèvres, à côté de nos boutiques et ateliers de service après-vente, un atelier de démantèlement du matériel informatique pour pouvoir rapatrier les tubes cathodiques, les piles, les cartes électroniques qui n'avaient pas d'exutoires en Afrique, hormis l'Afrique du Sud. »

D.R.

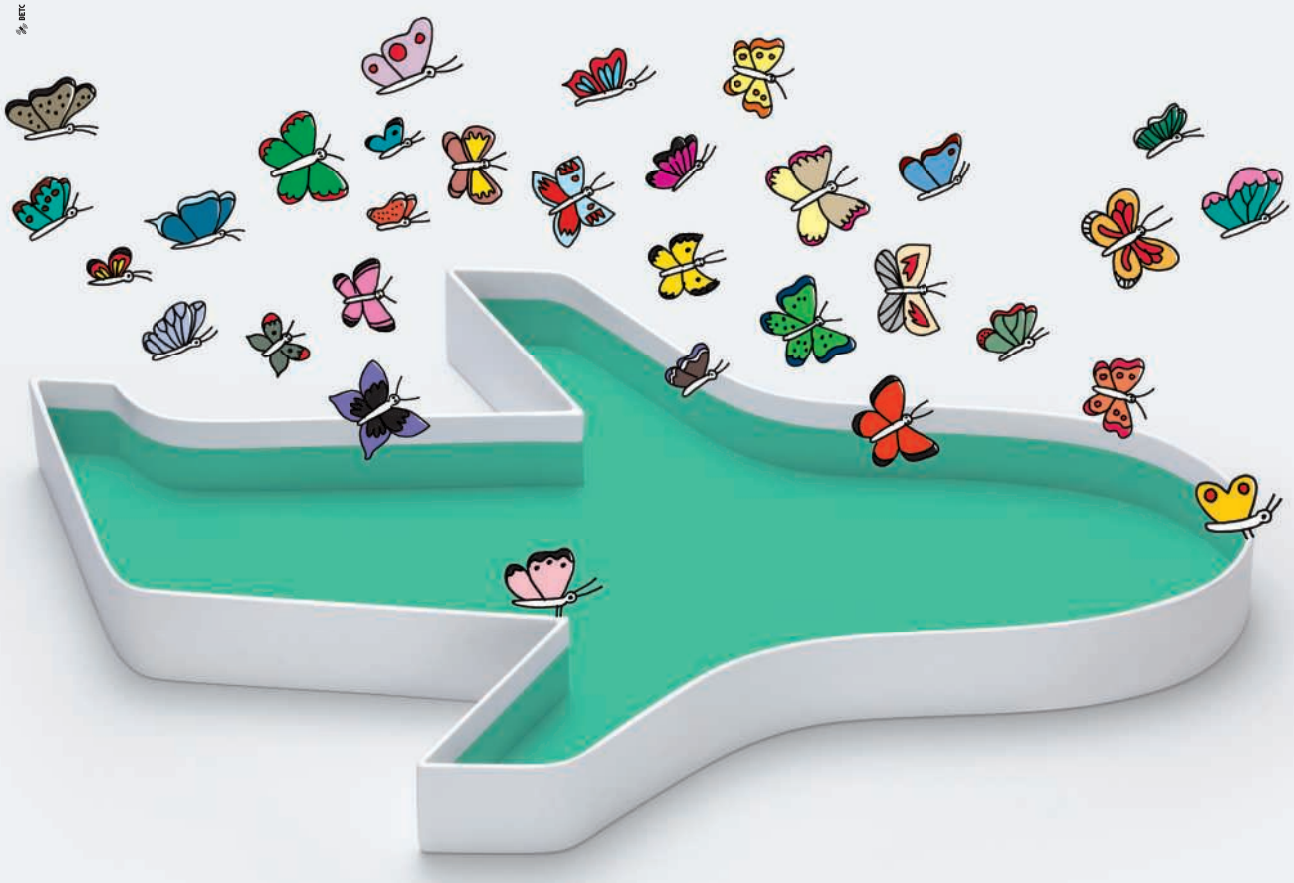
Le Clic Vert est présent au Burkina Faso, au Bénin, à Madagascar, au Niger et en Côte d'Ivoire.

L'opération s'est répliquée sur le segment des téléphones mobiles, en partenariat avec l'opérateur français Orange. Dans le cadre d'une démarche « éco citoyenne » lancée à grand renfort publicitaire, Orange a incité les utilisateurs, en France tout d'abord, à se débarrasser de leur vieux téléphone portable dans une borne Emmaüs-Orange. Les téléphones ainsi collectés sont ensuite acheminés aux Ateliers du Bocage qui leur donnent une seconde vie et les expédient en Afrique. Actuellement, 40 000 téléphones portables y sont traités en moyenne par mois. Il y a cinq ans, Les Ateliers du Bocage et Orange, se sont associés pour monter une opération semblable – le Clic vert, mais en Afrique. « Cette opération, assez unique, a commencé au Burkina Faso avec notre premier atelier de démantèlement. Aujourd'hui, nous sommes au Bénin, à Madagascar, au Niger, en Côte d'Ivoire avec Orange : nous collectons tous les déchets des téléphones portables, nous les séparons par matières, les regroupons. Puis, ce qui peut être traité localement l'est, mais l'essentiel des déchets – notamment les déchets polluants (batteries, cartes électroniques, coques plastiques, chargeurs) – est rapatrié sur notre site dans les Deux-Sèvres qui a toutes les autorisations pour traiter les déchets et les recycler », explique Bernard Arru. Évidemment, les Ateliers du Bocage ne sont pas seuls à faire cela en Afrique. Mais ils ont été précurseurs. « HP et Dell ont, eux aussi, monté mais en Afrique de l'Est une collecte de déchets informatiques. Nous avons eu l'idée à peu près en même temps mais eux ont mis longtemps à faire le montage juridique ; nous avons commencé à rapatrier des conteneurs quand eux étaient encore à la phase d'étude. » Les Chinois, les Indiens sont également, aujourd'hui, très actifs, mais ne s'intéressent qu'aux déchets contenant des métaux précieux…

Bilan pour Clic Vert ? S'agissant des déchets électroniques, plus de 40 000 tonnes ont été collectées en 2012 et sur ce total 33 tonnes non traitables localement sont parties vers la France. Le Sud-Nord, ça existe aussi !

BETC Société Air France – 420 496 178 RCS Bobigny – 45 rue de Paris – 95747 Roissy-CDG CEDEX

Vols fréquents
by AIRFRANCE



ABIDJAN **10** VOLS / SEMAINE

airfrance.fr

AIRFRANCE KLM

Au départ de Paris. Renseignez-vous sur airfrance.fr, au 36 54 (0,34 € TTC/min à partir d'un poste fixe) ou dans votre agence de voyages.

Quand l'Afrique défend
ses indications géographiques

La notion d'indications géographiques (IG) remonte à la nuit des temps. Chacun se souvient de la myrrhe d'Ethiopie des rois mages… Une notion véhiculée essentiellement par les pays du Sud de l'Europe, singulièrement par la France connue pour ses appellations d'origine contrôlées (AOC). L'Afrique s'empare désormais de ces labels avec son concours.

L'appellation d'origine (AO) est peu répandue à l'international. Nombre de pays – et de façon croissante en Asie – ont plutôt opté pour l'indication géographique (IG). Aussi l'AO n'est-elle reconnue, aujourd'hui, que dans les seuls 26 pays signataires de l'Arrangement de Lisbonne de 1958, géré par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) qui dépend de l'ONU.

Moins strict que l'appellation, le concept d'IG a été introduit en 1994 par l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il a donc une portée mondiale. Son principe est simple : si un lien essentiel entre les qualités, les caractéristiques ou la réputation d'un produit et son origine géographique est établi, il sera protégé. Toutefois, chaque État demeure libre de déterminer ses outils juridiques pour protéger la qualité liée à l'origine.

Ainsi, l'UE ne protège que les appellations d'origine et les indications géographiques désignant des produits agricoles et alimentaires. En Afrique francophone, au contraire, l'Accord de Bangui – qui a donné naissance à l'Office africain de la propriété intellectuelle (OAPI), révisé en 1999 – a au moins trois particularismes : il protège les produits artisanaux en sus des produits agricoles et alimentaires, c'est une loi uniforme appliquée dans ses 17 États membres mais, jusqu'en 2013, aucun produit n'avait été enregistré.

L'Europe, et surtout la France mais aussi la Suisse, ont fortement appuyé ces dernières années le passage à l'acte. Ainsi, depuis 2010, l'Agence française de développement (AFD) et le Cirad travaillent main dans la main avec l'OAPI. « Des produits ont été choisis par les acteurs de chaque pays impliqué. Il s'agit de produits pilotes les plus à même d'être enregistrés comme IG car la réputation est déjà existante, la filière est déjà organisée », explique Delphine Marie-Vivien du Cirad. Et en 2013, trois premiers produits se sont vus décerner une indication géographique par l'OAPI : au Cameroun, le poivre du Penja et le miel d'Oku ainsi que le café Ziama-Macenta de Guinée.

Cirad

Au Cameroun, les producteurs de poivre du Penja veulent le conditionnement de leur production sur place.

« Même si l'instrument a été essaimé à partir des modèles européens, chaque cahier des charges de chaque IG repose sur des pratiques locales : les producteurs du Penja veulent le conditionnement du poivre sur place ; ce sont les producteurs du miel d'Okou qui ont dit vouloir se mettre avec les autres producteurs, de l'autre côté de la montagne. En fait, les producteurs définissent le cahier des charges par rapport à leurs pratiques locales, ce qui les distingue des normes génériques et mondialisées comme Fair Trade, Rainforest, Ecolabel, etc. Il a pu y avoir quelques copier-coller mais, globalement, chaque réglementation est maintenant spécifique dans chaque pays de l'OMC et surtout chaque IG est construite sur la typicité d'un lieu », précise la spécialiste.

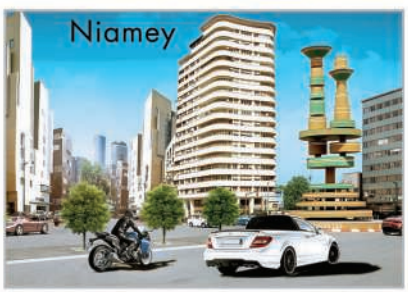
La France a financé plusieurs formations sur les IG en Afrique et a contribué à la publication d'un guide avec la FAO et le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) UE/ACP. En réalité, la France s'intéresse de très près au développement de cette notion notamment en Afrique car d'une part, elle est source de valeur ajoutée et donc de développement, mais aussi parce que plus le concept – la philosophie – des IG ou des AO est compris et adopté, plus les produits européens ainsi identifiés sont protégés.

« Pour l'Europe, c'est aussi une manière de valoriser sa conception de l'agriculture différenciée, avec en filigrane, des petites sources d'agriculture, des territoires différenciés, une diversité de production. C'est très culturellement ancré en France et en Europe du sud », note Delphine Marie-Vivien.

Et le concept fait son chemin en Afrique. Sont actuellement à l'étude des produits aussi divers que le Violet de Galmi au Niger, le riz de Kovié au Togo, l'échalote du pays Dogon au Mali, le miel de Casamance au Sénégal, le thé de Gisovu au Rwanda ainsi que le riz de Mangrove en Guinée-Conakry, mais aussi les toiles de Korhogo ou de Fakaha, ou les poteries de Katiola en Côte d'Ivoire.

Le cahier des charges de chaque indication géographique (IG) repose sur des pratiques locales

Au cœur du développement, au cœur de l'Afrique



et aussi
à Bujumbura
et à Paris

BANK OF AFRICA

GROUPE BANK OF AFRICA

« En Afrique, il y a une vraie volonté de simplification et de dématérialisation des procédures »

Un entretien avec Éric Sabatier, Senior Vice-président de la Division Services aux Gouvernements & Commerce International de Bureau Veritas

Quelle est votre présence sur le continent africain ?

Bureau Veritas est installé en Afrique depuis plus de cent ans et a développé son activité sur ce continent au fur et à mesure de l'élargissement de son champ de compétences. Cette forte présence est particulièrement induite par la Division « Services aux Gouvernements & Commerce International » qui opère de nombreux contrats avec les gouvernements. Le Groupe dispose d'une couverture géographique très dense dans 35 pays, avec plus de 3 200 collaborateurs (dont plus de 90 % sont des nationaux) répartis dans environ 80 bureaux gérés par deux pôles régionaux (Abidjan et Johannesburg). Nous sommes présents dans toutes les régions de l'Afrique (francophone, anglophone, lusophone et hispanophone), aussi bien dans des pays côtiers que dans ceux qui sont enclavés (Tchad, Mali, Niger, Zambie, etc.).

Quels sont les services offerts par Bureau Veritas en Afrique ?

En Afrique, Bureau Veritas propose ses services d'évaluation de conformité et de certification dans les domaines habituels : marine, inspection & vérification en service, industrie, matières premières, construction, certification, biens de consommation et services aux gouvernements & commerce international.

Le Groupe est un leader mondial des tests, de l'inspection et de la certification (TIC) dans les domaines d'expertise suivants : qualité, hygiène-santé, sécurité, environnement et responsabilité sociale. Toutes les activités de Bureau Veritas sont déployées en Afrique : inspections et audits ; essais et analyses ; classification ; certification ; gestion d'actifs ; formation ; conseil.

Comment a évolué l'activité de votre Division ?

Récemment, nous avons observé une baisse de l'activité classique liée aux Programmes de Vérification des importations (PVI) au profit de programmes volontaires d'inspection de produits avant expédition comme, par exemple en Angola, ou les programmes d'évaluation de la conformité de produits aux normes (PVOC). Le phénomène a démarré de manière fulgurante en Afrique de l'est et s'est étendu progressivement au reste du continent, notamment en Afrique de l'ouest.

Les PVOC ont pour objectif l'amélioration de la sécurité des produits, la simplification des procédures de dédouanement, la prévention de la concurrence déloyale et la détection des produits contrefaits ou de mauvaise qualité.

Par ailleurs, on constate l'extension des nouveaux produits liés aux services aux gouvernements et à la facilitation du commerce, en conformité avec les règles de l'OMD et de l'OMC.

Pouvez-vous nous donner un exemple ?

Au Bénin, Bureau Veritas opère depuis novembre 2011 la concession de Guichet Unique au port de Cotonou (import/export/transit). Il s'agit d'un système d'information qui automatise, optimise et sécurise les processus métiers des acteurs publics et privés de la communauté du commerce international (port, aéroport, zone de libre échange, etc.). Cette plateforme dématérialisée et sécurisée 24/7 a pour objectif principal de faciliter et d'accélérer le dédouanement des marchandises. En mai 2013, l'Association Internationale des Ports (International Association of Ports and Harbors) a décerné la médaille d'Or 2013 au Port Autonome de Cotonou dans la catégorie "Technologie de l'Information". Le dédouanement des marchandises est ainsi passé de cinq semaines à moins de huit jours.

En résumé, l'industrialisation croissante des pays en développement, conjuguée aux politiques d'optimisation de la chaine d'approvisionnement des entreprises, se traduit par l'essor des services liés au commerce international. Bureau Veritas propose aux producteurs, fabricants, gouvernements et négociants des services conçus pour faciliter les échanges de marchandises tout en maintenant un niveau de qualité élevé et en assurant le respect des règlementations nationales et internationales.

D.R.

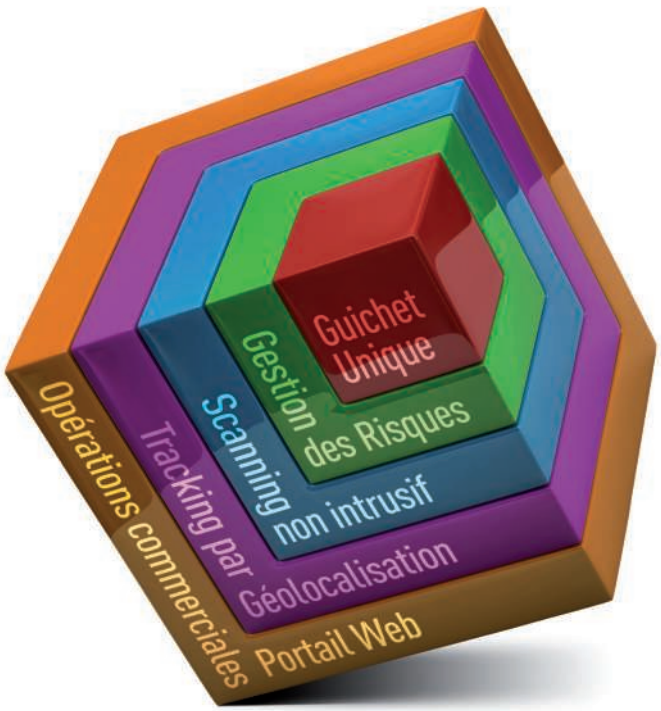
Quelles recommandations adresseriez-vous aux PME qui exportent vers l'Afrique ?

Il faut, d'abord et avant tout, bien s'assurer que le client acheteur a pris contact avec l'entité de certification accréditée par le gouvernement du pays importateur. Il faut ensuite se renseigner sur les procédures et, de préférence, le faire en amont de la procédure d'exportation. Enfin, lorsqu'il s'agit de la certification avant embarquement de la marchandise, il faut fournir tous les documents demandés et s'assurer qu'ils sont valides : on évite ainsi des retards.

Les opérateurs ont tout intérêt à se connecter au portail Verigates (http://verigates.bureauveritas.com) pour y consulter les programmes d'inspection déployés par Bureau Veritas, mais aussi pour suivre l'acheminement des produits soumis aux programmes d'inspection de gouvernements.

BUREAU VERITAS
67/71 boulevard du Château
92200 Neuilly-sur-Seine - FRANCE
Division Services aux Gouvernements & Commerce International
Tél. +33 (0)1 55 24 77 72
Fax. +33 (0)1 55 24 70 40
WWW.bureauveritas.com

Les solutions Bureau Veritas pour concilier facilitation et sécurisation du commerce



Guichet Unique modulable et intégral destiné à la Communauté du Commerce Extérieur
Echange dématérialisé de documents et automatisation des processus administratifs, logistiques et douaniers

Système de Gestion de Risques
Outils de data mining et modèles prédictifs avec intégration complète dans tout type de système informatique douanier

Scanning non intrusif
Outils de haute technologie pour des opérations douanières pleinement intégrées dans des systèmes informatisés (EDI)

Services de Géolocalisation pour le suivi douanier
Technologies sophistiquées de géolocalisation par satellite ou par moyen terrestre

Vérification de conformité de produits
aux normes nationales ou internationales et inspection avant expédition des importations

Verigates Portail Web gratuit
Plate-forme pour le suivi des opérations du Commerce International liées à des programmes gouvernementaux d'inspection

62 000 collaborateurs
1 330 bureaux et laboratoires
140 pays

http://verigates.bureauveritas.com

Bureau Veritas
Services aux Gouvernements & Commerce International
67/71 Boulevard du Château
92200 Neuilly-sur-Seine - France
Tel.: +33 1 55 24 77 72
Fax: +33 1 55 24 70 40
gsit@bureauveritas.com
www.bureauveritas.com/gsit

**Avançons en confiance*

Move Forward with Confidence*

BUREAU VERITAS 1828
BUREAU VERITAS

Marine | Industrie | Inspection & Vérification en service | Hygiène, Sécurité & Environnement
Construction | Certification | **Services aux Gouvernements & Commerce International**

Quand les chercheurs
se penchent au chevet de l'emploi

330 millions de jeunes Africains qui arriveront d'ici 2025 sur le marché du travail ? Une problématique qui interpelle fortement, non seulement le continent mais aussi ses voisins européens, voire le monde. L'AFD et le Cirad, entre autres, participent à la réflexion pour des solutions de long terme.

330 millions de jeunes Africains sur le marché de l'emploi en 2025, l'équivalent de la population des États-Unis… Au total, en 2050, l'Afrique comptera 600 millions de personnes de plus que l'actuelle population chinoise et représentera 2,5 fois celle de l'Europe. Un enjeu de taille sur lequel se penchent de nombreuses têtes chercheuses africaines, de l'Union africaine (UA), au Nepad (Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, un programme de l'UA), à la Banque africaine de développement (BAD), mais aussi d'ailleurs – OIT, Pnud, OCDE, etc. –, et notamment, en France, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) ou encore l'Agence française de développement (AFD). Conférences, tables rondes, colloques se succèdent…
Une des solutions ? L'agriculture et le monde rural. Selon Ibrahim Mayaki, secrétaire exécutif du Nepad, l'agriculture est une des clés majeures à la croissance, l'emploi et la réduction de la pauvreté. Pour ce faire, le Nepad préconise l'élaboration de Plans nationaux d'investissements agricoles afin d'affecter un minimum de recettes publiques à ce secteur économique vital.
Et pour cause. Le secteur agricole constitue 60 % de la population active, voire 80 % dans les pays sahéliens. C'est le principal secteur d'activité économique et il le restera ces quinze prochaines années. « Ce poids durable de l'agriculture s'explique par plusieurs facteurs : l'absence d'industrialisation effective malgré une forte urbanisation, de faibles perspectives de développement d'autres secteurs d'activité dans un contexte international très concurrentiel, une tension généralisée sur les marchés du travail rendant difficile l'émigration vers les pays développés », souligne le Cirad. Pour l'organisme de recherche français, priorité est à donner aux agricultures familiales et aux filières vivrières. Surtout, l'articulation ville-campagne doit être renforcée.
Dans une étude intitulée « L'Afrique des villes a encore besoin de l'Afrique des champs », le chercheur Bruno Losch souligne la spécificité de l'évolution africaine par rapport aux autres régions du monde. « L'économie du développement a été conceptualisée en référence aux processus de transformation structurelle observés historiquement dans les différentes régions du monde et caractérisés par le passage progressif d'économies centrées sur l'agriculture à des configurations plus diversifiées, basées sur l'industrie, puis les services », explique-t-il. « Dans ce processus, l'Afrique subsaharienne fait exception. » Ce particularisme conduit, estime-t-il, à écarter l'industrialisation comme réponse prioritaire aux défis africains tant démographiques que de l'emploi, et à lui préférer « l'accompagnement des activités existantes, qui sont très majoritairement celles de l'informel urbain et de l'informel rural (…). Dans l'informel rural, on retrouve le rôle du secteur agricole [qui] reste central et déterminant, à la fois pour absorber une main-d'œuvre rurale toujours plus nombreuse – au risque de rendre encore plus difficile les ajustements urbains par un exode accru – et pour accélérer le processus de diversification économique. »
Cette capacité de l'agriculture à absorber une partie de la population active dépend « essentiellement de la viabilité des exploitations, ce qui ramène aux questions des conditions d'accès aux marchés au niveau national et international, de l'accroissement potentiel de la productivité de la terre et du travail, de l'amélioration de l'offre de biens publics, mais aussi de la structuration des organisations paysannes et de la valorisation du capital humain », soulignent, pour leur part, des chercheurs de l'Iram*.

> L'agriculture et le monde rural, une des solutions

*Cahiers A savoir n° 5 de l'AFD, « Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne », avril 2011.

Un Atlas original, fruit d'un travail commun

Pour mieux saisir les transformations rurales en cours, une opération conjointe du Nepad avec le Cirad et l'AFD a permis de réaliser et publier en juillet dernier un atlas inédit à ce jour, « Une nouvelle ruralité émergente »*. Il s'inscrit dans le cadre du nouveau programme Rural Futures du Nepad. La démographie, l'urbanisation mais aussi – surtout ? – le développement des communications ont « profondément modifié la nature des campagnes africaines » et inscrit sous un nouveau jour la relation ville-campagne.

* Une nouvelle ruralité émergente – Regards croisés sur les transformations rurales africaines –, consultable sur le site Internet du Cirad, www.cirad.fr à la rubrique publications.

Recrutements Top et Middle Management pour l'Afrique

Contrat local - Expatriation - Missions management de transition

Une équipe multiculturelle qui s'engage :

- Des consultants qui allient un vécu en Afrique et une expertise RH
- L'implication pour porter votre projet auprès des candidats
- Le partage de notre expérience acquise sur les recrutements internationaux complexes

Notre approche :

- Une culture pragmatique liée à notre mode de facturation au résultat
- Un savoir-faire spécifique maîtrisé et processé
- La capacité à apporter une réponse précise et réactive
- Des outils et méthodes de recherche internationaux

contact@fedafrica.com
T : + 33 1 40 82 19 81
www.fedafrica.com

Fed Africa
Global Recruitment

Onomo International

ou le pari d'une chaîne hôtelière « Made in Africa »

Forts de leur expérience au sein du groupe Accor, Philippe Colleu et Christian Mure se sont lancés dans le développement d'une chaîne hôtelière profilée pour l'Afrique.

En Afrique subsaharienne, on passe encore souvent, sans grande transition, du grand hôtel 4 ou 5 étoiles à l'hôtel bon marché. Il existe peu d'offres pour hommes d'affaires africains, habitués à voyager à l'international et donc à certaines normes, mais n'ayant pas toujours les moyens ni l'envie de descendre dans de grands hôtels où, au réveil, on se demande si on est à Shanghai, Paris ou… Dakar. « Il existe trois courants sociologiques dans l'hôtellerie. Tout d'abord la globalisation, c'est-à-dire des profils qui sont partout pareils où que vous soyez dans le monde. Face à cela, vous avez des profils très identitaires, très enracinés dans le local. Onomo a cette particularité d'être sur le troisième courant sociologique qui est le métissage », explique Philippe Colleu, président-fondateur de la chaîne hôtelière Onomo International.

« Dès la conception de l'hôtel, on prend ce qui nous intéresse dans le courant du monde occidental et dans le local. Où je suis. Par exemple, l'enceinte de l'hôtel de Dakar est en terre crue, les meubles et les tissus ont été dessinés et fabriqués à Dakar, les produits d'accueil – shampoing, bain douche, etc. – sont à la fois naturels et fabriqués à Thiès », précise l'ancien directeur général Afrique du groupe français Accor. Un grand professionnel de l'hôtellerie internationale qui rêve, entre autres articles, de draps en coton local pour ses hôtels. Il tient à préciser que des meubles fabriqués à Dakar ont été exportés pour les Onomo de Libreville et d'Abidjan. Dans ce dernier, les nouveaux matelas seront en « latex local, bio, très confortable… ».

> Le hall, c'est vraiment la case du village

D.R.

Si chaque Onomo tend à s'identifier au mieux à son lieu d'implantation, on retrouve les mêmes concepts. Ci-Contre le Onomo de Libreville.

L'africanité des hôtels Onomo ne se résume pas à leur approvisionnement en produits locaux. C'est l'ensemble de la structure, du concept des bâtiments, qui témoigne d'une fine connaissance de l'Afrique de Philippe Colleu mais aussi de son partenaire de l'époque, Christian Mure, ancien responsable d'Accor également. L'architecte français Arnaud Goujon, auteur des deux premiers établissements, avait pour cahier des charges qu'ils soient « un sas entre les cultures, entre les mondes ».

Si chaque Onomo tend à s'identifier au mieux à son lieu d'implantation, grosso modo, on retrouve les mêmes concepts. L'hôtel est tourné vers l'intérieur, les chambres donnant sur un grand patio, notamment pour des raisons de sécurité mais aussi d'esthétisme. Le hall d'accueil joue un rôle majeur. « C'est un hall particulièrement polyvalent et grand, notamment par rapport aux standards internationaux de cette gamme d'hôtel. Tout se décline autour d'un îlot central, multifonctionnel, avec un accueil, un bar, un restaurant, des espaces de travail et de repos. C'est vous qui décidez si vous voulez déjeuner, prendre un pot, rencontrer quelqu'un ou avoir un rendez-vous de travail. C'est vraiment la case du village. En Afrique, c'est très important de pouvoir accueillir des visiteurs dans votre hôtel ; je ne suis pas sûr qu'il y ait la même nécessité en Europe. C'est une spécificité africaine. »

Car 70 % de la clientèle de la chaîne hôtelière est africaine, essentiellement des hommes d'affaires à la recherche d'une gamme d'hôtel « professionnelle, sécurisée et abordable », précise Philippe Colleu : les tarifs ont été calculés en tenant compte des niveaux de per diem pratiqués dans la région. « Le marché africain est actuellement le plus porteur », confie le spécialiste.

Du local, donc, marié à du mondial pour la sécurité, le professionnalisme, l'équipement, l'expérience. « Nous travaillons beaucoup sur la globalisation et sommes en train de passer des contrats avec de grands opérateurs pour avoir des applications technologiques intéressantes à la fois dans les chambres et dans les modalités de paiement et de réservation. » Histoire de « coller » à la révolution du portable en Afrique…

S'il y a 10 ou 15 ans ce qui était chic venait d'ailleurs, aujourd'hui « le dialogue est en train de basculer. Certains Africains recherchent encore des repères à l'extérieur mais d'autres sont très ancrés dans l'identitaire et disent « On revendique ! ». En réalité, je suis un entrepreneur militant entre l'Europe et l'Afrique », déclare le chef d'entreprise.

Et très fidèle à l'Afrique. La chaîne Onomo a vocation à se développer, mais uniquement sur le continent où le groupe a de nombreux projets. Le prochain s'ouvrirait d'ici le mois de juin à Bamako. Puis Lomé et Freetown.

Prix Orange de l'Entrepreneur Social en Afrique

a récompensé pour l'édition 2013

1er : QuickDo Book Box (Cameroun) : écosystème complet, qui fournit un accès aux livres (en format numérique, à prix limité) aux lecteurs au Cameroun

2ème : Ivoire Job (Côte d'Ivoire) : permet l'accès aux opportunités d'emploi en Côte d'Ivoire à travers une plateforme web, mobile et un système SMS

3ème : Chifco (Tunisie) : système visant à l'optimisation de la consommation d'énergie des équipements les plus énergivores dans des environnements domestiques ou professionnels

entreprendre change avec Orange

Le règlement du concours est déposé chez Maître Vittu, Huissier de Justice à Boulogne-Billancourt (France) et est disponible sur StarAfrica.com Orange, SA au capital de 10 595 541 532 euros (4 mars 2013) - RCS Paris 380 129 866.

la vie change avec orange™

Santé Comment Pasteur soutient la recherche… africaine

Nombre d'instituts et de centres de recherche français liés à la santé travaillent depuis longtemps avec et en Afrique, accompagnant le continent dans ses profondes mutations. L'Institut Pasteur est l'un des plus anciens. Il appuie la recherche… africaine.

La matière grise face aux défis africains ? En matière de santé, la France a rarement été en reste ! Bien évidemment, on pense tout de suite aux fameux French Doctors, ces fameux 15 médecins français qui, émus par la guerre au Biafra, ont créé en 1971 Médecins sans Frontières. « C'est l'indépendance d'esprit, l'impertinence qui a été récompensée », soulignera Philippe Biberson, président de MSF, par rapport au Prix Nobel de la paix que l'organisation s'est vu attribuer en 1999.

Aujourd'hui, nombre d'instituts de recherche sont présents, essayant de cerner au mieux les réalités du terrain avec une technologie souvent de pointe. Une politique de terrain à l'instar de l'approche de l'Institut Pasteur qui « a pour mission de répondre aux attentes des ministères de la Santé », explique Marc Jouan, secrétaire général du réseau international des Instituts Pasteur. Sur les 32 instituts recensés au plan international, 9 se trouvent en Afrique dont le plus ancien – qui a plus de 100 ans – à Madagascar.

« La grande particularité de l'Institut Pasteur », souligne le responsable, « est d'abord d'avoir un ensemble d'instituts qui font partie d'un réseau international, d'autre part d'avoir des structures pérennes qui permettent de développer des laboratoires et d'accueillir des équipes quelles que soient leurs origines. » Et de poursuivre : « Une de nos forces est d'avoir su les conserver, les préserver et surtout les faire évoluer et les moderniser. Ces instituts se trouvent aujourd'hui en Afrique au cœur des évolutions non seulement économiques, démographiques, mais aussi épidémiologiques et des écosystèmes du continent. »

© michaeljung - Fotolia.com

Un des principaux axes aujourd'hui de l'Institut est son soutien à l'émergence d'une communauté scientifique africaine. « Ces dernières années ont montré l'intérêt que portaient les gouvernements africains mais aussi les universités à soutenir cette recherche. C'est un enjeu complexe parce qu'il tend à marier deux populations parfois différentes – ceux de la recherche et ceux de la surveillance des maladies – et les rendre encore plus efficientes face à de nouveaux défis tels que l'émergence de nouvelles maladies infectieuses et la transition épidémiologique. C'est-à-dire l'apparition sur le continent africain de pathologies qui sont celles des pays industrialisés : diabète, maladies cardiovasculaires, hypertension artérielle ».

> L'émergence d'une communauté scientifique

Aussi, en 2012 l'Institut a-t-il conçu un nouveau programme permettant à des jeunes chercheurs qui ont fait un doctorat de niveau international, de retourner dans leur pays ou région d'origine dans de bonnes conditions et de constituer des groupes de recherche indépendants : deux chercheurs ont été sélectionnés en 2012 pour diriger un groupe en Afrique.

Autre axe majeur, la modernisation et le renforcement des laboratoires locaux. Entre autres exemples récents, les Instituts Pasteur de Côte d'Ivoire et de Centrafrique ont été dotés de laboratoires de sécurité P3 ce qui permet de répondre aux normes internationales de biosécurité et d'entreprendre sur place l'analyse d'échantillons suspectés contenir des agents pathogènes exotiques. Une politique récompensée en 2012 par le Prix Dedonder-Clayton attribué à deux chercheurs du réseau Pasteur dont un du Cameroun.

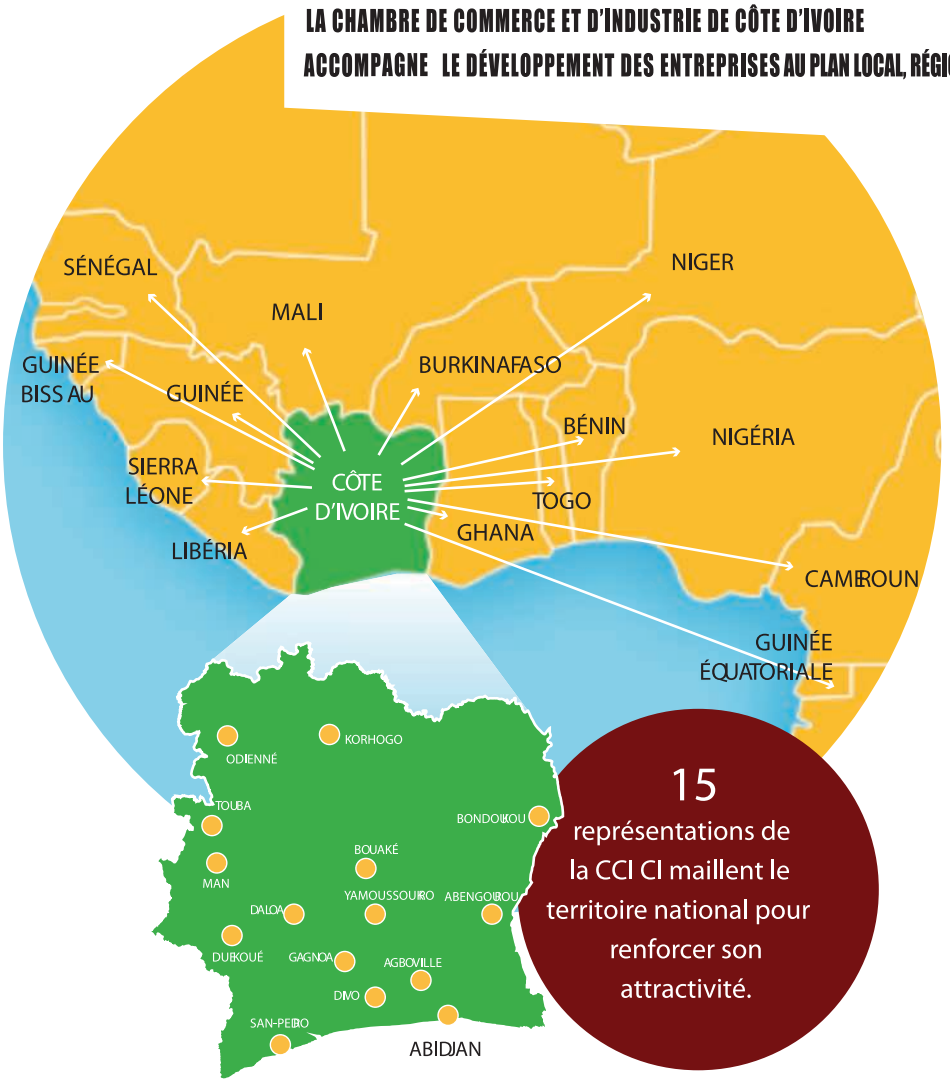
L'accessibilité des médicaments chez Sanofi

La réflexion des instituts de santé français porte également sur l'accessibilité des médicaments, et ce dans la droite ligne des objectifs de l'Organisation mondiale de la santé. Ainsi, le groupe pharmaceutique Sanofi a travaillé en collaboration avec l'Université de Berkeley, l'Institute for OneWorld Health (IOWH) et la Fondation Bill & Melinda Gates pour réduire le coût des médicaments destinés à combattre le paludisme, un des fléaux de l'Afrique, notamment le prix d'une des matières premières, l'artémisinine. Il a ainsi mis au point un produit synthétique dont le processus de fabrication a démarré en 2012. « Ce projet a été initié par la direction Accès au Médicament de Sanofi qui avait pour objectif de fournir les traitements ACTs (Artemisinin Combination Therapies) à prix coûtant aux populations qui n'ont pas les moyens de se les payer. Pour cela, il fallait trouver un prix d'équilibre permettant de ne pas mettre à mal les sources d'artémisinine provenant de l'agriculture traditionnelle. Objectif : équilibrer la production et les coûts, et éviter la spéculation. »

LA CÔTE D'IVOIRE,

PORTE D'ENTRÉE D'UN GRAND MARCHÉ DE 300 MILLIONS DE CONSOMMATEURS !

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CÔTE D'IVOIRE ACCOMPAGNE LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES AU PLAN LOCAL, RÉGIONAL ET INTERNATIONAL



15 représentations de la CCI CI maillent le territoire national pour renforcer son attractivité.

Principaux atouts :

- Une école certifiée à la norme ISO 9001 version 2008,
- Une Cour d'Arbitrage et de Médiation (CACI),
- Une Gestion de contrats de programmes avec le gouvernement : Transit Routier Inter Etat, certification de poids à l'exportation, normalisation des factures,
- Des services spécifiques aux entreprises

CCI-CÔTE D'IVOIRE

CHAMBRE DE COMMERCE & D'INDUSTRIE DE CÔTE D'IVOIRE

Tel : +225 20 33 16 00 - Fax : +225 20 30 43 42 - E-mail : info@cci.ci - www.cci.ci

ADA-group - RCS Abidjan CI - ABJ - 2011 - B - 7522

Cartes prépayées :
la révolution africaine du mobile money

Téléphone, services bancaires, télévision à la portée de tous. Des objectifs d'Oberthur Technologies, spécialiste des technologies de la carte à puce, rendus possible notamment grâce au prépaiement dématérialisé. Coup de projecteur sur une révolution partie d'Afrique.

En Afrique, la soif de consommer est bien là mais la capacité de le faire demeure réduite. D'où le succès du prépayé en matière de téléphonie mobile, un segment parmi d'autres sur lequel Oberthur Technologies (OT) s'est positionnée et a su faire évoluer son offre pour répondre au mieux aux spécificités des marchés africains.

« Il y a une quinzaine d'années, c'est en Afrique que, pour la première fois, les opérateurs de téléphonie mobile ont inventé le prépayé. Aujourd'hui, plus de 70 % du continent est équipé d'un téléphone mobile avec des recharges mensuelles par utilisateur qui s'élèvent entre 7 et 15 USD, ce qui équivaut à plusieurs heures de communication mensuelle », explique Julien Traisnel, directeur Business Development MoreMagic chez OT. Il y a tout d'abord eu des offres de cartes à gratter, les fameuses « scratch cards » qui permettent de recharger un compte prépayé. Puis le groupe français s'est positionné avec des plateformes de « top up » électroniques. « On n'a plus besoin d'aller acheter une carte et la gratter. On donne son numéro de téléphone et on reçoit un SMS qui indique que le rechargement a été fait. Cela réduit les coûts d'opération et offre un service plus ergonomique. Surtout, cela répond à la spécificité du marché africain et à son appétence pour les promotions. L'élasticité prix/usage est très forte dans ces régions où on peut lancer des campagnes de promotions très ciblées et efficaces, comme par exemple d'offrir deux fois plus de communication ou SMS gratuits pour tout rechargement effectué le jour d'un match de football sponsorisé par l'opérateur. »

Un système prépayé que le fournisseur de solutions d'identification sécurisées a transposé aux cartes bancaires : vendues en supermarchés, on peut les recharger sans avoir de compte bancaire. Une opportunité majeure pour un continent où « les services bancaires sont toujours réservés aux 10 à 15 % les plus aisés », souligne le spécialiste.

Total

Aujourd'hui, plus de 70 % du continent est équipé d'un téléphone mobile avec des recharges mensuelles.

De la carte prépayée bancaire au Mobile Money, il n'y avait qu'un pas. Un concept inventé, en l'occurrence, vraiment pour l'Afrique. Il a été lancé au Kenya avant de s'étendre sur le continent mais aussi en Afghanistan, aux Philippines, etc. En réalité, ce sont les opérateurs qui ont commencé à s'intéresser à cette partie de la population non bancarisée et qui ont créé « un porte-monnaie prépayé, virtuel donc électronique, lié à un téléphone mobile », explique Julien Traisnel. « Soit vous avez une application smart phone, soit un menu SMS ou un menu USSD. Vous ouvrez un compte chez un agent Mobile Money agréé par l'opérateur mobile et vous pouvez déposer de l'argent via le réseau de distribution. Cet argent peut ensuite être transféré à quelqu'un qui a un téléphone mobile hébergé chez le même opérateur. On peut ainsi payer des factures, des frais de scolarité, etc. »

« Le même opérateur », Oberthur Technologies a voulu libérer le consommateur africain de cette contrainte et a créé « l'inter-opérabilité ». Jusque-là, la carte prépayée – téléphonique et bancaire – n'était utilisable qu'entre clients du même opérateur de téléphonie mobile. C'est le mécanisme du « closed loop » ou du « closed garden ». OT qui, entre autres, fabrique et fournit des cartes bancaires au niveau mondial, a mis au point une offre Mobile Money avec une carte de paiement utilisable dans n'importe quel réseau qui accepte ces cartes. La « Carte compagnon ».

Il restait à transposer la logique du porte-monnaie à la télévision. À l'instar de la dématérialisation du prépaiement mobile ou du prépayé bancaire, OT a été retenue en juillet dernier par Canal+ Overseas pour dématérialiser le renouvellement des souscriptions prépayées de télévision en Afrique. En d'autres termes, les abonnés à Canal+ pourront recharger de façon instantanée, de leur canapé, leur compte de télévision payante par le biais de leur téléphone portable. « Aujourd'hui, c'est au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, donc en Afrique de l'Est où l'on enregistre les grands succès des services de Mobile Money au sens large, donc les services financiers sur mobile dématérialisé. C'est le « peer-to-peer » : les travailleurs ruraux qui envoient leur argent via Mobile Money à leur famille restée en ville. »

Une activité qui a un poids croissant dans les économies africaines. En retour, l'Afrique devient un marché de plus en plus important pour le groupe français et représente aujourd'hui quelque 10 % de son chiffre d'affaires mondial.

Transposer la logique du porte-monnaie à la télévision

Simplement mieux

Découvrez de nouveaux standards de confort

- **Espace :** votre fauteuil se transforme en un lit parfaitement plat de 2m de long
- **Confort :** réglage du moelleux du couchage et fonction massage
- **Divertissement :** écran extra-large de 15,3" et plus de 100 heures de vidéo à la demande

Volez avec Brussels Airlines vers 17 destinations en Afrique:
Abidjan, Banjul, Bujumbura, Conakry, Cotonou, Dakar, Douala, Entebbe, Freetown, Kigali, Kinshasa, Lomé, Luanda, Monrovia, Nairobi, Ouagadougou et Yaoundé

brussels airlines

A STAR ALLIANCE MEMBER

brusselsairlines.com/experience

Télécommunications : l'innovation stimulée par l'utilisateur

Orange a créé début 2011 un Technocentre à Abidjan afin d'identifier au plus près les particularismes des marchés africains et, notamment, développer le multi media alors que la plupart des Africains ont des portables d'entrée de gamme et non des smartphones.

La capacité d'un groupe comme Orange à répondre aux particularismes africains ? Vaste sujet. Car pour l'opérateur français de téléphonie implanté dans 18 pays du continent, ce sont 18 marchés différents… « Le facteur clé c'est notre capacité à adapter notre innovation pays par pays. Les priorisations sont souvent très différentes d'un pays à l'autre et grâce au déploiement de notre réseau, nous pouvons écouter le marché et trouver les bonnes innovations. Même si, parfois, ce sont de petits marchés. Cela nous permet aussi d'identifier nos objectifs des années à venir », explique Arnauld Blondet, directeur marketing pour les pays émergents chez Orange. Et ce dernier de souligner que le groupe français vient d'être élu « entreprise de télécommunications de l'année en Afrique » par Frost & Sullivan précisément pour sa mise en œuvre de stratégies de croissance audacieuses.

Une politique maison qui trouve un écho dans la soif des consommateurs africains pour tout ce qui est innovation, ce qui conduit parfois à des résultats inattendus. « On manque tellement de tout que toute nouveauté trouve son client, son utilisation, etc. C'est pourquoi il ne faut pas construire l'innovation jusqu'au bout ; il faut rendre la main de l'innovation à la main de l'utilisateur. Lorsqu'on lance un service, on se rend compte de plus en plus qu'il est, en définitive, utilisé pour autre chose que ce qu'on avait imaginé au départ. »

Cette soif se traduit par une accélération des évolutions, nettement supérieure à ce qui est constaté sur les marchés matures comme l'Europe. « La jeunesse des populations permet de faire des sauts technologiques : d'une absence totale de téléphone, on passe de suite à un smartphone. On passe à la data beaucoup plus vite qu'en Europe ; des services type Orange Money remportent un succès fou. Donc, sur certains sujets, on est en train d'aller beaucoup plus vite que l'Europe. Il en est de même du dynamisme et de la capacité à déployer de nouveaux services. D'ailleurs, on teste aussi en Afrique des concepts qui pourraient intéresser des pays européens. » L'exemple du déploiement en Afrique, début 2012, de Facebook USSD est édifiant. « C'est Facebook sans Internet ! », note le responsable qui y voit une vraie avancée dans la démocratisation d'Internet pour tous. Cette technologie USSD permet, en effet, à des utilisateurs de téléphones basics (et non de smartphones), donc sans accès à Internet, de se connecter au réseau social. Concrètement, l'utilisateur envoie un code sur les plates-formes d'Orange qui renvoient une page de texte qui ressemble à une page web, mais sans images ni vidéos. Là encore, l'utilisation de Facebook est « édifiante », devenant un véritable moyen de rencontres mais aussi de travail.

F. Pargny

Orange teste en Afrique (ici son siège à Douala) de nouveaux concepts.

« Dans certains pays africains, des clients l'utilisent de façon quasi professionnelle, donc plusieurs heures par jour, comme un outil de communication, de promotion. Donc, sur la même base et sur les mêmes services, on constate des utilisations et des usages vraiment spécifiques qu'on n'avait pas toujours identifiés de façon très scientifique avant. » Le succès majeur d'Orange en Afrique cette année a été l'Emergency Credit. D'ores et déjà, selon les marchés, entre 20 et 50 % des clients l'utilisent de façon mensuelle ou continue. Il se décline soit en version prépayée, c'est-à-dire un crédit à la consommation qui permet d'ajouter du crédit lorsqu'on tombe à zéro, soit en version Pay for Me qui est, ni plus ni moins, les anciens appels en PCV bien connus en Europe à une époque. Cependant, la grande différence et innovation par rapport à ces derniers, c'est leur transposition sur les mobiles, spécifiquement pour le marché africain. « C'est ça aussi l'innovation : réutiliser des concepts mais les adapter », souligne le responsable.

> Le déploiement de Facebook sans Internet

Les thèmes d'avenir pour Orange en Afrique ? Le « Mobile Government », sans aucun doute, à l'instar de ce que font d'autres entreprises françaises majeures comme Gemalto ou Oberthür Technologies (lire par ailleurs dans nos pages), en partenariat ou non avec Orange. Si la lenteur et la complexité des prises de décision sont perçues par l'opérateur comme étant les difficultés majeures dans la mise en place de ces programmes gouvernementaux, le processus est lancé et la dématérialisation des actes administratifs inéluctables. « Les inscriptions universitaires en utilisant Orange Money se font déjà en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal, au Niger, à Madagascar, au Cameroun », souligne Arnauld Blondet. « Avant, on se rendait aux bureaux des inscriptions avec sa liasse de billets. Au Niger, par exemple, il y a vraiment eu un avant et un après. »

NETJETS EUROPE IS THE MARKETING AGENT OF NETJETS TRANSPORTES AÉREOS S.A., AN EU AIR CARRIER.

DÉCOUVREZ OÙ LA SÉRIE SIGNATURE PEUT VOUS EMMENER / +33 (0) 1 56 43 48 99 / NETJETS.COM

Des solutions numériques mobiles pour renforcer la démocratie

Gemalto, leader mondial de la sécurité numérique, a trouvé en Afrique des marchés en plein boom. Des sauts technologiques majeurs sont en cours permettant d'améliorer ce qui était devenu des serpents de mer africains : la gouvernance et la citoyenneté.

« L'Afrique est à la veille d'un boom économique comme on l'a vu en Chine il y a 30 ans ou en Inde il y a 20 ans. Tous les indicateurs sont au vert. Et dans la plupart des pays, le climat est très favorable à la modernisation des pays, à leur démocratisation. C'est là, entre autres, que nous intervenons », explique Eric Billiaert, directeur de la communication Programmes gouvernementaux chez Gemalto. La démocratie en Afrique ? On en parle depuis des décennies… Mais, là, quelque chose est vraiment en train de se passer. « Pour assurer des élections plus transparentes, pour renforcer des processus démocratiques, nous avons été appelés depuis deux ans par plusieurs pays africains pour constituer avec eux, avant les élections, l'enregistrement biométrique de l'ensemble des populations afin de mettre en place plus fortement ce principe simple, connu de tous : un vote, une voix », poursuit le responsable.

Entre autres technologies de pointe, le leader mondial de la sécurité numérique a créé des sortes de valises, autonomes car fonctionnant sur batterie, totalement équipée avec PC, lumière, appareil photographique, prise d'empreintes, etc. Des valises qui permettent de sillonner les pays pour enregistrer les personnes, vérifier leurs identités et leur délivrer un document numérique pour voter. « La gestion de projets est devenue un élément essentiel de notre activité car il s'agit d'enregistrer – comme ce fut le cas au Burkina Faso – 6 millions de personnes en 3 mois, en former 3 000 autres, envoyer 200 t de matériel et 3 500 kits d'enregistrement. C'est devenu notre métier. Nous nous mesurons aux meilleurs d'Asie parce qu'ils sont, évidemment, sur le continent africain, très agressifs ; on se mesure à des concurrents allemands mais locaux aussi. »

Des « valises » dont le prix se veut compétitif, conçues spécialement pour l'Afrique pour résister aux pluies et aux températures tropicales, à des conditions parfois

D.R.

Eric Billiaert, directeur de la communication, Programmes gouvernementaux chez Gemalto.

spartiates lorsqu'il faut effectuer des opérations d'enregistrement pendant 8 heures d'affilées dans des écoles, sans électricité, au fond des campagnes africaines.

L'Afrique du Sud, quant à elle, a décidé de tourner encore une page de son histoire post-apartheid en renouvelant l'ensemble de ses cartes nationales d'identité. Après avoir élaboré un cahier des charges très précis, Pretoria a décidé de mettre à exécution son projet et Gemalto, sélectionné sur appel d'offres, a livré à l'imprimerie nationale sud-africaine les nouvelles cartes nationales numériques afin que les premières soient livrées le 18 juillet dernier : Nelson Mandela en a été un des premiers récipiendaires… pour son 95e anniversaire ! Outre le côté hautement symbolique, ces pièces d'identité, sécurisées, ouvrent la voie au déploiement d'un ensemble de services gouvernementaux électroniques à venir.

D'autres pages se tournent, toujours avec cette technologie française qui se veut avant tout innovante et adaptée au contexte africain. Ainsi, le Gabon s'est lancé dans un vaste programme de sécurité sociale. Une façon pour l'État, explique Eric Billiaert, de redistribuer des ressources nationales émanant essentiellement du pétrole à travers des prestations sociales. D'ailleurs, un des éléments clés du cahier des charges aurait été de s'assurer que ces prestations soient redistribuées aux bonnes personnes. « L'important était d'identifier de façon très rapide et sécurisée les nationaux et de dire aux autres que ce programme ne s'adressait qu'aux Gabonais. De dire aussi que, même si le panier de prestations est limité pour l'instant, il est donné à l'ensemble à commencer par les plus indigents. Pour moi, c'est un signe », note le responsable.

En Algérie, un nouveau système de santé électronique (CHIA) a été mis au point en 2009 par Gemalto. Plus de 13 500 praticiens sont identifiés au moyen de jetons (clefs USB munis d'un microprocesseur) et un patient voulant consulter un médecin pour la quatrième fois de la semaine voit sa carte bloquée.

Autant de bonds en avant pour nombre de pays africains et même par rapport à l'Europe, « notamment à la France où on en est encore à la dématérialisation des états civils qui sont toujours sur des registres. » Mais l'Afrique n'est pas la seule gagnante. Pour le groupe français, le continent « est un vecteur de croissance très fort depuis environ 2009. »

Sur les 80 programmes gouvernementaux dans lesquels Gemalto est ou a été impliqué, 15 % sont en Afrique. Chaque pays client a souvent un, deux voire trois programmes. « C'est le boom économique en Afrique qui fait opter les pays pour cette technologie de pointe », conclut Eric Billiaert.

Des « valises numériques » au service des élections démocratiques

Notre expertise travaille **pour vous.**

Recrutement

Travail temporaire

Formation

Conseil en ressource humaine

© ADhyou

La Maison des Chefs d'Entreprise a depuis plus de 12 ans fondé sa réputation en assistant les entreprises en quête de solutions et de flexibilité, reposant sur une procédure de recrutement rigoureuse et adaptée aux nouvelles exigences du marché.

De la délégation en intérim au recrutement en contrat à durée déterminée ou indéterminée, à une valorisation de vos ressources humaines par la formation ou le conseil.

Nous nous engageons par un service de qualité certifié ISO 9001 et par une réelle volonté de proximité issue d'un savoir-faire assuré par l'expérience des équipes MCE.

« **MCE avec vous, pour une relation de confiance et de succès partagés.** »

mce-film.com

MCE

La Maison des Chefs d'Entreprise

Tél. : 00(225) 21 35 17 91 - mce@mce-afrique.net - www.mce-afrique.net - Abidjan

Cinq zones pour un continent
Alger
Tunis
Rabat
MAROC
ALGÉRIE
TUNISIE
Tripoli
LIBYE
Le Caire
ÉGYPTE
GAMBIE
Banjul
MAURITANIE
Nouakchott
MALI
NIGER
TCHAD
ÉRYTHRÉE
Asmara
Praia
Dakar
SENEGAL
BURKINA FASO
Niamey
Ouagadougou
Ndjamena
Khartoum
DJIBOUTI
Djibouti
Bamako
GUINÉE
CÔTE D'IVOIRE
GHANA
TOGO
BENIN
NIGERIA
SOUDAN
Addis-Abeba
Monrovia
LIBERIA
Abuja
CAMEROUN
RÉP. CENTRAFRICAINE
ÉTHIOPIE
SOMALIE
Yamoussoukro
Accra
Lome
Yaounde
Bangui
Malabo
Libreville
OUGANDA
KENYA
Mogadiscio
SIERRA LEONE
Freetown
Porto-Novo
CONGO
Kampala
Nairobi
RWANDA
Kigali
Sao Tome
GABON
BURUNDI
Bujumbura
SAO-TOME ET-PRINCIPE
Kinshasa
RÉP. DÉM. DU CONGO
TANZANIE
Dodoma
SEYCHELLES
Victoria
GUINÉE-ÉQUATORIALE
Luanda
COMORES
Moroni
Conakry
Brazzaville
ANGOLA
MALAWI
Lilongwe
ZAMBIE
Lusaka
GUINÉE-BISSAU
Bissau
Cabinda (ANGOLA)
Harare
MAURICE
Port-Louis
MADAGASCAR
Antananarivo
CAP-VERT
NAMIBIE
ZIMBABWE
MOZAMBIQUE
Windhoek
BOTSWANA
Gaborone
Maputo
Pretoria
Mbabane
SWAZILAND
AFRIQUE DU SUD
Maseru
LESOTHO
OCÉAN ATLANTIQUE
OCÉAN INDIEN
Afrique du Nord dont UMA
Union du Maghreb arabe UMA
Communauté économique d'Afrique de l'Ouest CEDEAO dont UEMOA
Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale - CEMAC
Pays appartenant à la Zone franc
Southern Africa Development Community - SADC
Afrique orientale et océan Indien

Les résultats 2013
de l'enquête CIAN

Cette 25e édition du Baromètre CIAN présente, pour 31 pays d'Afrique sur la période 2012-2014, les perspectives d'activités des entreprises françaises implantées sur le continent ainsi que leur appréciation de l'environnement des affaires. Ce témoignage des opérateurs de terrain lui confère sa singularité et en fait un outil de référence pour les investisseurs.

Le Baromètre CIAN est élaboré à partir d'une enquête menée chaque été auprès des responsables de filiales ou de sociétés installées en Afrique. Ces chefs d'entreprise sont appelés à apprécier plusieurs points, divisés en deux parties :

• **une partie conjoncturelle** sur les perspectives d'activité de l'établissement : chiffre d'affaires, investissements, rentabilité, créances sur l'État et créances sur le secteur privé local ;

• **une partie structurelle** sur la perception de l'environnement des affaires dans le pays d'activité : 39 critères répartis en sept grands postes – infrastructures, administration, économie et finance, social, socio-culturel, coûts des facteurs et développement durable.

En 2013, ce sont 514 dirigeants d'entreprises qui ont témoigné de la marche de leurs activités sur l'ensemble du continent africain (70 en Afrique du Nord, 183 en Afrique de l'Ouest, 121 en Afrique Centrale et 140 en Afrique Australe, Orientale et océan Indien).

La tendance générale des résultats s'inscrit dans la droite ligne des années précédentes – les entreprises mènent des activités prospères malgré un environnement des affaires africain difficile – mais l'analyse par région permet de nuancer ce panorama continental. Néanmoins, se dégage un point commun à chacune des quatre régions : une dégradation générale de l'environnement des affaires dans lequel opèrent les investisseurs.

REMERCIEMENTS

Les responsables de l'enquête CIAN remercient chaleureusement chacune des entreprises ayant pris le temps d'y répondre ainsi que toutes les structures qui ont bien voulu en assurer une large diffusion localement : adhérents du CIAN, conseillers du commerce extérieur, chambres de commerce et d'industrie françaises locales, organismes patronaux, missions économiques et ambassades de France.

Les réponses obtenues directement des opérateurs font de ce Baromètre le seul témoignage du terrain existant à la disposition des investisseurs et acteurs du développement africains. Sont évalués uniquement les pays pour lesquels le nombre de réponses reçues est estimé suffisant proportionnellement à la présence économique française sur place.

Bilan de l'activité des entreprises 2012-2014

Méthodologie

L'enquête porte sur la tendance de cinq indicateurs sur les exercices 2012, 2013 et 2014 :

*• **chiffre d'affaires :** croissance, stagnation, baisse ;*

*• **investissements :** hausse, interruption, baisse ;*

*• **résultats :** bénéficiaires, équilibrés, déficitaires ;*

niveau des créances sur l'État : élevé, normal, faible ;

*• **niveau des créances sur le secteur privé local :** élevé, normal, faible.*

Les graphiques, sur la page suivante, présentent les tendances par grandes zones géographiques, celles-ci étant ensuite détaillées pour chacun des 31 pays faisant l'objet d'une évaluation cette année.

L'Afrique est un marché dynamique et en plein essor, l'activité des entreprises qui y sont investies l'illustre. Pour la grande majorité d'entre elles, les perspectives sont positives.

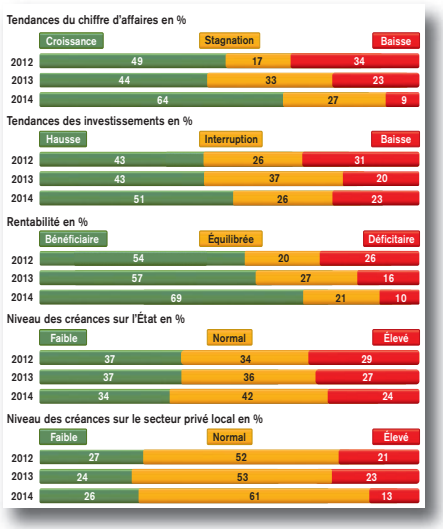
Leurs chiffres d'affaires (CA) sont en en augmentation et devraient continuer à l'être pour l'année à venir : 58 % des entreprises sondées déclarent un CA en hausse en 2012, 51 % en 2013 et 62 % en 2014.

C'est en Afrique de l'Ouest que la tendance, bien que bonne, est la plus basse : 52 % en 2013 et 58 % en 2014. Les prévisions sont les plus encourageantes au Maghreb où en 2013, seulement 44 % des sociétés affichaient un CA en croissance alors qu'elles sont 20 % de plus (64 %) à le prévoir pour 2014.

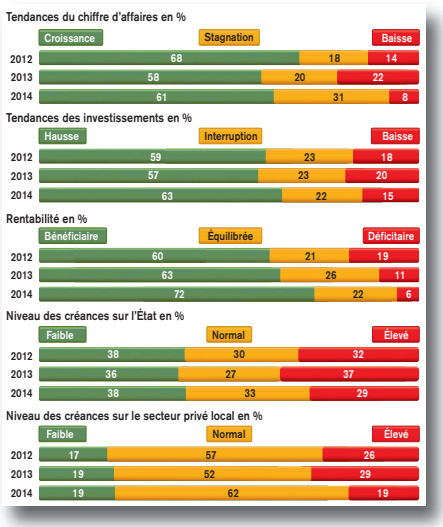
Certains pays se distinguent par des perspectives

Activité des entreprises 2012-2014

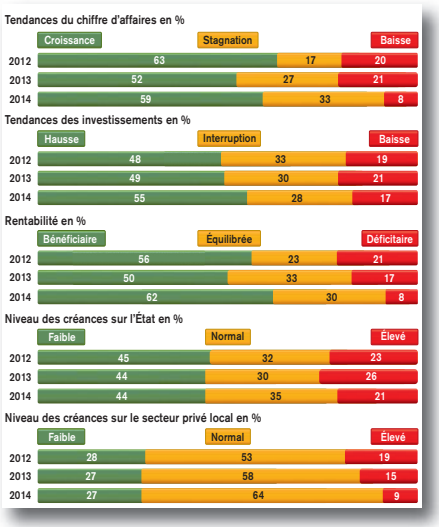
Afrique du Nord



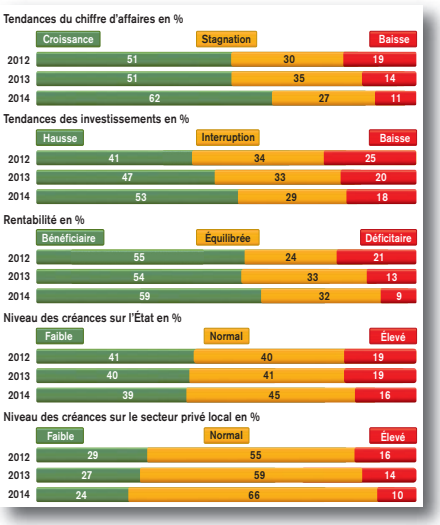
Afrique Centrale



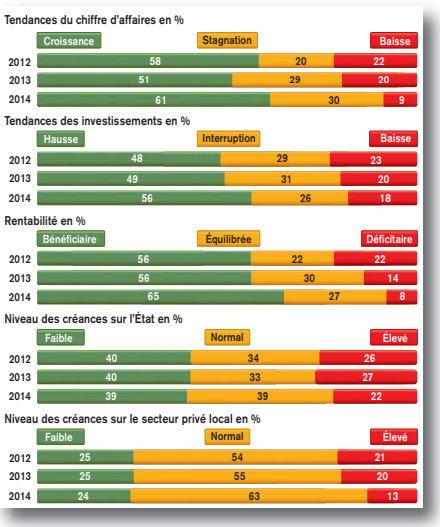
Afrique de l'Ouest



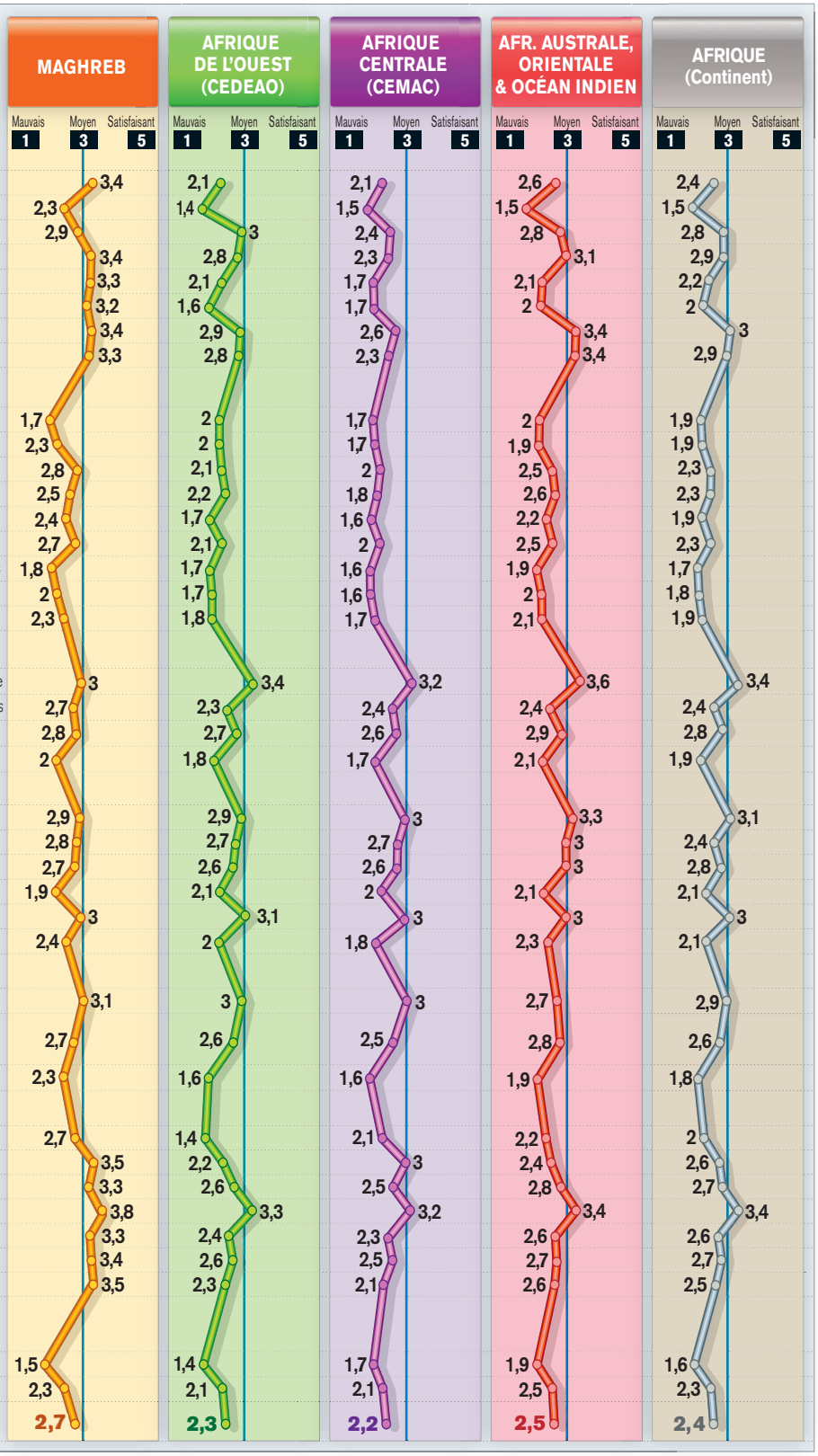
Afrique Australe, Orientale et Océan Indien



Afrique (Continent)



BAROMÈTRE CIAN 2013



positives ou négatives nettement affirmées, mettant en évidence la vitalité des marchés d'Afrique anglophone alors que les marchés francophones montrent une certaine atonie :

- **Algérie :** 57 % des entreprises affichent un CA en croissance en 2013, 86 % pour 2014
- **Bénin :** 83 % des entreprises affichent un CA en stagnation ou en baisse en 2013 et pour 2014
- **Ghana :** 63 % des entreprises affichent un CA en croissance en 2013, 94 % pour 2014
- **Guinée :** 81 % des entreprises affichent un CA en stagnation ou en baisse en 2013 et pour 2014
- **Congo :** 79 % des entreprises affichent un CA en croissance en 2013, 88 % pour 2014
- **Kenya :** 88 % des entreprises affichent un CA en croissance en 2013 et pour 2014
- **Zambie :** 100 % des entreprises affichent un CA en croissance en 2013 et pour 2014 !

La tendance des investissements est positive mais moins accentuée que celle du chiffre d'affaires. À l'échelle continentale, 48 % des sociétés ont réalisé une hausse de leurs investissements en 2012, 49 % en 2013 et 56 % la prévoient en 2014. Ces investissements ont été les plus importants en Afrique Centrale où 59 % des entreprises les ont augmentés en 2012, 57 % en 2013 et 63 % pour 2014. Le Maghreb a marqué le pas en 2013 avec 57 % des entreprises qui ont stoppé ou diminué leurs investissements. La tendance devrait s'équilibrer en 2014 où elles sont 51 % à y prévoir une reprise de leurs investissements.
Deux pays s'illustrent particulièrement : le Kenya où les sociétés prévoient à 88 % une hausse de leurs investissements pour 2014 et le Burundi où elles sont, au contraire, 60 % à prévoir une baisse.

En dépit des aléas sociaux et géopolitiques qui font l'actualité africaine, le continent demeure l'un des plus rentables au monde. En effet, alors que les entreprises connaissent d'importantes difficultés sur les marchés européens, elles se portent particulièrement bien en Afrique : 56 % des sondées affichent des résultats bénéficiaires en 2012 et 2013, et les prévisions sont de 65 % pour 2014.
La région la plus rentable est l'Afrique Centrale où les entreprises sont 60 % à faire des bénéfices en 2012, 63 % en 2013 et 72 % pour 2014. Au Cameroun et au Congo, elles sont plus de 80 % à en prévoir pour 2014. À l'inverse, c'est en Afrique de l'Ouest que les taux de rentabilité sont les moins hauts. En 2013, la moitié des entreprises interrogées n'ont pas fait de profits. Elles prévoient une reprise pour 2014 où 62 % attendent des résultats bénéficiaires mis à part dans certains pays telle la Guinée où elles sont 50 % à prévoir des pertes.

Dernier indicateur, le niveau des créances des entreprises sur l'État et sur le secteur privé local. **Au niveau continental, le retard ou défaut de paiement n'est pas perçu comme un obstacle important à la marche des affaires.** Ainsi, le niveau des créances, étatiques et privées confondues, n'est jugé élevé que par 23,5 % des entreprises en 2012 et 2013 et 17,5 % pour 2014. En Afrique Centrale, les arriérés sont les plus élevés et notamment concernant les créances sur l'État : 32 % des sondées estiment leur niveau élevé en 2012, 37 % en 2013 et 29 % pour 2014.

L'environnement des affaires en 2013

Méthodologie

L'entreprise donne sa perception sur l'environnement des affaires du pays dans lequel elle opère, en qualifiant 7 postes, répartis en 39 critères, de mauvais (1), moyen (3) ou satisfaisant (5) :

- ***infrastructures :** 8 critères*
- ***administration :** 9 critères*
- ***économie et finance :** 4 critères*
- ***social :** 6 critères*
- ***socio-culturel :** 3 critères*
- ***coût des facteurs :** 7 critères*
- ***développement durable :** 2 critères*

Le graphique général du Baromètre CIAN présente les résultats par grandes zones géographiques. Sur les pages suivantes, les fiches de conjoncture synthétisent les points forts et les points faibles de l'environnement des affaires des 31 pays faisant l'objet d'une évaluation cette année.

Les tendances et perspectives d'affaires évoquées plus haut feraient rêver n'importe quelle entreprise hexagonale dans la période de morosité économique actuelle, mais elles sont à rapprocher d'une moyenne beaucoup moins attrayante : 2,39 sur 5, soit la note moyenne de l'environnement des affaires tel qu'il est perçu en Afrique. Là est toute la complexité du marché africain, un potentiel hors norme dans un environnement extrêmement difficile. Les entreprises françaises qui y sont investies parviennent à l'appréhender grâce, bien entendu, à des efforts de gestion permanents et adaptés aux spécificités locales, mais surtout à une véritable expertise africaine issue de leur connaissance historique du continent.

Plutôt stable les années précédentes, l'environnement des affaires connaît une dégradation certaine en 2013 et pour la première fois au cours des dix dernières années, passe en dessous de la moyenne avec 2,39 sur 5 contre 2,57 en 2012.

BNP PARIBAS | La banque d'un monde qui change
bnpparibas.com
Un réseau international d'experts financiers à votre service
Votre réussite est notre mission
BICIAB - BICICI - BICIG - BICIGUI - BICIM - BICIS
Depuis des décennies, nous accompagnons des milliers d'entreprises en Afrique en mettant à leur disposition des solutions de financement innovantes et notre réseau mondial.

Environnement des affaires : note moyenne par région/pays

Note > 2,5/5			Note < 2,49/5	
	2013	2012	2013	2012
Afrique du Nord	2,74	2,83	Afrique de l'Ouest	2,28	2,39
Afrique Australe, Orientale & Océan Indien	2,53	2,74	Afrique Centrale	2,20	2,31
Afrique du Sud	3,28	2,99	Angola	1,99	2,13
Algérie	2,80	2,65	Bénin	2,08	2,50
Burkina Faso	2,57	2,51	Burundi	2,45	2,69
Ghana	2,83	2,60	Cameroun	2,43	2,42
Kenya	2,58	2,59	Centrafrique	1,78	1,73
Maroc	3,18	3,14	Congo	2,13	2,38
Maurice	3,42	3,48	Côte d'Ivoire	2,42	2,44
Ouganda	2,82	2,31	Gabon	2,27	2,24
Tunisie	2,79	2,93	Guinée	1,79	1,95
Togo	2,59	2,41	Guinée Équatoriale	2,38	2,44
			Libye	2,01	2,51
			Madagascar	2,16	2,17
			Mali	2,03	2,28
			Mauritanie	2,49	2,88
			Niger	1,89	2,67
			Nigeria	2,12	2,07
			Rdc	1,66	1,77
			Sénégal	2,34	2,71
			Tchad	1,97	1,78
			Tanzanie	1,99	2,01
			Zambie	2,45	2,50

Cette dégradation se confirme dans la note moyenne des quatre régions et de 19 des 31 pays évalués. En effet, alors que l'année dernière, 14 pays obtenaient une appréciation supérieure à 2,5 sur 5, ils ne sont plus que 10 en 2013. Au niveau régional, la baisse la plus forte est en Afrique Australe, Orientale & océan Indien notée 2,74 en 2012 et seulement 2,53 en 2013.

Parmi les 39 critères soumis à l'appréciation des entreprises, certains sont estimés être des points forts de l'environnement des affaires africain : le réseau aérien local, le réseau téléphonique et Internet, la qualité du secteur bancaire, le droit du travail, le taux d'absentéisme, le coût du fuel, le coût de la main-d'œuvre ainsi que le coût des transports maritimes.

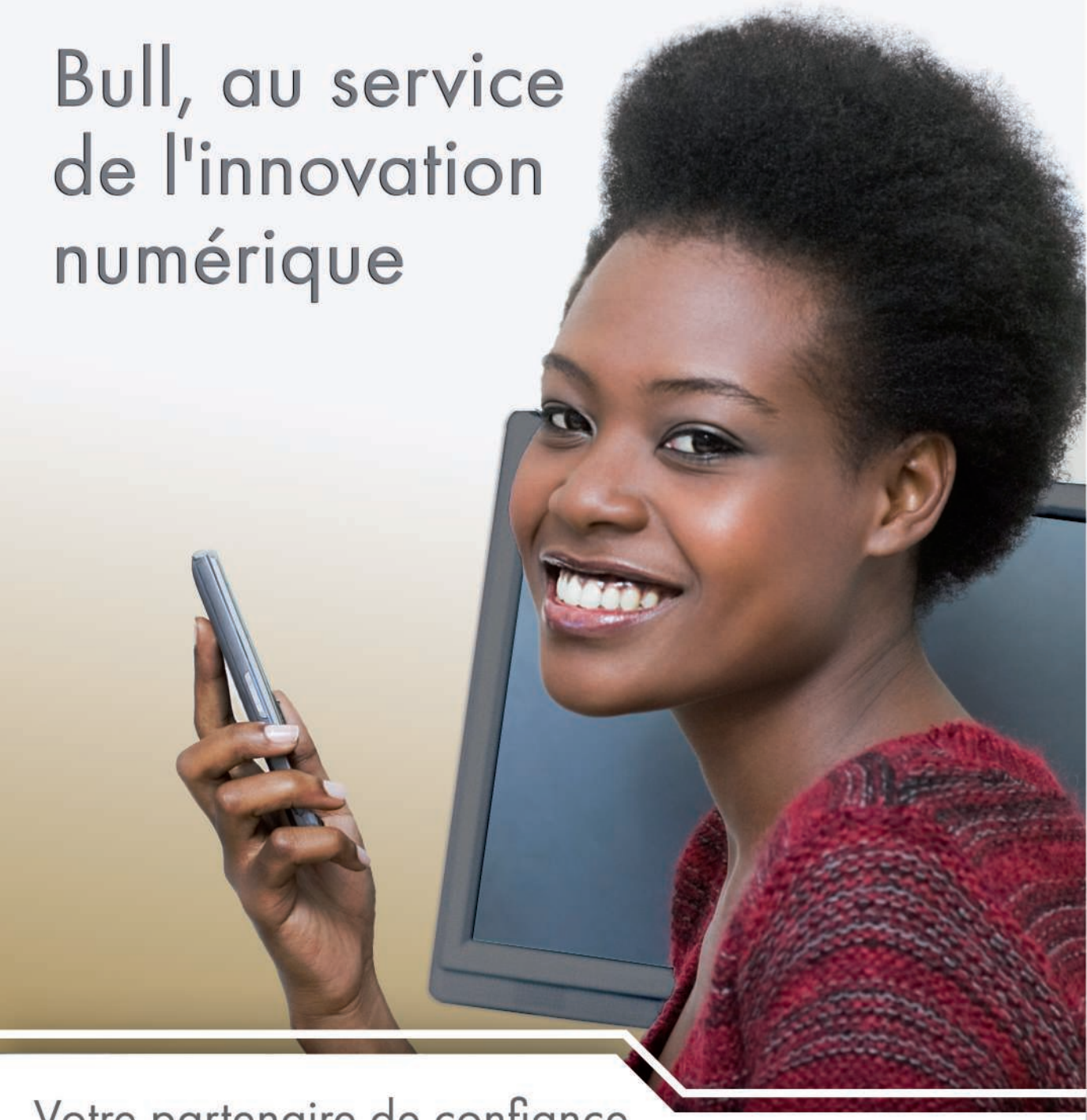
D'autres sont très mal appréciés et sont autant de freins aux activités des opérateurs et donc au développement : la distribution électrique, l'efficacité de l'administration et du système judiciaire, l'impact du secteur informel, le niveau de corruption ou encore le souci porté à la protection de l'environnement.

Ces dysfonctionnements contraignent fréquemment les entreprises françaises, au-delà de leur cœur de métier, à prendre des initiatives pour pallier les défaillances des institutions étatiques et accélérer le développement du continent. Ainsi, elles conduisent de nombreuses actions en faveur des communautés locales et leur environnement par le biais d'une démarche RSE de plus en plus affirmée et désormais intégrée à leur politique de développement en Afrique.

Publié en avril 2013, le Guide pratique CIAN « La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique », qui recense plusieurs de ces initiatives, témoigne de cette tendance.

Baromètre CIAN : Enquête et analyse réalisées par Alix Camus, SG adjointe du CIAN.

Bull, au service de l'innovation numérique

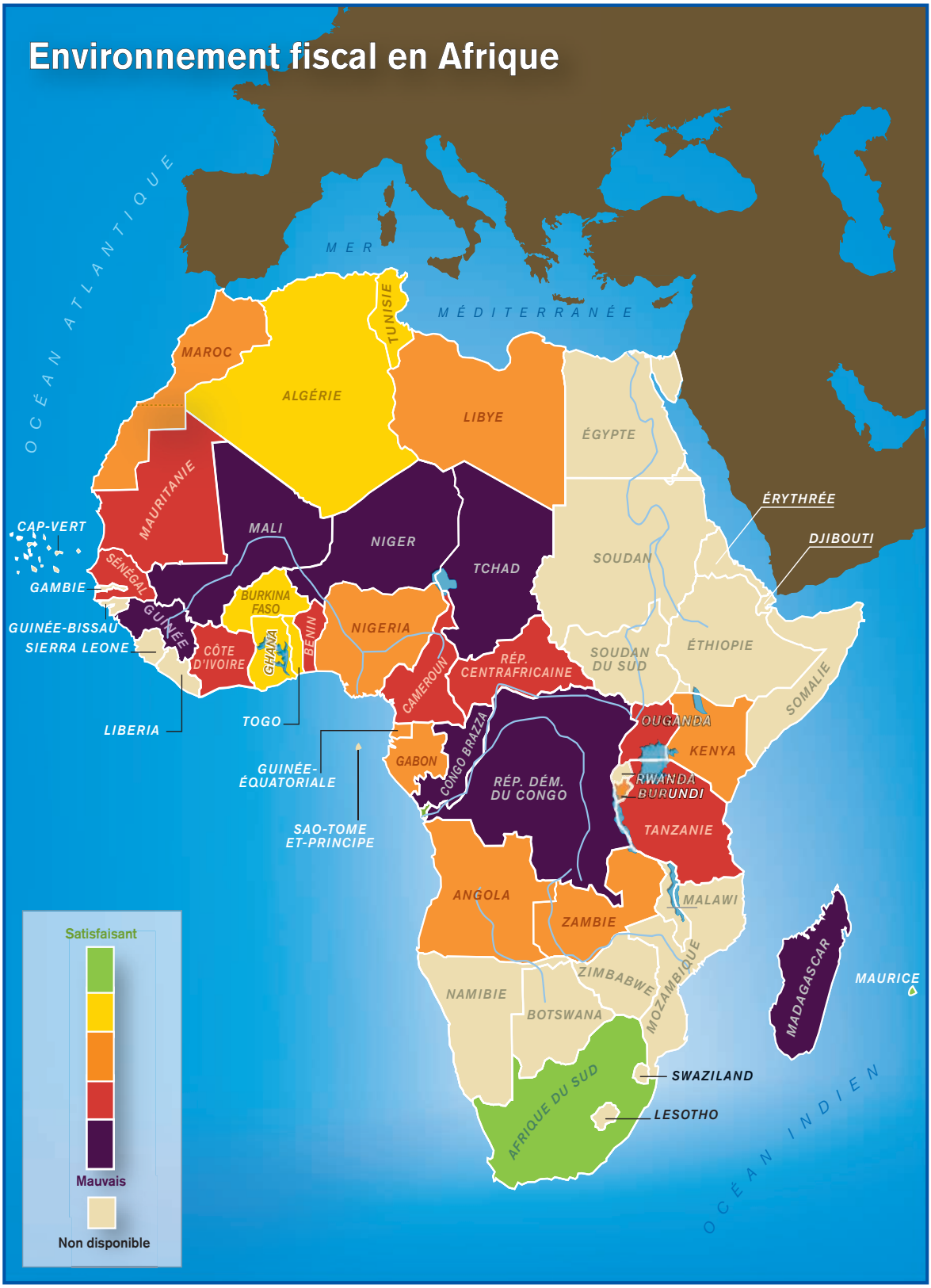


Votre partenaire de confiance

Présent en Afrique depuis 50 ans et fort de 9300 collaborateurs dans le monde, Bull apporte son expertise au service du développement de la société numérique de demain en proposant des solutions innovantes pour le Cloud computing, le Big Data, la modernisation du Data Center et la mobilité, en toute sécurité.

Avec Bull, les entreprises et les administrations en Afrique peuvent compter sur un partenaire de confiance pour leur système d'information. Contact : hassan.sqalli@bull.net

bull


Environnement fiscal en Afrique
OCÉAN ATLANTIQUE
MER
MÉDITERRANÉE
TUNISIE
MAROC
ALGÉRIE
LIBYE
ÉGYPTE
MAURITANIE
MALI
NIGER
TCHAD
SOUDAN
ÉRYTHRÉE
DJIBOUTI
CAP-VERT
SÉNÉGAL
GAMBIE
GUINÉE-BISSAU
GUINÉE
SIERRA LEONE
BURKINA FASO
GHANA
BÉNIN
NIGERIA
CÔTE D'IVOIRE
LIBERIA
TOGO
CAMEROUN
RÉP. CENTRAFRICAINE
SOUDAN DU SUD
ÉTHIOPIE
SOMALIE
OUGANDA
KENYA
GUINÉE-ÉQUATORIALE
GABON
CONGO BRAZZA
RÉP. DÉM. DU CONGO
RWANDA
BURUNDI
TANZANIE
SAO-TOME ET-PRINCIPE
ANGOLA
ZAMBIE
MALAWI
ZIMBABWE
MOZAMBIQUE
NAMIBIE
BOTSWANA
AFRIQUE DU SUD
SWAZILAND
LESOTHO
MADAGASCAR
MAURICE
OCÉAN INDIEN
Satisfaisant
Mauvais
Non disponible

(1).Banque mondiale. (2). FMI (octobre 2013). (3). PNUD (novembre 2013)

Algérie

Chef de l'État : Abdelaziz Bouteflika • Premier Ministre : Abdelmalek Sellal • Population (millions) : 37,9 • Superficie (km²) : 2 381 740 PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 5 404 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 3,3 % • Inflation 2012[2] : 8,9 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 93

La croissance devrait s'établir à 2,7 % en 2013, en recul par rapport à 2012 en raison de la baisse continue de la production d'hydrocarbures et de moindres dépenses budgétaires. La situation macroéconomique est toutefois bonne : l'inflation a été ramenée à 4,5 % (8,9 % en 2012) grâce à la consolidation budgétaire et à une politique monétaire prudente.

La solidité de la position extérieure de l'Algérie s'est effritée cette année, bien que toujours très enviable. Fin 2012, les réserves de change atteignaient des niveaux historiques à 190 milliards USD (or non compris), l'excédent courant était de 12 milliards USD et la dette publique se situait à un niveau quasi-nul. Il faut y ajouter le Fonds de régulation des recettes (FRR), qui s'élevait à 77,2 milliards USD fin 2012.

Toutefois, l'excédent commercial est moindre sous l'effet conjugué de la baisse des exportations d'hydrocarbures et de la hausse des importations. Sur les neuf premiers mois de 2013, il a baissé de 53 % par rapport à 2012 à 8,16 milliards USD. En outre, le compte-courant de la balance des paiements extérieurs a enregistré un déficit de 1,2 milliard USD au premier semestre 2013 contre un excédent de 10 milliards USD au premier semestre 2012.

En matière d'investissements directs étrangers (IDE), les informations divergent. Sur l'année 2012, la Cnuced avance qu'ils se sont élevés à 1,5 milliard USD et la Banque d'Algérie à 1,7 milliard USD, en baisse de 15 % par rapport à 2011. De son côté, le réseau Anima estime que les deux gros projets (la participation portée à 90 % de Qatari Wtel dans Wataniya Telecom pour 1,5 milliard USD et le rachat des activités pétrolières de ConocoPhilipps par l'Indonésien Pertamina pour le même montant) ont permis de dépasser pour la première fois les niveaux enregistrés depuis 2009 (date de l'adoption de la règle des 51/49, qui oblige une participation majoritaire d'actionnaires algériens). Toutefois, on peut souligner, la conclusion, après trois ans de négociations, du projet de l'usine de montage Renault à Oran. La première voiture devrait sortir à la fin de l'année prochaine. De 25 000 véhicules en 2014, l'usine doit porter sa production à 75 000 unités par an.

UN APPEL À PROJET POUR VALORISER 18 FILIÈRES INDUSTRIELLES

L'Algérie est toujours confrontée au problème d'une économie qui ne crée pas assez de richesses et d'emplois. Véritable sujet de préoccupation, le chômage est en légère baisse, officiellement à 9 %, mais le taux de chômage des jeunes est toujours élevé à plus de 21 %. Des mesures incitatives leur sont proposées, comme des crédits à taux zéro ou des exonérations, pour créer leur entreprise. La fonction publique, en particulier la police, a ouvert des milliers de postes.

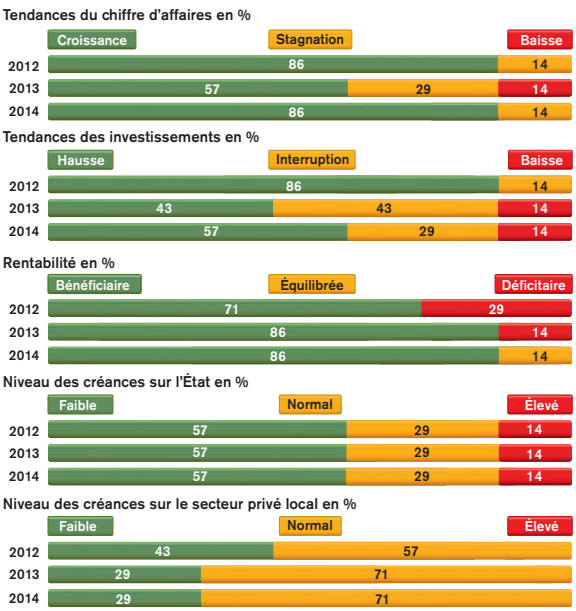
Pour créer de la richesse, le gouvernement veut porter ses efforts sur la relance de l'industrie. Un vaste appel à projets auprès du secteur privé a été lancé en juillet par le ministère de l'Industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la Promotion de l'investissement (MIPMEPI) pour la valorisation de 18

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,80 sur 5 ▲

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau aérien local	▼	Réseau téléphonique	▼
Environnement fiscal	▲	Réseau internet	▼
Accès et coût du crédit bancaire aux entreprises	▲	Efficacité de l'administration	▼
Droit du travail	▲	Impact du secteur informel	▼
Coût du fuel	▲	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises



Algérie

Avis d'expert Société Générale

CONSEILS MOYENS DE PAIEMENT

Les pratiques générales

En Algérie, une bonne compréhension du contrôle des changes est primordiale pour les opérations au quotidien.

Le dinar algérien est convertible exclusivement pour les besoins de transactions tel le paiement de factures aux fournisseurs étrangers. En revanche, les opérations type services et dividendes font l'objet d'un cadre réglementaire spécifique. L'esprit du contrôle des changes en Algérie impose une logique de flux financiers contre flux physiques obligatoires. De ce fait, tout paiement opéré à partir de l'Algérie doit avoir une contrepartie exclusive vers l'Algérie.

L'acheminement de toutes marchandises vers l'Algérie se fait dans le cadre des incoterms internationalement reconnus, à l'exception de ceux prévoyant le volet assurance, qui ne peut être payable qu'auprès d'une compagnie algérienne à ce jour.

Depuis 2009, les opérations d'importation de biens destinés à la revente en l'état se réalisent par le seul moyen du crédit documentaire. Cette obligation concerne les entités de droit privé. Les entités de droit public en sont dispensées et peuvent utiliser la remise documentaire, au même titre que les producteurs (depuis 2011) achetant des équipements, intrants et pièces de rechange dans le cadre de leur activité industrielle.

Les attributaires de marché ou de contrats locaux non-résidents sont tenus de fournir tous types de garanties et cautions afférentes à ces contrats. En pratique, l'émission d'une garantie bancaire d'une banque de premier ordre, basée à l'étranger, qui contre-garantit une banque locale, permet la réémission de cette garantie au profit du bénéficiaire.

Les importations de services font l'objet d'une réglementation spécifique et sont accessibles librement aux seuls producteurs de biens et services et ne portent que sur une liste exhaustive de prestations de services admises à l'import. Tout autre type de services non prévus par le texte en question doit faire l'objet d'un accord dérogatoire du régulateur.

Les dividendes générés par des entités industrielles sont librement transférables sur base d'un dossier normalisé par la banque centrale. Il en va de même pour les produits de cession d'actions, jetons de présence… Les sociétés commerciales (distribution et revente en l'état) ne peuvent prétendre au transfert de dividendes qu'en cas d'effort significatif d'investissement (l'appréciation et la décision sont du ressort exclusif de la Banque d'Algérie).

Bon à savoir

Le versement d'un acompte à l'international, pour l'importation de biens et services, est autorisé dans la limite de 15 % du montant global du contrat, sous réserve de la présentation d'une garantie de restitution d'acompte égale à la valeur délivrée par une banque de premier ordre. Au-delà de la limite de 15 %, l'autorisation préalable de la Banque d'Algérie s'impose. Les délais de rapatriements lors d'une opération d'exportation passent de 120 à 180 jours, pas de restrictions sur les modalités de paiement.

S'implanter en Algérie peut s'effectuer sous plusieurs formes : résident ou non résident.

Pour exercer une activité de production (biens ou services), il est obligatoire d'avoir un capital majoritairement résident, soit 51 % pour une ou plusieurs parties algériennes et 49 % pour un ou plusieurs actionnaires étrangers.

Tout IDE en industrie et services est soumis à l'accord du Conseil National de l'Investissement.

Pour une activité d'importation et revente en l'état, l'actionnariat doit être de 70 % au maximum pour un ou des actionnaires étrangers, et 30 % au minimum pour un ou des actionnaires résidents. À noter que les activités de revente en l'état n'ouvrent pas droit au transfert de dividendes, paiement de services etc.

Pour une activité de représentation sous forme de non-résident, on peut choisir d'ouvrir un bureau de liaison à des fins de représentation commerciale et administrative. Cela nécessite la présentation d'une caution bancaire de 20 000 USD, sur la base du blocage d'un montant équivalent et sous l'agrément du Ministère du Commerce. On peut également constituer un établissement momentané de non-résident pour réalisation de marché de travaux en Algérie.

Les apports en comptes courants effectués par des associés non-résidents dans des sociétés de droit algérien sont maintenant autorisés. Ces apports ne peuvent donner lieu à rémunération et doivent être remboursés dans un délai maximum de trois ans.

**“UN INSTANT SI PRÉCIEUX,
MES CHEVEUX NE PEUVENT PLUS S’EN PASSER !”**
Liya Kebede.

HUILE PRECIEUSE
SOIN EXCEPTIONNEL
MATIÈRE SUBLIMÉE

NOUVEAU
TEXTURE FINE
NON GRASSE*

USAGE UNIVERSEL
EN AVANT-SHAMPOOING, MASQUE, PRÉ-BRUSHING OU FINITION.

ELSEVE
HUILE EXTRAORDINAIRE

- MATIÈRE NOURRIE ET PROTÉGÉE.
- BRILLANCE ÉPOUSTOUFLANTE.
- SOUPLESSE SUPRÊME.

Parce que vous le valez bien.
L’ORÉAL
PARIS

Algérie

filières industrielles (mécanique industrielle, pharmacie, textiles et habillement, bois et industrie du meuble, produits sidérurgiques et métallurgiques et les produits électroménagers et électroniques).

Dans le domaine textile, l'Algérie va relancer son industrie avec un partenaire turc. La société algérienne de gestion des participations de l'État, SGP-industries manufacturières, et le groupe turc Taypa se sont accordés en mai pour créer un complexe intégré dédié aux métiers du textile comportant huit unités industrielles de textile et de confection, un centre d'affaires, une école de formation aux métiers du textile et de la confection et un pôle immobilier résidentiel pour le personnel. Le coût du complexe est estimé entre 800 et 900 millions USD.

Dans la sidérurgie, la Turquie est aussi présente dans l'acier. A été inaugurée en juin par le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan et son homologue algérien, Abdelmalek Sellal, une aciérie électrique d'une capacité de production d'environ 1,2 million de tonnes par an d'acier. L'investissement de 750 millions USD a été réalisé par la société turque Tosyali Iron and Steel Industry. Les deux pays souhaitent intensifier leurs relations commerciales. Depuis la signature du Traité d'amitié et de coopération de 2006, les échanges ont été multipliés par deux, atteignant 5 milliards USD en 2012, selon le Premier ministre turc, qui souhaite qu'ils doublent à nouveau rapidement.
L'État algérien a repris à ArcelorMittal le contrôle du complexe sidérurgique d'Annaba et des mines d'Ouenza et de Boukhadra, à la faveur d'une augmentation de capital. Un plan d'investissement de 730 millions USD pour doubler la capacité de production de l'usine a été annoncé par les deux partenaires.

HUIT ENTREPRISES PUBLIQUES VONT OUVRIR LEUR CAPITAL

Dans le domaine des télécommunications, les trois opérateurs Mobilis (d'Algérie Télécom), Ooredoo et Djezzy, ont obtenu leur licence pour la 3G et devaient commercialiser les services sous cette norme d'ici fin 2013. L'arrivée de la 3G est une petite révolution dans le pays.

La bourse d'Alger, largement basée sur les obligations, devrait gagner en dynamisme. Aujourd'hui, seulement quatre entreprises sont cotées : le groupe pharmaceutique Saidal, le groupe hôtelier EGH EL-Aurassi, l'assureur Alliance Assurances et l'entreprise familiale de jus de fruit NCA Rouïba. Cette dernière a été introduite en bourse en juin 2013. Deux autres sociétés – l'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (ENIEM) et Avenir Décoration - devraient être introduites l'année prochaine. En outre, huit entreprises publiques ont été retenues par le Conseil des participations de l'État (CPE) pour ouvrir leur capital à l'épargne publique, tout en restant majoritairement détenues pas l'État, d'ici 2015. Il s'agit de Cosider carrières, du Crédit populaire d'Algérie (CPA), de l'opérateur télécoms Mobilis, de la Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (CAAR) et de trois cimenteries publiques (celles de Chlef, Tébessa et Ain Kebira).

Les autorités algériennes ont lancé une vaste campagne anticorruption. Deux grands groupes, Saipem, la filiale de l'Italien ENI, et le Canadien SNC-Lavalin ont défrayé la chronique à cette occasion. Ils sont soupçonnés d'avoir versé des pots-de-vin respectivement à la Sonatrach et Sonelgaz pour obtenir des contrats.

Au plan politique, l'année a été marquée par l'absence prolongée, pour raison de santé, du chef de l'État. Son retour a été marqué par un vaste remaniement ministériel, signe d'une reprise en main par le président algérien et son entourage à l'approche de la présidentielle prévue en avril 2014. Si Abdelaziz Bouteflika, 76 ans, ne s'est pas encore prononcé sur son éventuelle candidature, le parti majoritaire en Algérie, le Front de libération national (FLN), dirigé depuis septembre par Amars Saadani, a demandé au président de se présenter à un quatrième mandat.

Algérie, l'enjeu de la réindustrialisation
Numéro 1940 - mai 2013

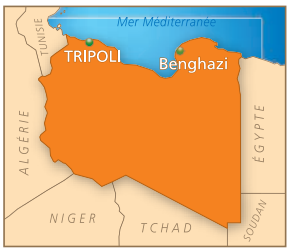
Une compagnie
au plus proche de vous
Plus de 120 vols
réguliers par semaine
au départ des principaux
aéroports français

design **respublika**

Aigle Azur, dessert 8 villes algériennes au départ de : Paris Orly et CDG, Marseille, Lyon, Toulouse, Mulhouse et Lille. Aigle Azur vous offre un service de qualité depuis 1946.

RÉSERVATIONS 0810 797 997 (0,06 ct/mn) / **aigleazur.fr**
ou dans votre agence de voyages

AIGLE AZUR



Libye

Président par intérim : Mohamed Al-Megaryef • Premier ministre : Ali Zeidan • Population (millions) : 6,4 • Superficie (km²) 1 759 540 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : NC • Croissance du PIB réel 2012[2] : 104,5 % • Inflation 2012[2] : 6,1 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 64

Année sombre pour la Libye, à deux doigts de basculer dans le chaos. Assassinats, enlèvements, attentats, attaques d'ambassades auront émaillé l'année 2013. Le paroxysme a été atteint le 15 novembre, lorsqu'une milice de Misrata a tiré à balles réelles sur une foule de manifestants à Tripoli, faisant 46 morts. Le Premier ministre Ali Zeidan a soumis au Congrès général un plan en quinze points pour démanteler et désarmer les milices de la capitale. L'État souhaite convaincre les milices d'intégrer l'armée ou la police et propose même un pécule à ceux qui préfèrent suivre des études ou créer une entreprise. Projet difficile à mener quand d'un côté les milices de Misrata ont déjà quitté la capitale avec un impressionnant arsenal de guerre et de l'autre, l'armée nationale, faiblement équipée, est composée de jeunes recrues en cours de formation. Qui remplira les tâches que l'État avait confiées aux milices pour le maintien de l'ordre et la surveillance des frontières ?

L'insécurité prend le pas. L'exécution, le 27 juillet à Benghazi, d'Abdessalam Al-Mesmari, premier responsable politique ciblé depuis la chute de Mouammar Khadafi, a marqué un tournant dans la vague d'assassinats politiques qui sévit depuis l'été 2012, principalement dans l'Est du pays. Selon l'organisation Human Rights Watch, plus de 51 personnalités ont été tuées, en majorité des membres des forces de sécurité qui avaient exercé des fonctions sous le régime Kadhafi.

Le pays est parcouru par des revendications régionales. Elles s'accompagnent le plus souvent de heurts violents, fragilisant un peu plus le pouvoir central. Des postes-frontière intérieurs ont poussé comme des champignons entre Misrata et Tripoli, entre Zouara la Berbère et Al-Jamil l'arabophone, ou bien aux portes de Syrte, l'ancien bastion kadhafiste désormais contrôlé par le groupe islamiste radical Ansar Al-Charia. Les ex-rebelles se font la guerre. Aux rivalités militaires entre katibas se sont ajoutées celles pour le contrôle du pouvoir économique : les puits de pétrole.

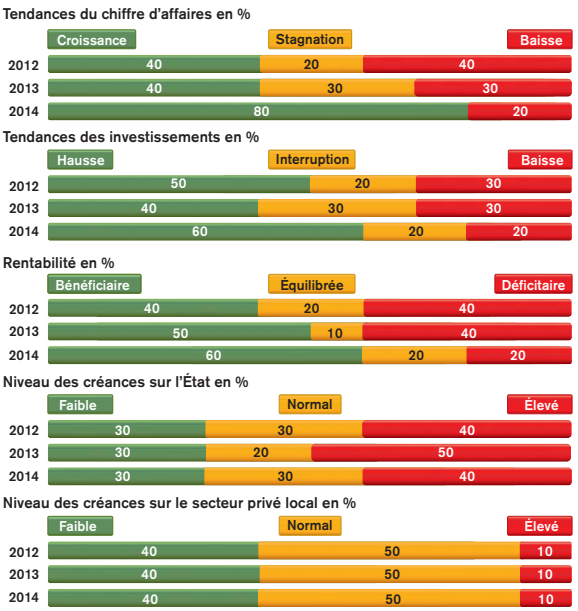
Le blocage des principaux terminaux pétroliers depuis l'été a fait chuter de 80 % les revenus pétroliers, principales recettes de l'État, a déclaré fin novembre le Premier ministre. Un drame pour une économie dépendante à 80 % des hydrocarbures. Les agents chargés d'assurer la sécurité des sites pétroliers bloquent les opérations depuis fin juillet : la production de brut a baissé de 1,42 million de barils par jour (b/j) (1,6 million avant la révolution de 2011) à 250 000 b/j. La perte est estimée à plus de 9 milliards USD, selon le ministre du Pétrole. Souleimane Kajem, membre du Congrès général national (CGN, la plus haute autorité du pays), a, pour sa part, évalué les pertes à plus de 13 milliards USD. Quoi qu'il en soit, le gouvernement ne peut plus compter sur un budget de 68 milliards de dinars libyens (55 milliards USD) calculé initialement sur la base des revenus annuels du pétrole. « Nous sommes confrontés actuellement à une crise économique », a reconnu le Premier ministre. Le gouvernement pourrait être contraint de puiser dans ses réserves de devises, estimées à plus de 130 milliards USD pour honorer ses engagements financiers. L'économie libyenne devrait se contracter de 5,1 % cette année, contre un bond de 104,5 % en 2012.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,01 sur 5 ▼

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Tarifs douaniers	▼	Distribution électrique	▼
Taux d'absentéisme	▲	Efficacité de l'administration	▼
Coût du fuel	▲	Qualité du secteur bancaire	▼
Coût de la main-d'œuvre	▼	Système de formation	▶
Coût du transport aérien	▼	Sécurité des personnes	▼

Bilan des entreprises



MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL DAKAR

GROUPE SUP DE CO MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL

ENSEMBLE, INNOVONS POUR L'AFRIQUE

Le Groupe Sup de Co Montpellier Business School (France) apporte sa contribution au développement durable de l'Afrique et crée : MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL DAKAR

Rejoignez-nous !

➜ **Des programmes de formation initiale (Bachelor, Master) de RENOMMÉE MONDIALE,** dans les meilleurs classements nationaux et internationaux.

➜ **Des Programmes de formation professionnelle continue et un Executive MBA SUR MESURE** pour cadres et dirigeants.

Un seul objectif :

➜ **Partager avec les acteurs économiques africains UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT D'EXCELLENCE ACADÉMIQUE INNOVANT** afin de favoriser l'éclosion de nouveaux talents qui aideront, ensuite, le développement durable des entreprises et de l'économie africaine.

Montpellier Business School Dakar
L'Athénée - Route du Méridien - Les Almadies – DAKAR
Tél : 33 868 31 17 / 77 862 22 90
Directrice : Jacqueline SOMMOVIGO
E-mail : j.sommovigo@supco-montpellier.fr
www.supdeco-montpellier.com

AACSB ACCREDITED

Accredited by Association of MBAs

EFMD EPAS ACCREDITED Grande Ecole Programme Master

Maroc

Chef de l'État : Mohammed VI • Premier Ministre : Abdelilah Benkirane • Population (millions) : 32,6 • Superficie (km²) : 446 550 • PIB/hab (USD courant) 2012[1] : 2 902 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 2,7 % • Inflation 2012[2] : 1,3 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 130

La croissance a été robuste cette année à 5,1 % après 2,7 % en 2012, dopée par une excellente campagne agricole. Néanmoins le Maroc fait toujours face à des fortes tensions budgétaires (le déficit estimé à 5,5 % du PIB) et du compte-courant (- 7,6 milliards USD). La dette extérieure a atteint 224,8 milliards de dirhams* au premier semestre 2013 (environ 20 milliards EUR), soit son plus haut niveau depuis 1998 et la dette intérieure à 122,5 milliards de dirhams (environ 10,9 milliards EUR). Le Maroc pourrait émettre un eurobond de 1 milliard EUR entre la fin 2013 et le début 2014. Ce serait alors le second émetteur africain après l'Afrique du Sud.

La production agricole a bondi de 20 %, avec une production record de céréales (97 millions de quintaux) et le secteur du tourisme maintient de solides performances semblant profiter de l'instabilité de ses voisins. En revanche, les activités du secteur secondaire, notamment le BTP et les mines, ont continué de souffrir du ralentissement de la demande externe et domestique, du resserrement des capacités de financement et de la réduction des dépenses budgétaires d'investissements. Sur le premier semestre 2013, la baisse de 22 % du prix du phosphate entre 2012 et 2013 a fait chuter de près de la moitié le bénéfice de l'Office chérifien des phosphates au premier semestre. À noter que Vivendi a cédé ses parts (53 %) dans Maroc Telecom au groupe émirati Etilsalat pour 4,2 milliards EUR.

Le Maroc continue d'être le pays, parmi les pays d'Afrique du Nord, le plus attractif pour les investisseurs étrangers. Sur les 9 premiers mois de l'année 2013, les IDE ont progressé de plus de 18,9 % par rapport à la même période en 2012, à 22,35 milliards de dirhams, selon l'Office des changes. Les secteurs de concentration sont l'aéronautique, l'automobile et l'énergie. Zone franche dédiée à l'aéronautique, Midparc est en cours de construction près de l'aéroport de Casablanca, la première tranche a été inaugurée en septembre.

Le Maroc poursuit son offensive sur le continent et diversifie ses investissements au-delà des banques. En 2013, l'assureur marocain Saham Finance a racheté le deuxième assureur en Angola, AG Angola Seguros SA.

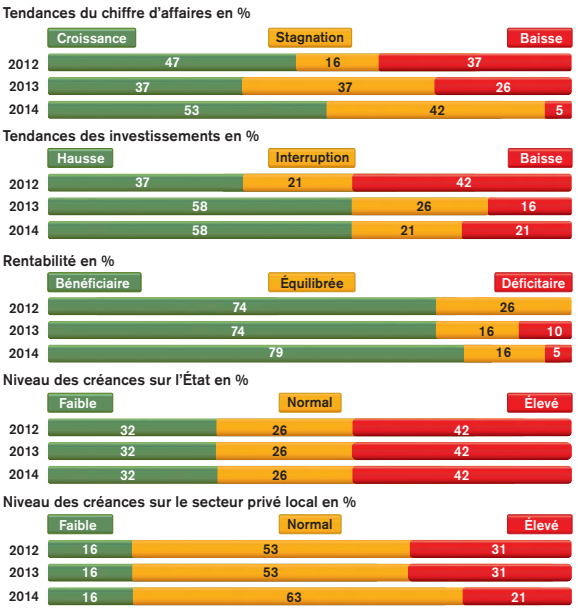
Importateur net d'énergie, le Maroc a résolument pris le train des énergies renouvelables. La plus grande centrale scolaire au monde a été officiellement lancée à Ouarzazate en mai. L'éolien est aussi en plein développement avec la construction de la centrale éolienne de 300 MW à Tarfaya. Toutefois, en parallèle depuis 18 mois, les compagnies pétrolières indépendantes comme Genel Energy, Carin Energy ou Kosmos Energy, multiplient les explorations et forages. Signe de l'intérêt croissant pour les réserves d'hydrocarbures offshore, l'arrivée des grandes compagnies internationales comme BP, Chevron ou Total.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,18 sur 5 ▲

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau routier	▲	Délais des procédures judiciaires	▶
Procédures de dédouanement	▲	Impact du secteur informel	▲
Qualité du secteur bancaire	▲	Système de formation	▼
Sécurité des personnes	▼	Coût de l'électricité	▼
Coût de la main-d'œuvre	▲	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises



En désaccord avec la politique menée, cinq ministres du parti conservateur Istiqlal, principal allié du Parti de la justice et du développement (PJD), au pouvoir, ont démissionné en juillet. Après plusieurs semaines de blocage, un nouveau gouvernement a été nommé en octobre avec le Rassemblement national des indépendants (RNI), nouveau venu dans la coalition.

À l'invitation du président Obama, le Roi Mohammed VI a effectué une visite officielle aux États-Unis en novembre. Un accord pour faciliter le commerce entre les deux pays à travers la simplification des mesures douanières et administratives a été signé à cette occasion.

1 dirham (MAD) = 0,0889 EUR au 18 /12/ 2013

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Emirates SkyCargo à Nice: au 33 493 214653, à Paris: au 33 148 165200

Maroc

Avis d'expert Société Générale

CONSEILS MOYENS DE PAIEMENT

Les pratiques générales

Les principaux moyens de paiement utilisés sont le virement simple, la remise documentaire et le crédit documentaire.

Les opérations de commerce extérieur sont régies par une réglementation des changes qui fixe les conditions et modalités de leur prise en charge et de leur paiement. Dans ce cadre, toute importation de biens doit faire l'objet d'un contrat commercial et d'un titre d'importation dûment domicilié auprès d'un intermédiaire agréé. Son règlement ne peut intervenir que dans une des devises cotées par la Banque centrale (Banque Al Maghreb) et qu'à l'échéance prévue par le contrat commercial, après entrée effective de la marchandise sur le territoire et justification par l'exemplaire du titre d'importation dûment imputé par la douane. Il est fait exception à cette règle dans le cas d'un paiement par crédit documentaire ou par remise documentaire à vue, sur la base d'un document de transport justifiant l'expédition des marchandises à destination directe et exclusive du Maroc.

Les entités résidentes marocaines peuvent procéder à des investissements à l'étranger ; le montant transférable par personne morale résidente et par année civile, au titre des investissements étrangers, peut atteindre 100 millions de MAD pour les investissements à réaliser en Afrique (ou 50 MDHS sur les autres continents).

Les investissements réalisés en devises par les personnes physiques ou morales de nationalité étrangère résidentes ou non-résidentes bénéficient d'un régime de convertibilité qui garantit aux investisseurs concernés l'entière liberté pour la réalisation de leurs opérations d'investissements au Maroc, le transfert des revenus produits par ces investissements, et le transfert du produit de liquidation ou de cession de leurs investissements.

Dans le cadre de l'accord de libre-échange interpays arabes, et afin d'encourager les échanges commerciaux interpays africains (arabes), ces derniers bénéficient d'une exonération totale des droits de douanes à l'import et à l'export avec les pays Arabes africains.

Communication des états financiers : les états de synthèse d'une société commerciale doivent être déposés au greffe du tribunal, dans un délai de 30 jours à compter de la date de leur approbation par l'assemblée générale.

Bon à savoir

La consultation des états financiers d'une société commerciale est désormais disponible à partir de plusieurs supports : INFO-RISK.ma, OMPIC.ma, Directinfo.ma, notamment. Le Maroc a progressé ces dernières années sur ce type de communication.

Les paiements par anticipation sont autorisés pour les importations dont la valeur globale ne dépasse pas la contre-valeur en devises de 200 000 MAD. De même que les importations peuvent faire l'objet de paiement d'acomptes à hauteur de 40 % maximum de la valeur FOB de la marchandise importée.

Guide business Maroc 2014
Numéro 1953 - décembre 2013

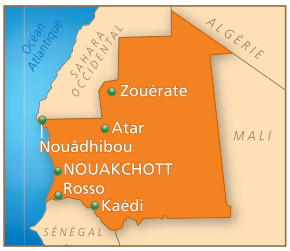
15578 collaborateurs | 3037 agences | 6,4 millions de clients
Numéro 1 de la collecte d'épargne au Maroc
Numéro 1 du financement de l'économie au Maroc
Numéro 1 de l'investissement bancaire et des activités de marché au Maroc

التجاري وفا بنك
AttijariwafaBank

Attijariwafa bank, une multinationale panafricaine

Attijariwafa bank société anonyme au capital de 2 035 272 260 DH – Siège social : 2, boulevard Moulay Youssef, Casablanca. Agréée en qualité d'établissement de crédit par arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 2269-03 du 22 décembre 2003 tel que modifié et complété - RC 333.

www.attijariwafabank.com



Mauritanie

Chef de l'État : Mohamed Ould Abdelaziz • Premier Ministre : Moulaye Ould Mohamed Laghdaf • Population (millions) : 3,62 • Superficie (km²) : 1 025 520 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 1 106 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 6,9 % • Inflation 2012[2] : 4,9 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 155

La Mauritanie affiche de solides résultats macroéconomiques avec une croissance qui se poursuit à un rythme soutenu : 6,9 % en 2012, 6,4 % en 2013, et elle devrait se maintenir en 2014. L'inflation reste contenue à 4,2 % en 2013 et les réserves de change couvrent 7 mois d'importations. Ces bons résultats ne se sont malheureusement pas traduits par une diminution significative de la pauvreté.

Du côté des finances publiques, le solde budgétaire, après une année 2012 positive, bascule de nouveau dans le négatif avec la perte des recettes de pêche et des dépenses d'investissements plus élevées, mais aussi un déficit du compte-courant élevé en raison d'importations d'hydrocarbures et d'achats liés aux projets d'investissements des industries extractives et du secteur public.

En 2013, le rebond de l'activité agricole et minière a compensé le ralentissement de l'activité du secteur de la pêche. Les permis d'exploration dans le secteur minier et celui des hydrocarbures continuent à se multiplier et à se diversifier. La Société nationale industrielle et minière (Snim) a annoncé, en octobre, la découverte d'un nouveau gisement de fer sur le site Tizeghaf, près de Zouerate (Nord) qui recèlerait 830 millions de tonnes (Mt) de minerais. La mise en production du gisement devrait porter la production de la Snim de 12 à 40 Mt à l'horizon 2025. La Snim a indiqué qu'au cours des dix prochaines années, elle entend investir plus de 5 milliards USD pour réaliser ses objectifs de croissance stratégique, hors joint-ventures. Premier employeur du pays (5 000 salariés), l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 1,127 milliard USD et représente plus de 50 % des exportations.

En revanche, l'activité des mines d'or est en forte réduction. Le Canadien Kinross, qui opère la mine Tasiast (Nord-Ouest), a indiqué qu'il reportait à 2015 sa décision sur l'expansion de la mine et supprimerait 300 emplois dans la mine et dans son bureau en Espagne.

Second pilier de l'économie mauritanienne, la pêche représenterait, selon les statistiques nationales, près de 20 % des recettes budgétaires du pays et 36 000 emplois. Un nouvel accord de pêche a été signé en octobre avec l'Union européenne qui s'engage à verser à la Mauritanie une contrepartie financière de 110 millions EUR contre une centaine de licences de pêche pour les bateaux européens. Cet accord, en discussion depuis juillet 2012, courra jusqu'à la fin 2014. C'est aussi le premier accord qui réserve la pêche des céphalopodes (poulpes) aux navires sous pavillon mauritanien.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,49 sur 5 ▼

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau téléphonique	▼	Réseau portuaire	▼
Tarifs douaniers	▼	Equité des jugements	▼
Financements bancaires des importations	▲	Protection de l'environnement	▼
Sécurité des personnes	▲	Niveau de corruption	▲
Coût de la main-d'œuvre	▼	Système de santé	▼

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %

	Croissance	Stagnation	Baisse
2012	67	11	22
2013	67	33	
2014	78	22	

Tendances des investissements en %

	Hausse	Interruption	Baisse
2012	45	33	22
2013	56	44	
2014	45	33	22

Rentabilité en %

	Bénéficiaire	Équilibrée	Déficitaire
2012	56	11	33
2013	67	11	22
2014	67	11	22

Niveau des créances sur l'État en %

	Faible	Normal	Élevé
2012	33	34	33
2013	45	33	22
2014	33	56	11

Niveau des créances sur le secteur privé local en %

	Faible	Normal	Élevé
2012	11	67	22
2013	11	56	33
2014	11	78	11

Au plan politique, le dialogue entre le pouvoir et l'opposition, qui réclamait un report des élections municipales et législatives, a été interrompu. Finalement, ces scrutins se sont tenus le 23 novembre et le 4 décembre, comme prévu. En 2014 devrait se dérouler l'élection présidentielle.

Avis d'expert Société Générale

CONSEILS MOYENS DE PAIEMENT

Les pratiques générales

Depuis les élections de 2009, la Mauritanie s'ouvre aux échanges internationaux. Le pays demeure très importateur de biens de consommation mais d'importantes ressources minières sont avérées : or, cuivre, quartz, uranium, phosphate, etc.

En 2013, la croissance économique sera essentiellement tirée par les investissements dans le secteur des industries extractives (pétrole, gaz, minerais). Les investissements étrangers se concentreront en particulier sur l'exploration de pétrole et de métaux non ferreux. Les exportations de la Mauritanie, dominées par le secteur minier (75 % du total), devraient donc croître en 2013. Les industries d'extractions comptent pour environ 30 % du PIB total en 2012 et représentent plus de la moitié du revenu d'exportation du pays dans lequel la pêche est également un fort contributeur. Les ressources naturelles du pays pourraient s'élargir au pétrole et au gaz pour lesquels la Mauritanie est toujours en phase de prospection.

Le règlement des importations et exportations est réalisé via Swift grâce aux réseaux de correspondants des banques locales. Les principaux moyens de paiement internationaux utilisés sont le crédit documentaire, la remise documentaire et le virement via le réseau SWIFT.

Les transactions sont généralement effectuées en devises étrangères (EUR et USD).

Le système bancaire local est assez moderne mais très réglementé et encadré par la Banque centrale pour une bonne maîtrise des flux à l'international. Les moyens de paiements courants sont généralement acceptés.

Toutes les opérations en devises supérieures à 100 000 USD doivent obligatoirement transiter par le marché des changes. Pour les rapatrier, il faut passer par les banques et présenter des justificatifs.

Enfin, en raison de l'inconvertibilité de la monnaie, il est interdit de sortir de Mauritanie avec de la monnaie locale (l'ouguiya) sauf si vous possédez un bordereau d'achat délivré par une banque locale.

Guide business Congo 2013

Numéro 1953 décembre 2013

Tunisie

Chef de l'État (par intérim) : Mohamed Moncel Marzouki • Premier Ministre : Ali Larayedh • Population (millions) : 10,77 • Superficie (km²) : 163 610 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 4 237 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 3,6 % • Inflation 2012[2] : 5,6 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 94

« **L'exacerbation des tensions** sur la scène politique nationale menace, plus que jamais, la sécurité et les principes fondamentaux de l'économie », soulignait la Banque centrale tunisienne début septembre, appelant tous les partis politiques « à redoubler d'efforts pour parvenir à la stabilité ». La Tunisie a basculé dans une crise politique après l'assassinat de deux figures de l'opposition laïque, Chokri Belaïd en février et, plus encore, de Mohamed Brahmi, membre de l'Assemblée nationale constituante (ANC) en juillet 2013.

Un dialogue national entre Ennahda au pouvoir et l'opposition avec la médiation de la puissante centrale syndicale UGTT, s'est toutefois ouvert fin octobre pour former un gouvernement provisoire, fixer la date de nouvelles élections, former une commission nationale et lancer la procédure d'adoption de la Constitution. Début novembre, les discussions ont été suspendues sine die, les deux parties étant en désaccord sur le nom du nouveau Premier ministre. L'État d'urgence, en vigueur depuis 2011, a été prolongé jusqu'en juin 2014.

L'instabilité politique et sociale a conduit les trois agences de notation Fitch, Standard &Poors et Moody's, à dégrader la note souveraine du pays assortie d'une perspective négative. Avec un environnement extérieur difficile et une contraction de la production agricole, la croissance devrait s'élever à 3 % en 2013, contre 3,6 % en 2012. Avec un déficit pluviométrique dans certaines zones de production, la récolte céréalière est estimée à 13 millions de quintaux en 2013-2014, soit 42 % de moins que la campagne précédente.

L'activité industrielle montre des signes de contraction tandis que le tourisme a conforté la belle reprise de 2012. Sur les 9 premiers mois de 2013, le pays a accueilli près de 5 millions de touristes rapportant des recettes de 2,3 milliards de dinars, en augmentation de 2,6 % par rapport à 2012. Cependant, l'attentat suicide - le premier depuis celui de Djerba en 2002-, sur une plage près de la station balnéaire de Sousse, fin octobre, pourrait porter un coup dur à ce secteur ainsi que la décision de British Airways de suspendre ses vols entre Londres et Tunis.

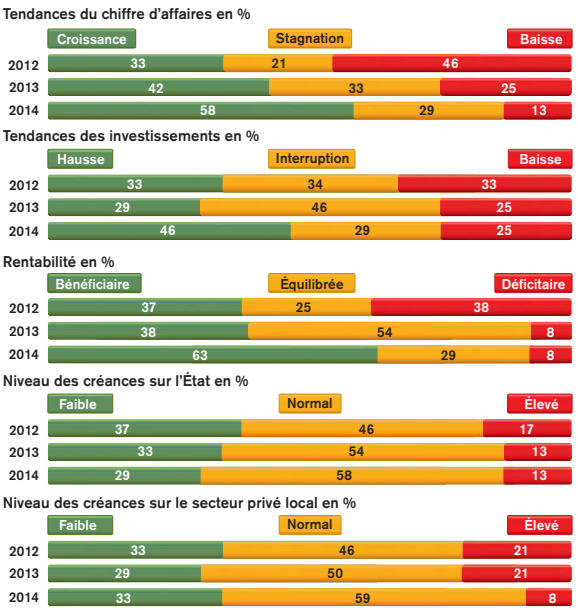
Bien qu'on observe une reprise des exportations (+6,3 % sur les 9 premiers mois), notamment de biens d'équipements, la balance commerciale reste déficitaire et se situe à -46 % par rapport à son niveau de 2011. Quant aux investissements directs étrangers (IDE), ils marquent une évolution positive avec une progression de 12,1 % sur les 9 premiers mois de 2013 (environ 602 millions EUR) et de 17 % par rapport à 2011. Ils sont majoritairement réalisés dans le secteur de l'énergie (60 %), puis dans les industries manufacturières (26 %).

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,79 sur 5 ▼

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau aérien local	▶	Efficacité de l'administration	▼
Réseau téléphonique	▼	Procédures de dédouanement	▲
Environnement fiscal	▼	Délais des procédures judiciaires	▼
Qualité et stabilité de l'encadrement	▲	Accès et coût du crédit bancaire aux entreprises	▼
Coût du transport aérien	▼	Respect de l'humain	▼

Bilan des entreprises



Tunis espère obtenir d'ici à la fin de l'année un prêt de 750 millions USD de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) pour renforcer ses finances publiques. Le déficit budgétaire devrait représenter 6,8 % du PIB. En juin dernier, le FMI a accordé une assistance financière de 1,7 milliard USD, mais une partie des décaissements est conditionnée à un audit des comptes publics. Pour se financer, le gouvernement projette de lancer début 2014 un emprunt obligataire islamique.

Intertek, votre solution pour l'Import / Export

- Certificat de Conformité
- Aide à l'export
- Vérification de Conformité
- PVoC
- SASO
- Inspection avant embarquement

Dans le cadre des contrats gouvernementaux, Intertek soutient et accompagne les exportateurs dans la mise en conformité de leurs produits aux normes de sécurité du pays d'exportation.

Pour plus d'information, n'hésitez pas à nous contacter

Info.paris@intertek.com

Tel : +33 (0)2 32 63 31 65

Intertek

Valued Quality. Delivered.

(1).Banque mondiale. (2). FMI (octobre 2013). (3). PNUD (novembre 2013)

Bénin

Chef de l'État : Thomas Boni Yayi • Population (millions) : 8,8 • Superficie (km²) : 112 622 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 802 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 5,4 % • Inflation 2012[2] : 6,4 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 167

La croissance économique devrait atteindre 5 % cette année grâce à des exportations de coton en hausse et une meilleure gestion du port autonome de Cotonou (PAC). L'inflation, qui s'était établie à 6,7 % en 2012 suite à la réduction des subventions sur le carburant au Nigeria, est redescendue en dessous de 3 %. Le Bénin a obtenu de bons résultats macroéconomiques, juge le FMI. Du côté des finances publiques, le pays fait figure de modèle avec une politique budgétaire prudente et un déficit de 2,6 % du PIB.

L'économie béninoise reste dominée par le coton et le port de Cotonou. La reprise en main de la filière par l'État s'est faite avec quelques difficultés notamment pour l'approvisionnement en intrants et aussi l'égrenage. La production de coton a atteint 240 000 tonnes (t).

Du côté du port de Cotonou, les réformes portent leurs fruits. Grâce notamment à la mise en place du guichet unique des douanes, les délais d'importation sont passés de 20 jours à 6/7 jours, fin 2012. Bénin Terminal (filiale de Bolloré Africa Logistics) et le port de Cotonou ont reçu en avril le prix du meilleur partenariat public/privé remis par la Banque mondiale.
Le même mois, Bénin Terminal qui dispose d'un terminal à conteneurs en eau profonde permettant d'accueillir des navires de grandes capacités (jusqu'à 5 000 EVP) a inauguré deux portiques de quai. Grande annexe commerciale de son voisin, le Nigeria, pour qui près de 80 % des importations passant par le PAC sont réexportées, le Bénin est aussi une porte d'entrée pour les pays de l'hinterland. Le grand projet de construction d'un chemin de fer reliant Cotonou à Niamey au Niger prend forme avec la signature en novembre d'un protocole d'entente entre les deux pays et le choix de Bolloré comme partenaire stratégique. Le coût du projet, qui devrait débuter en mars 2014 et être livré fin 2016, est estimé à 1 milliard EUR.

Parmi les réformes à engager, le FMI recommande, entre autres, une accélération de celles concernant l'amélioration du climat des affaires. Le Bénin est classé à la 174e place dans le Doing Business 2014, en progression d'une place. Ce classement se base sur une évaluation faite entre le 1er juin 2012 et le 31 mai 2013. Sur les six réformes entreprises par le pays pour améliorer l'environnement des affaires, seulement deux réformes ont été prises en compte (le commerce transfrontalier et la création d'entreprise). Certaines réformes peinent à être effectivement mises en œuvre et la lenteur dans l'administration publique est pointée du doigt par de nombreux observateurs. Reste aussi un lourd handicap, celui de l'énergie.

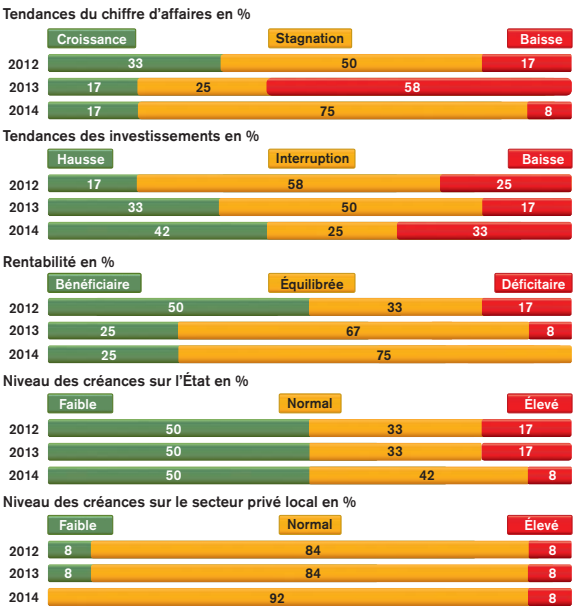
Du côté politique, de fortes tensions entre le président Boni Yayi et certains de ses ministres, avec toujours en toile de fond l'affaire Patrice Talon, a conduit à un large remaniement ministériel en août et à la suppression du poste de Premier ministre occupé par Pascal Koupaki (un poste non prévu dans la Constitution).

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,08 sur 5 ▼

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau portuaire	▲	Réseau internet	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Efficacité de l'administration	▼
Sécurité des personnes	▼	Fraude douanière	▼
Coût de la main-d'œuvre	▼	Niveau de corruption	▼
Coût du transport routier	▶	Coût de l'électricité	▼

Bilan des entreprises



Avis d'expert Société Générale

CONSEILS MOYENS DE PAIEMENT

Les pratiques générales

Les moyens de paiement les plus fréquemment utilisés sont les virements Swift, les traites avalisées, les crédits documentaires et les remises documentaires.

La réglementation des changes est stricte et impose une assez lourde documentation pour que l'importateur puisse opérer son transfert en dehors de la zone UMEOA (Union économique et monétaire ouest africaine). Par ailleurs il faut noter que la Banque centrale prélève une commission de 0,60 % du montant sur chaque transfert. Cette commission s'ajoute à celle que perçoit la banque. La conséquence est évidemment un renchérissement du coût global des importations. À noter, en cas d'impayés les recours sont très longs et laborieux et les droits des créanciers ne sont pas toujours bien respectés.

Notre recommandation

Il est, d'une manière générale, préconisé de s'assurer de la qualité de ses importateurs.

Pour cela il peut être utile de s'adresser à la section des Conseillers du commerce extérieur de la France. Pour une première transaction avec le Bénin, nous préconisons l'utilisation du crédit documentaire. Lorsque l'exportateur entretient une relation de confiance avec son acheteur, il peut alors recourir aux autres moyens de paiement couramment utilisés au Bénin : virements Swift, traites avalisées et remises documentaires. L'utilisation de l'euro comme devise de transaction est conseillée car la parité euro/franc CFA est fixe. De plus, il n'y a pas de commission de change entre l'euro et le franc CFA.

lemoci MAGAZINES

La librairie lemoci.com vous propose
les Guides suivant en Version Numérique :

Réf. No.1953 - 7 €
(numérique)

Réf. n°1952 - 7 €
(numérique)

Réf. n°1951 - 17,50 €
(numérique)

Réf. n°1950 - 7 €
(numérique)

Réf. n°1949 - 17,50 €
(numérique)

Réf. n°1948- 7 €
(numérique)

Pour tout renseignement Tél. : 01 53 80 74 30 - e.mail : abonnement@lemoci.com

lemoci .COM | lemoci MAGAZINES | lemoci ÉVÉNEMENTS | lemoci FORMATIONS | lemoci CONSEIL

Burkina Faso

Chef de l'État : Blaise Compaoré • Premier Ministre : Luc Adolphe Tiao • Population (millions) : 16,5 • Superficie (km²) : 274 122 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 634 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 9 % • Inflation 2012[2] : 3,8 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 183

D'un point de vue économique, l'ombre de la crise politique et sociale de 2011 s'est effacée. Le pays a fait preuve d'une excellente résilience et affiche une croissance de 6,8 % en 2013. Le FMI table sur une croissance de 7 % en 2014 et une inflation qui devrait rester faible à 2 %.

Après une année record en 2012, la campagne agricole 2013 s'annonce excellente avec une croissance attendue de la production céréalière de 4,6 % et de fortes hausses prévues pour le fonio (+30,9 %), le maïs (+9,8 %) et le riz (+6,6 %). Le bilan céréalier fait ressortir un excédent net de 1,3 million de tonnes (Mt). Quant aux cultures de rente (coton, arachide, sésame et soja), les prévisions de production, en hausse de 13,2 %, s'élèvent à 1,18 Mt, dont 697 780 t pour le coton. Les mesures prises par l'État pour améliorer la productivité du secteur agricole, particulièrement dans la filière coton, portent leurs fruits.

Le boom minier et ses conséquences ont été examinés par le Conseil économique et social (CES) du Burkina Faso, qui a rendu public ses conclusions en fin d'année. En janvier 2013, la première mine de zinc de l'Afrique de l'Ouest, Perkoa, est entrée en exploitation. Son ouverture porte à huit le nombre de gisements en production au Burkina Faso, les sept autres concernant des mines aurifères. L'or a détrôné le coton comme premier produit d'exportation. Le métal jaune représentait 20 % du PIB en 2012. Pour autant, le CES s'interroge. « Les conséquences négatives s'observent sur l'environnement et sur le cadre de vie des populations. Les impacts sociaux tiennent à l'afflux massif des populations sur les sites d'orpaillage et le déplacement involontaire des populations de leurs lieux d'origine », a reconnu son président.

Du côté des deux grandes entreprises publiques, la situation financière de la Société d'importation des hydrocarbures (Sonabhy) s'est considérablement améliorée en 2013 grâce au dégrèvement fiscal, à la hausse du prix de détail du gaz butane et aux subventions de l'État. En revanche, l'augmentation des coûts de production handicape lourdement la Société nationale d'électricité (Sonabel), laissant planer des inquiétudes sur un approvisionnement suffisant en énergie dans les années à venir.

Le pays bénéficie toujours d'un large soutien des bailleurs de fonds et notamment de la part de la Banque mondiale qui renforce son appui financier pour la période 2013-2016, avec un montant d'engagement de 1,3 milliard USD, soit 324,9 millions USD par an (273 millions USD par an en moyenne pour la période 2010-2012).

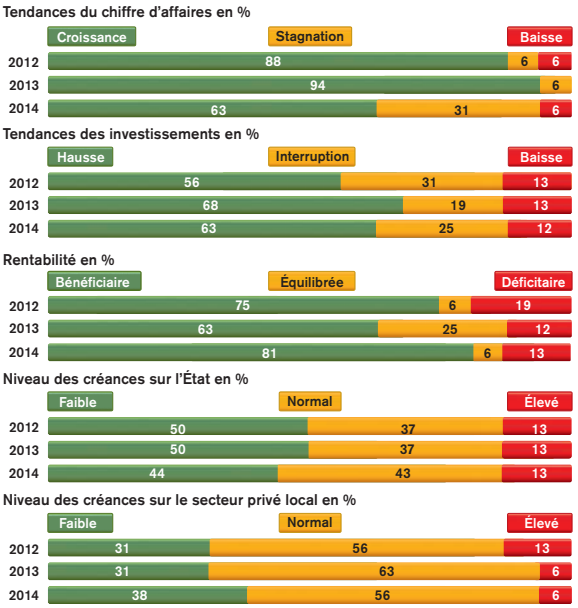
D'un point de vue politique, la crise de 2011 reste dans les esprits. Le projet de création d'un Sénat divise le pays. Après l'adoption d'un projet de loi en mai 2013, les manifestations se sont multipliées. Une telle institution est jugée trop chère, pour l'opposition, qui soupçonne surtout le président Blaise Compaoré de vouloir modifier la Constitution afin de briguer un nouveau mandat en 2015.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,57 sur 5 ▲

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau routier	▲	Distribution électrique	▼
Environnement fiscal	▼	Réseau internet	▲
Droit du travail	▲	Equité des jugements	▼
Taux d'absentéisme	▲	Système de santé	▼
Sécurité des personnes	▲	Coût de l'électricité	▼

Bilan des entreprises



Une banque pérenne

Un Groupe fiable

Filiale du **Groupe NSIA**, la **BIAO-CI** est une banque ivoirienne au capital de **20 milliards** de FCFA dont le siège est situé à Abidjan dans la commune du Plateau.

Depuis **1906,** la **BIAO-CI** ne cesse de pérenniser ses acquis par sa constante proximité, son écoute active, son professionnalisme et ses produits innovants.

Classée au 3ème rang des banques ivoiriennes en termes de dépôt par l'Association Professionnelle des Banques (APB), la **BIAO-CI** s'engage vers un avenir serein conforté par l'expertise de ses équipes et par l'appui du **Groupe NSIA**.

La **BIAO-CI** a l'un des plus importants réseaux bancaires en Côte d'Ivoire, ainsi qu'un bureau de représentation à Paris depuis Octobre 2008. Certifiée **VISA**, la **BIAO-CI** a un réseau d'agences et de guichets automatiques en perpétuelle croissance.

Dès lors, elle se positionne comme le partenaire privilégié des Particuliers et des Entreprises. La Banque travaille aussi bien avec les petites, les moyennes et les grandes entreprises (nationales et multinationales), en les conduisant au succès par le financement de leurs projets et activités.

INFOLINE + 225 20 32 11 12

www.biao.ci

NSIA Assurances & Banque

www.groupensia.com

Burkina Faso

Avis d'expert Société Générale

CONSEILS MOYENS DE PAIEMENT

Les pratiques générales

Au Burkina Faso, les principaux moyens de paiement utilisés pour les opérations de commerce extérieur sont les virements Swift, les remises documentaires, les traites avalisées ainsi que les crédits documentaires. Le transfert reste le mode de règlement le plus fréquent dans le cadre des opérations internationales.

Les banques au Burkina sont tenues de respecter les dispositions du règlement des changes de l'UEMOA. Dans le cas d'une importation, les clients ont obligation de produire une facture ainsi que des documents douaniers attestant de l'entrée de la marchandise sur le territoire burkinabè. Les conditions de règlement doivent être clairement mentionnées sur la facture. Lorsqu'un paiement d'acompte est nécessaire avant la livraison de la marchandise, l'obtention d'une Déclaration Préalable d'Importation (DPI) s'impose. Le règlement des prestations de service est autorisé à condition de fournir un contrat ainsi que des factures attestant des services réalisés.

Notre recommandation

Bien que le transfert soit très fréquemment utilisé, l'usage des opérations documentaires est recommandé car elles permettent de sécuriser les transactions.

Bon à savoir

La BCEAO prélève une commission de 0,6 % pour toute opération de transfert en dehors de la zone UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest Africaine).

Avis d'expert FIDAL. Issaka Zampaligre

L'environnement et les opportunités d'investissements privés en mode Partenariats Public Privé (PPP)

Le Burkina Faso dispose d'importants atouts, avantages comparatifs et des potentialités économiques, non encore exploitées notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'agro-industrie, des mines, de l'industrie, du tourisme et des services, attractifs pour les investisseurs nationaux et étrangers, avec une volonté politique aujourd'hui de mise en valeur.

Sa position géographique centrale au cœur de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) fait de ce pays une destination de choix pour tout investisseur. Il s'y ajoute son appartenance à une zone de stabilité monétaire avec le franc CFA, monnaie librement convertible avec une parité fixe par rapport à l'Euro, ce qui réduit considérablement les risques financiers pour les investisseurs.

Avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers, le Burkina Faso a mis en œuvre, au cours de ces dernières années, plus de 190 réformes pour améliorer son climat des affaires. Ces réformes ont contribué à la création d'un environnement juridique et judiciaire porteur, un droit des affaires harmonisé et en constante amélioration dans le cadre de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA). L'Acte uniforme révisé portant organisation des sûretés, qui sécurise davantage l'investissement aujourd'hui, est porteur d'espoirs à cet égard. Ces réformes ont hissé le Burkina Faso au 10e rang des meilleurs réformateurs du monde selon le Rapport Doing Business 2009 de la Banque Mondiale, leader en matière de déréglementation du marché du Travail notamment.

Aujourd'hui, pour répondre aux nombreux défis du développement, dans un contexte international marqué par la rareté des ressources financières liée à la crise financière et économique, le Burkina Faso s'est résolument tourné vers le développement de modes alternatifs de financement à travers la mise en place de PPP pour faire face notamment aux besoins du pays dans le secteur des infrastructures, de l'énergie et en matière de concession de services publics. La mise en concession prochaine du secteur aéroportuaire s'inscrit notamment dans ce processus.

ORRICK

Notre Activité En Afrique

Un Monde d'opportunités

Au sein d'un continent au développement complexe et rapide, il est indispensable de s'assurer les services d'un conseil disposant d'une réelle compréhension des enjeux locaux.

En tant que cabinet global de premier plan, Orrick bénéficie du réseau et du savoir-faire nécessaires à la satisfaction des besoins des acteurs opérant en Afrique.

Nous offrons à nos clients une plateforme unique combinant expertise locale et couverture globale au travers de nos 25 bureaux dans le monde.

Contact: Pascal Agboyibor
pagboyibor@orrick.com
www.orrick.com

Cabo Verde

Chef de l'État : Jorge Carlos Fonseca • Premier Ministre : José Maria Pereira Neves • Population : 513 000 • Superficie (km²) : 4 033 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 3 838 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 2,5 % • Inflation 2012[2] : 2,5 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 132

Cabo Verde (nouveau nom officiel du Cap Vert) reste l'une des démocraties les plus efficientes et stables du continent. Les deux grands partis se partagent le pouvoir depuis fin 2011, les membres du gouvernement appartenant au Parti africain pour l'indépendance du Cabo Verde alors que le Mouvement pour la Démocratie dirige la plupart des municipalités. En revanche, une forte dépendance vis-à-vis des économies européennes affaiblies, notamment l'Espagne et le Portugal, et de lourds déséquilibres extérieurs, pèsent sur les perspectives de croissance et l'harmonie sociale du pays, d'autant que le chômage augmente.

La croissance devrait se contracter davantage en 2013 à 1,5 % mais rebondir à 4 % en 2014, selon le FMI. L'inflation est faible mais les déficits budgétaires et courants sont élevés (respectivement -10 %/PIB et -12 %/PIB en 2013). Le gouvernement s'est engagé à améliorer la situation budgétaire, mais le contrôle des dépenses pourrait marquer le pas en 2013 devant la nécessité de soutenir la demande si l'économie reste trop faible.

Le tourisme demeure le principal moteur de l'économie (30 % du PIB). Ses recettes ont bien progressé en 2012, malgré la crise européenne, mais des incertitudes pèsent sur le maintien de son dynamisme étant donné que 80 % des touristes sont des Européens. Le groupe Oasis Atlantico a ouvert en septembre 2013 son quatrième hôtel au Cabo Verde, et son premier 5 étoiles, sur l'île de Sal, pour un investissement de 30 millions EUR.

D'autres secteurs, comme ceux de la pêche (80 % des exportations) et des services financiers et informatiques continueront à contribuer positivement à la croissance. La FAO évalue le potentiel de la pêche commerciale entre 33 000 et 42 000 tonnes. L'archipel cherche aussi à valoriser ses infrastructures avec ses trois ports internationaux (Mindelo, Palmeira et Praia) aux normes ISPS et quatre aéroports internationaux (Mindelo, Sal, Praia et Boa Vista). Le gouvernement souhaite créer des hubs pour le transport des personnes et des marchandises d'autant que le pays est au carrefour de trois continents.

Guide business Gabon 2013

Numéro 1933
mars 2013

Okan Consulting vous accompagne dans vos projets en Afrique

- *Conseil en stratégie et structuration de projets*
- *Conseil financier et levée de fonds*
- *Appui à la mise en œuvre opérationnelle*

www.okanconsulting.com

info@okanconsulting.com

20, rue Laffitte – Paris 9,

+33 1 49 49 07 84

Okan Consulting

Partenaire du développement africain

Côte d'Ivoire

Chef de l'État : Alassane Ouattara • Premier Ministre : Daniel Kablan Duncan • Population (millions) : 21,1 • Superficie (km²) : 322 463 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 1 244 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 9,8 % • Inflation 2012[2] : 6,6 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 168

Le président Alassane Ouattara se concentre sur le projet économique et a obtenu un vote du Parlement en avril 2013 lui conférant des pouvoirs exceptionnels en matière de gestion économique. Les résultats macro-économiques sont là. Le taux de croissance devrait dépasser 8 % en 2013, avec une inflation modérée, et atteindre 9 % en 2014. Selon le FMI, l'exécution budgétaire est "satisfaisante". Point noir hérité de la crise : la dette intérieure. L'espoir de la voir se résorber repose sur l'exécution effective du plan d'apurement des arriérés de l'État (2000 à 2010) adopté en novembre 2012.

Si l'économie se diversifie, le cacao et le café représentent toujours 40 % des recettes d'exportation du pays et environ 20 % de son PIB. La campagne cacaoyère 2013-2014 s'est ouverte, début octobre, avec un prix d'achat garanti aux planteurs fixé à 750 FCFA/kg (725 FCFA précédemment). Depuis la réforme de 2012, le Conseil du café cacao (CCC) vend par anticipation de 70 à 80 % de la récolte nationale. En août dernier, un million de tonnes (Mt) de la récolte 2013-2014 étaient déjà pré-vendues.

Pour le coton, le président ivoirien a annoncé en juillet 2013 que les producteurs recevront désormais 60 % du prix international du coton et la création d'un fonds spécial de développement de la filière pour porter la production de coton à 600 000 t en 2016. La Côte d'Ivoire devrait produire 400 000 t de coton en 2013-2014 (340 000 en 2012-2013). Du côté de l'anacarde, des mesures fiscales exceptionnelles sont annoncées pour encourager la transformation sur place.

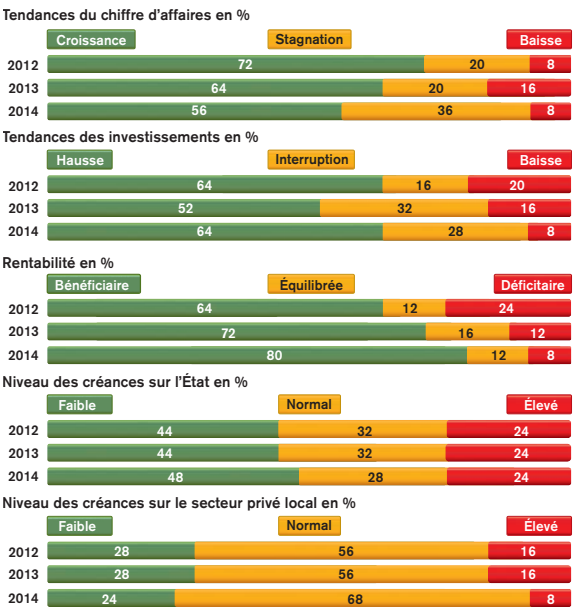
Dans le domaine des infrastructures, et en particulier la production d'électricité, de gros investissements sont attendus à l'image du doublement de la capacité du site de Vridi. Le Britannique Aggreko a installé une nouvelle centrale de

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,42 sur 5 ▼

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau portuaire	▲	Fraude douanière	▼
Réseau téléphonique	▲	Délais des procédures judiciaires	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Impact du secteur informel	▼
Taux d'absentéisme	▲	Niveau de corruption	▼
Coût de la main-d'œuvre	▼	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises



Guide business Côte d'Ivoire 2013
Numéro 1935-36 - avril 2013

La Compagnie Fruitière

produit, transporte, mûrit et distribue une large gamme de fruits : bananes, ananas, exotiques et produits issus du maraîchage, en provenance notamment d'Afrique de l'Ouest, et à destination du marché européen. Les plantations du Groupe ont mis en place une politique sociale et environnementale volontariste, comme l'attestent les nombreuses certifications qui leur ont été délivrées.

Site internet : www.compagniefruitiere.com

COMPAGNIE FRUITIERE

Côte d'Ivoire

Avis d'expert CMS Bureau Francis Lefebvre. Jean Jacques Lecat - Avocat Associé

La Côte d'Ivoire présente un environnement juridique et fiscal globalement favorable aux investissements et a pris récemment des mesures pour le rendre plus incitatif. Le taux d'impôt sur les bénéfices de 25 %, taux plancher d'imposition prévu par les Etats membres de l'UEMOA, le nouveau code des investissements (le décret d'application date de novembre 2012), plus favorable que le précédent, l'un des seuls véritables régimes fiscaux des holdings existant dans la région (imposition réduite à 1,25 % des dividendes perçus, exonération de retenue à la source sur les dividendes redistribués par la société holding à partir des dividendes reçus, exonération ou une imposition réduite à 12 % des plus-values de cession de titres), constituent un socle attractif pour la création d'une base régionale à Abidjan.

Le Guichet Unique des Formalités d'Entreprises (GUFE), dont le fonctionnement est effectif depuis 2013 et la réduction des droits d'enregistrement applicable à la création de société ont contribué à réduire les coûts et les délais de création d'entreprise.

Dans le secteur immobilier une ordonnance sur l'acquisition des terrains urbains tend à simplifier les formalités de cession et les droits de mutation sur tous les biens immobiliers ont été réduits de 10 % à 7 %. Les mesures d'incitations pour les entreprises qui effectuent de grands investissements dans le secteur de l'habitat, instituées en 2004 ont été élargies et rendues effectives en 2013.

L'adoption par le conseil des Ministres d'un plan gouvernemental de développement du tourisme ambitieux et du texte du projet de Code du Tourisme vise à créer des conditions favorables à ce secteur. Il s'agit en particulier de favoriser la création des entreprises touristiques pour créer plus de 10 000 emplois supplémentaires à l'horizon 2020 et d'assainir le secteur en définissant les droits et obligations attachés aux activités et professions touristiques et en sanctionnant leur non-respect.

Des réformes sont également entreprises dans le secteur minier. Elles ont permis à la Côte d'Ivoire d'être déclarée en mai 2013 conforme aux exigences de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE). Le texte du projet de nouveau Code minier a été adopté par le gouvernement en décembre.

Plusieurs ordonnances concernant en particulier la modification de la loi sur la concurrence et le renforcement de la lutte contre la corruption doivent être ratifiées en décembre.

100 mégawatts (MW) sur ce site, portant la puissance totale du parc à 200 MW. Inaugurée en juillet 2013, cette installation représente un investissement de 100 millions USD.

À ce jour, la relance de l'économie passe par un net effort de l'État dans l'investissement public, dont le taux est passé de 2,9 % à 4,9 % du PIB entre 2011 et 2012, et devrait atteindre 7,8 % en 2013 puis 9 % en 2014. L'investissement privé suit aussi : il a augmenté de 5,4 % du PIB en 2011 à 8,8 % en 2012, et devrait atteindre 10,3 % en 2013.

Le climat des affaires s'améliore. L'entrée en fonction du tribunal de commerce, l'instauration d'un guichet unique pour la création d'entreprise et l'adoption d'un code des investissements plus attractif ont permis à la Côte d'Ivoire de figurer parmi les dix pays ayant le plus amélioré la réglementation des affaires entre 2012 et 2013, selon le rapport Doing Business 2014 de la Banque mondiale. Cela se traduit dans les chiffres. Au premier semestre 2013, des investissements records de 300 milliards FCFA ont été enregistrés (219 milliards pour l'ensemble de l'année 2012) et quelque 1 200 nouvelles entreprises ont été créées, selon le Centre national de promotion des investissements (CEPICI).

Au plan politique, deux ans et demi après la fin de la guerre civile qui avait suivi le scrutin présidentiel de novembre 2010, le dialogue entre le camp du président Alassane Ouattara et celui de l'ancien président Laurent Gbagbo progresse timidement. Les enquêtes sur les exactions commises n'avancent guère et le bilan de la Commission dialogue, vérité et réconciliation mise en place par le nouveau pouvoir restent en deçà des attentes de bons nombres d'observateurs. En revanche, la libération en août 2013 de quatorze personnalités pro-Gbagbo, dont l'ancien Premier ministre Pascal Affi Nguessan, a tout de même marqué un net pas en avant.

PATH Finance

La solution africaine de connexion multi-bancaire et gestion de trésorerie

PATH Finance apporte une réponse concrète et globale, sans contrainte de déploiement informatique local (mode Saas), aux entreprises soucieuses de gérer leur trésorerie :

- **la collecte des relevés de comptes et la requalification de chaque transaction,** solution **compatible avec tous les logiciels du marché** : Kyriba, Sage, Sungard, XRT…
- l'alimentation automatique et l'intégration sur-mesure de Kyriba, **logiciel de gestion de trésorerie et de rapprochement comptable**, largement éprouvé sur le continent africain
- l'accompagnement, le conseil et l'assistance en temps réel des équipes **PATH Finance, spécialiste du déploiement de logiciels financiers en Afrique depuis 2001**

Distributeur Afrique

kyriba CERTIFIED PARTNER

Algérie | Bénin | Burkina Faso | Cameroun | République Centrafricaine | Congo Brazzaville | Côte d'Ivoire | Djibouti Egypte | Gabon | Gambie | Ghana | Guinée Conakry | Guinée équatoriale | Kenya | Madagascar | Mali | Maroc | Malawi Maurice | Mauritanie | Niger | Nigéria | Ouganda | RD Congo Rwanda | Sénégal | Tanzanie | Tchad | Togo | Tunisie Zambie | Zimbabwe… et bien d'autres pays hors Afrique

Clients & Partenaires, contactez-nous !

+33 (0) 4 90 17 87 80 | contact@pathfinance.org | www.pathfinance.org

Côte d'Ivoire

Avis d'expert Société Générale

CONSEILS MOYENS DE PAIEMENT

Les pratiques générales

Les règlements à destination de l'étranger se font normalement par virement Swift.

L'usage des chèques n'est pas recommandé. Les opérations documentaires permettent de sécuriser les transactions, le crédit documentaire confirmé offrant bien sûr le maximum de garanties.

En l'absence d'un tel support, il existe le risque, fut-il minime, que la banque chargée du règlement ne dispose pas des devises nécessaires pour effectuer le paiement à bonne date.

Bon à savoir

Les banques ivoiriennes doivent respecter les dispositions du règlement n°R09/2010/CM/UEMOA, portant sur la réglementation des relations financières extérieures des États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Les importations supérieures à 10 000 000 CFA donnent lieu à l'ouverture d'un dossier de domiciliation dans une banque agréée auprès de laquelle est immédiatement déposée une copie certifiée conforme par l'importateur de la facture établie par son fournisseur ou du contrat commercial conclu avec ce dernier.

Ultérieurement, les pièces justificatives des modalités de règlement de la facture et une copie du formulaire de change devront être produites.

Lorsqu'il est prévu un versement d'acompte, l'importateur doit fournir une copie certifiée conforme du contrat imposant le versement dudit acompte. L'acompte ne peut excéder 50 % du montant de la facture.

Avis d'expert FIDAL. Yves Robert

Après une décennie de tensions politiques et d'affrontements, la Côte d'Ivoire a retrouvé une stabilité et une croissance économique très forte (9,8 % en 2012 et 8,9 % en 2013). Cette croissance est favorisée par les réformes engagées par le pays, notamment pour améliorer la réglementation des affaires.

À cet égard, le nouveau Code des Investissements de Côte d'Ivoire régi par l'ordonnance du 7 juin 2013 doit permettre d'attirer les investisseurs, avec un régime fiscal plus favorable.

Le régime de déclaration est étendu à l'extension, la modernisation et la restructuration d'activité. Il ajoute une zone C (agglomérations de moins de 60 000 habitants et zones économiques spéciales) afin de couvrir l'ensemble du territoire.

Les avantages fiscaux sont également accrus avec, outre les anciennes exonérations et réductions d'impôt, une réduction de 80 % de la contribution à la charge de l'employeur (hors taxe FDFP) en zones B et C, une exonération d'impôt foncier et de droits d'enregistrement en zone C.

Enfin, les durées du bénéfice du nouveau régime sont portées à 8 ans, 12 ans et 15 ans pour les zones A, B et C.

Le régime de l'agrément est également étendu dans son champ (en couvrant désormais l'extension, la diversification et la restructuration d'entreprise), sa couverture géographique (ajout de la zone C) et sa durée (8, 12 et 15 ans).

Ce régime permet notamment, en phase de création et de développement, une réduction des droits de douane sur les équipements et matériels et sur le premier lot de pièces de rechange selon le montant d'investissements et une exonération totale de TVA.

Selon le niveau d'investissements et la zone concernée, les exonérations et réductions d'impôt sont désormais plus largement accordées.

Enfin, le nouveau code prévoit des avantages spécifiques dans différents domaines (matières premières stratégiques, lutte contre la pollution et protection de l'environnement, petites et moyennes entreprises).

Ces mesures, plus généreuses que les précédentes, doivent faciliter les investissements en Côte d'Ivoire, pour bénéficier de son potentiel de croissance.

Présent dans plus de 12 pays d'Afrique, le Groupe Alink Telecom est un opérateur panafricain de solutions IP convergentes spécialisé depuis 1994 dans les solutions de Connectivité, Interconnexion de Sites, Téléphonie IP, Convergence IP et Wholesale Carrier services

Performantes, économiques et fiables, nos solutions conçues sur mesure s'adaptent aux besoins spécifiques de nos marchés et de chacun de nos clients.

Alink TELECOM
L'ingéniosité fait la différence

SAP Partner

commercial@alinktelecom.net • www.alinktelecom.net • Tél. : +225 22 40 70 72

Afrique du Sud | Bénin | Burkina Faso | Cameroun | Congo | Côte d'Ivoire | Ghana | Guinée | Libéria | Mali | Niger | Tanzanie

Gambie

Chef de l'État : Yahya Jammeh • Vice-présidente : Dr Aja Isatou Njie-Saidy • Population (millions) : 1,8 • Superficie (km²) : 11 295 • PIB/hab (USD courant) 2012[1] : 512 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 5,3 % • Inflation 2012[2] : 4,6 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 165

L'économie gambienne s'est remise de la sécheresse de 2011. La croissance a repris à 5,3 % en 2012 et 6,4 % en 2013. Le taux d'inflation s'est établi en moyenne à 4,6 % en 2012 et devrait s'élever à 6 % en 2013, selon le FMI.
L'économie reste très dépendante du secteur agricole. Le secteur primaire représente 30 % du PIB et emploie 70 % de la population active.
Le secteur touristique (19 % du PIB) et celui des télécommunications constituent également des relais de croissance solides.
En revanche, le secteur secondaire (seulement 12 %) souffre du mauvais approvisionnement électrique et d'un ralentissement du secteur de la construction lié à la baisse des transferts des travailleurs émigrés.
Le secteur financier se caractérise par un coût du crédit important (25 à 30 % d'intérêt) justifié par un risque client élevé et un large recours de l'État aux emprunts domestiques, créant un effet d'éviction au détriment du secteur privé. En décembre 2011, le gouvernement gambien a lancé le programme PAGE (Program for Accelerated Growth and Employment) 2012-2015 destiné à soutenir les secteurs porteurs de l'économie et à favoriser l'émergence économique du pays d'ici 2020.
Le principal risque provient de possibles dérapages budgétaires estime le FMI. Le déficit budgétaire s'est élevé en moyenne à 4,9 % du PIB sur la période 2010-2012. Pour consolider les finances publiques, des réformes importantes ont été lancées : instauration d'un cadre de dépenses à moyen terme, mise en œuvre d'une TVA depuis le 1er janvier 2013 et réforme des procédures de passation de marchés publics.

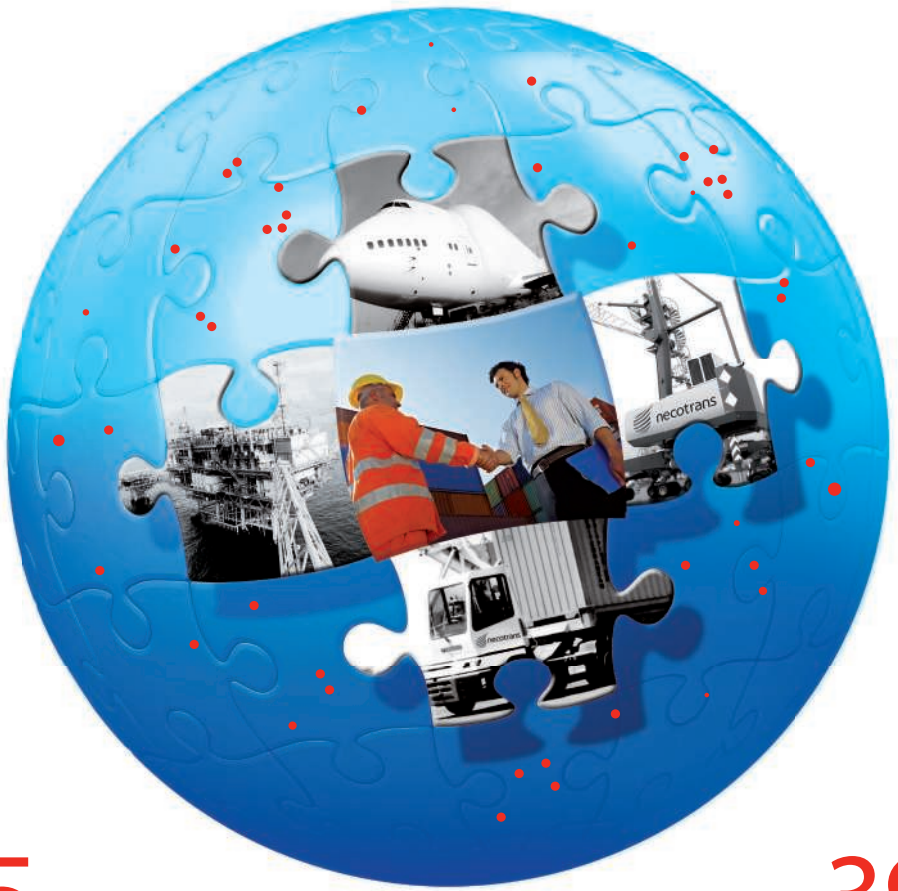
Du côté politique, à la tête de la Gambie depuis 1994, le président Yahya Jammeh semble se crisper de plus en plus dans la crainte d'un quelconque complot. La disgrâce présidentielle tombe sans prévenir… même dans les relations diplomatiques. L'année 2013 a été marquée par la rupture unilatérale de la Gambie avec le Commonwealth puis Taïwan.

Guide business Maroc 2014

Numéro 1953
décembre 2013

necotrans

L'acteur clé de la logistique internationale



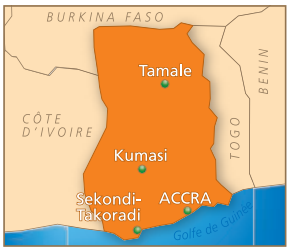
5 continents

39 pays

3500 collaborateurs

un savoir-faire unique des solutions sur-mesure

Necotrans - 40, avenue George V - 75008 Paris - France - Tél. : +33(0)1 53 83 83 83 - www.necotrans.com



Ghana

Chef de l'État : John Dramani Mahama • Vice-président : Kwesi Amissah-Arthur • Population (millions) : 25,4 • Superficie (km²) : 238 535 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 1 605 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 7,9 % • Inflation 2012[2] : 9,2 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 135

Si la croissance ghanéenne demeure forte, à 7,9 % en 2013 (6,1 % en 2014), les finances publiques inquiètent. L'inflation grimperait à 11 % (9,8 % en 2014) liée à la fin des subventions sur les carburants et une hausse de 54 % (initialement +79 % mais le gouvernement s'est rétracté) des prix de l'électricité et de 52 % de l'eau. Le déficit budgétaire atteint 10,2 % du PIB en 2013 contre un objectif de 9 % mais serait ramené à 8,5 % en 2014. Si les dépenses à septembre sont en baisse de 6,6 % par rapport aux prévisions (bien que les salaires des fonctionnaires et le remboursement des intérêts de la dette aient dépassé de 5,5 % et de 39,5 % les prévisions), les recettes le sont encore davantage (-7,7 %). La proposition de budget 2014 fait état d'une baisse de 10 % des salaires des fonctionnaires.

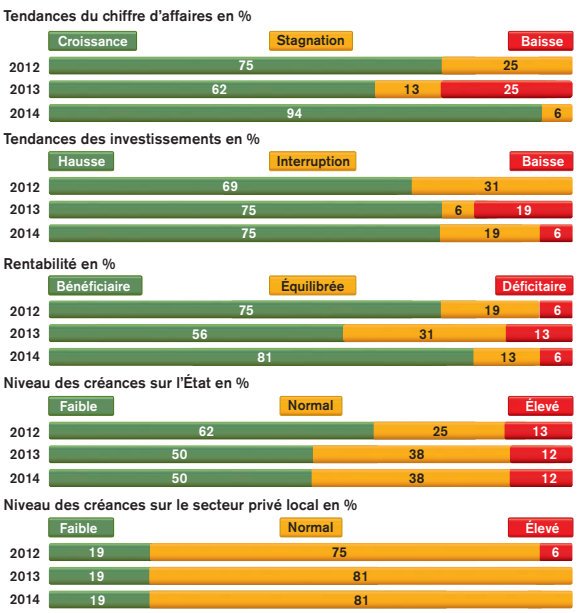
En juillet, le gouvernement a émis un deuxième emprunt euro obligataire de 750 millions USD destiné à refinancer la dette publique (52 % du PIB) et investir dans les infrastructures. Les réserves en devises ont représenté en moyenne 3 mois d'importations ; le taux d'escompte de la Bank of Ghana est demeuré élevé, à 16 %. Fitch a revu à la baisse la notation du Ghana de B+ à B et les bailleurs de fonds, de leur côté, jugent préoccupantes les dérives des finances publiques et l'endettement.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,83 sur 5 ▲

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau aérien local	▼	Eau et assainissement	▲
Environnement fiscal	▼	Distribution électrique	▲
Sécurité des personnes	▼	Droit foncier	▲
Fiabilité des partenaires et interlocuteurs	▲	Accès et coût du crédit bancaire aux entreprises	▼
Respect de l'humain	▼	Coût de l'électricité	▼

Bilan des entreprises



LE PÉTROLE FAIT DE L'OMBRE À L'OR

Les recettes pétrolières ont été de 540 millions USD en 2012, 21 % de moins que les prévisions. Un fonds a été créé par le gouvernement afin d'assurer une meilleure gestion et transparence de ces recettes afin de répondre aux critiques de l'organisme de contrôle PIAC. Il est proposé dans le budget 2014 de créer un Fonds pour les infrastructures (GIF) qui serait financé par ces recettes pétrolières et par la hausse de 2,5 % de la TVA intervenue en novembre (le taux a été porté à 15 %). En novembre a été votée la très attendue Petroleum Local Content and Local Participation Regulations garantissant que le pétrole bénéficie avant tout au Ghana (emplois, valeur ajoutée locale, avantage aux entreprises locales), tout en assurant aux compagnies étrangères un juste retour sur investissement. Les réserves pétrolières devraient rapporter au pays 20 milliards USD d'ici 5 ans.

La production du champ Jubilee (Tullow Oil 35,5 %, Ghana National Petroleum Corp 13,6 %, Sabre/Petro, Anadarko et Kosmos Energy ; réserves estimées : 1 milliard barils) monte en puissance avec 102 503 barils par jour (bj) sur les 9 premiers mois de 2013, sa pleine capacité (120 000 bj) devant être atteinte en 2014. Suite aux nouvelles découvertes en mai, 24 nouveaux puits seront développés ces 3 prochaines années avec une production de 80 000 bj à partir de 2016 pour une durée de 20 ans, et 180 millions pieds cubes de gaz qui alimenteront, avec Jubilee, l'usine de traitement de gaz d'Atuabo dans le sud-ouest. La réalisation de l'oléoduc sous-marin, financé par China Development Bank, a pris du retard et ne serait achevée que début 2014.

Les champs offshore de Tweneboa Enyenra and Ntomme (TEN) entreraient en production en 2016 (prévision de 76 000 bj et 50 millions pieds cubes de gaz) : le Français Technip et Subsea7 ont été retenus pour l'ingénierie (1,23 milliard USD).

ASCOMA

COURTAGE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCES

ASSURANCES TOUTES BRANCHES
ENTREPRISES
ET **PARTICULIERS**

Vos Risques, Nos Solutions

DIRECTION INTERNATIONALE
ASCOMA INTERNATIONAL
28 rue Vignon 75009 Paris - France
Tél. : (+ 33) 01 47 42 62 05
Fax : (+ 33) 01 47 42 62 15
E-mail : ascoma-international@ascoma.com

www.ascoma.com

Groupe ASCOMA

AFRIQUE Abidjan - Accra - Antananarivo - Bamako - Bangui - Bata - Brazzaville - Bujumbura - Casablanca - Conakry Cotonou - Dakar - Douala - Kigali - Kinshasa - Libreville - Lomé - Lubumbashi - Malabo - Ndjaména - Niamey Nouakchott - Ouagadougou - Pointe-Noire - Port-Gentil - Yaoundé

EUROPE Monaco - Nice - Paris - Luxembourg

Ghana

L'Italien ENI développera Tano/Cape Three Points Bassin à partir de 2016-2017 ainsi que Sankofa-Gye Nyame.

La chute des cours de l'or a pesé sur la filière dont la production a été de 3,2 millions d'onces (4,2 milliards USD) en 2012. La mine d'Obuasi d'Anglogold Ashanti et celle de Demang (160 000 onces/an) de Gold Fields ont opéré à perte : l'avenir de cette dernière est incertain mais Tarkwa (Gold Fields aussi) demeure rentable. Anglogold a commencé à mécaniser Obuasi avec pour résultat une hausse de 17 % de sa production au 3e trimestre. La mine d'Akyen (Newmont Mining) a démarré avec 50 000 à 100 000 onces attendues en 2013 et 350 000 à 450 000 onces/an en vitesse de croisière au coût de 750 à 850 USD l'once.

L'ÉLECTRICITÉ, UN IMPÉRATIF PRESSANT

Le chef de l'État a renouvelé le conseil d'administration d'Electric Company of Ghana tant le secteur suscite des critiques. La capacité de production est de 2 814 MW (dont 1 293 MW hydrauliques) face à une demande de 1 750 MW (3 300 MW d'ici 2020) mais les coupures sont fréquentes. En août, un navire a heurté le gazoduc du Nigeria, entraînant une baisse de 300 MW des disponibilités. L'objectif des autorités est de produire 5 000 MW d'ici 2016 en développant des centrales au gaz et les énergies renouvelables.

Le Western Corridor Gas Infrastructure Project (WCGIP ; 120 millions de pieds cubes) a pris du retard et ne serait opérationnel qu'au premier semestre 2014. Plusieurs raisons à la clé dont des retards de décaissements de la Chine et le nau-

Avis d'expert Société Générale

CONSEILS MOYENS DE PAIEMENT

Les pratiques générales

Le Ghana est un pays démocratique politiquement stable et jouissant d'une croissance économique importante (7,1 % en 2012 contre 14,4 % en 2011). L'inflation reste soutenue (10 % en 2012) même si des mécanismes sont mis en place pour la limiter. Le tissu bancaire est dense, avec 27 banques, et en pleine modernisation.

Le secteur bancaire peut être considéré comme solide et dynamique, avec notamment la présence de filiales de grandes banques internationales (Société Générale, Barclays, Standard Chartered) et panafricaines (Ecobank, Bank Of Africa). Tous les services bancaires de base sont offerts (banque au quotidien, placements, financement court ou moyen terme) et de nouveaux produits (banque à distance, paiements sur mobile, affactu-rage…) sont déployés ou à l'étude. Les principaux moyens de paiement internationaux sont le crédit documentaire, la remise documentaire et le virement Swift. Ces derniers sont surtout usités entre filiales d'un même groupe ou pour le paiement d'avances aux fournisseurs. La fourchette de prix pour ces services varie de 0,5 % du montant à 1 %, avec un minimum de 20 USD à 100 USD. La devise locale (le cedi ghanéen ou GHS) n'étant pas échangeable ailleurs qu'au Ghana, tous les paiements vers l'étranger se font en euros (EUR), en dollars (USD) et en pounds (GBP). L'accès à ces devises est relativement aisé, même si le contrôle des changes s'est étoffé pour protéger la devise locale du phénomène de dépréciation. En effet, le GHS s'est déprécié de 15 % à 17 % contre les devises fortes en 2012.

Notre recommandation

Pour une première transaction avec une entreprise ghanéenne, nous préconisons le recours au crédit documentaire par l'intermédiaire d'une banque locale réputée (filiale d'une banque internationale implantée dans le pays).

Bon à savoir

Même si les exportations ghanéennes sont solides et croissantes avec le cacao (2e producteur mondial), l'or, plusieurs minerais, le bois et certains fruits, le Ghana est surtout un pays importateur. La majeure partie de la consommation locale provient de l'étranger (habillement, matières premières alimentaires, automobile, informatique, produits pharmaceutiques…). Les entreprises ghanéennes sont donc rompues aux pratiques du commerce international.

frage d'un navire apportant de l'équipement pour le projet. Rappelons que, sur financement chinois (1 milliard USD), le gisement pétrolier et gazier offshore de Jubilee sera relié à la centrale gazière de Takoradi à Aboadze en passant par l'unité de transformation de gaz naturel d'Atuabo (150 MM dans une première phase puis 300 MM). L'Américain Aecom a remporté en février le management du projet.

Parmi les autres projets, le barrage hydroélectrique de Bui (400 MW) – qui suscite une controverse avec la Côte d'Ivoire frontalière –, devait être opérationnel fin 2013. L'Allemagne a accordé 1,8 million EUR sur 2 ans pour développer les énergies renouvelables. S'appuyant sur le Millenium Challenge Account, General Electric développera une centrale de 1 000 MW ; Jacobson Jelco Ghana (Norvège) construira en 2014 une centrale gaz-brut léger (360 MW) dans l'Ouest. La construction d'un terminal gazier (GNL) flottant, pouvant traiter 450 millions de pieds cubes par jour et générer 1 500 MW d'ici 2016, est sur les rails.

LES DIFFICULTÉS DU COCOBOD

La production cacaoyère est attendue à 830 000 t sur la campagne 2013-2014 (octobre/septembre) contre 835 410 tonnes sur 2012-2013, avec un prix garanti payé au planteur inchangé, à 3 392 cedis la tonne (79 % du prix FOB des fèves). L'organe régulateur, Cocobod, a levé 1,2 milliard USD en prêts syndiqués pour financer la campagne 2013-2014 (1,5 milliard USD en 2012-2013), tandis que l'État réduirait sa distribution d'intrants ces 3 à 5 prochaines années afin de réduire ses coûts.

Côté transports, le Néo-zélandais Jade Software a pris pied en Afrique en remportant le contrat de technologie de gestion cargo des ports de Tema et Takoradi qui, conjointement, traitent 17 Mt de cargos mixtes et conteneurs par an. Tema accueille en moyenne 1 650 navires par an.

D'autres projets d'investissements notables ont balisé l'année 2013 : la ZTE Corporate of China fournit (129 millions USD) l'infrastructure pour le 2e volet du Dedicated Security Information System des services secrets et Gemalto met en place une gestion électronique des visas et des contrôles aux frontières sécurisés. Le Chinois Cellon assemblera des téléphones portables destinés à la sous-région. Le Brésilien Construtora OAS construira des logements dans le Grand Accra sur la base d'une ligne de crédit de 1 milliard USD de Brasilia.

Dans le secteur bancaire, les bénéfices nets de Standard Chartered ont augmenté de 80 % sur les 9 premiers mois de 2013 et ceux de Ghana Commercial Bank de 50 % ; Abraaj Group (Dubai) a cédé ses parts dans HFC Bank à Republic Bank (Caraïbes).

Au plan politique, le président John Dramani Mahama, vainqueur (50,7 %) des élections du 7-8 décembre 2012, a prêté serment le 7 janvier. Le NPP (opposition) a contesté les résultats devant la Cour Suprême.

1 cedi = 0,33 EUR au 30/11/2013

Algérie, l'enjeu de la réindustrialisation

Numéro 1940 - mai 2013

Guinée (Conakry)

Chef de l'État : Alpha Condé • Premier Ministre : Mohamed Saïd Fofana • Population (millions) : 11,45 • Superficie (km²) : 245 857 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 591 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 3,9 % • Inflation 2012[2] : 15,2 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 178

Les soubresauts importants au niveau social et politique, ainsi que la non-réalisation des investissements miniers, n'ont pas permis à la Guinée de conforter sa reprise économique en 2013. Le taux de croissance est attendu à 2,9 % en 2013, contre 3,9 % en 2012. L'investissement marque le pas, représentant moins de 20 % du PIB contre 25,6 % en 2012. Toutefois, les politiques budgétaire et monétaire ont permis de réduire l'inflation à 13 % en 2013.

Le secteur minier n'a pas répondu à toutes les attentes en 2013 avec notamment le retard pris dans le grand projet minier du pays, l'exploitation du fer de Simandou. Selon Rio Tinto, dans les meilleures conditions possibles, la production ne pourrait démarrer au mieux qu'en 2018. En outre, la production d'alumine est au point mort depuis la fermeture prolongée de la raffinerie de Rusal à Fria (avril 2012). La production de bauxite est quasi-stable atteignant 8,9 millions de tonnes au premier semestre 2013 tandis que la production de diamant a chuté de 43 % à 102 130 carats et celle d'or a progressé de près de 15 % à 286 400 onces.

Le Conseil national de transition (CNT) a adopté en avril des amendements au nouveau code minier ce qui a ouvert la porte à la renégociation des contrats existants. Le Comité technique chargé de la révision des titres miniers procède à l'audit de 18 compagnies minières. Le dossier du groupe minier BSGR, dirigé par le franco-israélien Beny Steinmetz, fait beaucoup de bruit à Conakry : les conditions de l'attribution d'une partie du gisement de fer de la mine de Simandou sont inspectées à la loupe avec l'ouverture d'enquêtes, des arrestations et même l'intervention du FBI.

Dans le secteur financier, un nouveau projet de loi bancaire a été adopté en décembre 2012 et la Banque africaine de développement agricole et minier (Badam) a été placée en liquidation et son agrément lui a été retiré.

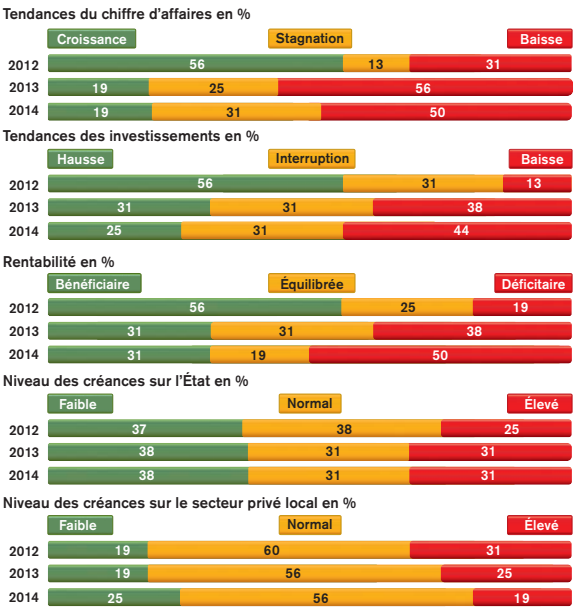
La tenue des élections législatives le 28 septembre 2013 lève des obstacles et met fin à la longue période de transition démocratique après le coup d'État militaire de 2008. Si certaines irrégularités ont été mentionnées, les résultats publiés par la Ceni puis validés par la Cour Suprême donnent le parti au pouvoir, le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG) en tête avec 53 députés, l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) obtient 37 sièges et l'Union des forces républicaines (UFR) 10. Il manque 5 voix au RPG pour atteindre la majorité absolue. Pour la première fois depuis 6 ans, il existe une Assemblée nationale élue. Cela devrait permettre à la Guinée de renouer avec la croissance – estimée à 5,2 % en 2014 – et sonner le retour des bailleurs de fonds – 140 millions EUR promis par l'UE – ainsi que des investisseurs. Selon le FMI, l'investissement direct étranger pourrait grimper à près de 40 % du PIB en 2014 contre à peine 1,4 % en 2013. Une grande conférence des partenaires et investisseurs privés s'est notamment déroulée les 24 et 25 novembre à Abu Dhabi.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,79 sur 5 ▼

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau portuaire	▼	Distribution électrique	▼
Réseau téléphonique	▼	Environnement fiscal	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Système de santé	▼
Financement des importations	▲	Niveau de corruption	▼
Coût de la main-d'œuvre	▲	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises



GROUPE GUICOPRES

La Guinée est en marche

GUICOPRES BTP

GMI
GUICO MULTISERVICES INTERNATIONAL

GMI TRANSIT

GM IMMO

GROUPE GUICOPRES
Rue KA 003, Almamyah, Commune de Kaloum
BP 2150 Conakry République de Guinée
Tél: +224 655 44 0000
www.groupe-guicopres.com

La synergie de nos compétences à votre service

Guinée (Conakry)

Avis d'expert FIDAL. Issaka Zampaligre

Les nécessaires réformes d'amélioration de la gouvernance dans les secteurs extractif et sylvicole

Les crises politiques des années 2009-2010 ont affecté le cadre fiduciaire déjà fragile de la Guinée. Le classement de la Fondation Mo Ibrahim place la Guinée au 45e rang par rapport aux 54 pays africains en 2008-2009 en termes de gouvernance. Les principales faiblesses identifiées concernent le cadre réglementaire des affaires et la gouvernance notamment.

Ainsi, le développement du secteur privé, dont la majeure partie est informelle, est contrarié par un environnement des affaires considéré comme l'un des moins propices au monde. En effet, les Rapports Doing Business 2011 et 2012 classent le pays à la 179e position sur 183, soit à la 47e place en Afrique et indiquent que la Guinée souffre d'un déficit de gouvernance, d'un héritage de corruption, de lenteurs bureaucratiques, d'un faible niveau de protection des investisseurs et des difficultés d'accès au crédit. De plus, l'étroitesse du tissu économique formel fait peser l'essentiel de l'effort fiscal sur les activités extractives. À cet égard, Doing Business 2012 estime que le niveau de taxation en Guinée représente près de 56 % du profit des entreprises de ce secteur.

Conscientes de ces lacunes, les nouvelles autorités guinéennes ont engagé, avec l'appui des institutions multilatérales de développement, un train de mesures pour améliorer l'environnement des affaires, notamment par la réduction du rôle de l'État dans l'exploitation minière, la promotion de l'investissement privé et l'amélioration du cadre administratif et judiciaire. Les pouvoirs publics souhaitent également lutter contre la dégradation des ressources forestières.

La Guinée possède plus du tiers des réserves mondiales de bauxite (estimées à 25 milliards de m^3), ainsi que des réserves importantes de fer (4 milliards de tonnes), d'or, de diamants, d'uranium et d'autres minéraux.

Ces ressources, qui ont été jusqu'à présent faiblement exploitées, pourraient, selon les autorités gouvernementales, avec le renforcement du cadre juridique et des capacités de l'administration publique, jouer le rôle de locomotive du développement économique du pays et assurer à l'État des ressources fiscales importantes. Les efforts des pouvoirs publics pour améliorer la gouvernance dans le secteur extractif portent spécifiquement aujourd'hui sur le renforcement : du cadre législatif (code minier et pétrolier) et la chaîne de contrôle à travers l'appui à la mise en œuvre de l'Initiative pour Transparence des Industries Extractives (ITIE), ainsi que des capacités de négociation ou renégociation des contrats miniers. En particulier, les résultats attendus dans ce secteur portent notamment sur l'harmonisation de l'approche du développement communautaire dans les zones minières, l'élaboration du code pétrolier et ses textes d'application, l'élaboration de la Lettre de Politique minière du pays, la réalisation d'audits prévus au titre de l'ITIE, la mise en place d'un fonds dédié du secteur.

En ce qui concerne le secteur sylvicole, l'actualisation de la politique forestière et la révision des codes forestier et faunique et de leurs textes d'application sont nécessaires pour mener à bien les réformes engagées.

LE MOCI
Votre GPS Business
L'outil indispensable
pour vous développer à l'international
www.lemoci.com

TRANSCO SA

CONSIGNATION - MANUTENTION - TRANSIT - TRANSPORT

Fondée en 1987, TRANSCO SA s'est positionnée en tant que leader dans les secteurs du transport, de la logistique, du transit, de la consignation maritime et de la manutention portuaire en République de Guinée.

Notre succès s'est construit sur l'implication et les compétences de nos collaborateurs.
Chaque employé est fier de participer à la croissance d'une société au capital 100% guinéen.

Nous offrons une large gamme de services permettant de trouver des solutions adaptées à votre chaine d'approvisionnement.
Nous nous positionnons aujourd'hui comme un partenaire logistique indispensable en Guinée grâce à notre expertise, notre connaissance du terrain et notre compréhension de la culture locale. Notre expérience et notre savoir-faire nous permettent d'identifier les faiblesses de votre supply chain, de comprendre vos challenges, et de mettre en place des solutions adaptées à vos requêtes. Ces engagements nous valent d'excellentes relations avec le Ministère des Transports Guinéen.

Immeuble TRANSCO SA, 8ème Avenue - Almamya, Commune de Kaloum - BP 3871 Conakry, République de Guinée
Contact : (224) 631 74 76 93/ 631 70 16 76 / 631 70 14 74
E-mail : transco@transco-gn.net - Site web : www.transco-guinee.com

ISO 9001 BUREAU VERITAS Certification

IATA CARGO AGENT 29.4.7176

KUEHNE+NAGEL

WCA Leading the World in Logistics Partnering

Libéria

Chef de l'État : Ellen Johnson Sirleaf • Vice-président : Joseph N. Boakai • Population (millions) : 4,2 • Superficie (km²) : 111 370 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 422 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 8,3 % • Inflation 2012[2] : 6,8 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 174

La croissance du Liberia demeure très forte, à 8,1 % selon le FMI et l'inflation serait en légère progression, à 7,7 %. En juillet, le FMI a approuvé un décaissement de 11,1 millions USD sur le prêt total de 78,9 millions USD approuvé en novembre 2012. Toutefois, suite à un audit en mai soulignant que la quasi-totalité des contrats signés depuis 2009 (8 milliards USD), violaient les lois, le FMI a appelé Monrovia à améliorer sa gouvernance et sa transparence, jetant un trouble sur la politique anti-corruption de la présidente Ellen Johnson Sirleaf. Cependant, l'UE a donné son feu vert pour son programme de 384 millions USD sur 2014-2020.

Le minerai de fer demeure la clé avec le site de Yekepa d'ArcellorMittal (exportations de 4,5 millions de tonnes (Mt) en 2013, 15 Mt d'ici 2015), et de Putu d'African Aura et de BHP Billiton (4 licences d'exploration) ; Wuhan Iron and Steel (Wisco) démarrerait sa production (réserves prouvées de 1,31 milliard t ; réserves potentielles de 2,785 milliards t) et Tawana Resources ses forages à Gofolo Main.

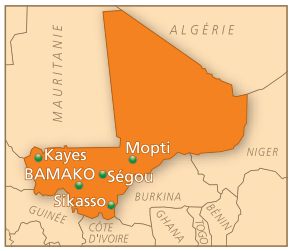
Les prospections pétrolières de Chevron, Exxon Mobil et African Petroleum se poursuivent après des découvertes offshore en février 2012. La production aurifère à New Liberty du Canadien Aureus (13 Mt) démarrerait en 2015, Humminbird Resources prospectant sur Dugbe. Sunergy prospecte diamants, or et sables noirs. À noter que c'est par le Liberia que Sable Mining exportera son minerai de fer de Sable Nimba, en Guinée (5 Mt après 2015).

Un contrat a été signé avec l'Indien Jindal pour une centrale électrique (350 MW), l'Inde ouvrant une ligne de crédit de 144 millions USD notamment pour un réseau de transmission et distribution électrique. Monrovia veut porter à 500 MW sa capacité de production (30 MW actuellement).

Après avoir suscité de vives réactions, le Malaisien Sime Darby a finalement reçu le feu vert pour planter 5 000 ha supplémentaires en palmiers à huile et en hévéas ; 220 000 ha seraient développés sur 63 ans. Il aurait déjà planté 7 000 ha et s'est engagé à construire une raffinerie d'huile de palme lorsqu'il aura 15 000 à 20 000 ha. Golden Veroleum (Golden-Agri Resources, Singapour) investirait 1,6 milliard USD dans l'huile de palme ces 10 prochaines années ; ce groupe aurait déjà investi 100 millions USD. L'exportation de caoutchouc brut (200 millions USD par an ; 40 % des exportations) a été suspendue en avril, le gouvernement voulant une transformation sur place.

Guide business
Gabon 2013

Numéro 1933
mars 2013



Mali

Président : Ibrahim Boubacar Keïta • Premier Ministre : Oumar Tatam Ly • Population (millions) : 15,97 • Superficie (km²) : 1 241 231 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 694 • Croissance du PIB réel 2012[2] : -1,2 % • Inflation 2012[2] : 3,1 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 182

Les élections législatives, dont le premier tour s'est déroulé le 24 novembre 2013, constituent la dernière étape du processus de retour à l'ordre constitutionnel. Elles mettent fin à la longue période de transition depuis le coup d'État de mars 2012 et à une année tumultueuse. De la reconquête du Nord du pays par l'opération Serval, conduite par l'armée française, au déploiement d'une force de sécurité des Nations Unies et à la tenue de l'élection présidentielle en juillet 2013 : que de chemin parcouru, même si la situation demeure fragile et que des zones d'insécurité persistent, notamment à Kidal, où des divisions profondes existent entre factions touaregs.

Élu le 15 août avec près de 80 % des suffrages, le président Ibrahim Boubacar Touré (IBK) jouit d'une forte légitimité. Le premier chantier du gouvernement IBK est celui de la réconciliation nationale. Dès son entrée en fonction, le 4 septembre, le nouveau chef de l'État a envoyé plusieurs signes forts : un ministère de la « Réconciliation et du développement des régions du Nord » a été créé ; celui des Affaires étrangères a été confié à un ancien rebelle arabe, originaire du Nord, Zahaby Ould Sidi Mohamed.

Une Commission vérité et réconciliation doit être mise en place et 11 milliards FCFA devraient être débloqués pour financer les premières tranches de la reconstruction du Nord du pays. Le chef de l'État a également annoncé l'organisation « d'assises nationales du Nord » pour tenter de mettre fin aux rébellions touaregs. Restauration de l'État, réforme de l'armée, lutte contre la corruption figurent aussi au menu.

Autre chantier prioritaire, lui aussi immense, le développement économique. Le pouvoir est assuré du soutien de la communauté internationale avec plus 3,2 milliards EUR promis sur deux ans. Après une contraction de 1,2 % en 2012, la croissance devrait atteindre 4,8 % en 2013, portée par une bonne campagne agricole tant au niveau des céréales que du coton. À plus de 6 millions de tonnes (Mt) en 2012-2013, la production céréalière est en hausse de 16 % par rapport à la moyenne de ces cinq dernières années. Avec 2,4 Mt la production de riz progresse de 36 % en une année. Quant à la production cotonnière, elle se situe à 450 000 t.

En revanche, la deuxième source de devises du pays, l'or est en recul. La production est en baisse dans plusieurs mines et en particulier dans la mine d'or de Sadiola. AngloGold Ashanti, opérateur avec Iamgold, a reporté son projet d'expansion et le développement souterrain de la mine. De 57 t anticipées pour 2013, la production devrait atteindre 49 t. La mine de Yatéla, opérée par Iamgold et AngloGold Ashanti, en fin de vie a suspendu ses activités d'excavation minières.

Le ministre de l'Industrie et des mines, Boubou Cissé, a annoncé qu'un « inventaire complet » des contrats en cours dans les secteurs minier et pétrolier serait réalisé et qu'il n'exclut pas de renégocier ceux qui sont contraires aux intérêts du pays.

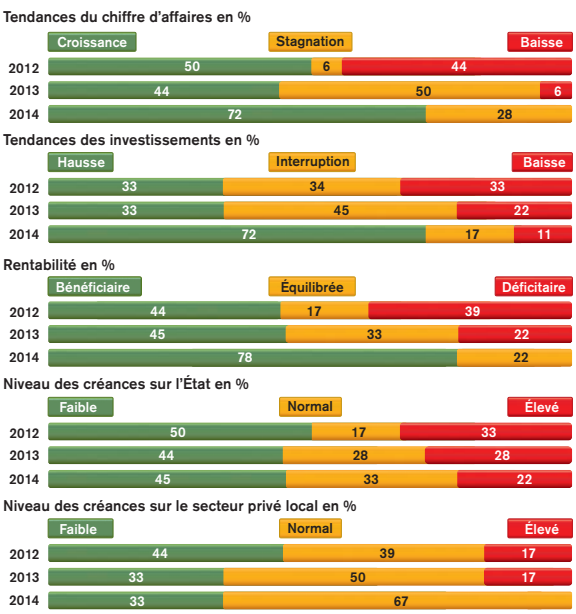
Un nouveau programme triennal devrait être très prochainement mis en œuvre. Il s'accompagnera d'une Facilité élargie de crédit du FMI.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,03 sur 5 ▼

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau portuaire	▼	Distribution électrique	▼
Réseau téléphonique	▼	Environnement fiscal	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Système de santé	▼
Financement des importations	▲	Niveau de corruption	▼
Coût de la main-d'œuvre	▲	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises



Niger

Chef de l'État : Mahamadou Issoufou • Vice President : Brigi Rafini • Population (millions) : 16,64 • Superficie (km²) : 1 267 000 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 383 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 11,2 % • Inflation 2012[2] : 0,7 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 186

La croissance s'est ralentie en 2013, avec un taux estimé à 6,2 %, après il est vrai une année 2012 soutenue par le coup d'accélérateur du lancement de la production pétrolière, qui s'est conjuguée en 2012 avec une hausse de la production d'uranium et une bonne récolte. Toutefois la situation sécuritaire de la région rend vulnérable l'économie.

La production pétrolière du champ d'Agadem, exploité par l'État en joint-venture avec la China National Petroleum Corporation (CNPC), n'a pas été à la hauteur des projections avec une production en moyenne de 13 000 barils jour (bj) en 2012 contre 16 000 bj anticipés.
L'amélioration prévue de la production en 2014 devrait porter la croissance à 7,5 % en 2014.

Les négociations pour le renouvellement du contrat liant le groupe Areva au Niger, qui arrive à son terme fin 2012 s'annoncent délicates. Le gouvernement nigérien conduit un audit sur l'exploitation des mines : il ne cache pas qu'il veut générer des ressources supplémentaires de ses richesses minières et a annoncé qu'il exigerait une compensation financière si le projet d'exploitation du gisement d'Imouraren subissait de nouveaux retards. La mise en exploitation de ce gisement est prévue pour 2015.

Ces négociations s'inscrivent dans un rapport de force maintenant plus favorable au Niger, avec notamment la Chine qui avance ses pions. Présente dans le pétrole, mais aussi l'uranium (mine d'Azelik, avec la China National Nuclear Corrportation – CNNC – en joint-venture avec l'État), elle vient d'accorder un prêt de 500 milliards FCFA via la banque publique China EximBank, qui sera remboursé à partir des fonds générés par l'activité pétrolière. En outre, la compagnie chinoise CNPC s'est engagée à investir 100 milliards FCFA dans la construction d'infrastructures routières reliant la région de Diffa, au nord-est du Niger, au Tchad voisin.

Toujours dans le domaine des infrastructures, et afin notamment de faciliter l'accès au port de Cotonou pour les exportations d'uranium, le Niger et le Bénin ont créé une société commune pour réhabiliter la construction et l'exploitation du chemin fer sur 1 200 km reliant Niamey à Cotonou. Le groupe Bolloré sera le partenaire stratégique, détenant 40 % de la société, et sera chargé de mobiliser le financement, soit environ 800 milliards FCFA.

Le groupe nigerian Dangote, le plus important producteur africain de ciment, a déclaré qu'il allait investit 350 millions USD pour construire une cimenterie d'une capacité de 1,5 million de tonnes (Mt) par an.

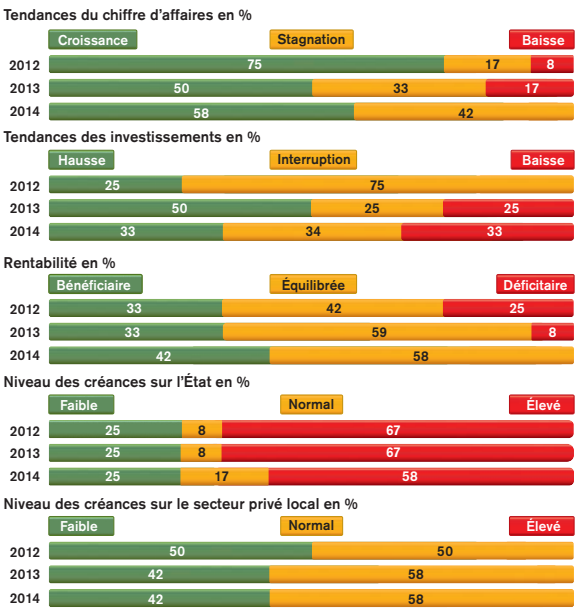
La campagne agricole 2012-2013 a été bonne avec une production céréalière de plus de 5 Mt, en hausse de 42 % par rapport à 2011-2012 et supérieure à la moyenne de ces cinq dernières années. Un excédent céréalier a été dégagé. Les premières estimations de la production agricole et pastorale pour la campagne 2013-2014 sont bonnes.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,89 sur 5

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Eau et assainissement	▲	Distribution électrique	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Efficacité de l'administration	▼
Qualité et stabilité de l'encadrement	▼	Environnement fiscal	▼
Coût des télécommunications	▲	Sécurité des personnes	▼
Coût de la main-d'œuvre	▼	Respect de l'humain	▼

Bilan des entreprises



NOS ACTIVITÉS EN *AFRIQUE*

TOTAL, LEADER DANS LA DISTRIBUTION DE PRODUITS PÉTROLIERS EN AFRIQUE, EST L'UNE DES PREMIÈRES ENTREPRISES FRANÇAISES ET LE CINQUIÈME GROUPE PÉTROLIER INTÉGRÉ COTÉ DANS LE MONDE.

SES 97 000 COLLABORATEURS DÉVELOPPENT LEUR SAVOIR-FAIRE DANS TOUS LES SECTEURS DE CETTE INDUSTRIE : EXPLORATION ET PRODUCTION DE PÉTROLE ET DE GAZ NATUREL, RAFFINAGE ET CHIMIE, TRADING, MARKETING ET SERVICES ET ÉNERGIES NOUVELLES DANS PLUS DE 130 PAYS.

Près de
10 000
SALARIÉS
9,6 % des effectifs du Groupe*

13,9
MILLIONS DE TONNES
de produits pétroliers distribués, soit 1,5 % de part de marché*

31%
DE LA PRODUCTION
d'hydrocarbures du Groupe*

5
RAFFINERIES
(Afrique du Sud, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal) dans lesquelles le Groupe détient une participation*

1,39
MILLION DE CLIENTS DANS LES 3 500 STATIONS-SERVICE
dans plus de 40 pays d'Afrique*

6,6 Md$
ONT ÉTÉ INVESTIS
par le Groupe en Afrique en 2012

** Chiffres 2012.*

© PHOTOS : JULIE STEFF, PASCAL LAURENT, WILFRID MASSAMBA

Nigeria

Chef de l'État : Goodluck Jonathan • Premier Vice-président : Namadi Sambo • Population (millions) : 168,8 • Superficie (km²) : 923 768 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 1 555 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 6,5 % • Inflation 2012[2] : 12,2 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 153

La croissance du Nigeria serait de 6,2 % en 2013 (7,2 % en 2014) et l'inflation ramenée à 9,9 % (8,2 % en 2014). Le ratio dette/PIB est de 20 % dont 18 % en dette intérieure. Le projet de budget 2014 est basé sur un baril à 74 USD, tout dollar au dessus étant versé au Excess Crude Account (ECA) qui ne comptait plus que 3 milliards USD mi-novembre (9 milliards USD en décembre 2012).

Pour la deuxième année consécutive, la Cnuced a classé le Nigeria première destination africaine pour les investissements directs étrangers (IDE). Le monde financier international a multiplié par 5 ses bons du Trésor, notamment depuis que JP Morgan les a intégrés à son indice de référence GBI-EM. Le seul plan stratégique infrastructures 2014-2043 fait état d'investissements nécessaires de l'ordre de 3 trillions USD. À la veille d'émettre un emprunt eurobligataire de 1 milliard USD en juillet, le Nigeria a remboursé 1,8 milliard USD d'arriérés auprès de traders pétroliers, 1,7 milliard USD restant à acquitter notamment auprès de BP, Shell, Total. Les vols (100 000 bj au premier trimestre), le vandalisme, les pannes sur des oléoducs vétustes ont réduit de 15 % la production pétrolière, à 2,1 Mbj (2,5 Mbj en 2012) ; Shell a dû invoquer la force majeure. Mais la prospection et le développement de puits continuent, notamment avec Afren, Lekoil, Heritage, Total. Les importations de produits pétroliers raffinés (7,6 Mb/mois) ont été suspendues en fin d'année en raison d'un excédent des volumes importés dans le cadre du nouveau programme swap pétrole-contre-essence. Il a été instauré suite à une enquête en 2012 mettant en évidence des fraudes massives dans le programme de subvention à l'essence.

L'énergie demeure le maillon faible. La vente le 30 septembre de la quasi-totalité des opérations de l'entreprise d'État Power Holding Company of Nigeria a déçu en ce qu'elle n'a attiré que des barons locaux mais adossés à Siemens et Manila Electric. Dans une deuxième phase, l'État recherche des investisseurs pour 80 % de 10 nouvelles centrales (Nigeria Independent Power Projects, NIPP). En septembre, un contrat de 1,3 milliard USD a été signé avec la Chine pour réaliser la centrale de Zungeru (700 MW) avec Synohydro et CNEEC ; Xian Electric rénove le secteur transmission. General Electric investira 1 milliard USD sur cinq ans. HQMC Korea investirait 30 milliards USD dans le solaire. Dangote a annoncé investir (16 milliards USD) dans une raffinerie pétrolière (20 000 bj), une usine pétrochimique (60 000 t/an polypropylène) et d'engrais (Engineers India remportant le contrat d'ingénierie-conseil), mais aussi dans le ciment, les mines, le sucre, le riz, etc.

La production agricole a augmenté de 8 Mt, les importations alimentaires ont baissé de 5,2 milliards USD et les exportations augmenté de 790 millions USD en 2012. La taxe à l'importation de riz poli est passée à 100 %, à 60 % sur le sucre roux et l'importation de sucre conditionné est interdite. Les prêts bancaires à l'agriculture ont atteint 25 milliards de nairas* en forte hausse. Le gouvernement investit 63 millions USD dans le manioc, qui devrait se substituer au blé importé. Les taxes à l'importation de matériel agricole ont été éradiquées.

Au plan politique, fin novembre, l'Assemblée a prorogé pour six mois l'état d'urgence dans les Etats de Borno, de Yobe et d'Adamawa, au nord-est, où l'armée combat la secte meurtrière Boko Haram.

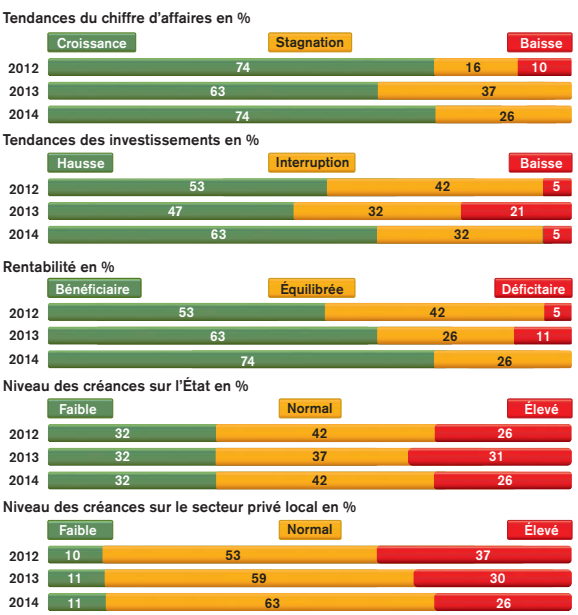
**1 naira (NGN) = 0,0046 EUR au 18/12/2013*

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,12 sur 5 ▲

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Qualité du secteur bancaire	▲	Réseau routier	▼
Droit du travail	▼	Fraude douanière	▼
Taux d'absentéisme	▲	Droit foncier	▼
Fiabilité des partenaires et interlocuteurs	▲	Sécurité des personnes	▼
Coût des télécommunications	▲	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises



Le spécialiste du recrutement des cadres et des dirigeants sur l'Afrique

Paris – Johannesburg – Le Cap – Casablanca – Le Caire – Alger - Tunis

- Plus de 1000 recrutements réalisés dans 38 pays africains au cours des 5 dernières années.
- 55 consultants spécialisés sur l'Afrique alliant une double expertise métier/marché.
- Une approche combinant plusieurs méthodes de recherche : fichier, approche directe, annonces presse et internet.
- PageGroup : plus de 35 ans d'expérience du recrutement à l'international (153 bureaux - 34 pays) pour l'expatriation, le détachement, le recrutement local et l'intérim management.

- **Contact : Paul Mercier - Tel : +33(0)1 41 92 44 88** • **Pour vos recrutements : relationsclients@michaelpage.fr**
- **Pour votre évolution de carrière : afrique@michaelpage.fr**

Michael Page
Africa

www.michaelpageafrica.com

Sénégal

Chef de l'État : Macky Sall • Premier Ministre : Aminata Touré • Population (millions) : 12,9 • Superficie (km²) : 197 000 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 1 032 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 3,5 % • Inflation 2012[2] : 1,4 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 154

L'économie sénégalaise donne l'impression de patiner : les perspectives de croissance restent en deçà des attentes en 2013 avec 4 %. Mais l'inflation a été réduite à 1,4 % et devrait rester maîtrisée. L'objectif de ramener le déficit budgétaire à 5,9 % du PIB a été respecté grâce à une ferme maîtrise des dépenses et malgré de fortes moins-values des recettes. Du côté des réformes, des progrès restent à faire, note le FMI qui considère que le secteur de l'électricité reste un réel handicap. L'institution évoque un « lourd fardeau » pour le budget. Subventions au tarif, impôts non payés par la Société nationale d'électricité (Sénélec), et investissements réalisés par l'État pour le compte de l'entreprise ont dépassé 2,5 % du PIB en 2012. Depuis deux ans, le gouvernement multiplie les projets, mais il faudra encore attendre, de un à trois ans, pour voir les nouvelles capacités de production électrique entrer en fonction.

Les anciens piliers de l'économie sénégalaise s'effondrent : l'arachide est en pleine crise, le tourisme peine à remonter la pente et le phosphate connaît des problèmes récurrents de qualité et de compétitivité. Quant à l'industrie de la pêche, elle est confrontée à la raréfaction de la ressource. Outre les réformes ou les mesures à prendre pour redresser ces anciens piliers, l'économie du pays doit aussi s'appuyer sur le développement agricole, les mines, mais aussi les technologies de l'information. Internet contribue déjà à 3,3 % du PIB, selon une étude de McKinsey, le meilleur résultat pour un pays africain.

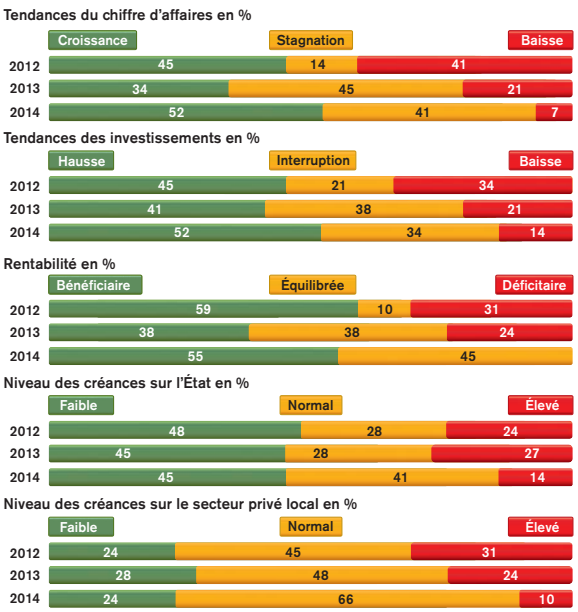
Si depuis son élection en 2012, le président Macky Sall a bien avancé sur l'urgence sociale et la bonne gouvernance, selon certains observateurs, il reste encore attendu sur la relance économique et la création d'emplois.
Au regard du rapport Doing Business 2014, sorti à l'automne 2013, le Sénégal a chuté au fond du classement, à la 178e place sur 189… L'annonce a fait l'effet d'une douche froide

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,34 sur 5

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau internet	▼	Distribution électrique	▼
Droit du travail	▼	Droit foncier	▼
Sécurité des personnes	▼	Impact du secteur informel	▲
Coût de la main-d'œuvre	▼	Niveau de corruption	▼
Respect de l'humain	▼	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises



Guide business Sénégal 2013
Numéro 1933 - juin 2013

Notre métier, l'assurance

SUNU ASSURANCES HOLDING SA
59 bis, avenue Foch
94100 Saint-Maur des Fossés
France
Tél. : + 33 (0)1.48.86.62.66
Fax : + 33 (0)1.48.86.62.55
E-mail : sunu-assurances@sunu-group.com
Site internet : www.sunu-group.com

Le réseau SUNU en Afrique

BURKINA-FASO
RAYNAL S.A.
Tél. : (226) 50.30.25.12
E-mail : raynalsa@fasonet.bf

BENIN
Union Béninoise
d'Assurance Vie (UBA-Vie)
Tél. : (229) 21.30.02.12
E-mail : uba@ubavie.com

Avie
Tél. : (229) 21.31.83.55
E-mail : infos@avieassur.com

CAMEROUN
Union des Assurances
du Cameroun Vie (UA Cam-Vie)
Tél. : (237) 33.42.12.46
E-mail : contact.uacam@uacamvie.com

CENTRAFRIQUE
Union des Assurances
Centrafricaines-IARD (UAC-IARD)
Tél. : (236) 21.61.31.02
E-mail : uac-iard@uac-iard.com

CÔTE D'IVOIRE
Union des Assurances
de Côte d'Ivoire Vie (UA-Vie)
Tél. : (225) 20.31.04.00
E-mail : info@uavie.ci

Le Millénium Assurances
Internationales-IARD
(LMAI-IARD)
Tél. : (225) 20.25.18.18
E-mail : lmai-iard@lmai-iard.com

Le Millénium Assurances
Internationales-Vie (LMAI-Vie)
Tél. : (225) 20.25.44.44
E-mail : lmai-vie@lmai-vie.com

L'Alliance Africaine
d'Assurances Vie (3A-Vie)
Tél. : (225) 20.33.98.20
E-mail : aaavie@aaavie.com

GABON
Union des Assurances
du Gabon-Vie (UAG-Vie)
Tél. : (241) 74.34.34
E-mail : uagvie@uagvie.com

GUINÉE
Union des Assurances
de Guinée-IARD (UA-IARD)
E-mail : info.guinee@ua.iard.com

MALI
Union des Assurances
du Mali-IARD (UAM-IARD)
Tél. : (223) 75.59.26.11
E-mail : infos@uam.iard.com

NIGER
Union Générale des Assurances
du Niger-IARD (UGAN-IARD)
Tél. : (227) 20.73.40.71
E-mail : ugan-iard@ugan-iard.com

Union Générale des Assurances
du Niger-Vie (UGAN-Vie)
Tél. : (227) 20.73.41.75
E-mail : ugan-vie@ugan-vie.com

SENEGAL
Union des Assurances
du Sénégal-Vie (UASen-Vie)
Tél. : (221) 33.889.00.40
E-mail : uasenvie@uasen.com

TOGO
Union des Assurances
du Togo-IARD (UAT-IARD)
Tél. : (228) 221.10.34
E-mail : uat.iard@uatiard.com

Union des Assurances
du Togo-Vie (UAT-Vie)
Tél. : (228) 222.51.95
E-mail : uatvie@uatvie.com

Réalisation FIBleuSAS fibleu@club-internet.fr

Sénégal

pour le gouvernement qui a pourtant mis en place un Programme de réformes pour l'amélioration de l'environnement des affaires et de la compétitivité (PREAC) sur la période 2013-2015 avec pour objectif d'inscrire le Sénégal sur la voie de l'émergence avec le secteur privé comme moteur de la croissance.

Le président sénégalais a répondu aux critiques en mettant en avant les dernières mesures prises pour améliorer le climat des affaires : suppression de l'autorisation de transaction, enregistrement en 24 heures des demandes de création d'entreprise, automatisation du commerce transfrontalier, facilités dans le transfert de propriété, création d'un centre pour les PME, entre autres. Mais ces mesures ont été appliquées un peu trop tard pour être prises en compte… Il faudra donc attendre le Doing business 2015. Les chantiers à venir ne manquent pas pour les entreprises : coûts de l'énergie, accès difficile aux financements, complexité de la fiscalité et problèmes fonciers constituent toujours des freins à leur développement.

Avis d'expert Société Générale

CONSEILS MOYENS DE PAIEMENT

Les pratiques générales

Les moyens de paiement les plus fréquemment utilisés sont les virements, les remises documentaires et les crédits documentaires.

Bon à savoir

Le secteur bancaire est composé de 20 banques concentrées dans les trois plus grandes villes du pays. Il est dominé par des filiales de banques françaises, nigérianes, marocaines et panafricaines. Le système bancaire semble être relativement robuste, en attestent les tests de résistance effectués par le FMI. La spécificité du pays réside dans sa réglementation des changes (Réglementation des changes 09/2010 CM UEMOA) qui impose le respect de certaines dispositions avant toute sortie de devises. De fait, les importations de marchandises en provenance de pays situés hors de la zone franc doivent faire l'objet d'une domiciliation bancaire.

Cette procédure consiste en la constitution d'un dossier d'importation (deux copies de la facture ou du contrat commercial) auquel est attribué un numéro d'ordre.

Lors de la demande de paiement, les transferts inferieurs à 500 000 FCFA sont libres de justificatifs. Toutefois, les intermédiaires agréés doivent s'assurer de l'identité du demandeur et du bénéficiaire. à partir de 10 millions de francs CFA, les opérations d'importation et d'exportation sont soumises à la domiciliation. Les justificatifs réclamés lors du paiement sont :

- à l'import : Déclaration préalable d'importation, Autorisation de change, une copie certifiée conforme du contrat commercial, Attestation d'importation visée par la douane ;
- à l'export : Engagement de change, Attestation d'exportation visée par la douane et une copie certifiée conforme du contrat commercial.

Lorsqu'il est prévu un versement d'acompte, l'importateur doit fournir une copie conforme du contrat commercial imposant le versement dudit acompte.

Les paiements d'avance sont autorisés seulement dans les deux cas suivants : lorsque le crédit documentaire est exigible 8 jours avant la date d'expédition ou lorsque le connaissement maritime de mise à bord est présenté, prouvant que le paiement est exigé sur remise des documents. À noter, le régime de change de l'UEMOA est un dispositif conventionnel de rattachement à l'euro.

Notre recommandation

Le choix du moyen de paiement dépend avant tout de la relation commerciale (qualité et ancienneté de la relation, rapport de force, contrainte financière et risque). Les plus utilisés sont le virement et la remise documentaire, mais selon la contrepartie, il est recommandé d'avoir recours au crédit documentaire, à la remise documentaire à vue ou contre acceptation d'une traite avalisée.

Avis d'expert CMS Bureau Francis Lefebvre. Jean Jacques Lecat - Avocat Associé

En 2013 une profonde réforme de la fiscalité est entrée en vigueur. Les mesures de faveur pour les entreprises qui réalisent des investissements et/ou procèdent à des exportations ainsi que les autres régimes dérogatoires ont été supprimés du code des investissements et regroupés au sein du nouveau Code Général des Impôts (CGI). À cette occasion le taux de l'impôt sur les sociétés a été augmenté de 25 % à 30 %. Cependant, les conditions de déductibilité de certaines charges ainsi que le régime des mères et filiales ont été simplifiés. Les sociétés qui réalisent 80 % de leur chiffre d'affaires à l'export ne sont imposables que sur 50 % de leur bénéfice imposable et bénéficient d'une exonération permanente de la contribution normalement due par les employeurs au taux de 3 % sur la masse salariale.

Les sociétés qui réalisent des investissements d'un montant supérieur ou égal à 100 000 000 FCFA (152 449 EUR) dans les secteurs éligibles peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 40 % du montant des investissements réalisés, plafonné à 50 % du bénéfice imposable de l'entreprise nouvelle (70 % si l'entreprise s'installe hors de la région de Dakar). Ce crédit d'impôt peut être étalé sur 5 exercices ou, lorsque l'investissement réalisé excède 250 000 000 FCFA (381 123 EUR) sur 10 exercices. La création au Sénégal d'une holding destinée à investir dans la sous-région est facilitée par l'assouplissement du régime des sociétés mères et filiales (applicable désormais dès la détention de 10 % du capital de la filiale au lieu de 20 % auparavant) et par la création à compter de 2013 d'un régime de holding applicable aux sociétés sénégalaises détenant au moins 10 % des titres de leurs filiales et ayant pour activité la gestion de leur participation et/ou la fourniture de prestation aux sociétés de leur groupe (centralisation de trésorerie, fonctions de direction, recherche et développement). Par ailleurs, les mesures de lutte contre l'évasion fiscale ont été renforcées. Ainsi le CGI pose le principe de la réintégration aux résultats des bénéfices indirectement transférés à des entreprises situées hors du Sénégal, par des entreprises qui sont sous leur dépendance ou qui en possèdent le contrôle, par majoration ou diminution des prix d'achat ou de vente de biens ou services, soit par sous-capitalisation, soit par tout autre moyen. Une documentation détaillée en matière de prix de transfert doit désormais être tenue à la disposition de l'administration par ces entreprises dès le début d'une vérification de comptabilité lorsque leur chiffre d'affaires annuel hors taxes excède 5 milliards FCFA (7 622 450 EUR). De plus les intérêts, redevances ou rémunérations de prestations de services versés par des personnes résidant au Sénégal à des entreprises établies dans un paradis fiscal (c'est-à-dire un pays ou territoire dont le taux d'imposition est inférieur à 15 %) ou dans un État non coopératif (dont la liste est établie par le Ministre chargé des Finances) ne sont plus admis en déduction du bénéfice imposable de l'entreprise sénégalaise que lorsque cette dernière apporte la preuve de la réalité des opérations fournies et du caractère normal et non exagéré des sommes versées.

Sierra Leone

Chef de l'État : Ernest Bai Koroma • Vice-président : Samuel Sam-Sumana • Population (millions) : 6 • Superficie (km²) : 71 740 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 635 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 15,2 % • Inflation 2012[2] : 3,8 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 177

La croissance de la Sierra Leone demeure une des plus élevées au monde : 13,3 % en 2013 et 14 % en 2014, selon le FMI. L'inflation a été ramenée à 10,3 % en 2013 et 7,7 % sont prévus pour 2014. Avec l'essor des exportations de minerai de fer en 2012, les réserves en devises ont grimpé à 3 mois d'importations fin 2012. En octobre, le FMI a approuvé une facilité élargie de 96 millions USD sur 3 ans, avec un décaissement immédiat de 13,7 millions USD.

La production de minerai de fer est passée 137 000 t en 2011 à 6,6 millions de tonnes (Mt) en 2012. À Tonkolili, African Minerals produirait 15 à 18 Mt (5,1 Mt en 2012). London Mining produirait plus de 3,3 Mt à Marampa. Sula Iron & Gold a eu des résultats positifs sur ses forages (fer et or) dans la ceinture Sula-Kangari, contigüe à Tonkolili. Côté pétrole, le Russe Lukoil a commencé à forer en eaux profondes.

Les exportations de diamants ont atteint 331 471 carats au premier semestre 2013 (+43 % par rapport à début 2012), dont 62 % produit par l'Israélien Koidu, le reste étant artisanal. Plusieurs protocoles d'accord ont été signés en matière d'électricité, le pays estimant à 3,5 milliards USD les investissements nécessaires pour multiplier par 10 sa production d'ici 2017 (100 MW actuellement) : Hydrochina pour les centrales hydroélectriques de Bekongkor et Mange (260 MW ; 800 millions USD) ; Mujimoto avec China National Electric Engineering et New Generation Energy pour développer du thermal-solaire (500 MW) ; l'Allemand BC Bangert pour une unité solaire (100 MW) ; l'Indien Jindal Steel and Power pour une centrale à charbon (350 MW). Le Britannique Joule Africa, avec Endeavor Energy, porteraient pour sa part à 252 MW (800 millions USD) la production de la centrale hydroélectrique de Bumuna (50 MW actuellement).
Freetown a signé pour 8 milliards USD de contrats avec la Chine en 2013, dont 6,5 milliards USD avec Kingho Energy (minerai de fer ; 250 km de voies ferrées entre Tonkolili, où il a deux licences d'exploration, à Sulima ; port en eaux profondes ; raffinerie alimentée par une centrale hydraulique de 350 MW). Hainan Natural Robber investira 1,3 milliard USD dans l'hévéa et le riz et Chinese Railway International construira un nouvel aéroport à Freetown (300 millions USD).

Au plan politique, Ernest Bai Koroma a été réélu pour un second et dernier mandat avec 58,7 % des voix.

sage

Vous cherchez une solution informatique pour accompagner votre développement à l'international ?

Bienvenue chez Sage !

Parce que nous connaissons bien les challenges que vous devez relever, nous vous accompagnons au quotidien avec des logiciels adaptés à vos besoins.

Contactez nous

+33 5 56 136 988

ContactInternational@sage.com

www.sage.fr

© Sage 2013 - Tout droit réservé, Société par Actions Simplifiée au capital de 6 250 000 euros - Siège social : 10, rue Fructidor - 75834 Paris cedex 17 - RCS Paris 313 966 129. La société Sage est locataire-gérant de la société Ciel - Crédits photos : T.Paviot -S1030_EXP _12-13 - **Sage** studioPAO

Togo

Chef de l'État : Faure Essozimma Gnassingbé • Premier Ministre : Kwesi Séléagodji Ahoomey-Zunu • Population (millions) : 6,2 • Superficie (km²) : 56 785 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 574 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 5,6 % • Inflation 2012[2] : 2,6 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 159

Les perspectives économiques du Togo restent bonnes. La croissance économique, en léger repli, imputable aux mauvaises conditions météorologiques et à un fléchissement de l'activité minière, devrait tout de même avoisiner 5,5 % en 2013. Le FMI pronostique une croissance à 6 % en moyenne au cours des trois prochaines années grâce à une bonne performance agricole et des exportations.

Le Togo privé de l'appui du FMI depuis fin 2011, devrait bénéficier d'un prêt d'environ 83 millions USD dans le cadre d'un programme économique triennal. Le déficit extérieur se creuse et l'inflation est contenue. Le point faible reste les finances publiques. Un budget révisé a dû être approuvé en milieu d'année afin de stabiliser la situation financière, notamment à cause des dépenses relatives aux élections législatives, qui ont été supérieures aux montants inscrits au budget. Le FMI note un ralentissement des réformes structurelles, notamment pour les secteurs des mines, des télécommunications et de l'énergie.

La production céréalière continue de progresser (+20 %) pour atteindre 1,265 million de tonnes (Mt) pour la campagne 2012-2013, avec une nette croissance de la production de maïs et de riz, mais un effondrement du mil.

La croissance est tirée par les activités du Port autonome de Lomé (PAL), de l'aéroport et du secteur des phosphates. L'ambition du PAL de devenir une plateforme de transbordement pour la sous-région se concrétise peu à peu. Un consortium de six bailleurs de fonds dirigé par la SFI vient de débloquer 225 millions USD pour financer la construction d'un nouveau terminal à conteneurs par la co-entreprise Lomé Container Terminal (LCT). La réalisation de ce terminal permettra au port d'afficher une capacité 2,2 millions de conteneurs. De son côté, Bolloré poursuit la construction d'un troisième quai, avec notamment Eiffage qui va réaliser les travaux de terre-pleins (contrat de 26 millions EUR).

Dans le paysage bancaire, les capitaux marocains, avec Attijariwafa Bank et BMCE à travers Bank of Africa (BOA), font leur entrée. Après avoir obtenu son agrément en début d'année, BOA a annoncé l'ouverture de sa filiale togolaise en octobre. De son côté, Attijariwafa Bank a remporté l'appel d'offres pour la privatisation de BIA Togo et possède désormais 55 % du capital selon un accord finalisé en septembre.

Le climat des affaires s'améliore. Le Togo, en progression de 2 places, arrive à la 157e position dans le classement du Doing business 2014 et fait partie des 20 pays qui ont le plus réformé la réglementation des affaires. Le pays a notamment mis en place un guichet unique pour la création d'entreprises, des chambres commerciales spécialisées ainsi qu'une Cour d'arbitrage commercial (CATO).

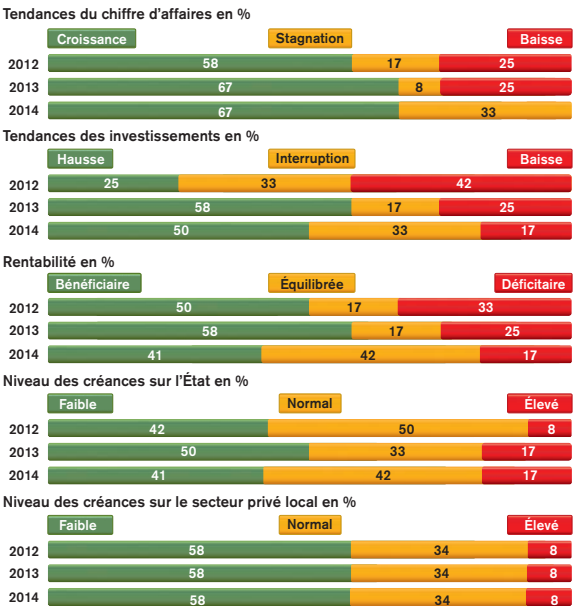
Au plan politique, après plusieurs mois de report et de tensions, les élections législatives ont eu lieu le 25 juillet et ont été remportées par le parti du président togolais Faure Gnassingbé Eyadéma, l'Union pour la République (UNIR) avec 62 des 91 sièges.

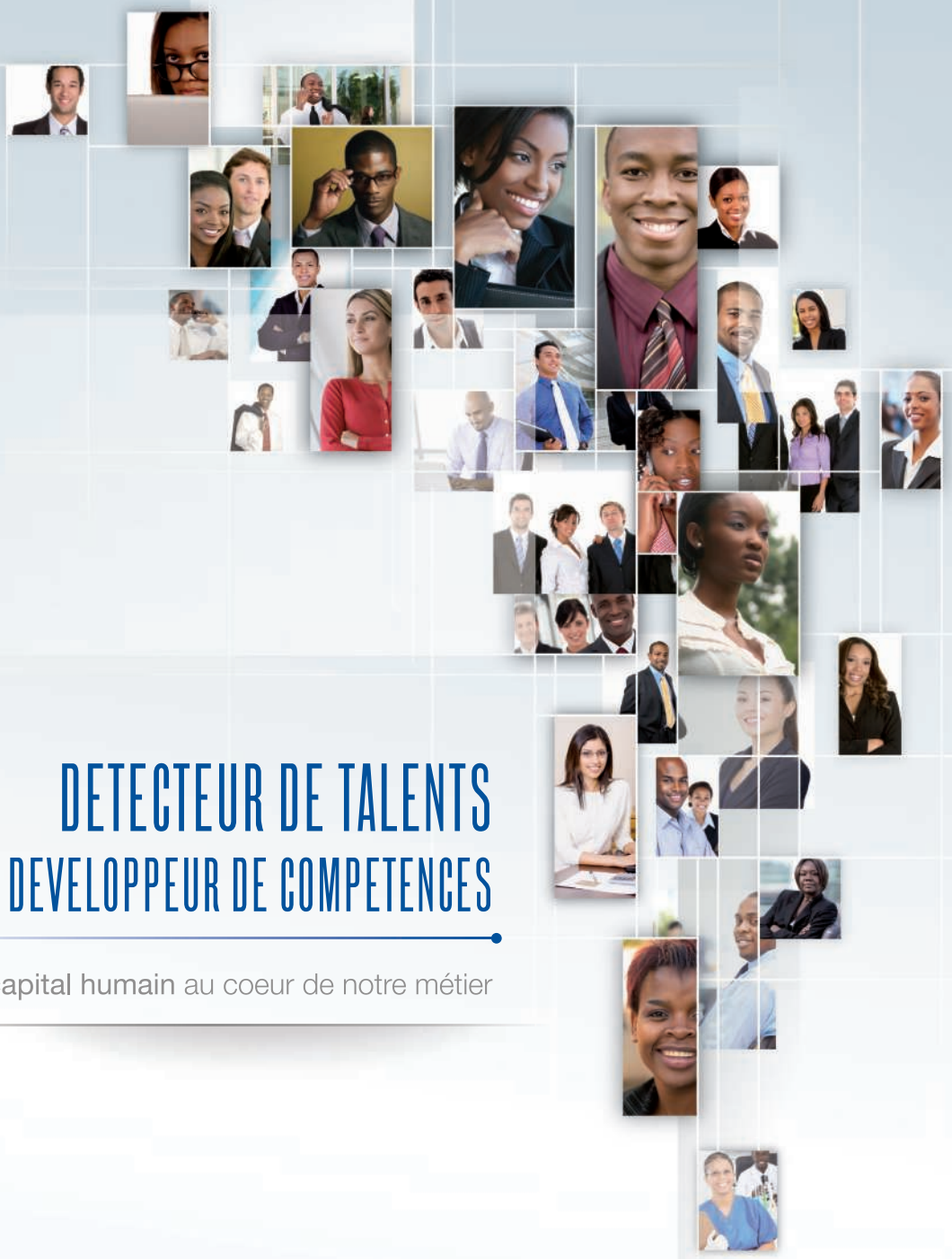
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,59 sur 5 ▲

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau portuaire	▲	Réseau routier	▲
Efficacité de l'administration	▲	Tarifs douaniers	▶
Qualité du secteur bancaire	▲	Impact du secteur informel	▲
Taux d'absentéisme	▲	Coût de l'électricité	▲
Coût de la main-d'œuvre	▲	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises





DETECTEUR DE TALENTS
DEVELOPPEUR DE COMPETENCES

Le capital humain au coeur de notre métier

AFRIC SEARCH

Paris | Washington | Johannesburg | Dakar | Abidjan | Lomé | Cotonou | Douala

(1).Banque mondiale. (2). FMI (octobre 2013). (3). PNUD (novembre 2013)

Cameroun

Chef de l'État : Paul Biya • Premier ministre : Philemon Yang • Population (millions) : 21,7 • Superficie (km²) : 475 440 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 1 151 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 4,6 % • Inflation 2012[2] : 2,4 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 150

La croissance camerounaise serait encore de 4,6 % en 2013 (4,9 % en 2014) et l'inflation de 2,4-2,5 %, selon le FMI. Le déficit de compte-courant (y compris les dons) est en hausse, à -3,7 % du PIB, lié notamment aux rapatriements de bénéfices des sociétés étrangères. Le stock de la dette a atteint 16 % du PIB en 2012, les financements extérieurs obtenus étant essentiellement des emprunts à des taux non concessionnels. Face à un budget 2013 en hausse de 15,6 % et pour financer son déficit, le gouvernement devait emprunter 1 milliard USD sur les marchés.
À noter que les prévisions budgétaires sont fondées sur un baril à 105 USD pour 2013 et 100 USD pour 2014 avec une production de 9,3 Mt en 2013.

La production de pétrole atteindrait 100 000 bj en 2013 (60 000 en 2012 ; 45 % des devises ; 7 % du PIB) grâce à l'entrée en production des trois champs opérés par Perenco, Glencore et Addax. Un appel d'offres a été lancé pour 3 nouveaux blocs offshore (Lungahe, Bomana, Dissoni) et 2 onshore (Kombe-Nsepe et Manyu). Les droits de transit du pétrole tchadien vers le port de Kribi ont été relevés de 195 à 618 FCFA le baril. Un accord a été négocié avec le Niger pour l'exportation du sien via un oléoduc de 600 km qui rejoindrait celui Tchad-Cameroun.
Malgré l'échec de sa reprise par le Chinois Hanlong Mining, l'Australien Sundance Resources démarre le projet de minerai de fer de Mbalam-Nabeba (35 Mt/an ; 4,7 milliards USD) ; la mise en production est prévue fin 2017 avec à la clé une ligne ferroviaire de 500 km pour laquelle un appel d'offres devait être lancé fin 2013. Deux Américains, Uranium Hunter et Foy-Johnston, ont obtenu des concessions aurifères, tandis que C& K Mining (Cameroun/Corée du Sud) a démarré sa production de diamant à Mobilong (objectif de 800 000 carats/an). Botswana Diamond prospecte.

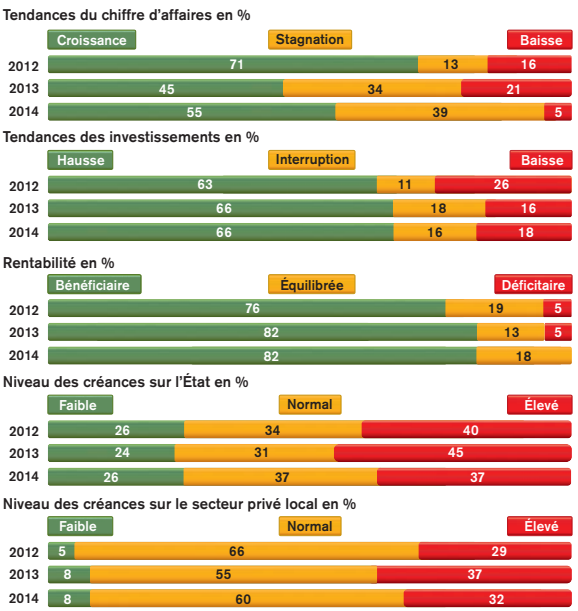
Pour tripler sa production d'énergie, actuellement de 933 MW, le Cameroun investira 12 milliards USD. EDF construit la 3e centrale hydroélectrique du pays, à Natchigal (360 MW ; 610 millions EUR) destinée à alimenter l'usine d'Alucam. Un consortium mené par le Sud-Africain GSC Energy construira une centrale solaire (2,2 milliards USD ; 500 MW). En revanche, la centrale de Kribi a pris du retard et AES a cédé (220 millions USD) ses activités de production et distribution à Actis. L'Allemand G Power Cement construit une cimenterie (800 000 t/an ; 91 millions USD), tandis que le Nigérian Dangote (Dangcem) devait démarrer sa production fin 2013 (115 millions USD ; 1,5 Mt).

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,43 sur 5

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau téléphonique	▼	Eau et assainissement	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Efficacité de l'administration	▼
Financements des importations	▲	Impact du secteur informel	▼
Qualité et stabilité de la main-d'œuvre	▲	Délais des procédures judiciaires	▲
Coût du fuel	▲	Niveau de corruption	▲

Bilan des entreprises



Les exportations de cacao ont baissé de 10 % sur les 10 premiers mois de la campagne 2013-2014, la production ayant été de 227 000 t en 2012-2013. Le Français Touton vient de s'implanter. Suite au rejet de 2000 t de cacao à l'entrée dans l'UE fin 2012 et à l'entrée en vigueur le 1er avril 2013 de la réglementation UE sur les Hap (hydrocarbures aromatisés polycycliques), le Cameroun a lancé un vaste projet qualité. Les exportations de café, en baisse sur décembre 2012/octobre 2013 ont totalisé 16 725 t et la récolte de coton atteindrait 260 000 t en

La meilleure compagnie aérienne d'Europe

A STAR ALLIANCE MEMBER

Découvrez toutes les couleurs de l'Afrique avec Turkish Airlines.

Le continent le deuxiéme plus grand et le deuxiéme plus peuplé du monde attend pour vous.

Découvrez l'Afrique avec les vols réguliers de Turkish Airlines.

turkishairlines.com

0825 800 902 (appel à 0,15euro TCC/mn)

Elue Meilleure compagnie aérienne d'Europe lors des Skytrax Passengers Choice Awards de 2013

facebook.com/TurkishAirlinesFR twitter.com/TK_FRANCE

WIDEN YOUR WORLD | TURKISH AIRLINES

Cameroun

2013/14 (+18 %). L'Américain Herakles Farm développera sa plantation d'huile de palme mais sur 20 000 ha.

Au niveau politique, plusieurs Français ont été pris en otages, la famille Tanguy Moulin-Fournir, enlevée le 19 février et libérée le 19 avril, acte revendiqué par le groupe islamiste Boko Haram, et le père Georges Vandenbeusch le 13 novembre. Le RDPC de Paul Biya a remporté 56 des 70 sièges aux élections sénatoriales, en avril, et 30 ont été nommés par le chef de l'État, et 148 sur les 180 sièges à l'Assemblée nationale le 30 septembre.

À noter que l'homme d'affaires camerounais, Yves Michel Fotso, a été condamné mi-décembre à 25 ans de prison pour détournement de deniers publics dans le cadre de l'acquisition d'un avion pour les déplacements du chef de l'État. L'ancien directeur général de Cameroon Airlines a décidé la fermeture de deux de ses entreprises, FGH-SA et Clean Oil, avec à la clé le licenciement de plusieurs milliers de personnes.

Avis d'expert Société Générale

CONSEILS MOYENS DE PAIEMENT

Les pratiques générales

Au Cameroun, les moyens de paiement sont régis par le Règlement Cemac n° 02 du 28 mars 2003 relatif aux systèmes, moyens et incidents de paiement. Les principaux moyens de paiement utilisés sont les virements « Swift », les traites acceptées, les remises documentaires, et les crédits documentaires. Le choix entre les différents moyens de paiement se fait en fonction de la connaissance et de la relation de confiance entre l'acheteur et le vendeur.

Les opérations de commerce extérieur sont régies par la réglementation des changes bâtie autour du règlement n° 02/00/CEMAC/UMAC/CM du 29 avril 2000 et son Instruction Générale d'application n° 03/0009/CF/MINFI/DCE/D du 07/01/2003. Selon cette Instruction Générale, la banque doit tenir, pour chaque règlement, un dossier de domiciliation qui comporte le titre d'importation, les factures commerciales et le connaissement ou la LTA (lettre de transport aérien).

Aujourd'hui le transfert est le mode de paiement le plus fréquent dans le cadre des opérations de règlement internationales. Toutefois, le dispositif réglementaire en la matière est imprécis et évolue en fonction des contraintes inconnues de la BEAC (Banque des États de l'Afrique centrale). C'est ainsi qu'en mars 2011 les exigences ont été renforcées par l'Instruction n° 891/D/COF du 17/03/2011 relative à la mise à disposition des documents justificatifs originaux (facture, connaissement ainsi que la preuve de l'exécution effective du dernier transfert autorisé) pour toute demande de transfert international faite par une banque en vue d'approvisionner son compte à l'étranger. Le délai moyen de traitement est alors de trois semaines, ce qui rend quelque peu incertains les règlements par transfert international via la BEAC. Cependant, la demande d'opérations de crédit et remise documentaires, recommandées pour leur aspect sécurisant, est croissante.

Bon à savoir

Les règlements des importations ne dépassant pas 100 millions de francs CFA peuvent être exécutés par les banques sur la base d'une facture pro forma ou tout autre justificatif.

Le versement d'acomptes n'est possible qu'à hauteur de 50 % maximum de la facture et s'ils avaient été expressément prévus par les partenaires commerciaux. Il n'y a pas de commission de change entre l'euro et le franc CFA.

Faire face ensemble, Accompagner autrement.

La BICEC soutient votre activité et vous accompagne au Cameroun et partout dans le monde.

PROFESSIONNELS ENTREPRISES

•

DES OFFRES ET SERVICES BANCAIRES POUR ASSURER VOTRE PÉRENNITÉ

SÉCURITÉ ET RAPIDITÉ DE VOS OPÉRATIONS

Vous envisagez d'exporter, d'importer ? À chaque besoin sa solution :
Découvrez notre gamme variée de produits de financement et de modes de règlements sécurisés.

- Le financement à court terme
- Le financement à moyen terme
- Les moyens de paiement
- La banque à distance
- Les règlements à l'import - export
- La gestion du risque de change
- Les transferts de fonds
- Les crédits et remises documentaires

Pour vous accompagner partout dans le monde, votre banque s'appuie sur un vaste réseau de Partenaires.

GROUPE BPCE

La Présence bancaire au Cameroun

BICEC GROUPE BPCE

www bicec com

Cameroun

Avis d'expert CMS Bureau Francis Lefebvre. Jean Jacques Lecat - Avocat Associé

Un nouveau cadre d'incitations qui remplace la charte des investissements de 2002 a été établi par la loi sur l'investissement privé du 18 avril 2013, suivie de plusieurs décrets d'application adoptés en septembre.

Cette nouvelle loi peut bénéficier aux entreprises exerçant dans tous secteurs d'activité à l'exception de ceux régis par des codes spécifiques (pétrole, mines, investissements relevant des contrats de partenariat), dès lors que leur projet satisfait à l'un des critères suivants : créer au moins un emploi par tranche d'investissement d'un montant allant de 5 à 25 millions de FCFA selon la taille de l'entreprise et le secteur d'activité, ou réaliser de 10 à 25 % du son chiffre d'affaires annuel hors taxe à l'exportation, ou utiliser des ressources naturelles nationales à concurrence de 10 à 25 % de la valeur des intrants, ou contribuer à concurrence de 10 à 30 % de son chiffre d'affaires à la réalisation d'une valeur ajoutée nationale.

Outre certaines garanties juridiques, les investissements bénéficient d'avantages fiscaux et douaniers pendant la phase d'installation pour une durée maximale de 5 ans (exonération de droits de douane, de droits d'enregistrement sur certains actes, de la patente, de la TVA sur les biens importés ainsi que sur certaines prestations de services) et pendant au maximum 10 ans au cours de la phase d'exploitation. La nature et l'étendue de ces derniers avantages sont fixées dans la décision d'agrément en fonction du volume de l'investissement et des retombées économiques escomptées.
Le code général des impôts prévoit par ailleurs des avantages fiscaux concernant en particulier une réduction d'impôt sur les bénéfices égale à la moitié des investissements effectués, plafonnée à la moitié du bénéfice déclaré, à condition d'investir au moins 25 millions de FCFA (38 112 EUR) et un régime spécial pour les projets structurants concernant les investissements (d'au moins cinq milliards FCFA (7 622 450 EUR) pour les entreprises dont le chiffre d'affaires excède un milliard FCFA (1 524 490 EUR) et 500 millions FCFA (762 245 EUR).

En régime de droit commun, la fiscalité des entreprises demeure cependant l'une des plus lourdes d'Afrique. Les bénéfices sont imposés au taux de 38,5 %, les dividendes supportent une retenue de 16,5 % (15 % pour les sociétés mères françaises). Les conditions de déductibilité des sommes versées par des entreprises camerounaises à des entreprises étrangères au titre des prestations d'assistance ou de frais de siège ont à nouveau été restreintes par la loi de finances pour 2013. Ces rémunérations ne peuvent désormais pas dépasser 5 % du bénéfice imposable dans le cas général (au lieu de 10 % auparavant), 2,5 % du chiffre d'affaires pour les entreprises de travaux publics (au lieu de 5 %) et 7,5 % du chiffre d'affaires pour les bureaux d'étude et d'ingénieurs conseils. De plus ces limites s'appliquent désormais même en cas d'existence d'une convention fiscale.

Guide business
Cameroun 2013
Numéro 1950 - octobre 2013

C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre

VOUS ACCOMPAGNER DANS VOS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

— une équipe pluridisciplinaire d'avocats spécialisée en droit des affaires et fiscalité des pays africains

— la conjonction de compétence et expérience reconnues en matière de transactions avec l'Afrique et d'expertise internationale

— un service de documentation dédié à la fiscalité et au droit africains, constitué depuis plus de cinquante ans

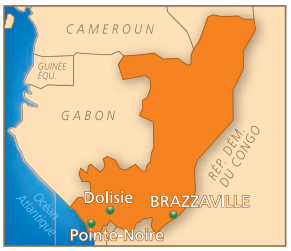
— un réseau étendu de professionnels africains du droit et de la fiscalité sur tout le continent

Contact :
Jean-Jacques Lecat
Avocat associé de CMS Bureau Francis Lefebvre et
Président de la Commission Juridique et Fiscale du Conseil
Français des Investisseurs en Afrique (CIAN)
T +33 1 47 38 56 82
E jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

CMS Bureau Francis Lefebvre | 1-3 villa Emile Bergerat | 92522 Neuilly-sur-Seine Cedex, France
T +33 1 47 38 55 00

Aberdeen | Alger | Amsterdam | Anvers | Barcelone | Belgrade | Berlin | Bratislava | Bristol | Bruxelles | Bucarest | Budapest | Casablanca
Cologne | Dresde | Dubai | Düsseldorf | Edimbourg | Francfort | Hambourg | Kiev | Leipzig | Lisbonne | Ljubljana | Londres | Luxembourg
Lyon | Madrid | Milan | Moscou | Munich | Paris | Pékin | Prague | Rio de Janeiro | Rome | Sarajevo | Séville | Shanghai | Sofia | Strasbourg
Stuttgart | Tirana | Utrecht | Varsovie | Vienne | Zagreb | Zurich

www.cms-bfl.com



Congo

Chef de l'État : Denis Sassou-Nguesso • Population (millions) : 4,3 • Superficie (km²) : 2 345 409 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 3 154 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 3,4 % • Inflation 2012[2] : 5 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 142

La croissance de la République du Congo grimperait de 2 points en 2013, à 5,8 % pour se consolider à 4,8 % en 2014, selon le FMI. L'inflation demeurerait, grosso modo, au même niveau, à 5,3 % mais baisserait à 2,8 % en 2014. Si les puits de pétrole actuellement en cours d'exploitation sont vieillissants, de nouvelles découvertes doperaient la production. Le remboursement d'arriérés de paiement n'a pas permis au gouvernement de créer d'épargne fiscale, ni de constituer de réserves en devises. La dette publique extérieure est en dessous des 30 % du PIB, le pays dépendant encore de prêts concessionnels.

Des 310 000 bj en 2010, la production pétrolière a baissé à 290 000 bj mais devrait repartir avec les récentes découvertes : début 2014, 10 nouveaux blocs pétroliers onshore et offshore seraient attribués, notamment dans le Bassin de la cuvette centrale. L'Italien Eni (production congolaise de 110 000 bj) va prospecter le bloc de Ngolo (16 000 km²). Son champ gazier offshore de Litchendjili entrerait en production en 2015-2017 : une moitié sera destinée à produire de l'électricité, l'autre à un projet GNL. Le Britannique Soco rejoint PA Resources pour prospecter en eaux profondes (Mer Profonde Sud).
En mars, Total (53,5 %), en partenariat avec Chevron (31,5 %) et l'État (15 %), a lancé le développement du projet pétrolier de Moho, (10 milliards USD d'investissements ; 140 000 b/j en 2017). Qatar Petroleum les a rejoints par une augmentation de capital de 15 %. Des contrats techniques ont été signés entre Total, Chevron et l'État pour développer le plus important projet pétrolier, Moho-Bilondo : à la clé, un contrat (1,55 milliard EUR) avec le Coréen Hyundai pour construire une plate-forme à lignes tendues et une unité flottante de production et un autre avec avec le Norvégien Aker (850 millions USD) pour un système de production sous-marine.

Le Sud-africain Exxaro devait démarrer sa production de minerai de fer à Mayoko-Lekoumou (2 puits, 10 Mt/an) et

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,13 sur 5

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau portuaire	▶	Eau et assainissement	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Fraude douanière	▼
Droit du travail	▲	Système de santé	▼
Sécurité des personnes	▼	Niveau de corruption	▶
Coût de la main-d'œuvre	▼	Coût de l'électricité	▼

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %

	Croissance	Stagnation	Baisse
2012	71	17	12
2013	79	17	4
2014	87		13

Tendances des investissements en %

	Hausse	Interruption	Baisse
2012	54	33	13
2013	75	17	8
2014	83	13	4

Rentabilité en %

	Bénéficiaire	Équilibrée	Déficitaire
2012	58	25	17
2013	71	29	
2014	83		17

Niveau des créances sur l'État en %

	Faible	Normal	Élevé
2012	54	33	13
2013	54	38	8
2014	54	38	8

Niveau des créances sur le secteur privé local en %

	Faible	Normal	Élevé
2012	21	62	17
2013	25	54	21
2014	25	67	8

Guide business Congo 2013
Numéro 1953 - décembre 2013

Nous vous offrons le monde au départ de Brazzaville

ECAir
Bienvenue chez vous.

www.flyecair.com ; Relation clients : + 242 06 509 0 509 (Congo)
+33 01 78 77 78 77 (France) E-mail: relationclients@flyecair.com

Congo

rénover la voie ferroviaire jusqu'à Pointe-Noire, tandis que l'Australien Equatorial Resources lancerait celle à Mayoko-Moussondji (300 000 t/an puis 2 Mt, puis 5-10 Mt) début 2014. Glencore Xstrata et Zanaga Iron Ore ont réduit la voilure du projet greenfield de Zanaga (le coût diminue de moitié à 2,5 - 3 milliards USD) et recherchent des financements. À noter qu'en mai, le Congo a été déclaré « conforme » à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) dont il est devenu membre en 2004.

Le pays se lance dans la création de zones économiques spéciales : Oyo-Ollombo pour l'économie verte, Pointe Noire pour les mines, l'acier et la pétrochimie avec son port minier, Brazzaville en hub financier et logistique mais aussi de produits manufacturés et agricoles, Ouesso dans l'agribusiness et les mines.

À noter plusieurs IDE : dans les télécoms, le n° 2 Bharti Airtel (Inde) a racheté le n° 3 Warid Congo (Emirats) ; la Congolaise industrielle des bois (CIB), reprise en 2011 par Olam, relance la filière cacao ; un nouveau MA60 (52-60 passagers convertissable en cargo) chinois a été acheté pour New Air Congo avec à la clé un centre d'entretien aéronautique qui serait construit par la Chine.

Au niveau politique, l'année 2013 a été marquée par le rôle de médiateur du président Sassou Nguesso dans la crise de la RCA où le Congo a déployé quelque 850 militaires dans le cadre de la Mission de consolidation de la paix en République centrafricaine (Micopax) qui est depuis le 12 juillet 2008 sous la responsabilité de la Cemac.
Sur le plan intérieur, le gouvernement a lancé en juin un processus de « recensement administratif spécial » dans la perspective des élections locales – prévues initialement en juillet 2013 mais qui ont été reportées – mais aussi dans le cadre d'un éventuel référendum constitutionnel afin que Denis Sagou Nguesso puisse se présenter en 2016 et briguer un troisième mandat.

Avis d'expert Société Générale

CONSEILS MOYENS DE PAIEMENT

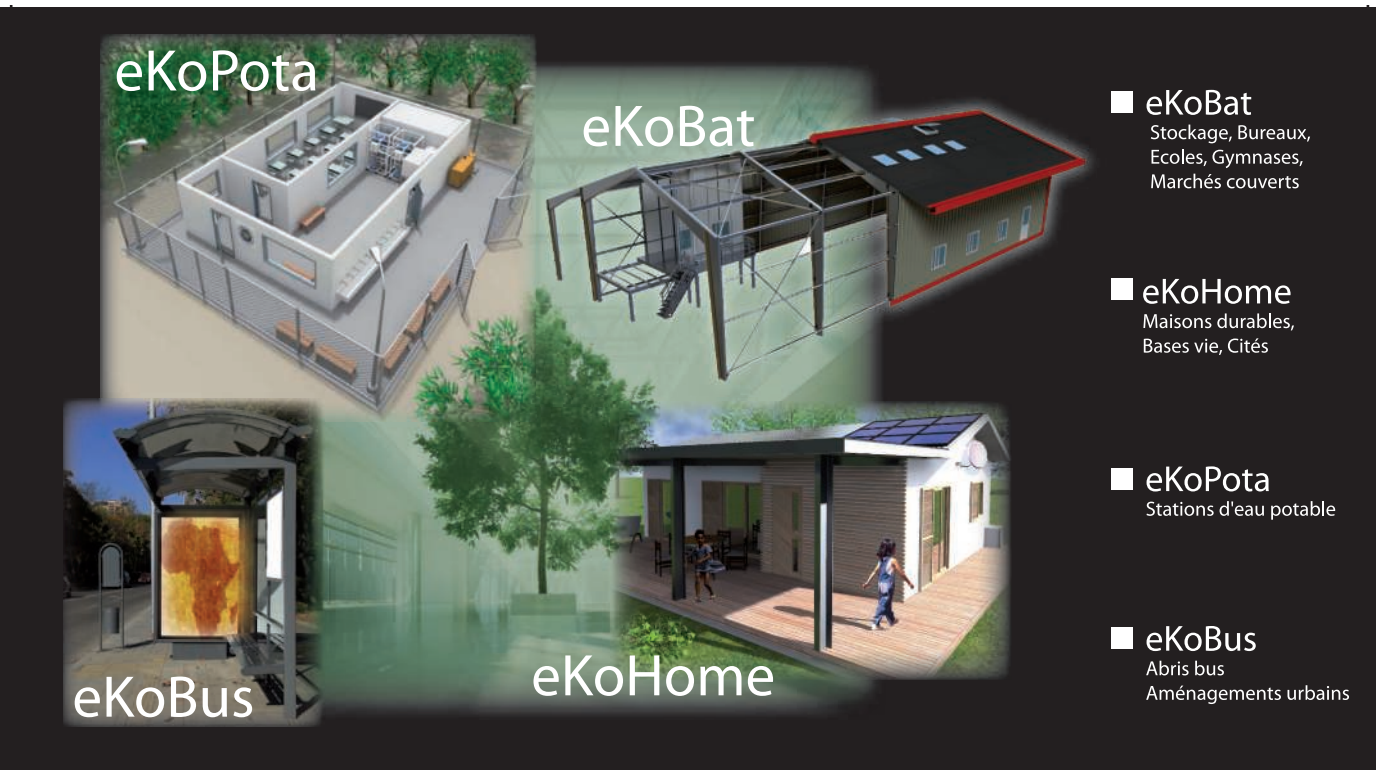
Les pratiques générales
Utilisé par 70 % des importateurs et la majorité des exportateurs, le principal moyen de paiement est le virement Swift. Ensuite, 35 à 39 % des importateurs utilisent la remise documentaire payable à vue ou à usance, selon le degré de confiance accordé aux partenaires commerciaux, et seulement 1 % utilise le crédit documentaire. Les opérations de commerce extérieur sont régies par la réglementation des changes bâtie autour du règlement n° 02/00/CEMAC/UMAC/CM du 29 avril 2000.

Toute opération commerciale à l'import ou à l'export est autorisée uniquement aux professionnels, d'où l'impérieuse nécessité d'exiger la production d'une carte professionnelle de commerçant ou une patente d'importateur ou d'exportateur. De plus, les importations ou exportations supérieures ou égales à 5 000 000 FCFA doivent faire l'objet d'une domiciliation auprès d'intermédiaires agréés à l'appui de justificatifs (facture, contrat commercial, déclaration d'importation ou exportation, connaissement, certificats, déclaration douanière, engagement de change). Pour les opérations d'une valeur de 100 000 000 FCFA ou plus, ces intermédiaires agréés doivent procéder à un contrôle renforcé afin de s'assurer de leur bon dénouement.

Bon à savoir
En l'absence de connaissement, la réglementation des changes n'autorise un paiement d'avance qu'à hauteur de 50 % maximum de la facture. Il n'y a pas de commission de change entre l'euro et le franc CFA.

eKope

Construire ensemble l'Afrique de demain



- **eKoBat**
  Stockage, Bureaux, Ecoles, Gymnases, Marchés couverts
- **eKoHome**
  Maisons durables, Bases vie, Cités
- **eKoPota**
  Stations d'eau potable
- **eKoBus**
  Abris bus
  Aménagements urbains

Votre projet clé en main partout en Afrique

Engagement et rapidité d'exécution

Nos constructions modulables et démontables sont durables (100% recyclables). Quelque soit le contexte, nous vous garantissons une construction au prix exceptionnel dans un délai de réalisation très court. Notre savoir-faire maîtrisé vous assure la livraison d'un produit clé en main. Votre réussite est notre mission.

Consultez-nous : *info@ekope.com* **-** *www.ekope.com* **-** ***eKope*** **-** *167, av. Lyautey - 06000 Nice - FRANCE* **-** *Tel: +33 4 92 00 08 64*

Gabon

Chef de l'État : Ali Bongo Ondimba • Premier ministre : Raymond Ndong Sima • Population (millions) : 1,6 • Superficie (km²) : 267 667 • PIB/hab 2012 (USD courant) : 11 430 • Croissance du PIB réel 2012 : 5,6 % • Inflation 2012 : 2,7 % • Classement IDH 2013 (sur 187)³ : 106

La croissance du Gabon atteindrait 6,6 % en 2013 (6,8 % en 2014 selon le FMI) avec une faible inflation (-1,5 % en 2013 et +2,5 % en 2014). L'important programme d'investissements publics (11 % du PIB) et de diversification économique vis-à-vis du pétrole (240 000 bj, 40 % du PIB, 88 % des exportations, 58 % du budget) se poursuit, conduisant à un déficit budgétaire de -1,2 % du PIB en 2013. Le compte-courant a dégagé un excédent de 13 % en 2012, la dette publique représentant 18,2 % du PIB en 2012.

Fin novembre, le Gabon a entamé une tournée internationale avant de lancer un emprunt obligataire de 750 millions USD (chefs de file : Citigroup, Deutsche Bank et Standard Chartered). Objectif : rembourser 140 millions USD d'échéances obligataires 2017 et investir dans les transports et l'énergie.
Mi-octobre, le pays a entamé un processus de 6 mois de négociations à l'OMC sur ses tarifs à l'importation de produits non-agricoles, notamment ses maximums légaux. Il a par ailleurs été radié de la liste des pays candidats à l'Initiative pour la transparence des industries extractives pour non-respect des rythmes de publication de ses rapports.

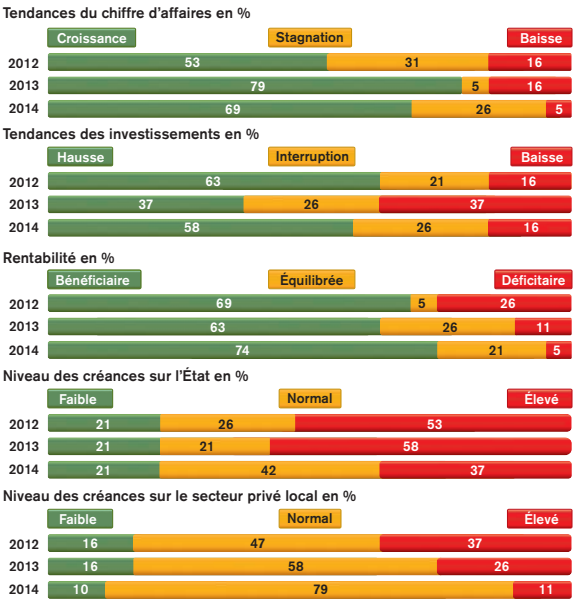
Stimulé par la découverte gazière en eaux profondes de Total en août (Diaba), l'appel d'offres pour 13 blocs pétrole et gaz offshore a finalement été lancé après 3 ans d'atermoiements ; 11 compagnies ont été retenues, dont Ophir Energy, Exxon Mobil, Eni, Repsol, Marathon, Noble, Perenco, Petronas, Cobalt, Elenilto, Impact. Le pays espère porter sa production à 500 000 bj. L'entreprise publique Gabon Oil, créée en 2011, a démarré la commercialisation de brut et signé son premier contrat de partage de production (Remboue).
Le Suisse Vitol a racheté 66,6 % du gisement offshore Dussafu du Norvégien Harvest Natural, tandis que la bataille juridique autour du champ d'Obangue (enjeu : 1 milliard USD) entre Addax Petroleum (groupe Sinopec) et le Gabon se

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,27 sur 5 ▲

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau téléphonique	▲	Réseau portuaire	▲
Droit du travail	▶	Délais des procédures judiciaires	▲
Sécurité des personnes	▲	Impact du secteur informel	▲
Coût du fuel	▼	Taux d'absentéisme	▼
Respect de l'humain	▼	Coût du transport aérien	▼

Bilan des entreprises



Guide business Gabon 2013
Numéro 1933 - mars 2013

Société Gabonaise de Factoring

Immeuble Concorde
Bord de Mer
3e et 12e étage
B.P. 486 Libreville (Gabon)
Tél. : (241) 77 87 21
77 87 23
74 89 91

SGF
Filiale de la BGD

EFFICACITÉ - RIGUEUR - DISCRÉTION

GESTION ET RECOUVREMENT DE PORTEFEUILLES CLIENTS

- Externalisation des tâches répétitives liées à la gestion du portefeuille client
- Recouvrement et encaissement de vos créances
- Maîtriser le cout de traitement de vos factures et de votre comptabilité clients
- Maîtriser le risque d'impayé

AFFACTURAGE

Vos besoins

- Allonger les délais de règlements clients
- Réduire sinon supprimer votre dépendance des délais clients
- Maîtriser vos coûts de financement et d'immobilisation de la trésorerie

Nos solutions

- Financement déplafonné, nous vous accompagnons en fonction de l'évolution de votre chiffre d'affaires
- Mise à disposition de fonds en moins de 72 heures de tout ou partie de vos factures

LA SOLUTION À VOS BESOINS DE TRÉSORERIE

Gabon

poursuit. Sinopec développe néanmoins le champ d'Akando, avec à la clé une unité de transformation (200 000 t/an) et un oléoduc (59 km). En joint-venture avec le gouvernement, le Suisse Gunvor a créé (500 millions USD) à Port-Gentil un hub régional de commercialisation de produits pétroliers. Quant au gisement de minerai de fer de Belinga, l'audit de China Machinery Engineering Corp se poursuit et il faudra, sans doute, attendre 2015 et la fin du litige pour qu'un nouveau partenaire soit choisi.

La production minière augmenterait de 27,5 % en 2013 (+12,5 % attendus en 2014), avec une production de manganèse qui atteindrait 4,6 Mt en 2014. BHP Biliton a annoncé en mars geler ses projets au Gabon, dont ses projets de manganèse de Mounana et d'Okondja, et a fermé son bureau à Libreville.

Dans le secteur bois, l'industrie de transformation continue à se développer depuis l'interdiction d'exporter les grumes : 114 usines sont recensées en 2013 (81 en 2009) et 1,6 million m^3 exploités (180 000 m^3).
Parmi les nouveaux investissements : dans les télécoms Bharti Airtel (Inde) investira 125 millions USD notamment dans les 3G et 4G ; le Mauricien Ireland Blyth investit (25 millions EUR) dans une usine de thon ; Turkish Airlines lance un Libreville-Istanbul.

Avis d'expert CMS Bureau Francis Lefebvre. Jean Jacques Lecat - Avocat Associé

Le régime des investissements au Gabon résulte de la Charte des Investissements qui définit les garanties générales et la politique de l'État vis-à-vis des entreprises privées, des avantages fiscaux prévus par le Code des Impôts, ainsi que de régimes spécifiques à certains secteurs.

La réduction en 2013 du taux d'imposition des bénéfices de 35 à 30 % et l'institution récente d'un régime fiscal pour les sociétés membres d'un groupe constituent des améliorations appréciables du cadre des investissements. Le régime des groupes de sociétés prévoit notamment une imposition des plus-values intragroupes au taux réduit de 20 %, l'exonération d'impôt sur les dividendes intragroupes, une imposition des dividendes distribués par la société de tête à son actionnaire au taux réduit de 10 % et une exonération de retenue à la source sur les sommes versées par une société gabonaise à une société étrangère en rémunération d'opérations intragroupes.

Des avantages spécifiques existent notamment pour les entreprises de transformation du bois et les cimenteries. Enfin, le gouvernement gabonais s'est engagé dans une politique de créations de zones économiques spéciales (ZES) dédiées à des filières sectorielles (filière bois à Nkok, intrants agricoles et cibercity sur l'île de Mandji qui devrait être opérationnelle en 2014). Dans les ZES, les entreprises bénéficient d'une exonération totale de l'impôt sur les sociétés pendant 10 ans, puis sont imposées au taux de 10 % pendant les cinq années suivantes. Elles sont exonérées de droits et taxes douanières sur l'importation des biens et d'équipement et l'exportation des produits manufacturés.

Un nouveau Code des Hydrocarbures attendu de longue date ainsi que le nouveau Code minier devraient être promulgués en 2014. Selon ces projets la part de l'État, à travers sa nouvelle compagnie pétrolière, dans les projets pétroliers devrait être augmentée de 10 % à 20 % et le taux de participation de l'État dans les sociétés titulaires d'un titre minier d'exploitation, sera désormais fixée par la loi à 10 % non diluable avec possibilité d'acquérir à titre onéreux une participation additionnelle pouvant atteindre 25 %.

Maurel & Prom est résolument tourné vers la valorisation de son domaine minier

Acteur de taille moyenne du secteur pétrolier coté à Paris (en €), Maurel & Prom a fait ses preuves en tant qu'opérateur pétrolier présent principalement en **Afrique** et en **Amérique latine**.

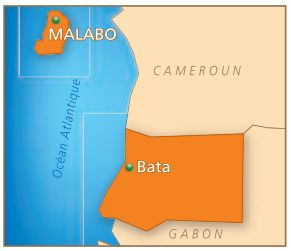
En 10 ans, le groupe a imaginé des systèmes pétroliers, foré plus de 100 puits d'exploration-appréciation, avec un taux de succès de plus de 46% et a découvert, à moindre coût, des champs de taille majeure.

CHIFFRES CLÉS

- PRÉSENCE DANS 12 PAYS DONT 5 EN AFRIQUE
- PRODUCTION EN PART DE 23 000 B/J À FIN 2013
- RÉSERVES P1+P2 : 195 MBBLS EN PART NETTE DE REDEVANCES
- COTÉE SUR EURONEXT COMPARTIMENT A DEPUIS 2002

MAUREL & PROM

www.maureletprom.fr



Guinée équatoriale

Chef de l'État : Teodoro Obiang Nguema Mbasogo • Premier ministre : Vicente Ehate Tomi • Population : 736 000 • Superficie (km²) : 28 051 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 24 036 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 5,3 % • Inflation 2012[2] : 3,4 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 136

La baisse de production pétrolière (75 % du PIB) a fait chuter de 1,5 % la croissance de la Guinée Équatoriale en 2013, selon le FMI, mais elle reste de 4,3 % hors pétrole. L'inflation serait de 5 % en 2013 (5,4 % en 2014), supérieure au taux de convergence de la Cemac (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale) qui est de 3 %. Le compte-courant demeure déficitaire.

Si les investissements publics (infrastructures, édifices prestigieux…) ces 5 dernières années ont impacté positivement le BTP, la pauvreté demeure grande. Et le pays reste plombé par sa mauvaise réputation au plan démocratique, des droits de l'Homme et de la gouvernance : en avril, le Norwegian Pension Fund Global, actionnaire d'Exxon Mobil, a annoncé vouloir vendre ses parts dans les groupes travaillant en Guinée Équatoriale pour des raisons éthiques ; de même, sa candidature à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) a été refusée.

La diminution de la production dans le complexe pétrolier Ceiba-Okoumé, arrivé à maturité, n'est que partiellement compensée par l'exploitation des nouveaux champs offshore d'Aseng. Les exportations (essentiellement vers la Chine) sont de 200 000 bj et pourraient passer à 300 000 bj si les actuels forages se révèlent fructueux. Tous produits confondus (brut, méthanol, GNL), les exportations sont de 420 000 bj.

Un appel d'offres pour 16 nouveaux blocs (pétrole et gaz) dans le Bassin du Cameroun et le Delta du Niger est envisagé début 2014 et des explorations sont en cours avec PanAtlantic et Hess sous la couche saline des fonds marins du Rio Muni. Le Chinois CNOOC y forerait en 2014. En projet sur 2014 avec le Néerlandais Vopak, le terminal pétrolier de 2,2 millions m³ (50 % brut, 50 % produits raffinés ; 500 millions USD) sur l'île de Bioko.

Le pays entend être le premier en Afrique à disposer d'une unité flottante de GNL (FGNL ; 2,5 Mt de capacité) qui permettrait d'exploiter notamment le bloc R, remporté par le Britannique Ophir : le Singapourien Keppel travaille à la FGNL pour l'achever en 2016. Un complexe pétrochimique est aussi à l'étude, approvisionné par Noble Energy.

Avec pour clients actuels le Japon et la Corée du Sud, Malabo veut développer ses exportations de gaz vers l'Afrique et investir dans des terminaux de regazéification et d'unité thermique. Un accord a été signé avec le Ghana et, en novembre, avec la Côte d'Ivoire. Une stratégie de coopération régionale serait annoncée en 2014 par Malabo, qui y travaille avec British Gas (BG). Mais pour ce faire, un accord doit être trouvé avec BG sur son contrat de 2004. Cet accord, objet d'un litige avec Malabo, prévoyait l'achat de 3,4 Mt/an de GNL sur 20 ans avec Equatorial Guinea LNG (JV avec l'Américain Marathon) à un prix décoté (de 10-15 %) par rapport au prix de référence américain Henry Hub. Or, le boom du gaz de schiste aux États-Unis a fait chuter ce prix, ce qui permet à BG de vendre en Asie le GNL 5 fois son prix d'achat…

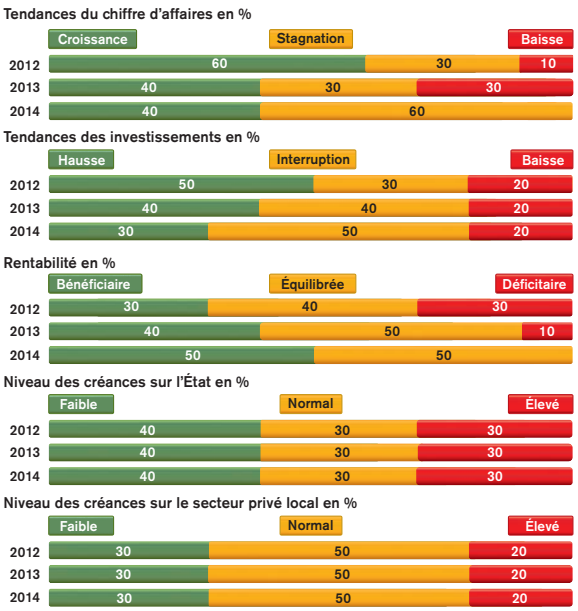
Le pays refuse l'accord de libre circulation des personnes et des biens de la Cemac au nom de la préservation des emplois locaux. Les élections parlementaires – dont, pour la première fois, 70 sénateurs – et locales du 26 mai ont donné le parti du président, le PDGE, vainqueur.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,38 sur 5 ▼

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau routier	▼	Incitation à l'investissement	▼
Réseau portuaire	▼	Procédures de dédouanement	▼
Réseau aérien local	▼	Qualité et stabilité de la main-d'œuvre	▼
Sécurité des personnes	▼	Système de formation	▼
Coût du fuel	▼	Protection de l'environnement	▶

Bilan des entreprises



ERAMET est un des principaux producteurs mondiaux de nickel, de manganèse, d'alliages et d'aciers de haute performance, qui détient des positions de leadership sur des produits à haute valeur ajoutée. ERAMET emploie 15 000 personnes dans le monde.

Filiale du Groupe ERAMET et acteur majeur de l'économie gabonaise, COMILOG est un leader mondial du secteur du manganèse. Groupe international, il déploie ses activités sur l'ensemble de la filière à travers ses implantations en Afrique, Europe, Amérique du Nord et Asie.

Au Gabon, COMILOG produit du manganèse et de l'aggloméré de manganèse et poursuit ses investissements dans le pays : une usine de silico manganèse et une usine de manganèse sont en cours de construction à Moanda, tout comme une Ecole des Mines et de la Métallurgie. Près de Lambaréné, sa filiale Maboumine développe un projet minier et industriel visant à valoriser du niobium et des terres rares.

www.eramet.com

COMILOG
The manganese source®

Groupe
ERAMET

République Centrafricaine

Chef de l'État : Michel Djotodia • Premier ministre : Nicolas Tiangaye • Population (millions) : 4,5 • Superficie (km²) : 622 984 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 473 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 4,1 % • Inflation 2012[2] : 5,2 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 180

La République Centrafricaine (RCA) traverse une période extrêmement chaotique au plan politique, avec d'énormes dégâts humains et économiques. Les Centrafricains ont démarré 2013 en écoutant le président François Bozizé lancer un appel à la paix et au partage du pouvoir à la coalition rebelle, la Séléka – qui était passée à l'offensive le 10 décembre 2012 –, lui demandant de le laisser achever son mandat jusqu'en 2016. Les insurgés, alors à 75 km de Bangui, l'accusaient d'être revenu sur un des points de l'accord de paix de 2007, qui prévoyait une indemnisation financière et un emploi pour les anciens combattants ayant accepté de déposer les armes.

Rappelons que François Bozizé était lui-même arrivé au pouvoir en 2003 par un coup de force, remportant ensuite les élections présidentielles en 2005 et 2011 que l'opposition jugeait entachées de fraudes. Il a pu se maintenir au pouvoir grâce à la force régionale de maintien de la paix (Fomac, 2 500 hommes). La France avait décidé de ne pas s'immiscer et disposait en début d'année de 600 soldats chargés exclusivement de protéger les 1 200 Français. En revanche, des forces américaines étaient présentes dans le cadre de la lutte contre l'Armée de résistance du seigneur (LRA).

Le 24 mars 2013, la Séléka a pris le pouvoir à Bangui. Son chef, Michel Djotodia, s'est proclamé président par intérim et a instauré un couvre-feu ; François Bozizé s'est réfugié au Cameroun. La communauté internationale a immédiatement condamné la situation et l'Union africaine a suspendu la RCA avant d'envoyer, en juillet, une force de paix de 3 600 soldats. Michel Djotodia a très vite eu des difficultés à contrôler la Séléka, composée majoritairement de combattants de confession musulmane, souvent originaires du Tchad et du Soudan, et qui s'affrontent aux milices « anti-balaka » (« anti machettes »), majoritairement de confession chrétienne. Le conflit, qui n'a rien de religieux, pourrait dégénérer dans ce sens après les violences qui se sont succédées et les exactions commises par chaque camp. Fin août, des milliers de civils se sont réfugiés à l'aéroport pour fuir les violences à Bangui ; plus de 70 morts ont été recensés dans la région de Bossangoa, au nord. Mi-septembre, Michel Djotodia dissolvait la Séléka.

De la tribune de l'ONU, François Hollande a lancé un « cri d'alerte » tendant à renforcer la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (Misca) et le 29 octobre, le Conseil de sécurité approuvait l'envoi de troupes. Le 5 décembre, le Conseil de sécurité a donné son feu vert pour un mandat d'intervention d'un an à la Misca (portée à 3 600 hommes) et de six mois renouvelable aux forces françaises. Le président français a immédiatement lancé l'opération Sangaris, avec un contingent porté à 1 600 soldats. Les États-Unis ont débloqué, fin novembre, 40 millions USD pour la Misca.

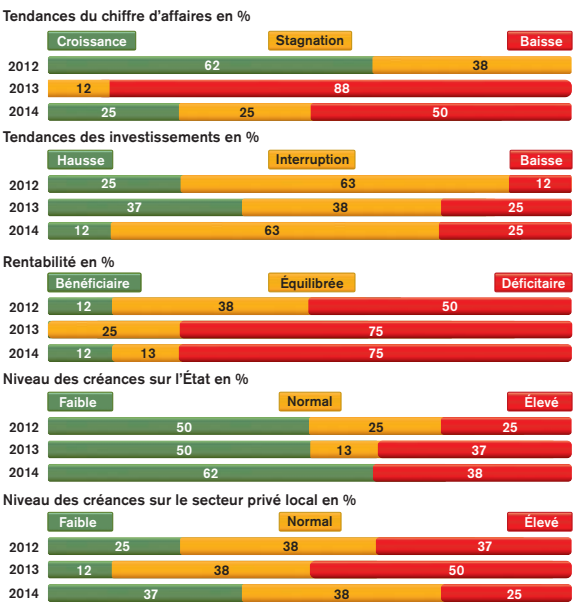
L'économie est, bien évidemment, au point mort. La croissance est en chute de 14,5 % en 2013 par rapport à 2012 (0,2 % pour 2014, selon le FMI). L'inflation tourne autour des 7 %. En mai, la RCA a été exclue du Processus de Kimberley, figeant ainsi son commerce – légal – de diamants. Dès son arrivée au pouvoir en mars, Michel Djotodia avait aussi annoncé son intention de réviser tous les contrats miniers et pétroliers.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,78 sur 5 ▲

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Tarifs douaniers	▲	Distribution électrique	▶
Droit du travail	▲	Equité des jugements	▼
Qualtié et stabilité de la main-d'œuvre	▲	Impact du secteur informel	▲
Coût de la main-d'œuvre	▶	Sécurité des personnes	▼
Coût du transport aérien	▲	Niveau de corruption	▼

Bilan des entreprises



ICE³ VEST

EXO³ BY GROUPE MARCK

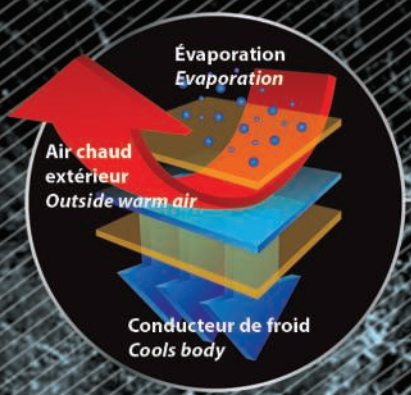
www.exo3.com

VESTE RAFRAÎCHISSANTE*
EFFET RAPIDE ET LONGUE DURÉE

Technologie brevetée **INUTEQ™**.
Jusqu'à **-15°C** par rapport à la température ambiante*
Effet ressenti jusqu'à **24 heures***
*en condition optimale

*COOLING VEST**
FAST-ACTING AND LONG LASTING EFFECT

*Patented technology **INUTEQ™**.*
***-15°C** under ambient temperature**
*Effective during **24 hours**.*
**in optimum conditions.*



RAFRAÎCHISSANT

GROUPE MARCK
SOLUTIONS EN UNIFORMES ET EQUIPEMENTS
UNIFORMS AND EQUIPMENT SOLUTIONS
Tél. +33 (0)1 34 26 52 52 - exo3@groupemarck.fr - www.groupemarck.fr

RD Congo

Chef de l'État : Joseph Kabila • Premier ministre : Augustin Matata Ponyo • Population (millions) : 65,71 • Superficie (km²) : 2 345 409 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 272 • Croissance du PIB réel 2012[1] : 7,2 % • Inflation 2012[1] : 2,1 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 186

Alors que tout semblait réglé, le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) et le mouvement rebelle M23 n'ont finalement pas signé, le 12 novembre, le document proclamant officiellement la fin de la rébellion, Kinshasa n'acceptant pas de parapher qu'une simple « déclaration ». Il est vrai qu'avec l'appui de la mission de l'ONU en RDC (Monusco), l'armée congolaise a vaincu début novembre le M23 ; son chef militaire, Sultani Makenga, s'est réfugié en Ouganda où il est détenu. Pour la première fois dans une mission de maintien de la paix, deux drones (des Falco italiens) de surveillance de l'Onu opéreront aux frontières du Rwanda et de l'Ouganda. En août, un « dialogue national » pour apaiser les tensions politiques nées de la réélection contestée de Joseph Kabila, en 2011, a été lancé et le 23 octobre, la formation d'un gouvernement d'unité nationale a été annoncée.

Au plan économique, la croissance est dynamique, estimée par le FMI à 8,3 % en 2013 (10,5 % en 2014), avec une inflation à 4,4 % (6 % en 2014). Les réserves en devises atteignent 9 semaines d'importations. Le FMI, qui avait gelé son programme (530 millions USD) propose d'en étudier un nouveau depuis que Kinshasa a fourni des éclaircissements sur la cession d'avoirs miniers par la Gécamines à l'Américain Straker (enregistré aux Îles Vierges). La RDC a été suspendue du processus de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE).

Après un an de négociations, un accord a été signé fin octobre avec l'Afrique du Sud pour lui vendre 2 500 MW sur un total de 4 800 MW qui seront générés par le futur barrage hydraulique d'Inga III (12-13 milliards USD). Du succès d'Inga III, trois fois plus gros que ceux délabrés de Inga I et II, dépend la mobilisation d'investisseurs autour des 5 autres étapes du grand projet Inga (50 à 80 milliards USD ; 44 000 MW). Trois consortiums sont sur les rangs : China Three Gorge/Sinohydro, Eurofinsa/ACS, SNC-Lavalin/Posco/Daewoo. La décision serait prise en avril 2014, pour un démarrage des travaux (prévus sur 5-6 ans) fin 2015. Le consortium lauréat investirait 8,5 milliards USD, le solde venant de la Banque mondiale, Banque africaine de développement (BAD) et Banque de développement d'Afrique du Sud (DBSA).

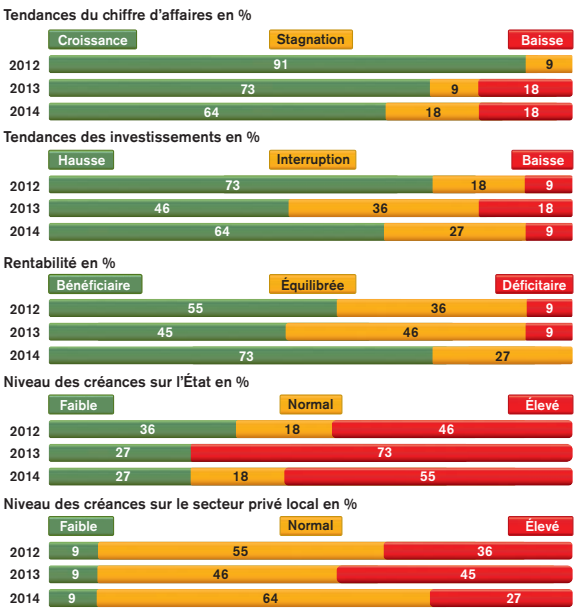
La Gécamines a été rappelée à l'ordre pour l'opacité de ses transactions qui pourrait impacter sa vente de 20 % de Kamoto Copper (KCC ; 75 % Glencore ; production 2012 : 93 000 t cuivre, 2 100 de cobalt), au groupe israélien Fleurette. Gécamines veut pouvoir investir et produire 100 000 t de cuivre en 2016 (36 000 t en 2012). L'exportation de concentré de cuivre et cobalt brut a été interdite un temps avant d'être rétablie.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,66 sur 5 ▼

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau téléphonique	▼	Eau et assainissement	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Environnement fiscal	▼
Taux d'absentéisme	▼	Equité des jugements	▼
Sécurité des personnes	▲	Niveau de corruption	▲
Coût de la main-d'œuvre	▲	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises



Parmi les investissements notables dans les autres secteurs, le Pakistanais Lucky Cement construirait une cimenterie (1,2 Mt/an soit le double de la production nationale actuelle) de même que le Sud-africain Pretoria Portland Cement (1 Mt/an), en partenariat avec Barnet. La législation foncière à l'égard des étrangers pourrait être révisée pour faciliter un plan d'investissements agricole de 5,7 milliards USD. La Tanzanie, le Burundi et la RDC ont décidé de relier leurs réseaux de transport ferroviaire, aérien et maritime. Un C2D de 106 millions EUR a été signé avec l'AFD le 10 juillet.

Cabinet Romain Battajon
Avocats

Cabinet d'avocats franco-congolais installé à Kinshasa depuis 2007

✓ Une équipe d'avocats congolais et français complétée par des consultants sectoriels de diverses nationalités, dédiée principalement

- au conseil juridique et fiscal des opérateurs économiques nationaux et internationaux,
- à l'accompagnement des investisseurs étrangers en République Démocratique du Congo et des investisseurs congolais à l'international,
- au contentieux économiques
- au droit pénal des affaires et la prévention du risque pénal et RSE

✓ Me Romain Battajon, fondateur du cabinet, est avocat aux barreaux de Paris et de Kinshasa
Il est le directeur et cofondateur du réseau ABLE (Africa Business & Legal Expertise)
réseau indépendant de cabinets d'avocats d'affaires africains représenté dans 37 pays africains (http://www.able-lawyers.net)
Membre du Comité d'Echanges Afrique-France de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris-Ile de France, de la Chambre de Commerce Internationale Franco-Congolaise, de l'US-Africa Business Center, de la Pan-African Lawyers Association, de l'Association pour l'Efficacité du Droit et la Justice dans l'espace OHADA, de l'Institut Euro-Africain de Droit Economique, et de l'Association pour le Développement de l'Energie en Afrique

✓ Le Cabinet Romain Battajon figure depuis plusieurs années sur la liste des contributeurs pour la République Démocratique du Congo au rapport annuel de la Banque Mondiale "Doing Business" et est référencé sur la liste des consultants externes de la Banque Africaine de Développement

✓ Le Cabinet Romain Battajon travaille, en dehors de Kinshasa, avec des avocats correspondants dans les principales villes de la République Démocratique du Congo (Matadi, Lubumbashi, Tshikapa, Goma) et travaille en partenariat avec le cabinet EBIC, cabinet d'expertise comptable, audit et fiscalité situé à Lubumbashi (province minière du Katanga)

✓ Le Cabinet Romain Battajon a aussi noué des accords de coopération privilégiés avec le cabinet FBL Advogados en Angola et avec le cabinet PAIVA Sociedade de Advogados au Brésil, et est le correspondant habituel en République Démocratique du Congo de plusieurs firmes internationales d'avocats

✓ Le Cabinet Romain Battajon propose également à sa clientèle une approche transdisciplinaire de leurs dossiers et projets, à travers un partenariat avec KNOWDYS, cabinet d'intelligence économique, veille stratégique et affaires publiques/lobbying spécialisé sur le continent africain, ayant des bureaux aux USA, en France et au Cameroun

✓ Le Cabinet Romain Battajon est le partenaire exclusif en République Démocratique du Congo du site Droit-afrique.com et édite la newsletter mensuelle "Droit économique en Afrique"

CABINET-BATTAJON

29 avenue Georges Mandel 75116 Paris (France)

4955 avenue de la Gombe, Kinshasa/Gombe (R.D.C.)

Tél. France : +33 (0)1 53 70 43 34 / Tél. R.D.C. : + 243 (0)8 12 84 60 19 ou +243 (0)9 91 00 35 30

contact@cabinet-battajon.com

www.cabinet-battajon.com

Soudan

Chef de l'État : Omar Hassan al-Bashir • Premier Vice-Président : Ali Osman Mohamed Taha • Population (millions) : 37,2 • Superficie (km²) : 1 886 068 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 1 580 • Croissance du PIB réel 2012[2] : -2,6% • Inflation 2012[2] : 35 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 171

La croissance au Soudan a été de 3,9 % en 2013 (2,5 % en 2014) avec une inflation à 32 %. Le déficit budgétaire serait de 1,6 milliard USD. À la conférence internationale du Darfour, en avril, les bailleurs de fonds se sont engagés sur 3,7 milliards USD.
L'année 2013 a été dominée par la réconciliation avec le Soudan du Sud. En mars, un accord a été conclu pour acheminer le pétrole sud-soudanais jusqu'à Port Soudan mais sa mise en œuvre est laborieuse, Khartoum accusant Juba de soutenir les rebelles dans le Kordofan méridional et le Nil bleu. Khartoum perçoit 1/10e de la valeur des exportations, à ajouter aux 147 millions USD mensuels de dédommagements pour la perte de ses réserves pétrolières liée à la sécession. Après un processus de démilitarisation et de sécurisation de points de passage, la frontière a été rouverte en octobre. Le premier vol sud-soudanais a atterri à Khartoum. Les deux pays planchent sur une demande commune d'allégement de dette.
La ruée vers l'or du Darfour se poursuit (production de 50 t ; 2,2 milliards USD de revenus) mais la violence est au zénith (800 morts, 1 500 déplacés). La législation 2012 est entrée en vigueur. Le Marocain Manajim a démarré sa production (obj.12 t) et de nouvelles licences ont été accordées. Par ailleurs, la production de chrome a atteint 40 000 t et une usine chinoise de concentration de fer a été inaugurée en septembre. Dans les hydrocarbures, Petro-Energy démarrerait sa production pétrolière, la Russie prospecte et la Norvège aiderait à développer l'industrie ; les Émirats investissent dans le gaz.
Dans l'agro-industrie, plusieurs investissements notables : l'Algérien Cevital a négocié 50 nouveaux hectares agricoles et la création d'une raffinerie de sucre tandis que Kenana doublerait sa production (1 Mt en 2015) ; le Fonds koweïti finance l'irrigation (87 millions USD) ; l'Égypte cultivera 210 000 ha de tournesol.
Au plan politique, la situation a été marquée par la contestation violente de la fin des subventions des carburants. Des manifestations sanglantes en octobre ont réclamé le départ du chef de l'État, toujours frappé d'un mandat d'arrêt international par la Cour internationale de Justice.

Sud Soudan

Chef de l'État : Salva Kiir Mayardit • Premier Vice-Président : James Wani Igga • Population (millions) : 10,84 • Superficie (km²) : 619 745 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 862 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 47,6 % • Inflation 2012[2] : 45,1 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : NC

La croissance de ce pays neuf qu'est le Soudan du Sud caracolerait à 24,7 % en 2013 (+43 % en 2014). L'inflation serait maîtrisée (+2,8 %) mais grimperait à 7,2 % en 2014. La situation financière s'est peu à peu détendue suite à l'accord, en mars, avec Khartoum sur les modalités de transit du brut vers Port Soudan (voir fiche Soudan) permettant à Juba de relancer la production après une suspension de 14 mois. Mais fin 2013, les fonctionnaires subissaient encore un retard de salaires car les compagnies pétrolières se sont remboursées de leurs prêts au gouvernement pendant la période de disette. Au total, Juba a dû emprunter 1,5 milliard USD sur les marchés internationaux et nationaux ; en 2013, il devait encore se porter sur les marchés (1,6 milliard USD) pour financer son budget 2013-2014. En novembre, la monnaie a été dévaluée de 34 % pour réduire l'écart avec le marché parallèle.
Le pays a recommencé à produire du pétrole en avril, atteignant 245 000 bj en fin d'année (300 000 bj en 2014). La Russie et l'Américain Ventech Engineers construiront chacun une raffinerie (5 000 bj et 10 000 bj). Le Suisse Trafigura a signé un accord de négoce du brut, Juba étant revenu sur celui avec Glencore. Juba discute avec l'Ouganda et le Kenya pour construire un oléoduc qui acheminerait le brut vers le port kényan de Lamu (un projet à 25,5 milliards USD, en incluant chemin de fer et autoroute) et un accord a été signé avec des investisseurs sud-africains pour le transport par route à Djibouti.
Total, en s'alliant avec Exxon Mobil et le Koweitien Kufpec, espère récupérer au moins deux tiers de sa concession de 120 000 km² qu'il détenait en totalité depuis 1980. Les autorités ont déclaré vouloir la reprendre pour la diviser en 3 (Bloc B) et lancer des appels d'offres. Quant au gaz, les réserves atteignent 1 trillion de pieds cubes dont 56 % recouvrables (blocs 2, 4 et 6). Une loi minière a été édictée en mars.
Parmi les projets marquants, la Chine prêterait 1 à 2 milliards USD pour les routes, l'agriculture et l'énergie. La Norvège construira début 2014 une centrale hydroélectrique. La première phase de l'Effort national pour la transformation de l'agriculture a été lancée.

Tchad

Chef de l'État : Idriss Déby • Premier Vice-Président : Kalzeube Pahimi Deubet • Population (millions) : 12,45 • Superficie (km²) : 1 284 000 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 885 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 8,9 % • Inflation 2012[2] : 7,7 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 184

La croissance du Tchad est tombée à 3,9 % en 2013 mais rebondirait à 10,5 % en 2014, selon le FMI, l'inflation n'étant que de 2,6 % (3,9 %) grâce à la chute de 6 % des prix des produits alimentaires entre juillet 2012 et 2013. Ce ralentissement a été causé par un trou d'air dans la production pétrolière, lié à des problèmes techniques rencontrés sur certains champs pétroliers matures au premier semestre. Toutefois, cette baisse des volumes ne devrait guère se ressentir sur les finances publiques car les cours internationaux du brut ont été plus élevés que ceux anticipés dans la loi de finances 2013. Le déficit budgétaire 2013 serait de 800 millions USD. En septembre, N'Djaména a émis un emprunt obligataire sur 5 ans de 85 milliards FCFA (127 millions EUR) à la Bourse régionale des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC), notamment destiné à la construction d'un centre d'affaires de 30 hectares dans la capitale.

La production pétrolière devrait tomber à 97 000 bj en 2013 (110 000 bj en 2012) mais l'entrée en production du champ pétrolier près du lac Tchad fait espérer 200 000 bj en 2014 puis 300 000 bj en 2015. En octobre, N'Djamena a autorisé China National Petroleum Corp (CNPC), qui opère en exploration et en raffinage (en JV, capacité de 20 000 bj) à reprendre ses opérations – suspendues en août pour non respect des standards environnementaux –, non sans que son dirigeant local ne soit expulsé. Suite à cet incident, un audit environnemental sur toutes les explorations pétrolières a été lancé. Suite à un accord avec le Cameroun en octobre, le coût de transit du brut tchadien vers le port camerounais de Kribi est passé de 194,91 à 618,02 FCFA le baril, avec une révision tous les 5 ans.

Dans l'agriculture, la filière coton a été ébranlée par l'arrestation en août du patron de la CotonTchad, Mahamat Adoum Ismaël, pour détournement de fonds publics. Le plan de relance 2012-2016 de la filière porte ses fruits avec une production de coton graines qui serait passée de 78 900 t en 2011 à 118 000 t en 2012 et des rendements qui pourraient doubler à 7 490 kg/ha en 2013-2014 (3 817 kg/ha en 2012-2013). Début décembre, la Chine a annoncé renforcer son programme 2011 de coopération sur la filière coton dans les 4 grands pays producteurs africains (4C), dont le Tchad.

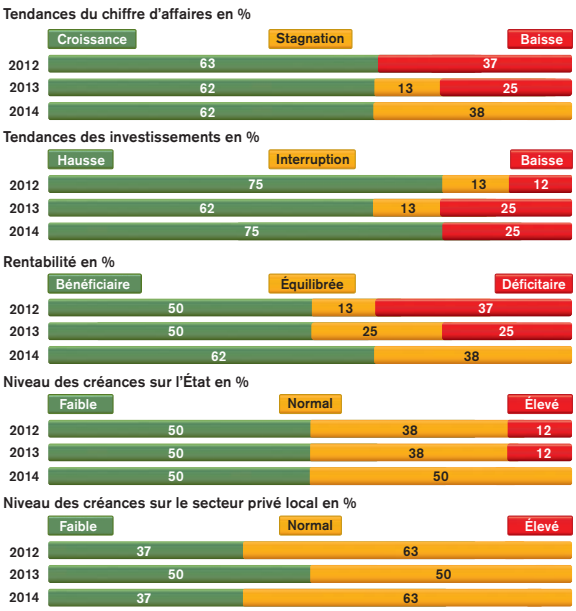
La fibre optique a fait son entrée avec l'inauguration en juin de la première phase de construction du réseau Mbéré-N'Djaména. De nouvelles taxes ont été décidées par les opérateurs (l'Indien Airtel, Millicom Tigo, Salam) en mars, la communication téléphonique au Tchad étant déjà parmi la plus chère au monde. MTN a annoncé vouloir pénétrer ce marché.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,97 sur 5 ▲

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau routier	▲	Fraude douanière	▼
Tarifs douaniers	▲	Impact du secteur informel	▼
Financement des importations	▼	Système de santé	▼
Taux d'absentéisme	▲	Coût du transport aérien	▼
Coût du fuel	▲	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises



Le Premier ministre Joseph Djimrangar Dadnadji a démissionné le 21 novembre, à la veille de l'examen au Parlement d'une motion de censure déposée par 74 députés de sa propre majorité, provoquant le 5e remaniement ministériel en dix mois. Son successeur, Kalzeubet Pahimi Deubet, est économiste et présidait CotonTchad. La justice sénégalaise a officiellement inculpé en juillet l'ancien président tchadien Hissène Habré pour crimes contre l'humanité, crimes de guerre et actes de torture.

(1).Banque mondiale. (2). FMI (octobre 2013). (3). PNUD (novembre 2013)

Afrique du Sud

Président : Jacob Zuma • Vice-président : Kgalema Motlanthe • Population (millions) : 51,8 • Superficie (km²) : 1 219 912 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 7 508 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 2,5 % • Inflation 2012[2] : 5,7 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 121

La croissance sud-africaine s'est à nouveau contractée en 2013, à 2 %, et se redresserait légèrement en 2014 (+2,9 %) selon le FMI, faisant pâle figure face aux autres émergents. L'inflation serait de 5,9 % en 2013, avec un taux de chômage élevé (26 %) et des inégalités qui se creusent. Les déficits, tant fiscaux que de la balance courante (6 % du PIB), se dégradent avec un taux d'endettement qui représente 43 % du PIB et une dette extérieure à 35 %. La faiblesse du rand préoccupe : à la mi-2013, il aura décliné durant 5 trimestres consécutifs face aux autres devises !

Dans ce contexte, si la consommation intérieure et les investissements privés ont été faibles, les investissements publics et les exportations ont été, quand à eux, beaucoup plus dynamiques. La baisse des cours mondiaux des matières premières a, évidemment, pesé sur l'économie.

LES MINES ONT DU MAL À PANSER LEURS PLAIES

Le 20 novembre, Eskom a déclaré l'état d'urgence et procédé à des coupures de courant, rappelant la situation catastrophique de 2008 lorsque des coupures de courants massives avaient gravement perturbé l'économie. La centrale à charbon de Medupi ne devrait démarrer que fin 2014 avec au moins 6 mois de retard. La construction de la ligne (400 kV) reliant la future centrale à charbon de Kusile (4 800 MW) est prévue aussi pour 2014. Une troisième centrale à charbon (5 GW) sera construite lorsque ces deux dernières entreront en activité.

Eskom entend poursuivre dans la gazéification souterraine du charbon réalisée par la centrale électrique de Majuba, et le gouvernement opte pour le gaz de schiste. Mais le vrai coup d'envoi des biocarburants serait 2015 avec pour objectifs une production annuelle de 400 millions de litres à partir de betterave, canne à sucre, huiles de colza, tournesol et soja. Quant à Johannesbourg, City Power, sa régie, investira 500 millions EUR pour améliorer son réseau électrique.

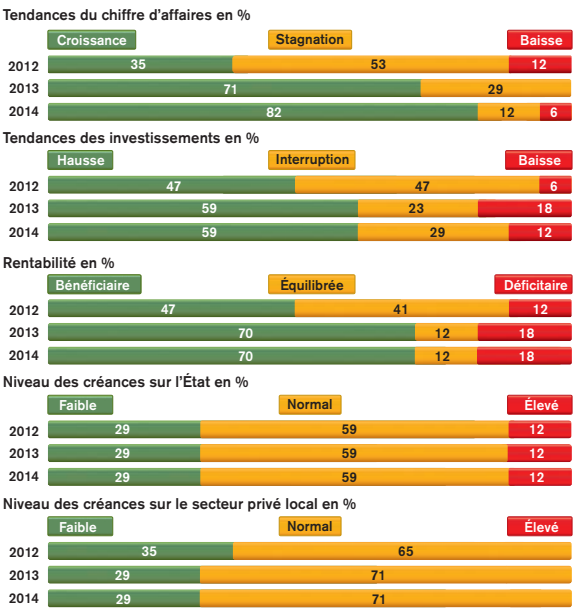
Le secteur minier a tourné avec soulagement la page 2012 et les événements meurtriers à Marikana qui avait entraîné un déferlement de mouvements sociaux. Finalement, en septembre 2013, des négociations démarrées deux ans auparavant ont abouti : AngloGold Ashanti, Gold Fields, Harmony Gold, Pan African Resources, Rand Uranium, Sibanye Gold et Village Main Reef, soit 72 % des acteurs de la filière aurifère, ont conclu un accord avec les syndicats avec à la clé, notamment, des hausses de salaires de 7,5 à 8 %. Les mouvements sociaux démarrés en août 2012 auront entraîné une perte de production estimée à 1,5 milliard USD.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,28 sur 5 ▲

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau aérien local	▼	Efficacité de l'administration	▲
Eau et assainissement	▼	Sécurité des personnes	▲
Financements des importations	▲	Qualité et stabilité de la main-d'œuvre	▲
Environnement fiscal	▲	Coût de l'électricité	▲
Droit du travail	▲	Respect de l'humain	▲

Bilan des entreprises



Pendant 27 mois consécutifs, jusqu'en juillet 2013, la production aurifère aura baissé. En 2012, elle était à 167 tonnes, son plus bas niveau depuis 1905. Et les conditions sont difficiles pour le secteur minier dans son ensemble : de 2007 à 2012, leurs tarifs d'électricité ont bondi de 238 %, le coût du diesel de 69 %, tandis que les rémunérations grimpent, en moyenne, de 12 % par an. Toutefois en 2012, le secteur aurifère a généré 72 milliards de rands en devises, et demeure devant le platine et le charbon. Au premier trimestre 2013, 60 % du secteur aurifère fonctionnaient à perte.

La production de platine, quant à elle, très impactée par les grèves en début d'année, n'augmenterait que de 1 % en 2013, à 4,12 millions d'onces. Le secteur charbon se développe, notamment avec le projet New Largo d'Anglo Coal (15 Mt) pour approvisionner la future centrale de Kusile ainsi que de bons débouchés en Asie. Mais entre 2001 et 2011, la production n'a augmenté que de 4 % par an (+ 375 % en Indonésie).
En revanche, après une décennie d'interruption, Sasol reprend l'exploration offshore d'hydrocarbures dans les bassins de Durban et du Zululand. Total, quant à lui, prévoit un premier forage en 2014. L'Allemand OTGC et le Sud-africain MOGS construiront (154 millions EUR ; 13 Mb ; 12 réservoirs) un terminal pétrolier à Saldanha Bay.

UN DYNAMISME CONTINENTAL

Dans l'industrie, ArcelorMittal South Africa et Kumba (minerai de fer) auraient enfin réglé leur différend remontant à 2001 relatif, notamment, au droit de propriété de la mine de Sishen. S'agissant des NTIC, le gouvernement a annoncé augmenter de 12,5 % ses investissements d'ici 2017, le taux de croissance annuel de ce secteur devant être de 6,5 %. First National Bank enregistrerait une envolée de 72 % de ses e-wallets en 2013.
Dans le transport, en octobre, Alstom a remporté un de ses plus beaux contrats : 4 milliards EUR pour la fourniture, entre 2015 et 2025, de 600 trains de passagers (3 600 voitures), sa filiale Gibela assurant l'assistance technique et la fourniture de pièces de rechange. Nissan introduit des véhicules électriques tandis que BMW lance sa gamme hybride ; Gautrain, spécialiste du transport en commun, va racheter des rames et développer un véritable réseau interurbain avec 7 nouvelles sections. Le gouvernement investira (384 millions EUR) dans les transports publics de 13 villes.

Le tourisme se porte bien avec une progression de 10 % en 2012 (13 millions d'entrées) et +14 % au premier trimestre 2013. Protea Hotels a été racheté par l'Américain Marriott.
La sécheresse en début d'année a impacté les productions agricoles, notamment de maïs (baisse de production estimée à -5 % en 2012-2013), mais l'élevage et l'horticulture ont enregistré de bonnes performances. L'Afrique du Sud a une balance commerciale agricole déficitaire (71 milliards EUR d'exportations et 83 milliards EUR d'imports). Le gouvernement a augmenté (+8,75 %) les droits d'importation sur le poulet : en 2012, 250 millions d'unités ont été importées, majoritairement du Brésil mais aussi de l'UE.

Côté agro-industries, le Mauricien Agri Groupe a repris (240 millions EUR) le producteur sud-africain d'alimentation animale et fournisseur de services financiers Afgri, tandis que le n° 1 de l'agroalimentaire sud-africain, Tiger Brands, rachetait la filiale d'Unilever, Mrs Bali's Chutney, et la société nigériane Dangote Flour Mills (130 millions EUR). Coca-cola a passé un contrat (484 millions EUR) avec Bevcan (filiale de Nampack) pour produire des canettes en aluminium.

Les entreprises sud-africaines continuent à se déployer sur le continent : GSC Energy, à la tête d'un consortium international, construira au Cameroun une centrale solaire (500 MW ; 2,2 milliards USD) ; Nampack a racheté (301 millions USD) le Nigérian des boissons Alucan ; Zeder a repris une meunerie en Zambie et Bidvest Food y ouvre un site de restauration ; Famous Brands (2 175 restaurants) a annoncé ouvrir 400 restaurants au Nigeria, Angola, Kenya et Zambie d'ici 2016. Sans oublier la forte implication des entreprises minières sud-africaines sur le continent.
Ces 10 dernières années, le nombre de projets sud-africains en Afrique a fait un bond de 500 %.

Quant aux relations avec la France, elles ont été marquées par quelques succès commerciaux. Gemalto a ainsi remporté un contrat (16 millions EUR) pour la fourniture de 3 millions de « cartes d'identité sans contacts » par an ; EDF Suez a signé un accord d'achat d'électricité à Eskom et investira 780 millions EUR dans deux centrales électriques utilisant la technologie de gaz à cycle ouvert (335 MW à Dedisa ; 670 MW à Avon) ; Thales-Maziya a remporté un contrat de signalisation ferroviaire (155 millions EUR) ; et enfin le Sud-africain Denel Aerostructures a remporté son troisième contrat de sous-traitance (15 millions EUR) avec Airbus Military.

Petit accroc dans ce panorama plutôt encourageant : l'Afrique du Sud a interdit l'importation de viande de porc congelé français de février à août en raison du risque de SDRP.

Côté investissements directs, Newrest (restauration collective) a inauguré une unité de production à proximité de l'aéroport de Johannesbourg ; Danone (44 % du marché sud-africain du yaourt) cherche un nouveau fournisseur laitier car Clover met un terme à ses contrats de fourniture ; le semencier Vilmorin a racheté 80 % du capital de Link Seed (CA de 10 millions EUR ; 6 % du marché), spécialisé dans les semences, notamment OGM, de maïs et soja dans le Kwa-Zula-Natal.

Angola

Chef de l'État : Jose Eduardo dos Santos • Vice-président : Manuel Domingos Vicente • Population (millions) : 20,8 • Superficie (km²) : 1 246 700 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 5 404 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 5,2 % • Inflation 2012[2] : 9 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 148

La croissance du PIB en Angola ne serait que de 5,6 % en 2013, soit moins qu'espéré (+7 %). En cause, principalement : une longue sécheresse, un ralentissement de la croissance du secteur pétrolier, une relativement mauvaise gestion de la dette publique, la faiblesse de l'économie mondiale… La dette publique atteindrait 39 milliards USD (31 % du PIB), dont les deux-tiers en dette extérieure, notamment bilatérale avec la Chine. Toutefois, l'inflation a été maintenue à 9 % et les réserves en devises sont élevées (6,8 mois d'importations).

Le gouvernement veut réduire la dépendance à l'égard du pétrole et procéder à des investissements lourds pour rattraper son retard, notamment en infrastructures. Actuellement, le niveau d'investissements représente 13 % du PIB, très en dessous des 24 % estimés en moyenne pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne ces 3 dernières années.

La situation du secteur bancaire demeure délicate avec des provisions pour créances douteuses en hausse de 42 %. En début d'année, une réglementation bancaire plus rigoureuse a été adoptée, répondant aux pressions internationales pour plus de transparence et de contrôle. De façon globale, l'Angola figure parmi les 20 pays les plus corrompus au monde.

Le pétrole demeure le poumon économique avec une production de 1,7 Mb contre un objectif de 2 Mb. La compagnie publique Sonangol se structure peu à peu ; le pétrole est toujours subventionné, ce qui représente 4 % du PIB par an (5 milliards USD). La construction d'une raffinerie (3,6 milliards USD) est réalisée par la société américaine KBR, de Houston, pour le compte de Sonangol ; elle serait achevée d'ici 5 à 6 ans. De son côté, le Chinois Sinopec a négocié un accord avec l'Américain Marathon Oil pour racheter un champ pétrolier et gazier pour 1,52 milliard USD. Surtout, juillet 2013 a vu le démarrage des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL), notamment à destination du Brésil.

Dans les mines, Catoca (joint-venture gouvernement angolais/Russe Alrosa), un des plus importants producteurs de diamants au monde (3/4 de la production angolaise), devrait explorer deux champs au Zimbabwe.

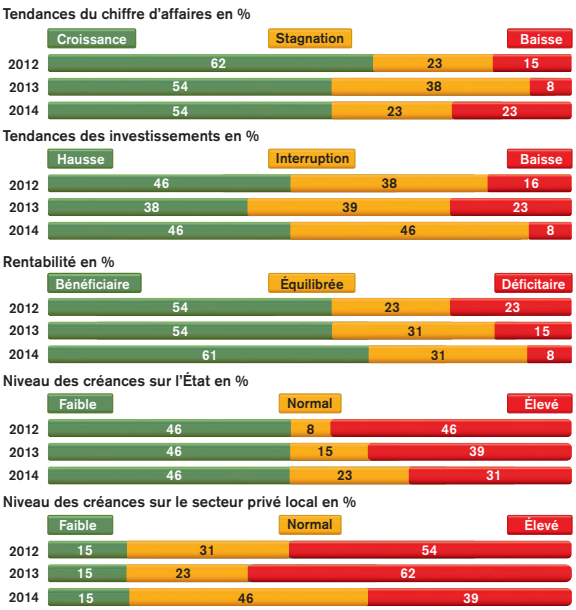
Dans l'énergie, 23 milliards USD devraient être investis dans le réseau électrique d'ici 2017 : la capacité installée serait multipliée par cinq. Quelque 70 % des Angolais n'ont toujours pas l'électricité et les coupures sont nombreuses. Dans les

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,99 sur 5 ▼

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau routier	▲	Eau et assainissement	▲
Réseau portuaire	▼	Délais des procédures judiciaires	▼
Tarifs douaniers	▼	Financement des importations	▼
Droit du travail	▼	Coût de la main-d'œuvre	▼
Coût du fuel	▼	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises



télécommunications, la fusion du Portugais Zon et de l'Angolais Optimus a donné naissance à Zopt détenu à parité entre Sonaecom et Isabel dos Santos.

Plus que jamais le secteur agricole est perçu comme la filière alternative au pétrole : 75 % des produits alimentaires consommés sont encore importés. Une nouvelle taxe à l'importation à partir du 1er janvier 2014 devrait booster la production intérieure. Mais nombre de voix s'élèvent contre la faiblesse persistante des moyens : seul 1,1 % des dépenses budgétaires va à l'agriculture et à la pêche…

Botswana

Chef de l'État : Ian Khama • Vice-président : Mompati Merafhe • Population (millions) : 1,9 • Superficie (km²) : 567 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 7 191 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 4,2 % • Inflation 2012[2] : 7,4 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 119

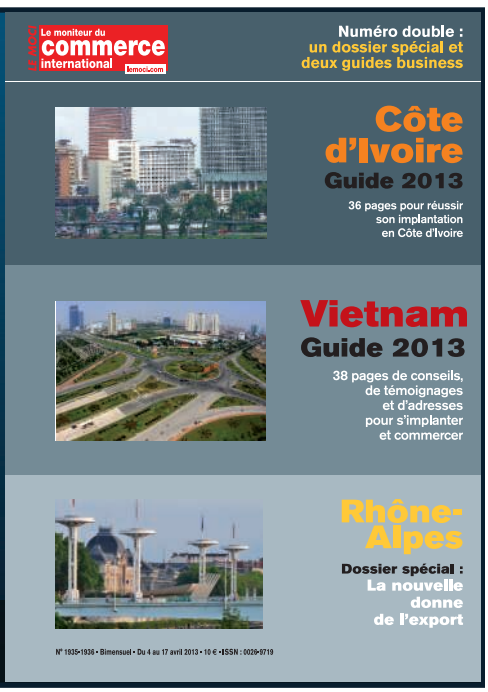
Deuxième économie la plus libérale d'Afrique et 30e du monde selon l'Indice 2013 de la liberté économique du Heritage Foundation/Wall Street Journal, le Botswana figure également parmi les 25 destinations touristiques mondiales, selon le classement Fodor 2013. Le nombre d'emplois dans le tourisme aurait augmenté de 9,5 % en 2012.
Ceci dit, l'économie tourne encore au ralenti avec une croissance révisée à la baisse en octobre par le gouvernement, à 4,4 % sur 2013 (3,9 % selon le FMI). Ses efforts pour redresser les déficits publics enregistrés depuis la crise de 2008 ont pourtant porté leurs fruits : un excédent de 0,8 % du PIB serait dégagé en 2013-2014. L'inflation baisserait à 6 % en 2013. Fin juin, les réserves en devises représentaient 11 mois d'importations grâce, notamment, aux transferts des migrants.

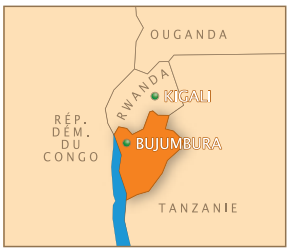
Le secteur minier demeure la moelle épinière du pays mais sa croissance est faible (+1,5 %). La production de diamants regrimperait de 10 % en 2013, à 22 millions de carats (34 millions en 2007). En octobre, l'Australien Pangolin Diamonds a découvert un des plus importants gisements de kimberlite du Botswana. Le Diamond Trading Center a été relocalisé de Londres à Gaborone et la première entreprise étatique de trading Okavango Diamond Company (ODC), a vu le jour.
L'Australien Hodges investit dans la mine de charbon du Sud Morupule (2 à 3 Mt par an) et le gouvernement a émis en octobre une nouvelle licence de prospection de charbon pour 11 blocs. Dans le cadre de son « Coal Roadmap », le gouvernement veut optimiser ses réserves, estimées à 212 milliards de tonnes. Par ailleurs, ces 5 prochaines années, l'Australien A-Cap Resources opèrera le premier gisement d'uranium, à Letlhakane. Dans le charbon, Coal India prospecte.

Le secteur non minier devrait croître de 4,3 % en 2013 (+6,2 % en 2012). Suite à la levée de l'embargo européen sur le bœuf en juillet 2012, les exportations ont plus que doublé, à 60 millions USD, au premier semestre 2013.
Notons pêle-mêle, quelques signaux positifs : Bank of India et State Bank of India ont ouvert des agences ; Kalahari Airways lancera début 2014 un vol quotidien Cape Town-Londres avec un stop-over à Gaborone ; le nombre de nouveaux cas du Vih/Sida a chuté de 71 % depuis 2001 et la première université privée du pays, Botho University, a ouvert.

Guide business Côte d'Ivoire 2013

Numéro 1935-36 avril 2013





Burundi

Chef de l'État : Pierre Nkurunziza • Premier Vice-président : Bernard Busokoza • Population (millions) : 9,8 • Superficie (km²) : 27 830 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 251 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 4 % • Inflation 2012[2] : 11,8 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 178

Toujours considéré comme un État fragile par le FMI, le Burundi connaîtrait en 2013 une amélioration de sa situation avec une croissance prévue à 4,5 % (4,7 % en 2014). Les IDE ont fait un bond de 120 % en 2012, à 229 millions USD, essentiellement dans l'industrie de transformation, l'agro-industrie et les TIC. En 2013, l'inflation serait de 10 % (9 % selon le gouvernement) mais devrait redescendre à un taux à un chiffre en 2014.

La faiblesse de la croissance et l'incendie qui a ravagé, en janvier 2013, le marché central de Bujumbura, ont provoqué une baisse de 20 % des recettes fiscales gouvernementales sur les 5 premiers mois de l'année. Il a donc été demandé aux entreprises de payer d'avance leurs impôts, ce qui a permis, en définitive, de générer 10 % de plus en recettes entre janvier et septembre 2013 par rapport à la même période en 2012.

Le déficit commercial s'est aggravé au premier semestre, à 606 millions USD sur la même période en 2012 (299 M USD), avec la baisse de la valeur du franc burundais (-13 % face au dollar entre janvier et mai) et la multiplication par deux de la valeur des importations, notamment d'équipements industriels et de matériaux de construction. En juillet, le gouvernement a fait passer un budget rectificatif, introduisant une TVA de 10 % sur des produits alimentaires importés ainsi que des droits allant de 5 à 20 % sur divers articles (billets d'avion, alcool, appels téléphoniques, etc.). Il a aussi légèrement réduit ses dépenses qui sont passées de 1,389 trillions à 1,369 trillions francs burundais (BIF). À noter que l'Union européenne a contribué pour 5 millions EUR pour la reconstruction du marché central.

L'électricité pose toujours des difficultés depuis la chute en 2011 du niveau d'eau dans le barrage de Rwegura, au nord du pays. En janvier 2013, le gouvernement a décidé de louer de grosses unités thermiques générant 10 MW. Surtout, la Banque mondiale a validé le projet de barrage hydroélectrique (80 MW) régional sur les chutes de Rusumo, projet conjoint entre le Burundi, le Rwanda et la Tanzanie, dont la construction doit s'achever en 2020 ; c'est la première opération de la Banque dans le cadre de son Initiative pour la région des Grands lacs. Un autre barrage, sur financement chinois, serait construit sur la rivière Ruzibazi.

Dans l'agriculture, la forte production de thé du Kenya et l'agitation persistante en Égypte, grand pays consommateur, ont impacté négativement la filière, avec des prix moyens à l'export qui ont chuté de 3,34 à 2,18 USD/kg entre janvier-août 2012 et la même période en 2013. En 2012, la production avait augmenté de 3,6 % par rapport à 2011, à 9 134,7 t. Quant au café, la production (Arabica) est attendue à 406 000 sacs de 60 kg en 2012-2013 (avril à mars), selon l'Organisation internationale du café (OIC). Mais d'octobre 2012 à septembre 2013, les exportations n'ont totalisé que 257 659 sacs. Cap est mis par les autorités sur la qualité, mais les planteurs se plaignent du manque d'engrais et se tournent vers d'autres cultures jugées plus rentables. Le café et le thé représentent 85 % des exportations.

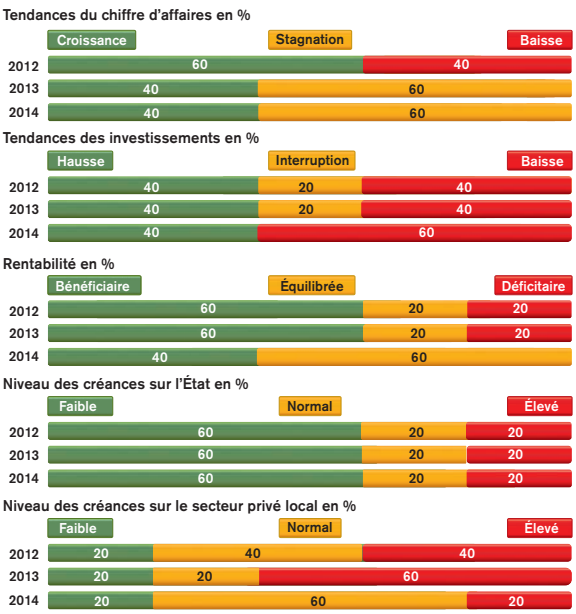
Le secteur élevage, mis à mal par des années de crise politique, a bénéficié d'un prêt de 10 millions USD de la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (Badea).

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,45 sur 5 ▼

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau routier	▼	Délais des procédures judiciaires	▼
Réseau téléphonique	▲	Accès et coût du crédit bancaire aux entreprises	▼
Qualité du secteur bancaire	▶	Impact du secteur informel	▼
Coût de l'électricité	▲	Système de formation	▼
Coût de la main-d'œuvre	▼	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises



Comores

Chef de l'État : Dhoinine Ikililou • Vice-président : Fouad Mohadji • Population : 717 500 • Superficie (km²) : 2 170 • PIB/hab 2012 (USD courant) : 831 • Croissance du PIB réel 2012 : 3 % • Inflation 2012 : 6,3 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 169

La croissance économique aux Comores progresse d'année en année : elle serait de 3,5 % en 2013 et de 4 % en 2013, selon le FMI. L'inflation régresse : 4,1 % en 2013, 3,2 % en 2014 selon le FMI. Toutefois, le déficit de la balance commerciale s'aggraverait suite à des importations plus importantes liées aux nouveaux investissements étrangers, mais aussi en raison de transferts d'argent plus faibles dus à la Loi sur la citoyenneté économique (LCE). Cette loi très controversée de 2008 a pour objet de relancer l'investissement en octroyant la nationalité comorienne à tout ressortissant d'origine arabe souhaitant investir aux Comores.

L'archipel a connu une bouffée d'oxygène en atteignant, fin 2012, le point d'achèvement de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE) : sa dette multilatérale atteignait 349 % de ses recettes.

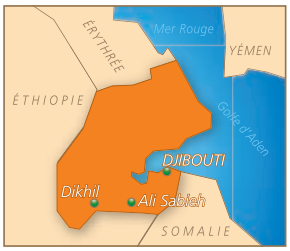
Côté infrastructures, la BAD a octroyé 20 millions USD fin septembre 2013 pour améliorer l'électrification des 3 îles principales. Quant aux engagements de l'AFD, 2012 avait été assez exceptionnelle avec 22,5 millions EUR, 2013 étant consacrée à la mise en place de ces projets ; l'aide budgétaire de la France s'est élevée à un million d'euros. L'investissement privé devait augmenter de 9 %.

Un nouveau ministre de l'Agriculture a été nommé lors d'un important remaniement ministériel en juillet. Il entend, notamment, introduire une labellisation « Vanille des Comores », remplacer des alambics vétustes d'ylang-ylang dont l'archipel est le premier producteur mondial, et améliorer le système de classification des huiles essentielles. En 2012, les exportations de girofle ont augmenté en volume et en valeur (+23 %) tandis que les exportations de vanille ont baissé de 11 % en valeur, les volumes demeurant stables. La crise de la zone euro a provoqué une baisse en volume (37 %) et en valeur (22 %) des exportations d'ylang-ylang. Un accord a été conclu en août avec le Vietnam afin qu'il fournisse 60 000 t de riz (les achats comoriens totaux atteignant 70 000/80 000 t).

La compagnie kényane Fly SAX a démarré deux vols hebdomadaires entre Nairobi et Moroni afin de développer le tourisme régional. Un des grands dossiers 2014 porte sur la réforme des entreprises publiques et leur privatisation dans le cadre de la Facilité élargie de crédit du FMI.

Guide business Maroc 2014

Numéro 1953
décembre 2013



Djibouti

Chef de l'État : Ismail Omar Guelleh • Premier Ministre : Abdoulkader Kamil Mohamed • Population : 905 000 • Superficie (km²) : 23 200 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : NC • Croissance du PIB réel 2012[2] : 4,8 % • Inflation 2012[2] : 3,7 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 164

La croissance à Djibouti serait de 5 % en 2013 puis de 6 % en 2014, selon le FMI. L'inflation est de 2,6 % (2,5 % prévus pour 2014) grâce à la retombée des prix internationaux des produits alimentaires et à la baisse des tarifs de l'électricité pour les foyers modestes. Le déficit budgétaire a été contenu à 2,7 % du PIB en 2012 et le déficit des comptes courants serait de 12,3 %. Djibouti reste sur sa lancée d'importants investissements étrangers notamment portuaires, le commerce de transit avec l'Ethiopie, le transbordement en général et le BTP.

Sa situation budgétaire s'est améliorée notamment grâce à la vente (185 millions USD) de 23,5 % du Port autonome international de Djibouti (devenu « Ports de Djibouti ») et de 23,1 % de Djibouti Free Zone à la China Merchant Group International (GMGI), des ventes prévues lors de l'accord-cadre avec GMGI en juillet 2012. En 2013, a été posée la première pierre du port d'exportations de bétail de Damerjog et du port multiservices de Doraleh.

L'importance des liens entre l'Ethiopie et Djibouti a été illustrée par la signature, en juillet, d'un accord d'intégration économique, un deuxième projet d'interconnexion électrique (Semera-Jabannu), la création d'une autorité conjointe de gestion du corridor jusqu'au port et un accord de non double imposition, entre autres. En juillet a été inaugurée la gare de Nagad dans le cadre du projet ferroviaire Addis-Abeba-Dewele-Djibouti (753 km, 4,5 milliards USD dont 3,3 milliards financés par la Chine) ; 20 % avaient déjà été réalisés en juillet. La signature d'un prêt chinois (339 millions USD) pour un pipeline d'eau potable d'Ethiopie fournirait 100 000 m³ alors que la production nationale actuelle n'est que de 20 000 m³.

Dans le secteur de l'énergie et dans le cadre d'un partenariat public/privé (PPP), la BAD a accepté de financer (7,5 millions USD) la première unité géothermique (50 MW) dans la région du lac Assal. Le potentiel géothermique national est estimé à 1 000 MW. En juin, le Soudan du Sud a signé avec des investisseurs sud-africains pour exporter du pétrole par voie ferroviaire d'Idaril jusqu'au port de Djibouti.

Des élections législatives se sont tenues le 22 février et un remaniement ministériel le 31 mars. À l'international, pour la première fois, en août, un Premier ministre japonais (Shinzo Abe) s'est rendu en visite officielle à Djibouti. Son objectif : la lutte internationale contre la piraterie.

Guide business Congo 2013

Numéro 1953
décembre 2013

Éthiopie

Chef de l'État : Mulatu Teshome • Premier Ministre : Hailemariam Desalegn • Population (millions) : 91,7 • Superficie (km²) : 1 127 127 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 470 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 8,5 % • Inflation 2012[2] : 24 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 173

Cinquième économie du continent et 2e en population, l'Ethiopie affiche une croissance remarquable : 7 % en 2013 et 7,5 % en 2014 (10,6 % en moyenne ces 10 dernières années !) selon le FMI, de 11 % en 2013-2014 selon le gouvernement (+7 % pour l'agriculture, +10 % les services, +18 % l'industrie). Partie de 40 % en juillet 2011, l'inflation est tombée à 7,2 % en 2013. Le déficit budgétaire serait de 2,8 % du PIB et celui des comptes courants de 3 milliards USD en 2012-2013, soit 6,4 % du PIB. La baisse de l'aide publique est compensée par les transferts privés, donnant un flux net positif de 5 milliards USD. Les réserves en devises sont encore fragiles avec 1,8 mois d'importations.

L'investissement dans les infrastructures a représenté 19 % du PIB. Cette dernière décennie, 3,6 milliards USD sont allés à la construction de routes. La production d'électricité devrait passer de 2 000 MW à 10 000 MW en cinq ans. Quelque 6 000 MW émaneraient du plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique situé sur le Nil, le Great Ethiopian Renaissance Dam/GERD (4,7 milliards USD), 800 MW de l'énergie éolienne et 100 MW de la géothermie avec des potentiels bien au-delà. Le GERD a suscité de très vives controverses régionales en 2013, suite à l'abrogation par le Parlement éthiopien du droit de veto au Caire dans le cadre du traité colonial de partage des eaux du Nil. Les négociations ont repris en fin d'année avec à la clé un mécanisme de gestion commune.

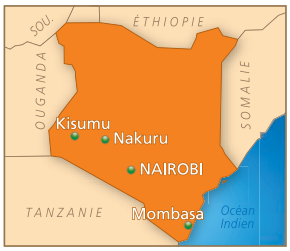
La ferme éolienne Ashegoda, construite par Vergnet sur financements BNP Paribas et AFD (210 millions EUR) a démarré sa production tandis que l'Ethiopie signait avec l'Islandais Reykjavik Geothermal et des investisseurs américains un projet géothermique (4 milliards USD ; 1 000 MW) dans la vallée du Rift. L'Ethiopie devrait, à terme, vendre de l'électricité au Kenya et un projet (1,26 milliard USD) de construction d'une ligne à haute tension (1 068 km ; 2 000 MW) a été approuvé. Le nucléaire est envisagé.

Malgré la baisse des cours mondiaux de l'Arabica et des goulots d'étranglement dans la filière, l'Ethiopie veut accroître de 70 000 t ses exportations qui ont totalisé 198 706 t en 2012-2013, générant 745 millions USD. L'Ethiopie entend multiplier par 8 sa production de sucre d'ici 2015, à 2 millions de tonnes (Mt) ; 10 usines et plantations sont en cours de construction. L'Algérien Cevital devrait investir et établir son siège régional à Addis.

Avec la Chine, un accord (1,6 milliard USD) a été signé avec ZTE et Huawei Technologies pour étendre le réseau de téléphonie mobile et introduire un réseau 4G à Addis et 3G ailleurs. Pékin finance un projet ferroviaire Addis-Djibouti (3,3 milliards USD, 753 km) et va construire une ligne de haute tension (1,2 milliard USD, 500 kV) GERD-Dedesa-Holeta.
Les signaux positifs se multiplient côté investisseurs : en 2013, Ecobank a ouvert sa première agence ; Ethiopian Airlines étend son réseau (Séoul, Ndola et Blantyre) ; le Brésil, intéressé par les mines et les infrastructures, a signé des accords de coopération ; l'Arabie saoudite a alloué 25 millions USD pour investir dans l'agriculture ; Heineken se penche sur l'orge pour son malt, l'Inde sur le cuir ; le chausseur chinois Huajian co-investit 2 milliards USD dans la zone industrielle d'Addis ; H&M fait des tests d'implantation, le pays voulant porter à 1 milliard USD ses exportations textiles d'ici 2016 (100 millions USD en 2012) ; Unilever et Nestlé prospectent ; Bale Mountain Lodge, la première dans ce parc national de renom, a ouvert.

Le 7 octobre, le Parlement a élu Mulatu Teshome chef de l'État. Il a vécu 10 ans en Chine. La lutte contre la corruption et le terrorisme demeure la priorité majeure. Un important remaniement à la tête de l'armée est intervenu fin octobre.

Algérie, l'enjeu de la réindustrialisation
Numéro 1940 - mai 2013



Kenya

Chef de l'État : Uhuru Kenyatta • Vice-président : William Ruto • Population (millions) : 45 • Superficie (km²) : 582 650 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 865 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 4,6 % • Inflation 2012[2] : 9,4 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 145

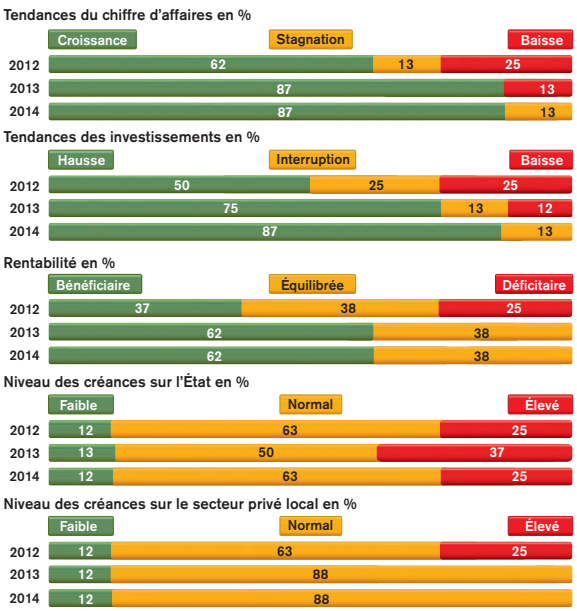
Le Kenya a fait plus d'une fois la Une de la presse mondiale en 2013, que ce soit pour l'élection sans trop de heurts le 4 mars d'Uhuru Kenyatta – fils du premier président du Kenya – alors que l'ancien chef de l'État Mwai Kibaki et son vice-président sont traduits pour crime contre l'humanité devant la Cour pénale internationale. Puis l'incendie, le 7 août au Jomo Kenyatta International Airport (reconstruit en 3 semaines par une société chinoise), mais plus encore pour la prise d'otages, 4 jours durant, en septembre, par un commando de Chabaab somaliens au centre commercial de Westgate à Nairobi. Bilan : 67 morts et 175 blessés.
Mais le Kenya s'est aussi distingué – plus discrètement – par sa gestion économique et sa lutte contre la corruption avec, notamment, la mise en application de la loi-cadre de 2012 sur la gestion des finances publiques. La croissance économique serait de 5,9 % en 2013 et 6,2 % en 2014, contre 4,6 % en 2012. Elle pourrait être mise à mal si le risque de sécheresse se concrétise, l'agriculture étant un élément clef de sa croissance. Le commerce, les intermédiaires financiers et le BTP ont aussi été des forces motrices, contrebalançant un tourisme décevant (12 % du PIB, 9 % de l'emploi formel) : les recettes ont baissé de 7,4 % (1,1 milliard USD) en 2012-2013 et les arrivées de 8,8 % (1,1 million). La crise en Europe mais surtout les élections présidentielles au Kenya en seraient les causes.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,58 sur 5

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau téléphonique	▼	Eau et assainissement	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Distribution électrique	▼
Qualtié et stabilité de la main-d'œuvre	▲	Tarifs douaniers	▼
Fiabilité des partenaires et interlocuteurs	▲	Equité des jugements	▼
Coût des télécommunications	▲	Niveau de corruption	▲

Bilan des entreprises



UNE POLITIQUE PAYANTE

La dette publique (intérieure et extérieure) a augmenté de 3 % à fin juin, à 22 milliards USD (55 % du PNB) notamment suite à la dépréciation du shilling kenyan. Le Kenya prépare une émission euro-obligataire (2 milliards USD) alors qu'en août, la Chine lui a prêté 5 milliards USD pour des projets d'infrastructures.
Si les performances à l'export demeurent mitigées avec la crise européenne, la demande locale, quant à elle, est stimulée par un taux d'inflation ramené à 5 % en 2013 (9,4 % en 2012). Pourtant, discipline budgétaire oblige, une nouvelle TVA est entrée en vigueur en 2012 et de nombreuses exemptions ont été supprimées.

Sur le seul deuxième trimestre 2013, le pays a attiré quelque 1 milliard USD d'investissements. Des accords de coopération et de non double imposition ont été signés, notamment, avec la Turquie et le Nigeria. Une « task force » a été nommée par le nouveau président pour lancer la restructuration des 200 entreprises publiques. Parallèlement, un Comité de cabinet a été créé, présidé par le chef de l'État, pour travailler à la compétitivité du pays. Le Public Private Partnership Act a été promulgué ainsi qu'une loi sur la gestion des pêches. Les autorités décentralisées devraient se voir autoriser à emprunter sur le marché des capitaux.

L'AGRICULTURE COMPENSE LE TOURISME

La production de thé en 2013 s'annonce record (+12 %), à 415 000 t, avec des exportations de 480 000 t (430 000 t en 2012) devant générer 1,42 milliard USD de revenus (+9 %).

La consommation nationale progresse (+27 % sur les 8 premiers mois de 2013). Unilever a annoncé investir 150 millions USD dans une nouvelle unité à Kericho et porter ses volumes transformés de thé de 30 000 à 50 000 t/an. Les exportations horticoles ont crû de 1,3 million de tonnes (Mt) au premier semestre 2013, à 56,2 Mt, générant 349 millions USD (+12 millions USD). En revanche, 2013 étant l'année basse du cycle bisannuel du caféier, la production serait de 44 000 t (49 000 t en 2012) générant 217 millions USD.

Dans le tourisme, d'ici fin 2014, un seul visa touristique sera nécessaire pour l'ensemble de l'East African Community (EAC) et une stratégie commune de marketing est en cours d'élaboration, notamment envers les émergents. Le Kenya veut tripler le nombre de visiteurs à 3 millions d'ici 2015. D'où l'agrandissement de l'aéroport Jomo Kenyatta et l'ouverture à venir de l'aéroport de Kisumu.

Le port de Mombasa a reçu un don néerlandais (27,5 millions USD) pour fluidifier le trafic, le Kenya ayant signé des accords avec l'Ouganda et le Rwanda pour faciliter le transit afin de demeurer un hub portuaire. Un nouveau quai, plus grand, a été inauguré et un second terminal à conteneurs (300 millions USD) est en construction. À l'aéroport, un nouveau terminal et une nouvelle piste (653 millions USD) le sont aussi. Kenya Airways, dont le nombre de passagers a baissé, ouvre des vols quotidiens vers Guangzhou via Bangkok et vers Abu Dhabi mais a réduit la voilure sur Mumbai, New Delhi et Djeddah.

Dans la téléphonie mobile, une nouvelle réglementation est intervenue obligeant tout abonné à s'enregistrer afin de lutter contre les fraudes. Ceci a impacté l'activité des 4 opérateurs (Safaricom – 70 % de part de marché, Airtel, Telkom Kenya et Essar Telecom). Mais sur le premier semestre, à fin septembre, les bénéfices nets de Safaricom ont augmenté de 45 % (130 millions USD). Les dépenses de chaque client augmentent de 11 %, un dynamisme qui pourrait être affecté par la nouvelle TVA et l'enregistrement obligatoire.

La société d'électricité KenGen entend lever 5,5 milliards USD d'ici 2018 auprès des bailleurs et des marchés de capitaux pour accroître de 5 000 MW sa production actuelle (1 664 MW, essentiellement hydroélectrique). La demande s'élève à 1 700 MW mais croît rapidement. La géothermie est le nouvel axe fort avec une capacité actuelle de 157 MW et 350 MW supplémentaires en projet d'ici 2014. Au total, 2 500 MW seraient générés en 4 ans. La construction du projet éolien du lac Turkana (300 MW ; fonds BEI) devrait enfin démarrer début 2014 avec des éoliennes danoises (Vestas Wind Systems). Kenya Power investirait 1,83 milliard USD d'ici 2018 pour étendre le réseau.

Le groupe indien Essar Energy, qui avait racheté 50 % du capital de Kenya Petroleum Refineries en 2009, veut vendre car elle ne juge pas viable la rénovation de la raffinerie. En parallèle, un accord (11,6 milliards USD) a été signé avec China Petroleum Technology and Development Corp. et China Railway Number 2 Engineering Group pour la construction d'une raffinerie offshore à Mombasa, des oléoducs, de la géothermie et une voie ferrée Mombasa-Kampala.

Depuis 2012, les découvertes minières fleurissent : du pétrole à Turkana (nord-ouest) dont l'exploitation démarrerait en 2014, du gaz naturel à Malindi, du niobium ou encore des terres rares à Kwale. Face à ceci, le gouvernement cherche encore sa voie. En août, il a augmenté les royalties et a suspendu 43 licences (en 2012, une loi imposant un intéressement local de 35 % a été votée puis annulée). Un ministère des Mines a été créé et un projet de loi est à l'étude tendant à réserver 10 % d'importantes concessions minières à l'État. Sur le terrain, le Britannique Tullow et Africa Oil ont connu des difficultés avec une levée de boucliers des populations de Turkana qui demandent des retombées économiques rapides. L'Australien Base Resources a démarré ses opérations (305 millions USD) sur sa mine de titane ainsi que le Canadien Base Titanium. Le Canadien Pacific Wildcat Resources prospecte la côte pour du niobium.

IBM a ouvert à l'Université catholique d'Afrique de l'Est, à Nairobi, son premier hub technologique d'envergure avec pour objectifs de trouver des innovations commercialement viables face aux défis actuels du continent (transport urbain, écosystème, etc.).

Au plan politique, la lutte contre le terrorisme demeure un point fort. Le Kenya – qui joue un rôle clef avec l'Ouganda, et tout récemment l'Ethiopie, au retour à la paix en Somalie dans le cadre de la force de paix de l'UA en Somalie (Amisom) – a annoncé, début novembre, rapatrier un million de réfugiés somaliens établis dans des camps dans le nord du Kenya.

Madagascar

Chef de l'État : Andry Nirina Rajoelina • Premier ministre : Jean Omer Beriziky • Population (millions) : 22,3 • Superficie (km²) : 587 040 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 447 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 1,9 % • Inflation 2012[2] : 5,8 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 151

C'est peut-être la lumière au bout du tunnel pour Madagascar avec la tenue d'élections en 2013, quatre ans après le démarrage de la crise politique. Au plan économique aussi, la croissance demeure, certes, largement insuffisante mais progresse à 2,6 % en 2013 et 3,8 % prévus par le FMI en 2014. Si l'inflation regrimpe à 6,9 % (7,3 % en 2014), elle demeure à un chiffre. Mais l'aide du FMI et de la Banque mondiale est toujours gelée.

Les investissements privés dans les grands projets miniers sont pour la plupart achevés, réduisant de fait les importations de biens d'équipement. Les exportations de nickel prenant leur envol, le déficit de la balance commerciale a été réduit de 67 millions USD au premier semestre 2013 par rapport à 2012. Toutefois, le déficit de la balance globale demeurant élevé et les réserves en devises ne représentent que 2,6 mois d'importations. Le nickel serait le premier produit d'exportation (30 millions USD de recettes en moyenne par mois) devant les produits textiles.

Exxon Mobil a obtenu une prolongation de ses 3 licences de partage de production, permettant à l'activité d'exploration de redémarrer 4 ans après avoir invoqué la force majeure suite au coup d'État. Rio Tinto a annoncé, en novembre, la fermeture pendant 2 mois de ses opérations de sables minéraux (ilménite) étant donné les mauvaises conditions du marché international.

Entre début 2012 et mi-2013, les exportations de girofle, haricots et litchis ont baissé. Pourtant, la tendance sur le segment clou de girofle avait été bonne, avec des exportations de 20 000 t en 2012 (12 000 t en moyenne entre 2001 et 2010). La récolte rizicole en 2013 chuterait de 21 % compte tenu de l'invasion des criquets après le passage du cyclone Haruna, en février 2013, et d'une pluviométrie en moyenne moins abondante : le déficit de 240 000 t prévu sur 2013-2014 renchérit son prix alors que celui du riz sur le marché mondial baisse, d'où une hausse de 18 % des importations au premier semestre.

Les exportations des entreprises franches n'ont progressé que de 3 % début 2013 par rapport au premier semestre 2012, tirées par les activités textiles (+8 %). Les autres exportations ont toutes régressé, notamment les conserves de thon et de crevettes.

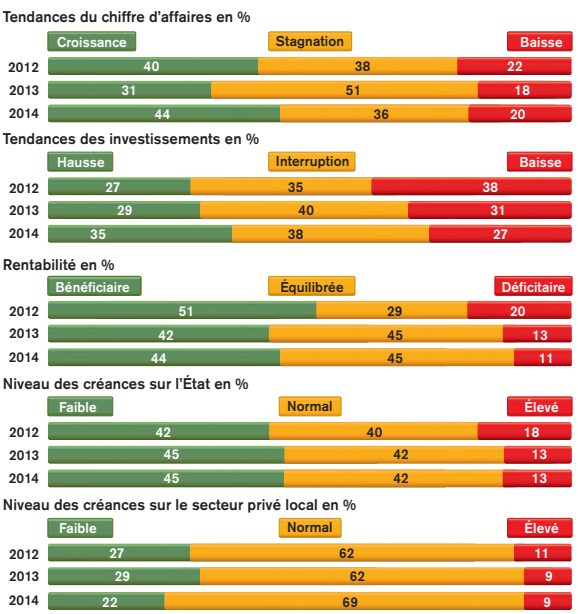
Côté bancaire, l'octroi de crédits a progressé de 7 % au premier semestre mais 85 % sont destinés à des financements à court terme, les crédits d'investissement n'étant que de 10 millions USD. Les entreprises s'autofinancent à hauteur de 80 % de leurs besoins globaux. Dans le tourisme, le nombre de visiteurs a baissé de 21 % sur les 5 premiers mois de l'année.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,16 sur 5

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau internet	▼	Réseau routier	▼
Qualité du secteur bancaire	▲	Incitation à l'investissement	▼
Qualtié et stabilité de la main-d'œuvre	▲	Impact du secteur informel	▼
Taux d'absentéisme	▲	Sécurité des personnes	▲
Coût de la main-d'œuvre	▲	Niveau de corruption	▼

Bilan des entreprises



Le 25 octobre, un premier tour de scrutin présidentiel (7,8 millions inscrits ; 61,85 % votants) a donné la faveur à Jean-Louis Robinson (21,1 %, soutenu par l'ancien président Marc Ravalomanana, renversé en 2009), Hery Rajaonarimampianina (le candidat du président intérimaire Andry Rajoelina, auteur du putsh) n'obtenant que 15,9 %. Le deuxième tour devait se dérouler le 20 décembre sur fond d'alliances politiques très mouvantes. Les observateurs internationaux ont estimé le premier tour globalement libre et équitable mais demeurent vigilants.

kermeur

PARTENAIRE DE VOS INTÉRÊTS

Parce que la sécurité participe à vos bénéfices, KER-MEUR vous propose des solutions en business intelligence, ingénierie de sûreté et formation de votre personnel.

BUSINESS INTELLIGENCE (ETUDES DES RISQUES, PROJETS ET MARCHÉS)

- Etudes d'opportunités (marchés, contexte économique, accompagnement de vos prospections)
- Sécurité des investissements
- Etudes et analyses concurrentielles
- Due diligence (fraude, contrefaçon, qualification de partenaires, enquêtes)

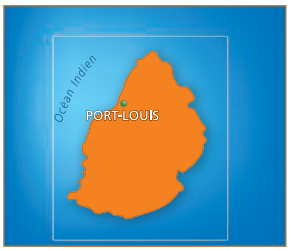
SÛRETE ET GESTION DES RISQUES

- Audits de sûreté de sites et de procédures
  Analyse risques pays et veille
- Audits de sûreté des systèmes informatiques (sécurité réseaux et tests d'intrusion- sécurisation des données)
- Gestion des risques : Télématique & Géo localisation

FORMATION DU PERSONNEL A LA GESTION DES RISQUES

- Sensibilisation aux problématiques de sécurité concurrentielles et informatiques
- Méthodologie de la sûreté (conception, conduite et contrôle d'un audit, réalisation des plans d'urgence et de continuité d'activité)
- Formation des expatriés et des missionnaires en zone sensible

EUROPE – SOUTH-EAST ASIA – WEST AFRICA - SOUTH & CENTRAL AMERICA
7, av. de l'Europe BP22 F-92312 Sèvres Cedex - France - T :+33 (0)149 660 649
Route du Village, n°18 - CH-1134 Vufflens-Le-Château - Suisse- T :+41 (0) 21 802 14 40
www.kermeur.com



Maurice

Chef de l'État : Rajkeswar Purryag • Premier ministre : Navinchandra Ramgoolam • Population (millions) : 1,3 • Superficie (km²) : 2 040 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 8 124 • Croissance du PIB réel 2012 [2] : 3,3 % • Inflation 2012[2] : 3,9 % • Classement IDH 2013 (sur 187) [3] : 80

À plusieurs reprises en 2013, Maurice a révisé à la baisse son taux de croissance qui s'établirait à 3,2 % et 4 % en 2014, contre 3,4 % et 4,4 % selon le FMI. Une baisse liée à une contraction de l'activité du BTP, du commerce, des TIC et du secteur finances et assurances. Ce ralentissement, conjugué aux inondations en mars et à la morosité du secteur tourisme, a pesé sur le déficit budgétaire qui serait de 3,7 % du PIB en 2013 (2,2 % prévus initialement) et de 3,2 % en 2014. Quelque 97 % de ce déficit seraient liés à des dépenses d'infrastructures. En revanche, le taux d'inflation serait ramené à 4,7 % et serait stable en 2014, mais le chômage reste relativement élevé à 8,3 % (8,1 % en 2012).

De janvier à septembre 2013, le nombre de touristes a augmenté de 2,8 %, à 694 443 entrées, avec un objectif de 980 000 sur l'année. Le nombre de visiteurs asiatiques a fait un bond de 29 % (+ 97 % pour les seuls Chinois, à 30 419 visiteurs !) alors que les Européens baissaient de 2,3 %. Le tourisme représente 8 % du PIB.

Après Shanghai en 2011 et Hong Kong, Air Mauritius a mis le cap sur Pékin en juillet avec un vol hebdomadaire. Sa situation financière se redresse et le nombre de voyageurs a augmenté de 1,4 %, essentiellement venu des pays émergents. De son côté, le groupe hôtelier Lux Island Resorts a enregistré une hausse de 90 % de ses bénéfices avant impôts (7,7 millions USD) sur les 9 premiers mois de son exercice 2013, grâce notamment à l'essor de sa clientèle chinoise.

Les IDE ont progressé de 16,1 % au premier semestre 2013, à 153 millions USD (4,7 milliards MUR) ; ils avaient déjà augmenté de 34 % sur l'ensemble de 2012. La moitié est destinée à l'immobilier suivi du BTP. La France a été le principal investisseur (31,4 millions EUR) suivie de l'Afrique du Sud (17,5 millions USD). L'économie mauricienne se transforme avec pour base actuelle le bancaire offshore, l'out-sourcing, l'immobilier de luxe et le tourisme médical et non plus tant le sucre, les textiles et le tourisme.

Malgré les demandes incessantes depuis des années de l'Inde de renégocier le traité de non-double imposition, Maurice a tenu bon mais a relevé en 2013 les critères d'établissement d'entreprises afin d'éviter les entreprises fictives. En effet, nombre d'entreprises ne font que s'enregistrer à Maurice pour bénéficier de la fiscalité très faible de l'île et faire jouer les traités internationaux de non-double imposition. L'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation est prévue au 1er janvier 2015. Un véritable tournant pour l'Inde si on considère que 37,7 % de ses IDE entre avril 2000 et juillet 2013 ont été réalisés via Maurice. Et 5 % seulement du PIB mauricien émanerait de ces transactions globalisées. Un nouvel accord a été négocié avec le Rwanda posant également de nouvelles règles à la non double imposition par rapport à celui de 2001.

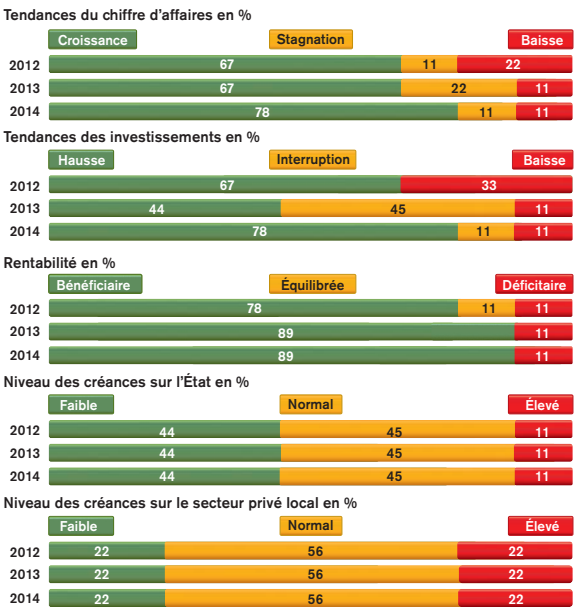
Grâce à une météorologie favorable, la production de sucre (1,2 % du PIB) augmenterait de 3,8 % en 2013, à 425 000 t. Le désintérêt pour la canne entraîne une baisse de 2 000 ha par an des surfaces en moyenne.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,42 sur 5 ▼

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Environnement fiscal	▶	Eau et assainissement	▼
Qualité du secteur bancaire	▲	Efficacité de l'administration	▼
Droit du travail	▲	Taux d'absentéisme	▼
Sécurité des personnes	▼	Coût du transport aérien	▼
Fiabilité des partenaires et interlocuteurs	▼	Protection de l'environnement	▲

Bilan des entreprises



ABAX
Adding value to global business

Au diapason de votre stratégie en Afrique

Depuis plus de 20 ans, ABAX met son talent de société fiduciaire et de gestion financière au service d'entreprises faisant des investissements ou du commerce en Afrique.

De notre point d'ancrage de Maurice, ou de nos antennes en Afrique, au Moyen Orient et en Asie, nous accompagnons nos clients dans leur stratégie de développement.

Contactez-nous pour discuter de vos besoins.

- Structuration de l'investissement transfrontalier
- Optimisation fiscale
- Création et administration de sociétés et fonds d'investissement
- Corporate Finance (fusions / acquisitions / évaluations)
- Externalisation
- Comptabilité française et IFRS
- Gestion de patrimoine

www.abaxservices.com contactus@abaxservices.com

Mozambique

Chef de l'État : Armando Guebuza • Premier ministre : Ayres Ali • Population (millions) : 25,2 • Superficie (km²) : 801 590 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 579 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 7,4 % • Inflation 2012[2] : 2,1 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 185

Vingt et un ans après la fin de la guerre civile, la peur d'un nouveau dérapage a terni le climat économique du Mozambique en 2013, année d'élections locales (1er décembre) précédant la présidentielle de 2014. Depuis avril, la Renamo (opposition) tend des embuscades contre des civils ou des forces de sécurité dans le centre notamment, tandis qu'une vague d'enlèvements a déferlé. En octobre, cette organisation est revenue sur l'accord de paix de 1992, conduisant des dizaines de milliers de Mozambicains à manifester en faveur de la paix et de la sécurité.

Pourtant, la croissance se maintient à 7 % en 2013 et s'accélérerait à 8,5 % en 2014 ; l'inflation se stabiliserait à 5,5 % en 2013 et 2014. La Banque centrale a réduit son taux d'escompte à 8,25 %. Des réformes sont en cours – la vente d'avoirs par des entreprises étrangères devrait être imposée au taux fixe de 32 % à partir de 2014 et non plus à un taux progressif baissier – mais d'autres réformes tardent comme la finalisation de la législation sur le gaz naturel.

Des investissements massifs (besoins estimés à 20 milliards USD) dans les infrastructures ferroviaires et portuaires deviennent urgents. Car la ruée des plus grands miniers mondiaux (Vale, Rio Tinto, Eni, Anadarko, Nippon Steel & Sumitomo, Mitsui, CNPC, Kogas, ONGC/Oil India, Sonatrach, PTT, etc.) vers les gisements énormes de gaz et de charbon du pays se confirme. Toutefois, Anglo American a jeté l'éponge sur son projet de charbon métallurgique. Selon Wood Mackenzie, les premières livraisons de GNL (exportations estimées à 55 milliards m³ ; 30 milliards USD/an) seraient pour 2019. D'importants gisements de graphite ont été découverts dans le Cabo Delgado. Baobab est à la recherche de partenaires pour développer son gisement à Tete, qui produirait 1 Mt de fonte d'ici 2016. Maputo Port Development a signé un protocole d'accord avec le Sud-africain Transnet afin d'améliorer la coordination régionale du mouvement de cargos.

La nouvelle entreprise étatique de thon, Ematum, a lancé un emprunt obligataire (500 millions USD) pour développer sa flotte : un contrat de 30 navires (24 bateaux de pêche et 6 patrouilleurs ; 200 millions EUR) avec la France est à l'étude.

L'Indien NSAI, déjà dans le sucre (10 000 ha), va investir dans le maïs, soja et riz (27 000 ha). L'Américain Universal double sa capacité de transformation de tabac (45 millions USD).

Guide business Cameroun 2013

Numéro 1950 - octobre 2013

Et vous en 2014, quel(s) marché(s) visez-vous ?

Afrique du Sud	52 M d'hab, **+3,5% PIB**	
Algérie	39 M d'hab, **+3,7% PIB**	
Angola	21 M d'hab, **+8% PIB**	
Bénin	9 M d'hab, **+4,6% PIB**	
Botswana	2,1 M d'hab, **+6% PIB**	
Burkina Faso	16 M d'hab, **+8% PIB**	
Burundi	10 M d'hab, **+5% PIB**	
Cameroun	22 M d'hab, **+4,8% PIB**	
Cap Vert	0,6 M d'hab, **+7% PIB**	
Centrafrique	4,7 M d'hab, % PIB	
Comores	0,8 M d'hab, **+3,8% PIB**	
Congo Brazza	4,5 M d'hab, **+5,3% PIB**	
Congo Kinshasa	70 M d'hab, **+9,4% PIB**	
Côte d'Ivoire	20 M d'hab, **+9,8% PIB**	
Djibouti	0,9 M d'hab, **+5% PIB**	
Egypte	81 M d'hab, **+3,5% PIB**	
Erythrée	5,3 M d'hab, **+6,5% PIB**	
Ethiopie	93 M d'hab, **+6,3% PIB**	
Gabon	1,7 M d'hab, **+6% PIB**	
Gambie	1,9 M d'hab, **+5,1% PIB**	
Ghana	26 M d'hab, **+8,7% PIB**	
Guinée	12 M d'hab, **+5,6% PIB**	
Guinée Bissau	1,7 M d'hab, **+3,5% PIB**	
Guinée Equato	0,8 M d'hab, -2% PIB	
Kenya	44 M d'hab, **+5,2% PIB**	
Lesotho	2,2 M d'hab, **+3,5% PIB**	
Libéria	4,5 M d'hab, **+5,4% PIB**	
Libye	6,3 M d'hab, **+8,1% PIB**	
Madagascar	23 M d'hab, **+4% PIB**	
Malawi	16 M d'hab, **+6,1% PIB**	
Mali	16 M d'hab, **+5,1% PIB**	
Maroc	33 M d'hab, **+5% PIB**	
Maurice	1,4 M d'hab, **+4,2% PIB**	
Mauritanie	3,9 M d'hab, **+5,5% PIB**	
Mozambique	26 M d'hab, **+8 % PIB**	
Namibie	2,5 M d'hab, **+4,3% PIB**	
Niger	18 M d'hab, **+6,5% PIB**	
Nigéria	170 M d'hab, **+7,3% PIB**	
Ouganda	37 M d'hab, **+5,5% PIB**	
Rwanda	12 M d'hab, **+7,3% PIB**	
Sao Tomé & Pr.	0,2 M d'hab, **+5,8% PIB**	
Sénégal	14 M d'hab, **+5,1% PIB**	
Seychelles	0,1 M d'hab, **+4,3% PIB**	
Sierra Leone	6,5 M d'hab, **+12,1% PIB**	
Somalie	11 M d'hab, **+2,1% PIB**	
Soudan	38 M d'hab, **+3,4% PIB**	
Sud Soudan	11 M d'hab, 0% PIB	
Swaziland	1,3 M d'hab, **+1,8% PIB**	
Tanzanie	48 M d'hab, **+7% PIB**	
Tchad	13 M d'hab, **+11,5% PIB**	
Togo	7 M d'hab, **+5,5% PIB**	
Tunisie	10,5 M d'hab, **+4,6% PIB**	
Zambie	14 M d'hab, **+7,8% PIB**	
Zimbabwe	14 M d'hab, **+5,7% PIB**	

Gagnez plus rapidement vos nouveaux marchés grâce à un expert.

Export-in, One Company

Connect-in Africa

Rencontre dans vos locaux gratuite et sans engagement en appelant le 03 20 49 77 36 ou le 06 32 65 85 20

www.export-in.com

Namibie

Chef de l'État : Hifikepunye Lucas Pohamba • Premier ministre : Hage Geingob • Population (millions) : 2,2 • Superficie (km²) : 825 418 • PIB/hab réel 2012 (USD courant)[1] : 5 786 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 5 % • Inflation 2012[2] : 6,5 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 128

La croissance de la Namibie a ralenti autour des 4 % en 2013 et 2014 (4,4 et 4 % respectivement), l'inflation se maintenant au-dessus des 6 % (6,4 et 6,2 %) selon le FMI. La plus importante sécheresse depuis 30 ans a impacté les récoltes en mai, obligeant à abattre des têtes de bétail. Des dépenses plus élevées – notamment pour la santé et l'éducation – étaient prévues dans le budget 2013-2014, ce qui devrait faire grimper le déficit budgétaire à 6,4 % du PIB contre 2,8 % en 2012-2013.

La BAD a prêté 338 millions USD au Namibian Ports Authorities pour la construction d'un terminal à conteneurs dans le nouveau port de Walvis Bay (Namport). Il permettra de tripler sa capacité de conteneurs à 1 050 000 TEUs par an (350 000 actuellement), positionnant le pays comme hub logistique régional en 2017. Les volumes de cargos augmenteraient de 70 % d'ici 2020.

Le secteur minier continue à se développer. Le Canadien B2Gold a eu des résultats positifs pour ses forages aurifères à Otjikoto : la production démarrerait fin 2014. Le Sud-africain Pan African Resource et le Canadien Guyani Gold ont fait une offre pour la mine de Navachab (131 millions USD) qu'AngloGold Ashanti veut vendre. Le Canadien Dundee Precious Metals fait des travaux de remise à niveau dans sa raffinerie d'acide sulfurique de Tsumeb. Parallèlement, la co-entreprise sino-namibienne Husab Uranium (280 Mt de minerai et 20 ans d'exploitation) a été lancée en 2013 après avoir été rachetée à l'Australien Extract Resources pour 2,1 milliards USD.

En février 2014, l'Espagnol Repsol réalisera son premier forage pétrolier offshore dans le bassin de Walvis Bay, en partenariat avec le Britannique Tower Resources. Chariot Oil and Gas forera fin 2014, à l'instar de BP, dans la baie de Luderitz et de Muundjua. Toutefois, les prospections pétrolières du Brésilien HRT ont été négatives. Quant au gaz naturel, NamPower a sollicité des offres pour la construction de la fameuse centrale à gaz de Kudu (800 MW) dont la production démarrerait fin 2017 et alimenterait la Namibie et l'Afrique du Sud.

Le taux d'imposition sur les sociétés sera ramené de 34 % (un des plus élevés d'Afrique australe) à 32 % ces deux prochains exercices afin d'encourager les investissements. Mais ceci ne s'applique pas aux sociétés minières : ainsi Anglo American ou encore Rio Tinto se voient déjà imposés à 37,5 %, et jusqu'à 55 % pour les entreprises impliquées dans la prospection de diamants. Une nouvelle législation des institutions bancaires limiterait la détention de capital dans des filiales sud-africaines.

Côté international, une réunion namibo-russe sur la pêche s'est tenue en 2013 afin de redynamiser ce partenariat. Quant à la Chine, un accord a été conclu en vue de l'exportation de poisson et de bœuf de Namibie. La Namibie et l'Afrique du sud ont modifié leur cadre de coopération bilatérale en créant la commission binationale. Notons que 66 % des exportations namibiennes sont à destination de l'Afrique du Sud tandis que 80 % des investissements dans les mines, le commerce, la banque et assurance sont sud-africains. L'Iran a rouvert une ambassade à Windhoek après 16 ans d'absence.

Guide business Sénégal 2013

Numéro 1933 - juin 2013

Ouganda

Chef de l'État : Yoweri Kaguta Museveni • Vice président : Edward Ssekandi • Population (millions) : 35 • Superficie (km²) : 236 040 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 547 • Croissance PIB réel 2012[2] : 2,8 % • Inflation 2012[2] : 14 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 61

L'économie ougandaise se redynamise grâce aux investissements, aux dépenses publiques et une politique monétaire favorable qui s'inscrivent dans le plan de développement « Vision 2040 ». Le taux de croissance pour 2013 a été plusieurs fois révisé à la hausse, le FMI l'estimant en définitive à 6,25 %. L'inflation a été ramenée à 5 %, malgré la sécheresse. Le déficit des comptes courants s'est amélioré et les réserves en devises représentaient, en novembre, 4 mois d'importations.

Mais l'endettement se creuse – avec pour garantie le pétrole – car les besoins en investissements sont importants et les bailleurs de fonds bilatéraux, préoccupés par la corruption dans l'administration, ont suspendu l'aide directe au budget 2013-2014. D'où une hausse des taxes sur les combustibles, les télécommunications et les transferts d'argent par téléphone portable. C'est la course contre la montre avec l'entrée en production pétrolière en 2016. Le Chinois CNOOC a remporté la toute première licence de production pour le champ Kingfisher (réserves 630 Mb/j ; production 30 000 à 40 000 b/j) qu'il développera sur 4 ans (2 milliards USD ; 50 km de pipeline). En revanche, Total et Tullow attendaient encore la leur à mi-novembre… Le gouvernement a lancé un appel d'offres pour un projet de raffinerie (2,5 milliards USD ; 30 000 b/j puis 60 000 b/j) dont 40 % du capital seraient publics mais ouverts aux autres Etats d'Afrique de l'Est.

L'électricité est l'autre axe majeur. La Chine a remporté en deux mois deux projets de barrages et de centrales hydroélectriques : Sinohydro construit Karuma sur le Nil (600 MW ; 1,65 milliard USD) et China International Water and Electric Corporation (CWE) à Isimba (188 MW ; 600 millions USD). La longueur du réseau électrique doublerait en 4 ans, de 1 700 km à 3 400 km tandis que le distributeur Umeme réduirait les pertes sur le réseau de distribution à 23 % en 2013 (190 millions USD ; financements SFI, Standard Chartered et Stanbic). La bagasse générerait 100 MW d'ici 4 ans contre 50 MW actuellement. Un nouveau programme de gestion de l'eau et de l'environnement a été lancé sur 5 ans (117 millions EUR) avec l'aide, notamment, du Danemark.

Le Chinois Tibet Hima Industry a remporté la gestion de la mine de cuivre de l'État, Kilembe Mines, s'engageant à investir 175 millions USD et à réhabiliter la centrale de Mobuku.

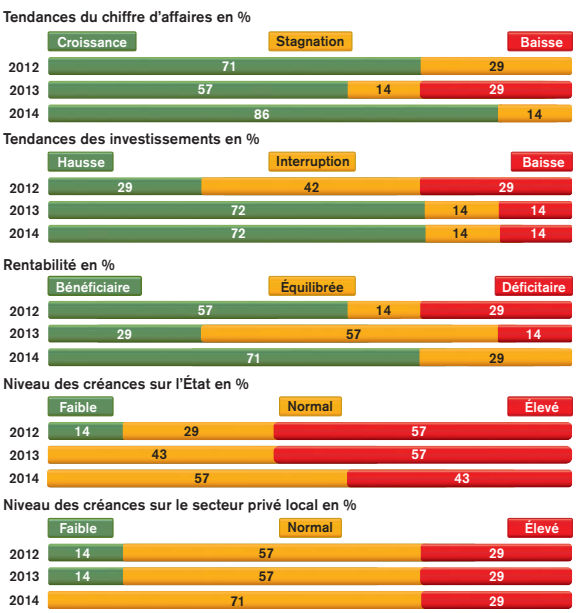
La production de café a été de 3,2 millions de sacs (Ms) de 60 kg avec des exportations de 3,5 Ms d'octobre 2012 à septembre 2013 (+30 %) grâce à une météo favorable et une hausse des superficies. L'Ouganda collaborera avec l'Égypte pour la production d'engrais, la création de fermes (blé/maïs) et d'abattoirs, tandis que le savoir-faire de l'Inde est sollicité pour l'élevage. Quant à la pêche, l'Ouganda et le Kenya se mobilisent à l'égard des captures illégales sur le lac Victoria.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,82 sur 5 ▲

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau téléphonique	▲	Réseau ferré	▲
Procédures de dédouanement	▲	Réseau portuaire	▲
Qualité du secteur bancaire	▲	Droit foncier	▼
Qualité et stabilité de l'encadrement	▲	Délais des procédures judiciaires	▼
Sécurité des personnes	▼	Niveau de corruption	▲

Bilan des entreprises



La coopération régionale avec le Kenya et le Rwanda se renforce avec l'abolition des permis de travail au 1er janvier 2014, la création d'un visa touristique commun et la mise en place d'un Territoire douanier unique (SCT) : le coût de transport d'un conteneur de 20 pieds s'en verrait réduit de 383 à 193 USD. La construction de la voie ferrée devait démarrer fin 2013 avec comme point d'achèvement mars 2018.

La situation politique régionale se stabilise mais demeure tendue, la RDC reprochant à l'Ouganda son soutien au M23, dont le chef s'est réfugié à Kampala après sa défaite (voir fiche RDC).

Rwanda

Chef de l'État : Paul Kagame • Premier ministre : Bernard Makuza • Population (millions) : 11,4 • Superficie (km²) : 26 340 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 620 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 8 % • Inflation 2012[2] : 6,3 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 167

La croissance économique du Rwanda a ralenti au premier semestre 2013, à 5,9 %, des bailleurs ayant gelé leur soutien budgétaire pour sanctionner Kigali de l'aide apportée aux rebelles du M23, en RD Congo. Mais la situation s'est retournée en avril, lorsque l'État a lancé un emprunt international obligataire de 400 millions USD sursouscrit plus de 8 fois, donnant une bouffée d'oxygène aux finances publiques. L'aide a ensuite repris et s'est conjuguée à une forte demande intérieure. Sur l'année, la croissance serait, en définitive, de 6,6 % selon la Banque centrale (7,5 % selon le FMI). L'inflation serait contenue à 5,7 % mais en hausse à 6,8 % en 2014. Les exportations ont bondi de 46 % au premier semestre, tirées par la vente de minerai, de café et de thé. En septembre, un accord (22 millions USD) a été signé avec le Britannique Pella Rwanda Ressources pour exploiter la cassitérite, la tantalite et le tungstène. Après le tourisme (281 millions USD en 2012, 1,07 million de visiteurs, +22 % sur 2011), le secteur minier est le second pourvoyeur de devises (136,6 millions USD en 2012).

Le Coréen KT Corporation lancera (8 millions USD) un réseau à large bande à grande vitesse (4G LTE), qui couvrira 95 % de la population d'ici trois ans. La fibre optique s'est développée sur 2 300 km depuis 2010.

Le gouvernement a dévoilé un plan quinquennal Énergie de 4,7 milliards USD, tendant à générer 215 MW de la tourbe, 310 MW de la géothermie, 320 MW de l'hydraulique et 300 MW du méthane. L'Indien Punj Lloyd générera 100 MW à partir de tourbe ; le Néerlandais Gigawatt Global construit une unité d'énergie solaire (8,5 MW) et la Banque mondiale appuie (340 millions USD) le développement du barrage hydroélectrique de Rusumo (80 MW), commun au Rwanda, Burundi et Tanzanie.

Avec l'Ouganda et le Kenya, le Rwanda a signé un accord pour faciliter la circulation des personnes dans cette zone à partir du 1er janvier 2014. Ils se sont aussi entendus pour développer un train à grande vitesse. Avec l'Ethiopie, un accord de coopération commerciale a été signé.

Le Front patriotique rwandais (FPR) du président Paul Kagamé a obtenu en septembre 76,22 % des voix pour les 53 sièges parlementaires à pourvoir ; le premier procès en France d'un complice présumé du génocide de 1994 – Pascal Simbikangwa – s'est tenu en février.

Guide business Côte d'Ivoire 2013

Numéro 1935-36 avril 2013

Le moniteur du commerce international lemoci.com

Numéro double : un dossier spécial et deux guides business

Côte d'Ivoire Guide 2013
36 pages pour réussir son implantation en Côte d'Ivoire

Vietnam Guide 2013
38 pages de conseils, de témoignages et d'adresses pour s'implanter et commercer

Rhône-Alpes
Dossier spécial : La nouvelle donne de l'export

N° 1935-1936 • Bimensuel • Du 4 au 17 avril 2013 • 10 € • ISSN : 0026-0719

Tanzanie

Chef de l'État : Jakaya Mrisho Kikwete • Premier ministre : Mizengo Pinda • Population (millions) : 47,7 • Superficie (km²) : 945 087 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 609 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 6,9 % • Inflation 2012[2] : 16 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 152

Depuis dix ans, la croissance en Tanzanie caracole à 7 %. L'inflation est redescendue à 8,5 % et le déficit du compte-courant a baissé mais demeure à 13,5 % du PIB. L'aide internationale a chuté de 44 % entre septembre 2012 et 2013.
En novembre, un mois avant que la Tanzanie n'ouvre son marché financier au reste de l'Afrique de l'Est, elle a émis sur le marché local un emprunt obligataire de 15 milliards TZS sur 15 ans (6,89 millions EUR), largement sursouscrit. D'ici 2015, le gouvernement entend avoir totalement libéralisé ses flux de capitaux afin de se conformer aux objectifs de la Communauté d'Afrique de l'Est. La dette intérieure s'élève à 3,8 milliards USD, dont 70 % en bons du Trésor.

La Tanzanie a été désignée comme un des pays phares du programme « Power Africa » (7 milliards USD) du président Obama. Dépendante de l'hydraulique et du fuel, le pays se tourne vers le gaz : Development Bank of Southern Africa (DBSA) a prêté 227 millions USD pour la construction de la centrale de Kilwa et 87 millions USD pour Kinyerezi (240 MW) construite par Sumitomo. La Chine finance (1,2 milliard USD) un gazoduc, une ligne de transmission de 400 KW (693 millions USD), les centrales de Kinyerezi III (600 MW), Rumakali et Masigira.
Après avoir lancé son 4e round de licences pour 8 blocs gaz/pétrole, la Tanzania Petroleum Development Corp. (TPDC) a publié un nouveau modèle d'accord de partage de production, transparent, révisant les bonus et royalties. L'État conserverait une participation de 75 % dans les nouveaux blocs mais il n'est pas fait état de mimima de production réservés au marché national. On attend encore un cadre légal global.
Pavillon Energy, filiale du Singapourien Temasek, a racheté (1,3 milliard USD) 20 % de 3 blocs gaziers du Britannique Ophir Energy. Ce dernier garde 20 %, 60 % étant à BG Group : la production de gaz (réserves de 15 trillions pieds cubiques) démarrera en 2020. Ce partenariat donnera de la latitude à Ophir pour développer ses unités de gaz naturel liquéfié (10 milliards USD). BG et Statoil construiraient un terminal GNL (10 milliards USD).

Les Asiatiques ont dopé le tourisme (1,5 million espéré en 2013, +40 %). Hainan Airlines of China a lancé des vols directs Pékin-Dar es-Salaam et Proflight Zambia des vols avec la Zambie. Sur les 12 mois à septembre 2013, les recettes touristiques (1,8 milliard USD) ont excédé celles aurifères (1,7 milliard USD) !

La production d'or a chuté de 12 % au premier semestre 2013, à 569 958 onces : l'Australien Resolute Mining et African Barrick Gold vont cesser leurs opérations. Tanzania State Mining Corp. (Stamico) a racheté la mine de Tulawaka à African Barrick Gold et certaines licences d'exploration. De nouveaux projets miniers émergent : le nickel de Kabanga (Barrick Gold et Xstrata), le projet uranium de Mantra et les terres rares à Mbeya.

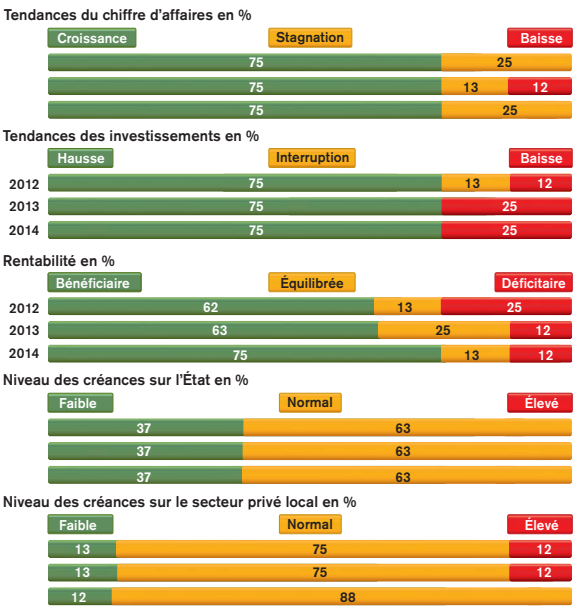
Les réserves en charbon sont maintenant portées à 5 milliards t. Uranium One (filiale du russe Rosatum) s'attelle à l'uranium de la rivière Mkuju. La Chine construira (10 milliards USD) en 2015 à Bagamoyo un nouveau port, une zone économique spéciale et un réseau ferroviaire pour désengorger Dar es-Salaam.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,99 sur 5 ▼

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau aérien local	▼	Distribution électrique	▲
Réseau internet	▲	Fraude douanière	▼
Sécurité des personnes	▼	Impact du secteur informel	▼
Coût de la main-d'œuvre	▲	Qualité et stabilité de la main-d'œuvre	▼
Respect de l'humain	▲	Niveau de corruption	▼

Bilan des entreprises



Zambie

Chef de l'État : Michael Chilufya Sata • Vice-président : Guy L. Scott • Population (millions) : 14,2 • Superficie (km²) : 752 614 • PIB/hab 2012 (USD courant)[1] : 1 469 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 7,2 % • Inflation 20122 : 6,6 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 163

La croissance de la Zambie serait en retrait, à 6 %, en 2013 (6,5 % en 2014) : l'agriculture a été en berne mais le cuivre reste performant, malgré la baisse des cours ; les IDE sur le seul premier semestre ont atteint 3 milliards USD (1,6 milliard sur 2012) et les exportations de produits non-traditionnels ont augmenté. L'inflation s'établirait à 7,1 % avec la fin des subventions sur le maïs et le fuel. Mais le déficit budgétaire serait de 8,5 % du PIB avec la hausse de 38 % des salaires des fonctionnaires et le coût d'opération de la réserve alimentaire. Un deuxième emprunt obligataire (2 milliards USD) comblerait partiellement ce déficit ; un prêt syndiqué (250 millions USD) a été conclu avec Standard Chartered et Citigroup. La dette extérieure atteindrait 3,13 milliards USD.

De mauvaises conditions météorologiques et les maladies ont fait chuter de 11 % la production de maïs (2,5 Mt) en 2012-2013, les subventions sur les intrants ayant été abaissées de 75 à 50 %. Début 2013-2014, le manque de pluies a retardé les semailles. La grippe porcine s'est déclarée en novembre (11 000 cochons contaminés). La Banque mondiale a alloué 65 millions USD à un plan élevage.

Depuis mars, la vente d'émeraudes (1/3 de la production mondiale) ne peut se faire que par ventes aux enchères, organisées par le Britannique Gemfield, qui détient Kagem Mining (50 % de la production zambienne). La Zambie a suspendu jusqu'en octobre 2014 la taxe de 10 % à l'export de métaux bruts, les stocks s'accumulant suite à l'insuffisance de capacités de transformation. Mais l'export de métaux semi-bruts et l'import de produits en cuivre semi-transformés sont imposés (10 et 15 %). Le prix des licences minières a été relevé de 340 à 5 400 USD.

La production de cuivre a progressé de 18 % au premier semestre avec une projection de 825 000 t sur l'année (comme en 2012) mais les cours ont baissé de 30 % (7 000 USD/t en novembre). First Quantum a été autorisé à reprendre la construction de son projet cuivre Sentinel (2 milliards USD) dont la construction d'un barrage suspendue pour raisons environnementales. Un accord avec la RD Congo et la Tanzanie facilitera l'acheminement par voie ferroviaire du cuivre jusqu'à Dar es-Salaam au lieu de Durban par la route. La production de cobalt a été de 5 436 t en 2012 mais les exportations de 10 000 t.

Dix nouvelles licences d'exploration pétrole/gaz seraient émises, 77 nouveaux blocs ayant été définis. Il existe déjà 17 licences allouées à 12 sociétés mais jugées non performantes par l'État. La BAD a accordé 150 millions USD en faveur de la mine de charbon de Maamba et pour construire une centrale thermique (300 MW). Le Zimbabwe a commencé à rembourser sa dette énergétique, ouvrant la voie au démarrage du projet conjoint hydroélectrique de Batoka (1 600 MW ; 2,5 milliards USD).

Au plan social, des pressions à la hausse des salaires ont touché tous les secteurs, le salaire minimum ayant été relevé de 67 % en 2012 (les hausses ont atteint de + 12 à + 34 % selon les entreprises).

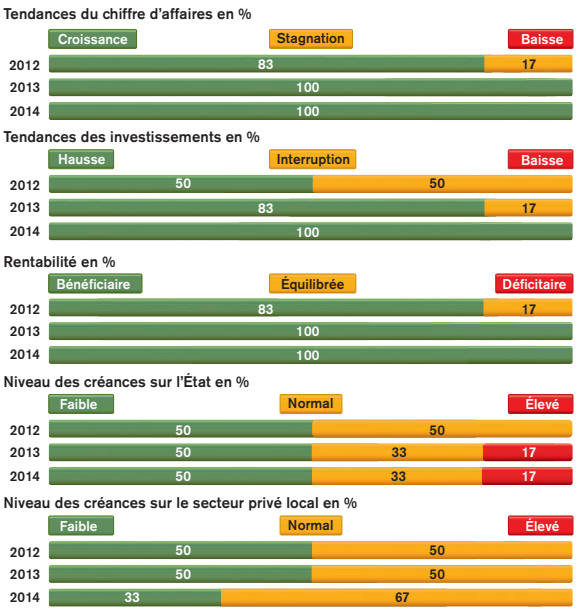
Au plan politique, la Constitution est en cours d'élaboration, le gouvernement ayant approché le Royaume Uni pour financer la tenue d'un référendum.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,45 sur 5

Points forts	Var/2012	Points faibles	Var/2012
Réseau routier	▼	Procédures de dédouanement	▼
Réseau aérien local	▲	Impact du secteur informel	▼
Incitation à l'investissement	▲	Système de santé	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Coût du fuel	▼
Sécurité des personnes	▼	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises



Zimbabwe

Chef de l'État : Robert Gabriel Mugabe • Vice Président : Joice Mujuru • Population (millions) : 13,7 • Superficie (km²) : 390 580 • PIB/hab réel 2012 (USD courant)[1] : 788 • Croissance du PIB réel 2012[2] : 4,4 % • Inflation 2012[2] : 3,7 % • Classement IDH 2013 (sur 187)[3] : 172

Année électorale oblige sans doute, la croissance au Zimbabwe a baissé à 3,2 % en 2013, selon le FMI et s'établirait à 3,6 % en 2014 (6,1 %, selon Harare), avec un taux d'inflation de 2,6 %. Le pays tourne depuis 2009 sur un budget n'excédant pas 5 milliards USD, les IDE ayant totalisé 929 millions USD en 2012 dont 72 % venus de Chine. Le déficit budgétaire serait de 100 millions USD en 2013 et la dette extérieure de 7 à 10 milliards USD. Les recettes gouvernementales sont passées de 16 % du PIB en 2009 à 36 % en 2013, permettant le rétablissement des services publics. Les réserves en devises représentent une semaine d'importations. Les fortes augmentations de salaires des fonctionnaires en 2011 et 2012 et des revenus diamantifères plus faibles que prévus en 2012, ont conduit à une envolée de la dette intérieure.

La réélection pour son 7e mandat de Robert Mugabe, 89 ans, est perçue diversement : l'Afrique, globalement, s'en félicite, les États-Unis et le Royaume Uni dénoncent les fraudes, la Chine agit « business as usual ». Mais, sans aucun doute, un tournant s'amorce. Déjà, sous la pression de la Belgique, elle-même poussée par l'Antwerp World Diamond Centre (AWDC), l'UE a levé ses sanctions en septembre à l'égard de la Zimbabwe Mining Development Corporation (ZMDC). Deuxième conséquence, le dialogue a repris avec le FMI. C'est le premier programme depuis 10 ans qui a été signé en juin – un staff-monitored program, SPM – par lequel le Fonds veille à la bonne exécution du programme de réformes par les autorités locales. Au menu : durabilité des finances publiques et renforcement de la gestion publique, recettes diamantifères transparentes, la restructuration de la Banque centrale, l'investissement dans les infrastructures.

L'électricité demeure un problème clé avec une production d'environ 1 000 MW, une consommation de 2 200 MW et une capacité installée de 1960 MW. La Chine, via Sinohydro, finance (350 millions USD) la rénovation de la station hydroélectrique de Kariba Sud qui, d'ici 5 ans, passerait d'une production de 300 MW à 750 MW. Zimbabwe Electricity Regulatory Authority (Zera) a accordé des licences à 13 producteurs indépendants qui devraient générer 4 546 MW.

La production d'or serait de 17 t en 2013 (14 t en 2012). Harare recherche 3 milliards USD pour doper sa production de platine (350 000 onces) et menace de suspendre les exportations vers l'Afrique du sud si Anglo American et Impala (Zimplat) n'investissent pas dans une raffinerie. Dans le cadre du programme gouvernemental d' « indigénisation », Zimplat propose de céder la majorité de son capital à des investisseurs locaux (pour 971 millions USD).

Guide business Maroc 2014

Numéro 1953
décembre 2013

Abonnez-vous à la Formule 3 en 1

Le Moci — Le moniteur du commerce international — lemoci.com
Votre GPS Business

Pays & marchés | Entreprises & secteurs | Transport & logistique | Finance & assurance | Aides aux PME | Juridique | Carrières

24 numéros /an (guides et magazines) + Accès web illimité + La Lettre Confidentielle hebdomadaire

24 numéros et 1 HS sous format numérique (12 magazines + 12 guides thématiques + 1 Hors-Série Afrique).

+

1 an d'accès à tous les contenus du site dont l'actualité en temps réel, les archives, toutes les notes et analyses d'experts, l'annuaire ou encore l'agenda.

+

La Lettre confidentielle

Lettre envoyée tous les jeudis avec des infos réservées, exclusives et croustillantes dans les arcanes du commerce international.

Choisissez votre formule

3 en 1 Papier

- 24 numéros /an (guides et magazines)
- Accès web illimité
- La Lettre Confidentielle hebdomadaire
- Alerte Confidentielle

Ou

3 en 1 numérique

- 24 numéros en lecture numérique
- Accès web illimité
- La Lettre Confidentielle hebdomadaire
- Alerte Confidentielle

A retourner à : Le Moci Service abonnements - CS 70029 123, rue Jules Guesde 92309 Levallois-Perret cedex - E-mail : abonnement@lemoci.com. - Tél. 01 53 80 74 30

❑ **Oui, je m'abonne à la Formule 3 en 1 Papier pour 285,88€ ttc/an** (24 numéros papier, accès web illimité, 47 Lettres confidentielles, Alerte Confidentielle)

❑ **Oui, je m'abonne à la Formule 3 en 1 Numérique pour 251,16€ ttc/an** (24 numéros format numérique, accès web illimité, 47 Lettres confidentielles, Alerte Confidentielle)

Nom : ……

Prénom : ……

Adresse……

……

Ville : …… Code postal : ……

Tél. :……

Date de naissance: ……/……/……

e.mail : ……@……

❑ j'accepte de recevoir les informations du MOCI

❑ j'accepte de recevoir les informations des partenaires du MOCI

PCIA

« Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent (art. 34 de la loi "Informatique et Libertés" n° 78-17 du 6 janvier 1978). Pour l'exercer, adressez-vous à Le Moci - 11, rue de Milan – 75440 Paris cedex 09 ou à contact@lemoci.com
Offre d'abonnement valable jusqu'au 31/12/2013 - Tarif valable pour la France Métropolitaine pour l'étranger nous contacter. »

J'indique mon mode de règlement :

❑ **Carte bancaire** n° : |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__|

❑ **Chèque bancaire à l'ordre de SEDEC**
(à joindre à votre bulletin sous enveloppe affranchie).

Date d'expiration : |__|__| |__|__|
Important, les 3 derniers chiffres du numéro inscrit au dos de ma carte bancaire : |__|__|__|

Signature :

« Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 02/01/78, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Ces données sont susceptibles d'être communiquées à des organismes tiers sauf si vous cochez la case ci-après. » ❑

Abonnez-vous en ligne sur notre site www.lemoci.com

CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

2014

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Thomas Goisque

Le Conseil d'administration du CIAN

Président
• Alexandre Vilgrain, président-directeur général du Groupe SOMDIAA

Président délégué
• Anthony Bouthelier, membre libre de l'Académie des Sciences d'Outre Mer et conseiller honoraire du commerce extérieur de la France

Vice-président
• Michel Roussin, vice-président du MEDEF International et conseiller du Président d'EDF

Secrétaire Général, Trésorier
• Stephen Decam, ancien directeur général délégué du Groupe CFAO

Administrateurs
• Pierre Arnaud, vice-président de la COMPAGNIE FRUITIERE
• Pierre Castel, président-directeur général de BGI
• Philippe Chavent, directeur général de SOGEA-SATOM (VINCI)
• Hugues Degouy, directeur administratif et financier Afrique d'IMPERIAL TOBACCO
• Franck Legré, directeur général Afrique et Moyen-Orient d'AIR FRANCE
• Jean-François Fichaux, directeur Afrique et Océan Indien de BNP PARIBAS
• Dominique Lafont, président de BOLLORE AFRICA LOGISTICS
• Fabrice Mauny, directeur général Afrique, Océan Indien et Caraïbes du Groupe ACCOR
• Serge Michailof, consultant international
• Hassan Ouriagli, président du directoire de la Compagnie OPTORG
• Gérard Priet, administrateur de filiales africaines d'AIR LIQUIDE
• Gérard Pruneau, secrétaire général Afrique et Moyen-Orient de TOTAL Raffinage et Marketing
• Francis Rougier, vice-président et directeur général de ROUGIER SA
• Guillaume Roux, directeur général adjoint du Groupe LAFARGE
• Alain Taieb, président-directeur général d'AGS MOBILITAS
• Jean-Yves Tolot, vice-président Afrique de THALES INTERNATIONAL
• Alain Viry, président du directoire du Groupe CFAO

Comité d'honneur

Président
• Gérard Pelisson, cofondateur et président du conseil de surveillance du Groupe ACCOR

Membres
• Jean-Louis Castelnau, conseiller honoraire du commerce extérieur de la France
• Claude de Peyron, ancien directeur général Afrique de THALES INTERNATIONAL

Éditorial

Exprimer l'expérience

Nous l'asséнerons toujours, la crédibilité et l'audience du CIAN sont fondées sur son expertise de l'Afrique, portée par ses adhérents et cultivée par les échanges d'expériences. Le double parrainage requis pour l'adhésion permet d'assurer cette crédibilité.

Exprimons d'abord notre gratitude à celles et ceux dont les réponses à notre enquête annuelle permettent au Baromètre CIAN d'exister, mais aussi et peut-être surtout, à celles et ceux qui participent activement à nos Commissions. Celles-ci naissent en fonction des besoins exprimés et, selon le sujet traité, s'estompent ou se transforment quand leur mission a été remplie.

Un bon exemple est SIDA-ENTREPRISES, association créée il y a dix ans pour que la feuille de route des entreprises pionnières dans la lutte contre le VIH-Sida soit transmise à celles qui abordaient le traitement de la pandémie. Aujourd'hui, elle devient ENTREPRISES & SANTÉ, élargissant sa mission à d'autres fléaux, tels le paludisme ou le diabète, sous l'impulsion de sa directrice Sophie Stepanoff.

Mais il y a aussi des Commissions immuables, la Commission Juridique & Fiscale, dirigée par Jean-Jacques Lecat, est de ce type tant les thèmes traités sont inépuisables. L'État de droit est loin de régner en Afrique, l'OHADA qui fête ses 20 ans cette année n'est pas encore achevée et les fiscalités africaines demeurent des sujets effervescents.

L'année 2013 a été marquée par la publication d'un nouveau Guide pratique CIAN, bilingue français-anglais, La Responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique, sous la responsabilité de Pierre Jacquemot assisté par Ann-Katrin Dolium de Vigeo. Cet ouvrage connaît un succès qui dépasse nos frontières et témoigne de l'attention qu'ont toujours porté les sociétés françaises aux communautés locales et leur écosystème. En Afrique, tous les partenariats ne se valent pas.

Enfin, l'actualité africaine nous a commandé la création d'une Commission Sûreté, animée par Alain Flandrois, directeur des études de Di2S. Nous avions longuement hésité à cette création, convaincus que les directions de nos entreprises, comme pour les accidents du travail, se savaient responsables de la sécurité de leur personnel résidant ou voyageant en Afrique. Quelques vicissitudes nous ont convaincus qu'un partage d'expériences ne nuirait pas… !

Et maintenant ? Nous continuerons à mener ces échanges afin d'apporter à nos adhérents des solutions aux problématiques transversales à leurs activités africaines. Des sujets tels que la formation, le recrutement ou encore l'énergie, méritent entre autres, d'êtres approfondis mais, et ceci est important, le rôle du CIAN est de servir les entreprises et nos adhérents doivent nous inspirer.

L'autre volet de notre activité, celui de mettre notre expertise, tirée de vos expériences, à la disposition d'autres entités professionnelles, éducatives ou administratives françaises et étrangères, n'est pas perdu de vue. Des ouvertures nous ont été faites, notamment au niveau européen, à la suite des relations établies avec le Commissaire européen au développement, Andris Piebalgs. Même si l'aide publique mondiale ne représente plus que 13 % des ressources des pays sous-développés, des convergences doivent être recherchées avec le secteur privé.

L'Afrique bénéficie aujourd'hui d'un regain d'intérêt et nous nous en réjouissons.

Le Bureau du CIAN

Le CIAN

UNE EXPÉRIENCE

Le CIAN, association loi 1901, est une organisation patronale privée française qui rassemble les entreprises industrielles et de services, grands groupes ou PME-PMI, investies en Afrique. Il compte quelque 120 entreprises membres qui réalisent un chiffre d'affaires de 40 milliards d'euros, soit 75% de l'activité économique française en Afrique.

Le CIAN est fondé à promouvoir et défendre leurs intérêts en Afrique en favorisant le partage d'expérience au sein de Commissions, en apportant conseil et appui via un réseau influent ainsi qu'en intervenant auprès des décideurs publics et privés, français et étrangers. Il propose ainsi des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leur développement.

UNE ORGANISATION

Le CIAN, auquel l'adhésion requiert un double parrainage, anime plusieurs Commissions sur des sujets d'actualités et des problématiques transverses communes aux entreprises opérant en Afrique (sûreté, RSE, social, formation-éducation, juridique et fiscal, anticorruption). Il met également à la disposition de ses adhérents des experts géographiques (Maghreb, Afrique anglophone, Afrique lusophone, Afrique centrale, Afrique australe).

Le CIAN entretient un réseau international de correspondants, spécialistes reconnus, dont le témoignage d'opérateurs de terrain fonde son expertise et est mis en commun notamment dans le Baromètre **CIAN** sur l'environnement des affaires en Afrique, publié dans son Rapport annuel, document de référence pour les investisseurs.

UN RÉSEAU

Le CIAN entretient des relations étroites avec les pouvoirs publics et organismes économiques et professionnels représentatifs en France, en Europe et en Afrique.

Le CIAN travaille en collaboration avec l'EBCAM (European Business Council for Africa and the Mediterranean) et le CCA américain (Corporate Council on Africa).

Depuis sa création, **le CIAN** encourage ses adhérents, dans le cadre de leurs responsabilités sociétales, à œuvrer pour le développement durable de l'Afrique. Ses membres adhérent ainsi à la **Charte du CIAN** sur le développement durable et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption et sont à l'origine d'initiatives structurantes pour le continent (OHADA, Entreprises & Santé, ACP-Numérique).

Les contacts

ADMINISTRATION

• Président délégué :
Anthony Bouthelier
• Secrétaire général :
Stephen Decam
• SG Adjointe :
Alix Camus
• Accueil CIAN :
relationcian@cian.asso.fr
Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

COMMISSIONS

• Commission Sûreté
Président : Alain Flandrois,
Directeur des études de Di2S
Email : a.flandrois@di2s.fr
Tél. +33 (0) 6 28 58 20 47

• Commission RSE
Présidente : Laurence Tovi, Directrice communication et RSE de CFAO
Email : ltovi@cfao.com
Tél. +33 (0) 1 46 23 58 80

• Commission Education/Formation
Président : Didier Acouetey,
Président d'AfricSearch
Email : dacouetey@africsearch.com
Tél. : +33 (0)1 53 76 02 89

• Commission Juridique et Fiscale
Président : Jean-Jacques Lecat,
Avocat associé CMS
Bureau Francis Lefebvre
Email : jean-jacques.lecat@cms-bfl.com
Tél. : +33 (0)1 47 38 56 82

• Commission Sociale
Président : Marc Vezzaro,
Président du GIE informatique d'AGIRC et ARRCO
Email : marc_vezzaro@trace.ch
Tél. : +33 (0)6 07 84 36 02

• Commission Anticorruption
Président : Philippe Montigny,
Président d'Ethic Intelligence
Email : philippe.montigny@ethic-intelligence.com
Tél. : +33 (0)1 70 08 73 15

• ENTREPRISES & SANTE
Directrice : Sophie Stepanoff
Email : sstepanoff@sidaentreprises.org
Tél. : +33 (0)1 46 23 56 72

EXPERTS GÉOGRAPHIQUES

• Région Maghreb
Experte : Maya Kellou, Avocate associée Ernst & Young
Email : maya.kellou@ey-avocats.com
Tél. : +33 (0)6 64 49 82 09

• Région Afrique centrale
Expert : Patrick Sevaistre, Conseiller du commerce extérieur de la France
Email : sevaistre.patrick@gmail.com
Tél. : +33 (0)6 11 57 12 43

• Région Afrique anglophone
Expert : Jacques Manlay, Conseiller du commerce extérieur de la France
Email : jacques.manlay@orange.fr
Tél. : +33 (0)6 87 63 18 31

• Région Afrique lusophone
Expert : Alain Fénéon, Avocat consultant aux Editions Juris Africa
Email : contact@feneon.org
Tél. : +33 (0)9 50 62 37 59

• Région Afrique australe
Expert : Laurent Padoux
Email : lpadoux@gmail.com
Tél. : +33 (0)6 63 38 78 00

COMMISSION SÛRETÉ

Une boîte à outils face à l'insécurité

Parmi les nouveautés 2013 du CIAN, la création d'une Commission Sûreté dont la présidence a été confiée à un spécialiste, Alain Flandrois. Dès sa constitution, les travaux ont démarré sur fond d'actualité brûlante et de préoccupations croissantes.

Les excellents résultats économiques du continent africain ne parviennent pas à masquer l'insécurité qui y règne, insécurité persistante et protéiforme, amplifiée par de nouvelles menaces terroristes à l'égard des Français mais pas uniquement : l'attaque terroriste d'In Amenas en Algérie qui s'est soldée le 20 janvier par la mort de 37 ressortissants étrangers dont un Français, la nécessité d'intervenir militairement au Mali et en République centrafricaine, les enlèvements au Niger, Mali, Nigeria, Cameroun, la mort de deux journalistes de RFI…

« 2013 a été marquée par des événements majeurs en Afrique, très médiatisés, qui n'ont fait que raviver les inquiétudes des opérateurs économiques », explique Alain Flandrois, président de la toute nouvelle Commission Sûreté du CIAN. La création de cette dernière a été annoncée par le président du CIAN, Alexandre Vilgrain, lors de l'Assemblée générale du 20 mars : une réponse aux « préoccupations récurrentes exprimées par les entreprises sur ces questions de sûreté étant entendu que l'actualité en la matière est quasi permanente », souligne l'expert de la société de prévention et de gestion des risques DI2S.

« Il ne faut ni dramatiser, ni banaliser. Il faut poser un regard un peu clinique sur les événements afin d'essayer d'apporter des réponses sur le fond des questions, sur les bonnes pratiques à exercer et à mettre en œuvre en matière de sûreté au sein d'une entreprise, quel que soit le pays, et non sur des cas particuliers. Il ne faut pas être dans l'émotionnel », explique-t-il.

La Commission étant nouvelle, les événements sur le terrain nombreux et les sujets de préoccupation tout autant, les travaux de la Commission ont très vite démarré, avec quasiment une réunion par mois. En 2014, elle devrait trouver son rythme de croisière avec une session toutes les six semaines. Comme toutes les autres commissions du CIAN, son objectif premier est de partager des informations, d'identifier et d'échanger sur les bonnes pratiques à mettre en œuvre sur le terrain en Afrique mais également au sein même des entreprises.

24 thèmes identifiés

Au total, 24 thèmes ont été identifiés « autour de problématiques très claires, mais complexes ». Après consultation des membres du CIAN, il est apparu que ce qui préoccupe le plus les entreprises concerne les personnels – nationaux, expatriés, missionnaires… –, d'où le choix des thématiques de 2013. En 2014, la Commission se penchera davantage sur la sécurisation des activités, ainsi que sur des questions plus techniques telles que la responsabilité juridique des dirigeants, la sécurité et les droits de l'homme, le risk management, etc.

Les réunions durent environ deux heures et rassemblent bien au-delà des responsables sûreté des entreprises, les responsables juridiques, du développement, des RH. Deux témoins sont invités à intervenir, émanant l'un d'une institution, l'autre d'une entreprise. « Parce que la parole est libre, je me suis engagé à ce que ces réunions demeurent confidentielles », note Alain Flandrois. À l'issue de chacune d'entre elles, des règles communes sont dégagées, véritable « boîte à outils » dans laquelle chacun vient puiser ce dont il a besoin en fonction de ses spécificités.

La formule a remporté un franc succès. Des représentants d'une quarantaine d'entreprises y participent régulièrement, des entreprises du CAC 40, mais aussi des sociétés de taille intermédiaire, des grosses PME. « La présence de grandes entreprises permet aux petites d'y trouver une source d'inspiration pour adapter leur dispositif à leurs propres contraintes », souligne le président de Commission. À partir des réflexions menées, un guide de la sûreté en Afrique devrait être rédigé et publié courant 2014. « Il résumera les bonnes pratiques concernant la sûreté en Afrique. Certes, il existe déjà de nombreux ouvrages sur ce thème, mais l'Afrique a ses spécificités et mérite d'être traitée en tant que telle », confie le spécialiste. « En outre, les menaces et les modes opératoires ont considérablement évolué au cours de ces dernières années : une actualisation s'avérait indispensable. »

« Ce sera un guide de vulgarisation et non un catalogue de solutions », poursuit Alain Flandrois. « Il s'agit de proposer des outils et de la méthode. Ensuite, à charge pour chaque entreprise, en s'inspirant de cette méthode et en explorant les nombreuses références qui seront données, de concevoir ses propres solutions et réponses. Ce devrait être un gain de temps énorme pour elles. »

LES THÉMATIQUES ABORDÉES EN 2013

- **Mai.** Sûreté des personnes en Afrique : règles comportementales et prévention.
- **Juin.** Le rôle des Etats en matière de protection des personnes et des intérêts économiques privés.
- **Septembre.** La gestion des crises par les entreprises en Afrique : étude de cas de la crise ivoirienne.
- **Octobre.** Comment apprécier le risque sûreté ? La cotation du risque entre psychose et déni, entre subjectivité et réalisme ?
- **Novembre.** La couverture assurantielle, point sur la couverture KNR (Kidnap and Ransom).

COMMISSION RSE

La pratique des entreprises françaises en matière de RSE en Afrique

En 2013 a été publié le Guide pratique CIAN, bilingue français-anglais, La Responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique. Fruit des travaux de la Commission RSE, créée en 2012, il veut être une invitation au dialogue avec l'ensemble des parties prenantes partenaires de l'Afrique.

« En Afrique comme ailleurs, l'entreprise doit de plus en plus mériter le droit d'exercer son métier, gagner ce que les Anglo-Saxons qualifient de licence to operate (permis pour opérer) ». Ainsi la pratique de la RSE tend à se généraliser, se structurer et à se formaliser, les entreprises françaises ayant été souvent pionnières en intégrant une dimension sociale et/ou environnementale dans leurs activités.

Aujourd'hui, 75 % des entreprises membres de la Commission RSE du CIAN, dont la moitié sont cotées en bourse, ont mis en place une organisation avec des responsables RSE. Elles interviennent, avec souvent une dominante, sur les trois composantes de la RSE à savoir, le sociétal, l'environnement et l'économique. Si les questions environnementales sont souvent une condition nécessaire au « permis d'opérer », et ont été au centre des critiques des ONG, le Guide souligne que les conditions de travail et de vie des collaborateurs deviennent un enjeu décisif et les droits de l'Homme un enjeu majeur. Dans ce cadre, engager un dialogue avec les parties prenantes, internes et externes, semble essentiel.

Ce Guide pratique, bilingue français anglais, est disponible sur commande au CIAN (10 euros).

Au fil des pages s'égrènent des pratiques variées et différenciées de la RSE dans plusieurs entreprises françaises. Projets d'accès à l'eau potable ou de développement économique local pour Lafarge, assistance financière à des IMF (institutions de mico-finance) pour la Société Générale, mise en place d'une assurance santé pour la CFAO, certification forestière FSC pour Rougier, création de fondations pour Somdiaa, construction de dispensaires et d'hôpitaux pour la Compagnie Fruitière, conservation de la forêt pour Air France, etc.

Guide pratique, une dernière partie recense les règles, normes, référentiels et chartes qui régissent la vie des entreprises, définit les mots et concepts – de l'agence de notation à diligence raisonnable en passant par la certification ou les bonnes pratiques – et donne une liste des institutions, associations et sites Web de référence.

COMMISSION EDUCATION-FORMATION

65 instituts de formation à fort potentiel

Les ressources humaines conditionnent le développement des entreprises. En validant sur le terrain quelque 70 instituts de formation technique à fort potentiel, l'étude du CIAN offre aux entreprises la possibilité de mieux cibler leurs ressources.

Rappelons que le projet sur l'adéquation formation/emploi en Afrique de la Commission Education/Formation, présidée par Didier Acouetey, PDG d'Africsearch, est articulé autour de trois étapes : recenser les besoins RH des entreprises et les déficits de formations professionnelles en Afrique ; recenser les formations techniques existantes en Afrique ; identifier les plus adaptées au marché et faire des propositions pour le renforcement ou la création de filières porteuses.

Partie du constat qu'il manque des centres de formation technique en Afrique pour accompagner les entreprises, l'étude avait pour objectif d'identifier les établissements qui sont et/ou pourront devenir des centres de référence pour les formations techniques.

Confiée à Sofreco, l'étude « Renforcement des compétences en Afrique pour une

meilleure adéquation formation/emploi », parue en mai 2013, a évalué quelque 90 établissements (sélectionnés parmi un recensement de 1 000) au regard des besoins exprimés par plus de 100 entreprises françaises présentes dans les 13 pays d'Afrique. Une quarantaine a été reconnue comme étant capable de répondre aux besoins des entreprises, une trentaine a été qualifiée à fort potentiel et une vingtaine n'a pas joué le jeu aujourd'hui. Une large majorité s'est donc montrée sensible au projet et a montré un véritable intérêt à s'y investir. « Les écoles étaient très partantes car cela répond à des besoins. Elles ont aujourd'hui besoin de ressources humaines et financières, de supports pédagogiques, d'équiper des laboratoires, et ce au moment où l'État ne peut y répondre » souligne Didier Acouetey.

Cette étude va être exploitée sous différentes formes. Elle va d'abord servir aux grandes entreprises pour les aider à recruter plus facilement sur le continent mais aussi à mieux déployer leurs efforts lorsqu'elles veulent financer des formations, soutenir des instituts ou disposer des RH nécessaires à leur développement. En outre, dans le cadre de la politique française de coopération – le ministère de l'Intérieur et l'AFD ont participé au financement de l'étude – elle va aider l'État français à regarder de manière plus attentive et ciblée là où concentrer ses efforts de financement en matière d'éducation et de formation technique. Enfin, des entreprises et des bailleurs comme la Banque mondiale ou l'UE, qui veulent apporter des réponses concrètes aux questions de l'emploi et de la formation en Afrique, pourront utiliser cette étude. « On espère aussi que cela va créer une émulation en Afrique au niveau des pays et des écoles pour faire mieux que ce qui est fait aujourd'hui » ajoute Didier Acouetey.

« Aujourd'hui, l'enjeu est de renforcer, appuyer certains instituts de formation qui ont des capacités de développement de filières qui répondent aux besoins du marché et finalement de donner du travail aux Africains dans des entreprises ». Et pour y parvenir, la prochaine étape de la Commission sera de voir quels sont les entreprises et bailleurs intéressés à financer le renforcement de filières existantes répondant à la demande. Le CIAN se rapprochera donc au début de l'année prochaine de ses adhérents pour voir quelles entreprises souhaiteront se mobiliser.

Cette dynamique devrait apporter sa pierre à la diminution de la fuite des cerveaux du continent. « Avec le développement de la formation et de l'emploi, les Africains ont de moins en moins de raisons de partir à l'extérieur pour étudier et travailler. La prise de conscience de rendre les filières plus adaptées aux besoins du marché, la multiplication des écoles de bon niveau et la création d'emplois font que progressivement la fuite des cerveaux devrait se réduire » conclut Didier Acouetey.

COMMISSION SOCIALE

Au service de ses adhérents

Toujours à la recherche de bailleurs, la Commission sociale n'a guère avancé cette année sur la couverture sociale des Africains expatriés en Afrique. En revanche, elle a constitué un annuaire des cabinets de conseil et engagé une réflexion sur des questions sociales dans le cadre de la RSE.

Le projet d'envergure de la Commission sociale, l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit social (OHADS), est aujourd'hui en stand-by faute de concours financiers. Malgré la volonté politique affichée par les pays concernés, l'harmonisation des droits sociaux n'avance pas. Pourtant une telle évolution serait très positive tant pour les salariés que pour les entreprises. Le secteur privé doit apporter sa contribution sous la forme de solutions et montrer ainsi aux autorités politiques qu'il y a un consensus sur le sujet. Toutefois, la mise en œuvre de ces solutions, qui seront soumises aux autorités des pays africains, nécessite des moyens financiers significatifs. La recherche de financements privés auprès des fondations/sponsors se poursuit.

Très fréquemment, de nombreux adhérents à la recherche d'un cabinet conseil dans une ville en Afrique, interrogent la Commission sociale. Ainsi, a-t-elle décidé de recenser ces cabinets avec une approche spécifique : seront recensés les cabinets utilisés et/ou recommandés par les adhérents du CIAN. Un questionnaire leur a donc été envoyé. À partir des informations reçues, la Commission sociale a établi un annuaire avec plus de 100 cabinets dans 35 pays africains et en France. Ces cabinets sont classés selon 3 critères : conseil sur la législation locale, assistance lors de conflits salariaux et gestion des sujets liés à l'expatriation. Les cabinets, membres du CIAN, sont également listés. Marc Vezzaro, Président de la Commission Sociale, souligne que si des adhérents devaient ne pas être entièrement satisfaits des prestations reçues, les cabinets en question seraient retirés de la liste. Cet annuaire est donc appelé à s'enrichir quantitativement et qualitativement.

Dans le cadre des travaux de la Commission RSE, créée par le CIAN en 2012, la Commission sociale, avec l'appui de l'un de ses membres, Michael Page International, a engagé une réflexion sur la politique de recrutement et de promotion au sein des entreprises en Afrique. Certes c'est un sujet présent sur tous les continents, mais il est apparu intéressant de l'approfondir sur l'Afrique, qui a ses propres particularités, comme par exemple les politiques de « local national content ». Une première réunion sur ce thème sera proposée aux membres en avril 2014.

COMMISSION JURIDIQUE ET FISCALE

20 ans de l'OHADA, où en est-on ?

Pour la Commission Juridique & Fiscale et son président Jean-Jacques Lecat, l'année a été fortement marquée par le 20e anniversaire de la signature du traité OHADA.

En 2013, les échanges se sont poursuivis au sein de la Commission concernant les contraintes fiscales et de contrôle des changes attachés au paiement de rémunérations de services par les sociétés africaines aux sociétés françaises. Il s'agit en particulier de nouvelles mesures de contrôle des prix de transfert, ou de limites de déductibilité qui sont mises en place dans un nombre croissant de pays. Un document d'information sur ces mesures a été établi par la Commission et actualisé. Un point particulier a été effectué lors d'une réunion sur la réforme fiscale sénégalaise applicable depuis le début de l'année 2013.
À l'occasion de la célébration du 20e anniversaire de la signature du Traité instituant l'OHADA, des commentaires ont été communiqués sur les attentes des entreprises. « Ont été évoqués un meilleur fonctionnement des tribunaux, et en particulier la spécialisation des juges, ainsi que la clarification et le renforcement de la fonction contentieuse de la CCJA, la nécessité d'une disponibilité effective des informations auprès des Registres du Commerce et du Crédit Mobilier l'extension du droit OHADA à d'autres pays, en particulier aux pays de droit continental et une extension mesurée à de nouvelles matières avec une priorité à l'examen d'un projet d'Acte Uniforme sur le droit du travail » rapporte Jean-Jacques Lecat, avocat associé chez CMS Bureau Francis Lefebvre.
La Commission a ensuite convié, au cours d'une réunion, la représentante du Ministère des Affaires Étrangères qui suit l'OHADA pour faire le point des actions du Ministère et de l'actualité OHADA.
À cette occasion, le Professeur Barthélémy Mercadal, agrégé des facultés de droit, vice-président et secrétaire général de l'Institut international de droit d'expression et d'inspiration françaises (IDEF) a présenté le Code OHADA annoté établi par l'IDEF sous sa direction, qui se caractérise par un très grand nombre de références à des décisions des juridictions OHADA, dont certaines du Cameroun anglophone, et de celles de beaucoup d'autres pays.
Une conférence sur l'arbitrage en Afrique a été organisée conjointement avec le comité français de la Chambre de Commerce Internationale (ICC) au cours de laquelle Jean-Jacques Lecat a parlé du règlement des litiges entre les entreprises et les États africains et Alain Fénéon, juriste et expert Afrique lusophone au CIAN, de la médiation.

COMMISSION ANTICORRUPTION

Vers davantage d'équité dans les sanctions

Deux points forts pour la Commission anticorruption en 2013 : l'enjeu de la révélation volontaire et celui des sanctions de la Banque mondiale.

La Commission anticorruption a connu un moment important en juin en invitant François Badie, à présenter les conclusions de son rapport destiné chaque année au Premier ministre et au ministre de la Justice. « Face à la corruption transnationale, les entreprises ont deux enjeux », souligne Philippe Montigny, président de la Commission. « D'une part, elles se positionnent dans un contexte multi juridictionnel, une entreprise française poursuivie au Royaume Uni ou aux États-Unis peut l'être également en France. Elle le sera selon des procédures différentes, avec des accords négociés rapides d'un côté et de l'autre des procédures contradictoires, plus lentes et difficilement prévisibles. Deuxièmement, les entreprises sont confrontées à une législation britannique d'une forte portée extraterritoriale : le délit de défaut de prévention de la corruption. Ainsi, une entreprise française qui, par ailleurs opère au Royaume-Uni, qui a commis un acte de corruption n'importe où dans le monde sera poursuivie par le Serious Fraud Office pour défaut de prévention de la corruption. »

La révélation volontaire

Pour réduire les difficultés multijuridictionnelles qu'engendrent les différences entre les approches anglo-saxonne et française, il serait intéressant d'élaborer un système de plaider coupable et d'accords de poursuites différés, tout en respectant certains fondamentaux du système judiciaire français, avec le rôle central du juge et la publicité donnée au jugement. Sur ce point, les Britanniques ont lancé une vaste consultation en 2013, proposant une solution à mi-chemin entre les procédures américaines et françaises, à savoir un accord de procédure différé impliquant obligatoirement le juge dans une procédure publique. « Cette voie est intéressante car elle permet de rassurer les entreprises, les encourage à faire des révélations volontaires tout en n'envoyant pas de signaux négatifs à l'opinion publique sur d'éventuelles collusions entre les intérêts des entreprises et le pouvoir », remarque Philippe Montigny. Pourquoi la révélation volontaire est-elle

si importante ? Car elle permet au dirigeant qui découvre une opération de corruption ou de fraude financière, d'en faire état publiquement afin de pouvoir la traiter, par exemple en licenciant les personnes impliquées ou en procédant à des réformes pour remettre l'entreprise sur de bons rails. Or, en France, l'entreprise qui fait des révélations risque – au-delà des amendes – des sanctions extrajudiciaires très pénalisantes et difficilement prévisibles, exclusions de marchés publics, fermeture d'établissement, ce qui décourage le dirigeant de s'engager dans une révélation volontaire.

De surcroît, l'approche du Royaume Uni – en faisant du défaut de prévention de la corruption un délit et en lui donnant une dimension extra territoriale – valorise l'importance de se doter d'un programme de prévention de corruption. « L'idée est double : ça donne au Serious Fraud Office du Royaume-Uni une capacité extra territoriale pour poursuivre des entreprises domiciliées dans des pays qui n'ont pas transposés effectivement des conventions internationales anticorruption, faisant pression sur ces derniers à le faire. Deuxièmement, cela établit un standard de programme anticorruption. En effet, après consultation auprès des entreprises, les autorités britanniques ont établi 6 principes qui, si l'entreprise les applique, lui permettent de bénéficier d'une défense automatique. La France, par le biais du SCPC, se demande si elle ne devrait pas faire de même. L'idée est intéressante mais les entreprises craignent l'accumulation. Car, aujourd'hui, une multinationale doit s'assurer d'être en conformité avec les lignes directrices anglaises, américaines, italiennes, de l'OCDE, la Chambre de commerce internationale, qui sont cohérentes entre elles mais à 80 % seulement. Il demeure 20 % de spécificités. Si la France dresse ses propres lignes, on ne va pas vers la simplification. Si en revanche, les autorités françaises se concentrent sur les axes génériques d'un programme anticorruption, elles encourageront les entreprises à s'équiper d'outils de prévention appropriés », note le président de la Commission.

Pour un rééquilibrage des sanctions Banque mondiale

La Commission anticorruption a été consultée cet automne par la Banque mondiale sur la réforme de son système de sanctions. En effet, la Banque a un Service de l'intégrité qui peut enquêter sur des contrats qu'elle finance. Durant l'exercice 2013, 72 entités ont été sanctionnées et 352 radiées par la Banque. « La Banque a un pouvoir régalien considérable, d'autant plus que le traitement qui est fait entre l'entreprise corruptrice et l'administration corrompue n'est pas du tout équitable. L'entreprise se retrouve sanctionnée, son nom mis sur liste noire ce qui lui confère un côté diffamatoire et a un véritable impact financier pour son activité.

En revanche, s'agissant de l'État impliqué, la Banque établit un dossier qu'elle transmet aux autorités nationales qui doivent le rendre public. Mais en définitive, on ignore si des sanctions ont été prises à l'égard de l'administration coupable ou des fonctionnaires corrompus. » Un sujet d'autant plus délicat que les Etats sont actionnaires de la Banque. La Commission a donc fait part à la Banque de ce déséquilibre et a proposé, notamment, qu'une liste noire indicative des administrations et des agents publics soit dressée et rendue publique sur le site de la Banque. Une des sanctions pourrait être de condamner l'entreprise et l'administration incriminées à organiser des actions communes de la lutte contre la corruption comme des formations, ou la mise en place d'entités de contrôle au sein de l'administration…

EXPERT AFRIQUE CENTRALE

Des mutations délicates

Le CIAN s'est doté cette année d'un expert Afrique centrale, Patrick Sevaistre, nouveauté opportune car l'actualité a été riche.

Fin janvier, le président Paul Biya s'est rendu en visite officielle à Paris où s'est tenu le Forum économique France-Cameroun auquel ont participé quelque 300 entrepreneurs. Autour du thème « La relance d'un partenariat économique durable », le chef de l'État était accompagné des ministres des Mines et de l'Industrie, des PME, de l'Agriculture, de l'Économie ainsi que du président du Gicam, André Fotso.

En avril, c'était au tour du président congolais Denis Sassou N'Guesso de se rendre en France, accompagné d'une quinzaine de ministres et membres du gouvernement ainsi que du patron de l'organisation patronale, Unicongo. Une centaine de chefs d'entreprises français était présente à la réunion au Medef. Enfin, le 22 octobre, Ubifrance a organisé une réunion sur l'Afrique centrale qui, malgré la crise centrafricaine, a rassemblé plus de 180 participants et environ 80 rendez-vous individuels ont été pris. Ces événements ont été l'occasion de présenter les grands projets dans la région : les interconnexions énergétiques Cameroun-Nord Nigeria mais aussi Nord Nigeria-Tchad-République centrafricaine ; le projet de port en eau profonde de Kribi au Cameroun et l'unité de liquéfaction de gaz dans laquelle GDF-Suez détient 75 % ; les zones économiques spéciales de Nkok au Gabon ou encore le projet Total de Moho Bilondo au Congo, sans oublier la Cité internationale des Affaires au Tchad. Autant d'occasions qui ont permis au CIAN de rappeler l'importance, pour les investisseurs, de règles du jeu durables et applicables par tous.

Une intégration régionale fragile

Dans ce contexte, le CIAN suit de très près les travaux des plateformes de dialogue public-privé mis en place au Cameroun, au Gabon, au Tchad et au Congo. L'objectif consiste à offrir aux décideurs économiques un cadre institutionnel favorable à la prise de risques et leur donner une visibilité sur le long terme. « Ces structures sont encore

jeunes et méritent d'être consolidées », souligne Patrick Sevaistre. « Il est important que les représentants de chacune des parties soient structurés, notamment que les représentants du secteur public aient un mandat clair afin que les mesures arrêtées soient suivies d'effets. » Mais, au niveau de l'Afrique centrale, les plus grandes interrogations portent sur les avancées de l'intégration régionale. En effet, alors que les chefs d'État de la CEMAC avaient pris la décision historique de supprimer les visas pour les ressortissants des pays membres, la Guinée Équatoriale a refusé d'appliquer le 1er janvier 2013 ce principe de libre circulation. D'ailleurs, la région reste peu intégrée avec de faibles échanges intracommunautaires, des infrastructures de communication insuffisantes et de fortes réticences aux abandons de souveraineté. La probable ratification par le Cameroun en 2014 de l'Accord de partenariat économique (APE) intérimaire signé en 2009, ainsi que la sortie au 1er janvier du Gabon du Système de préférences généralisées (SPG) de l'UE devraient encore fragiliser cette dynamique régionale. En effet, on assistera, dès 2014, à la coexistence de 4 régimes différents régissant les relations commerciales entre les 6 pays de la CEMAC et l'UE : le régime PMA (Pays les moins avancés) pour le Tchad, la Guinée Équatoriale et la RCA, le régime APE pour le Cameroun, le régime SPG pour le Congo et le régime NPF (Nation la plus favorisée) pour le Gabon.

Quid de la filière bois au Gabon ?

À compter du 1er janvier 2014, le Gabon ne bénéficie plus du régime SPG de l'UE qui accorde des avantages tarifaires aux exportations des pays en développement vers l'UE. Cette décision s'applique à tous les pays qui – comme le Gabon – sont depuis plus de 3 ans des pays classés à revenu moyen supérieur ou à revenu élevé et qui n'ont pas conclu d'accord de libre-échange avec l'UE. C'est le cas du Gabon qui n'a pas souhaité donner suite depuis 2007 aux propositions de l'UE de conclure un APE. Aussi, les droits de douanes appliqués à l'entrée dans l'UE des principaux produits gabonais seront relevés. Ceci ne touchera pas le pétrole mais en revanche impactera fortement la filière bois. La taxe sur le contreplaqué gabonais passera de 6,5 à 10 %. Les produits de première transformation dont les placages, utilisés pour la fabrication en Europe de contreplaqué, verront quant à eux leurs droits passer de 0 à 6 %. Ces nouveaux droits de douane frapperont directement l'industrie du contreplaqué au Gabon ainsi que l'industrie européenne – française en particulier – qui en dépend directement. Dans ce contexte, le CIAN a sensibilisé le Commissaire européen au développement quant aux conséquences majeures d'une telle modification sur les industriels européens qui, ces dernières décennies, ont œuvré à bâtir un « modèle » de développement durable respectueux de la légalité forestière.

EXPERT AFRIQUE ANGLOPHONE

L'Afrique anglophonne en effervescence

Pour Jacques Manlay, expert Afrique anglophone, les questions de sécurité sont circonscrites géographiquement et ne doivent pas occulter le dynamisme de cette région.

L'Afrique anglophone, notamment le Nigeria avec ses 170 millions d'habitants et sa croissance économique qui tourne autour des 7 %, est en pleine effervescence. Mais le Nigeria fait peur, cette année peut-être encore plus que d'autres, le pétrolier italien Eni allant jusqu'à menacer de se retirer. Les majors se tournent davantage vers l'offshore, moins risqué. En outre, les dossiers environnementaux y sont particulièrement épineux. Ceci dit, la croissance est bel et bien au rendez-vous, avec une dynamique régionale de plus en plus visible émanant d'initiatives extérieures comme intérieures. « Lors de sa tournée africaine, le président Obama a lancé son programme Power Africa, de 7 milliards USD, pour adosser à la BAD l'électrification de pays tels que le Liberia, la Tanzanie, le Kenya, l'Éthiopie, le Nigeria, le Ghana, tous – ou presque – anglophones », précise Jacques Manlay. Une initiative étroitement associée à General Electric. L'Afrique, surtout anglophone, est également très courtisée par la Chine bien sûr, mais aussi par la Turquie très présente sur le continent en 2013, et par le Brésil.

Quant aux initiatives intérieures, des groupes africains de plus en plus nombreux investissent sur leur propre marché ou dans leur région, que ce soit des banques mais aussi des industriels, comme le conglomérat nigérian Dangote. Parallèlement, on voit apparaître dans les pays anglophones, une volonté de protection souvent sous forme de droits de douanes, mais aussi d'incitations discriminantes à l'égard de leurs productions locales, que ce soit dans le domaine agricole ou industriel. Une politique, en matière agricole, qui n'est pas sans avoir d'effets collatéraux : stimuler la production locale de riz en érigeant des barrières douanières sur les importations de riz bon marché a pour effet de renchérir son prix sur le marché local. « Un certain nombre de pays ont réalisé que s'ils voulaient développer la production localement, ils ne pouvaient pas être en concurrence frontale avec les produits importés du monde entier », explique le spécialiste. L'agriculture est un des secteurs économiques qui évoluent le plus, notamment au Nigeria, que ce soit l'agriculture traditionnelle, vivrière, mais aussi la mise en place de filières : accessibilité d'intrants via les téléphones mobiles, mise en culture de surfaces plus importantes par des opérateurs locaux ou étrangers, comme le groupe Olam de Singapour particulièrement actif sur l'Afrique de l'Est et le Nigeria. « Quant à la France, 2013 a été un peu l'année de la découverte du Nigeria » estime Jacques Manlay en rapportant les propos de la ministre nigériane des Finances, Ngozi Okonjo-Iweala, à l'occasion de la visite de la ministre française du Commerce extérieur, Nicole Bricq : « Si vous n'êtes pas au Nigeria, vous n'êtes pas en Afrique. »

EXPERT AFRIQUE LUSOPHONE

En Angola aux côtés de Laurent Fabius

Les interrogations sur la fiscalité angolaise demeurent majeures mais n'occultent en rien le potentiel du pays, comme du Mozambique, les deux pays phares d'Afrique lusophone pour laquelle Alain Fénéon est le référent au CIAN.

Le CIAN était de l'importante délégation du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, en Angola le 31 octobre 2013. Une délégation qui comprenait les grands groupes comme Air France, Alstom, Bolloré, Total, ou Vergnet. La croissance angolaise caracole à 8 %, la France ayant une part de marché de 6 %. Les échanges entre les deux pays ont plus que doublé entre 2005 et 2010 mais ils demeurent essentiellement axés sur le pétrole. Actuellement, 70 entreprises françaises y sont établies.

Néanmoins ces dernières continuent à avoir beaucoup d'interrogations à l'égard de la fiscalité angolaise. « Un certain nombre de taxes s'appliquent en Angola et la difficulté pour une entreprise est de ne jamais savoir, au démarrage d'un projet ou d'un chantier, si les taxes sont cumulatives ou alternatives. Or, ce sont des taxes parfois élevées, de l'ordre de 7 % s'agissant du chiffre d'affaires, soit beaucoup plus que la marge de nombreuses entreprises », explique Alain Fénéon, l'expert Afrique lusophone au CIAN. La visite de Laurent Fabius s'inscrivait dans le long processus de normalisation des relations politiques après les épisodes de l'« Angola gate ». Total, présent depuis 60 ans, a facilité l'implantation de nombreuses sociétés, et l'Angola offre un bon exemple d'approche collective. Malgré les lourdeurs de l'administration et les incertitudes réglementaires, il ne faut pas perdre de vue les richesses en hydrocarbures et surtout un large accès à l'Océan. Le Mozambique, pays côtier lui aussi, a un potentiel énorme que les PME françaises tardent à découvrir alors que de nombreuses grandes entreprises françaises y sont déjà implantées. Quant à la Guinée Bissau, elle attire essentiellement des investisseurs touristiques et hôteliers. Quid de 2014 ? Essentiellement, la succession du président angolais José dos Santos qui pourrait changer des paramètres.

EXPERT AFRIQUE AUSTRALE

Année historique pour les sociétés françaises

Le dynamisme des marchés d'Afrique australe a incité le CIAN a renforcer ses rangs cette année d'un expert de cette région en la personne de Laurent Padoux.

« L'Afrique du Sud demeure le poids lourd de l'Afrique, malgré la forte montée en puissance du Nigeria, et le premier marché africain de la France », souligne Laurent Padoux, le nouvel expert Afrique australe au CIAN. « Le pays est un acteur politique, économique et militaire en Afrique subsaharienne qui, pour l'instant, n'a pas d'équivalent sur le continent. » Un pays qui continue à susciter beaucoup d'interrogations de la part des membres du CIAN – des PME surtout – notamment quant à la mise en pratique des règles du Black Economic Empowerment (BEE) mais aussi dans la recherche de partenaires.

Ses niveaux de croissance de l'ordre de 2-3 %, alors que le continent caracole en moyenne à 5-6 %, interpellent les entreprises. « De façon quasi mécanique, l'Afrique du Sud est en moins forte croissance que les autres pays, car elle part de beaucoup plus haut », note le spécialiste. S'agissant des rapports avec la France, 2013 a été une bonne année avec la signature par Alstom d'un important contrat : 4 milliards USD pour la modernisation du rail sud-africain avec, à la clé, la fourniture de 600 trains de passagers, soit 3 500 voitures, entre 2015 et 2025. « Toutefois beaucoup sera construit localement mais aussi à partir d'autres filiales d'Alstom. Il y a peu de pays en Afrique qui offre de pareilles perspectives de débouchés. » Deux autres contrats assez emblématiques ont également été signés dans le domaine de l'énergie par EDF et GDF Suez.

Les autres pays d'Afrique australe ne sont pas à négliger, loin de là. Le Botswana et la Namibie sont de petits pays mais avec un niveau de vie parmi les plus élevés d'Afrique. « Des opportunités qui ne sont pas toujours faciles à saisir pour une entreprise française », convient Laurent Padoux. Quant au Mozambique, qui part de loin également, les entreprises françaises sont encore peu présentes alors que les opportunités sont très nombreuses et pas seulement dans le secteur minier.

À noter qu'en France, en mai dernier, la mission d'information de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, menée par les députés Noël Mamère et Michel Zumkeller, a auditionné le CIAN, sur les raisons de la croissance plus rapide en Afrique anglophone que francophone. Au-delà, les parlementaires ont voulu cerner plus spécifiquement les enjeux que représente cette région du monde pour les entreprises françaises (Rapport d'information « Les émergents de l'Afrique anglophone » publié le 6 novembre 2013).

POUR EN SAVOIR PLUS ET ADHERER :

www.cian.asso.fr

C I A N

Conseil français des investisseurs en Afrique

45, rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris
Tél. 01 45 62 55 76
Fax 01 42 56 79 33
relationcian@cian.asso.fr

Votre interlocuteur pour vos envois express **nationaux.**

Votre interlocuteur pour vos envois express **internationaux.**

bosphore Crédit photos : Fotolia • © Chronopost 2013. SAS au capital de 32 632 000 euros. RCS Nanterre 983 960 135

Chez Chronopost, vous avez un interlocuteur unique pour tous vos envois express, nationaux comme internationaux. Une seule collecte, une seule facture, un seul logiciel d'expédition et un conseil personnalisé pour vos procédures de douanes…
Pour vous c'est plus simple, plus rapide et plus sûr.

Depuis 25 ans, Chronopost accompagne les entreprises françaises à l'export vers 230 pays et territoires.

Pour l'international aussi, ayez le réflexe Chronopost !

Partenaire

UBIFRANCE

www.chronopost.fr

CHRONOPOST INTERNATIONAL®

Demandez à Chronopost, ça ira plus vite.

UN UNIVERS DE MARQUES S'OFFRE À VOUS

Getty Images • TERRE DE SIENNE

Depuis 125 ans, CFAO est le partenaire privilégié des plus grandes marques internationales en Afrique. Répondre aux besoins de mobilité et aux envies de consommation courante, promouvoir l'accès aux médicaments de qualité, accompagner le développement des infrastructures et participer à l'essor des nouvelles technologies. À travers ses métiers, CFAO satisfait les besoins de ses clients. CFAO, au service de la rencontre des plus grandes marques et d'un continent en mouvement.

www.cfaogroup.com

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. À consommer avec modération.

CFAO

distributeur de marques